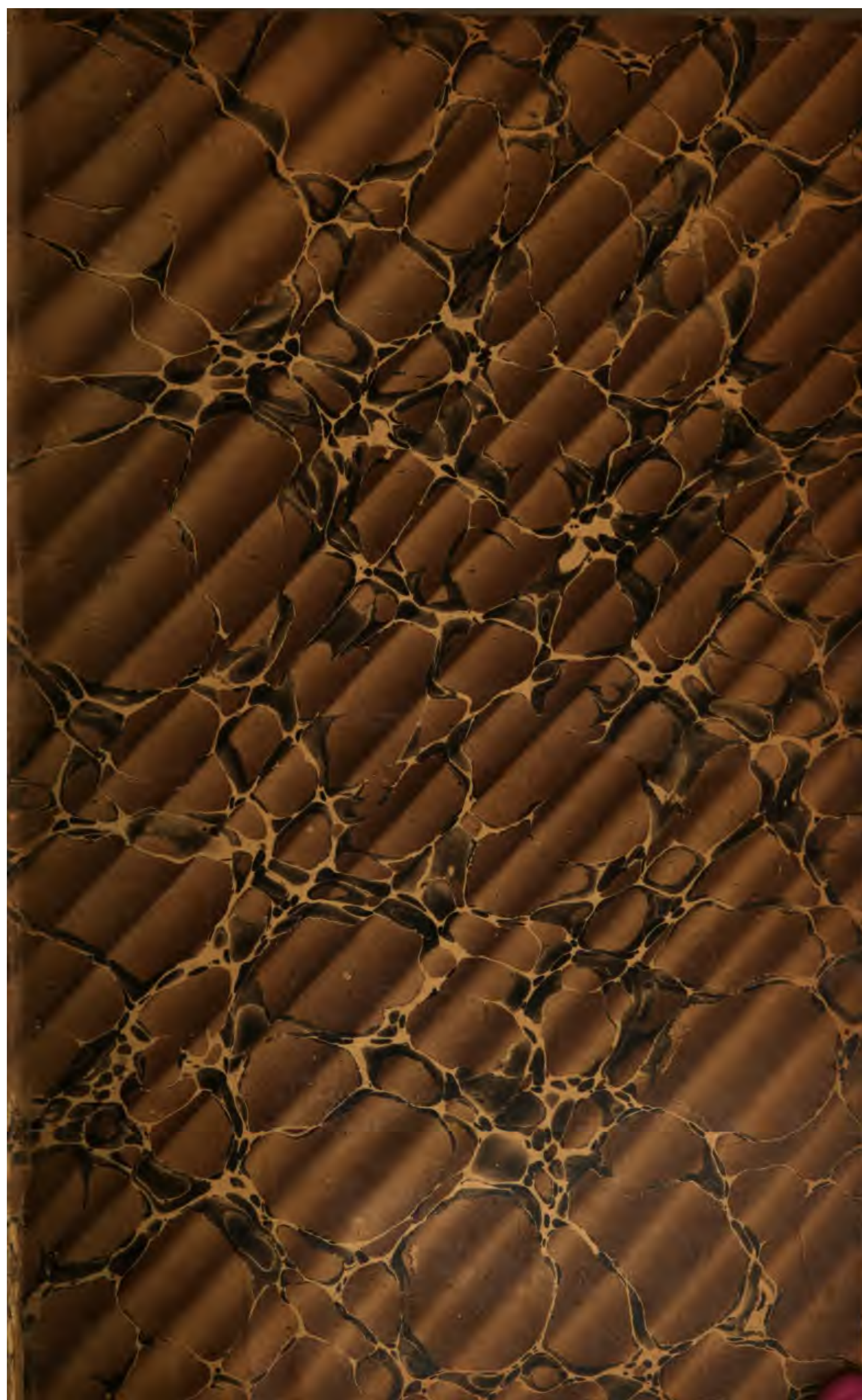




LES

PROBLÈMES POLITIQUES

ET SOCIAUX

A LA FIN DU XIX[e] SIÈCLE

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

La Question d'Orient, depuis ses origines jusqu'à nos jours, avec une préface de M. Gabriel Monod, de l'Institut. 1 vol. in-8° de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine*. 2e édition........... 7 »

LES

PROBLÈMES POLITIQUES

ET SOCIAUX

A LA FIN DU XIXe SIÈCLE

PAR

ÉDOUARD DRIAULT

Professeur agrégé d'histoire au lycée d'Orléans.

LA QUESTION D'ALSACE-LORRAINE
LA QUESTION ROMAINE : LE PAPE, LE ROI, LE PEUPLE
LA QUESTION D'AUTRICHE-HONGRIE — LA QUESTION OTTOMANE
LA MÉDITERRANÉE — LA MER ROUGE : ÉGYPTE ET ABYSSINIE
LE PARTAGE DE L'AFRIQUE
L'ASIE ANTÉRIEURE — L'ASIE CENTRALE — LA QUESTION CHINOISE
LES ÉTATS-UNIS — LA TRIPLE ALLIANCE — L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE
LES GRANDES PUISSANCES ET LE PARTAGE DU MONDE
LES CONFLITS ET LA PAIX — LA SOCIÉTÉ : ÉGLISE ET SCIENCE

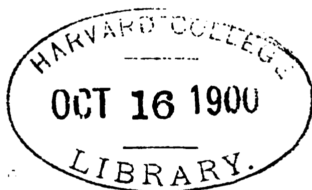
PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1900


HARVARD COLLEGE
OCT 16 1900
LIBRARY.

LES PROBLÈMES POLITIQUES
ET SOCIAUX
A LA FIN DU XIXe SIÈCLE

INTRODUCTION

Une Exposition universelle est une synthèse du progrès; elle résume une période. Celle de 1900 est la synthèse du siècle entier. Il appartenait à la France de faire ce travail nécessaire; son esprit classique, formé aux généralisations, est le plus apte à distinguer l'essentiel du contingent, à tirer la loi des phénomènes, à organiser le chaos des faits particuliers, à marquer les grandes lignes de la civilisation. Nulle nation ne saurait lui disputer ce mérite. Nulle part l'Exposition de 1900 ne pouvait être mieux qu'à Paris.

On peut disputer sur la valeur de ce mérite. Les Français en ont naturellement la conscience claire. L'esprit humain a besoin de cette synthèse, de cet examen de ses connaissances; il tâtonnera moins ensuite à la recherche de la vérité; il se rendra mieux compte, par ce qu'il a fait, de ce qu'il a à faire.

Il y a mieux. Le frottement des idées rapprochées ne peut manquer d'en produire de nouvelles. Cette synthèse n'est pas seulement un résumé; elle est une préparation. Concentrer les résultats acquis par la science, c'est mesurer toute sa puissance et lui donner une plus grande force d'expansion.

Cela est nécessaire aussi pour les faits historiques. Dans le tumulte des événements journaliers, on distingue mal le fait-

divers de celui qui marquera une date ; dans l'inextricable forêt de dépêches que le télégraphe croise sur le monde, on a peine à suivre les grandes voies de la vie des peuples. La perspective manque, le jugement est mal assuré ; pour mieux voir, il faut prendre du recul dans le passé. Car l'histoire est l'école de la politique.

L'histoire est plus nécessaire que jamais, à mesure que les peuples sont appelés à gérer plus directement leurs intérêts. Jadis, quand les destinées des nations étaient aux mains de souverains ou de ministres, quelquefois habiles, l'histoire pouvait se renfermer dans le cabinet du savant, n'être qu'une science sereine et désintéressée. Toute science désormais a des applications pratiques. Le peuple s'est élevé à la dignité de souverain ; il est sorti de l'enfance, il est son maître. Cette responsabilité comporte de grands devoirs ; il faut qu'il s'instruise. L'histoire doit descendre dans la rue, « aller parmi le peuple », se mêler à sa vie. Ce serait une négligence réservée aux pires malheurs que d'abandonner la conduite de la nation à l'ignorance, c'est-à-dire au hasard.

Or la nation — et certes je ne parle pas seulement de la France — connaît un peu, très peu, ce qu'on appelle la politique intérieure ; elle exprime sa volonté, sans beaucoup de réflexion d'ailleurs, sur le système des impôts ou des douanes ; elle se laisse souvent tromper, même en cela. Quant à la politique extérieure, elle l'ignore ; elle est étrangère aux choses de l'étranger. Elle sent parfaitement que la paix est le premier des biens, et ne paraît pas se douter que la guerre, le plus grand des maux, est un fait de politique extérieure. Misérable imprévoyance, à laquelle il faut l'arracher.

Elle n'a pas seulement à s'éclairer sur la valeur respective des faits de la politique contemporaine, sur l'importance de la question d'Autriche, de la question d'Orient ou d'Extrême-Orient, de l'expansion coloniale. Elle a à les apprendre, depuis leurs éléments primitifs. Elle est souveraine et ignorante. Elle

délègue sa souveraineté à des représentants, souvent ignorants comme elle; et aveugle, conduite par des aveugles, comment ne risquerait-elle pas d'aller aux aventures? Une nation souveraine ignorante peut commettre des fautes, comme un souverain ignorant. Pour elle comme pour lui, la souveraineté n'est pas garantie d'infaillibilité. Tout au plus, par peur du danger qu'elle ignore, évitera-t-elle d'agir quand il le faudrait. Cela encore est un grand mal. Une telle nation ne peut pas avoir une politique. Mieux vaudrait parfois un dictateur énergique, conscient de ce qu'il peut et de ce qu'il veut. Mais une nation réduite à confier le soin de sa grandeur à un homme providentiel ne serait pas mûre pour la liberté.

Si elle ne sait pas, son premier devoir est d'apprendre. Le moment en est venu; l'intérêt en est pressant, pour la France en particulier. L'expansion coloniale, qui est le fait le plus caractéristique de la fin du XIX[e] siècle, a multiplié les points de contact, de conflit entre les nations, arraché les gouvernements aux traditions diplomatiques qui avaient pu suffire pendant des siècles. Il y a quelques années, on pouvait encore dire que les Balkans et la flèche de Strasbourg dominaient toute la politique européenne. La question d'Alsace et la question d'Orient sont toujours d'importance capitale, primordiale, et leur solution préoccupe tous les cabinets de l'Europe. Mais d'autres questions se sont posées depuis une quinzaine d'années, avec une gravité soudaine, qui en ont quelque peu détourné l'attention.

Toute l'Afrique, depuis quinze ans, a été partagée; — tout d'un coup, il y a trois ans, la question de Chine est née et a pris aussitôt un caractère très aigu; — l'empire espagnol, il y a deux ans, a achevé de s'écrouler, et l'impérialisme américain est venu bouleverser toutes les conditions de la politique générale. L'hexarchie qui régnait sur le monde est devenue une heptarchie. Il ne s'agissait auparavant que de l'équilibre de l'Europe; il s'agit maintenant de l'équilibre du monde.

Le champ de la politique s'est élargi dans des proportions

énormes. C'est en effet le globe tout entier qui est aujourd'hui l'échiquier où jouent les grands joueurs qui sont les grandes puissances, et les États-Unis viennent de s'asseoir à la table de jeu, témoignant dès l'abord d'une audace déconcertante.

Mais l'intérêt est plus grand que celui qui peut s'attacher à un jeu de politique. Ce n'est pas un jeu, c'est un drame. Le temps n'est plus où l'on pouvait se désintéresser des coups échangés au loin. Sur chaque point de la terre, il s'agit de l'avenir, de la grandeur, de la vie même de chacune des nations de l'Ancien et du Nouveau Monde. C'est le drame de l'humanité tout entière, agitée de fièvre, frémissante du problème de ses destinées nouvelles.

Car la politique n'est plus seulement l'art de dépouiller les faibles par force ou de tromper les forts par ruse. Il ne s'agit plus seulement de partager des territoires, de conquérir de la gloire pour quelque vaillant ou habile guerrier. Les guerres de succession sont depuis longtemps finies; les grandes guerres de nationalités ont fait leur œuvre dans le dernier demi-siècle. Il s'agit de l'exploitation des plus fertiles terres. Il s'agit de livrer au travail et à la science tous les trésors du globe. Il y aura sans doute encore bien des crimes de la force contre le droit. Mais ces terres sont assez vastes, ces richesses assez grandes, pour suffire, bien réparties, à l'activité et à la vie des hommes. Avec les infinies ressources de la science, il se peut que cette circulation de tous les produits du sol et de toutes les énergies humaines contribue à diminuer les misères sociales. Jadis la découverte du Nouveau Monde fut la fin de la richesse immobilière et prépara l'avènement de la bourgeoisie. Il se peut que l'exploitation scientifique du globe prépare l'émancipation de toutes les classes de la société, mette fin à toutes les servitudes, assure à chaque homme plus de bien-être, plus de loisir pour se perfectionner et s'améliorer, délivre l'esclave humain de toute chaîne.

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION D'ALSACE-LORRAINE

Il faut bien commencer cette revue rapide par la question d'Alsace. J'encours dès l'origine le reproche de ne voir les choses qu'au point de vue français; d'aucuns y trouveront la marque d'une étroitesse d'esprit qui excitera leur défiance. J'accepte le reproche; je consens volontiers que ce livre ait dès la première page une marque française; j'ai conscience d'ailleurs que, de la France comme centre, on peut jeter sur le monde un regard suffisamment impartial.

Aussi bien, qui niera qu'à beaucoup d'égards, la situation actuelle du monde ait été produite par les événements de 1870? Cette date est à l'origine de presque toutes les questions qui préoccupent aujourd'hui les hommes politiques] et les historiens. Parce qu'à cette date la Prusse mutila effroyablement la France, la France s'arma pour venger sa défaite, l'Allemagne s'arma pour garder sa conquête, toute l'Europe s'arma pour assurer entre toutes les grandes puissances l'équilibre des forces militaires, et le monde entier s'intéressa à la querelle. Les générations qui viendront appelleront ce dernier tiers de siècle « l'ère de la paix armée », et la principale, sinon l'unique origine de la paix armée, c'est la question d'Alsace-Lorraine. Il semble que même un étranger la mettrait aussi au premier chapitre d'un livre comme celui-ci.

En vérité par moments d'autres questions sollicitent plus vivement l'attention; depuis trente ans la question d'Orient par

exemple a fait couler plus d'encre et de sang, a agité davantage les chancelleries et l'opinion publique; depuis dix ans les questions coloniales sont arrivées au premier plan des conversations politiques. Mais la question d'Alsace est au fond de toutes les combinaisons diplomatiques, elle excite toujours les espérances des uns, les inquiétudes des autres, l'intérêt de tous; elle est celle dont personne ne parle, que tout le monde sous-entend. Elle est le mal secret dont souffre l'Europe entière, preuve nouvelle que rien dont souffre la France ne saurait demeurer étranger au reste du monde.

COMMENT L'ALSACE-LORRAINE ÉTAIT DEVENUE FRANÇAISE

L'Alsace et la Lorraine s'annexèrent à la France pacifiquement, naturellement. Elles avaient fait partie de l'ancienne Gaule, et le Rhin parut de tout temps dans cette direction la limite nécessaire du pays français.

Mais il ne convient pas de s'attarder aux origines, et la géographie ne fournit pas toujours de bonnes raisons historiques. Ce sont les faits qui sont la matière de l'histoire, et des faits seuls doivent être invoqués en ce débat toujours ouvert.

C'était en l'an 1551, Henri II régnant en France, Charles-Quint étant empereur en Allemage. Charles-Quint avait profité de la mort de François Ier pour trancher sa querelle avec les princes réformés, pour leur imposer sa foi et surtout le respect de son autorité. Toutes les libertés politiques et religieuses de l'Allemagne étaient menacées. L'armée impériale avait triomphalement parcouru tout le pays, poussé devant elle les troupes protestantes, pris leurs principaux chefs, enfermé leurs débris à Magdebourg. L'empereur allait être le maître.

Les princes allemands envoyèrent une solennelle ambassade au roi de France pour lui demander sa protection. Les députés furent reçus à Fontainebleau, ils supplièrent le roi de les entendre. Il se montra mal disposé à un tel rôle; il avait,

comme son père, des préférences pour les magnifiques guerres d'Italie. Il fallut toute l'éloquence ardente du sire de Vieilleville pour le décider à recevoir les ambassadeurs allemands et à traiter avec eux.

Il leur consentit son aide. Il accepta le titre de « défenseur des libertés germaniques »; il promit d'envoyer des troupes vers le Rhin, et pour qu'il fût plus à portée de secourir ses alliés, ils jugèrent « équitable » qu'il occupât de ses garnisons quelques villes sur la frontière orientale de la France, nommèrent Cambrai, Toul, Metz et Verdun. Les premiers de ces princes allemands qui entrèrent en pourparlers avec le roi de France étaient deux princes de la maison de Hohenzollern, Jean et Adalbert de Brandebourg.

L'année suivante, 1552, Henri II prit possession, sans coup férir, des Trois-Evêchés de Lorraine. Il poussa sa chevauchée en Alsace jusqu'au Rhin, séjourna quelque temps à Strasbourg, à Wissembourg, fit à travers toute « l'Austrasie », comme on disait encore, un voyage triomphal, jetant au delà du grand fleuve un premier regard sur ces pays dont les rois de France allaient réellement protéger pendant deux siècles les libertés politiques et religieuses.

L'Alsace était un pays libre, en partie seulement possédée par les Habsbourg d'Autriche qui y étaient peu connus et détestés pour leurs exigences financières. La guerre de Trente Ans fut l'occasion des plus terribles malheurs dans toute l'Allemagne, et, par le fer et dans le sang ou le feu, des empires se fondèrent, d'autres s'écroulèrent avec fracas. Ce fut l'âge d'or des aventuriers et des brigands; toute fortune tint à l'épée.

Bernard de Saxe-Weimar, le meilleur lieutenant allemand de Gustave-Adolphe, se mit au service de la France, à la solde de Richelieu, conquit l'Alsace avec ses Allemands, la pilla cruellement, mourut. Son armée et sa conquête revinrent aux généraux français, Guébriant, Turenne. L'Alsace, aux traités de Westphalie, demeura française; nul n'y protesta contre le fait

accompli. Par les mêmes traités, sous la haute influence de la France, les libertés politiques et religieuses de l'Allemagne furent garanties, l'ambition de la maison d'Autriche brisée. Plus la France s'approchait du Rhin, plus l'Allemagne était libre; l'Alsace française est comme le symbole des libertés germaniques.

Strasbourg elle-même se laissa prendre. Le pont de Kehl était nécessaire à la sécurité de la frontière nouvelle de la France, et au rôle que ses rois avaient à jouer au delà du Rhin. Trois régiments français s'en approchèrent en septembre 1681. Des négociations furent aussitôt ouvertes avec les magistrats de la République; pendant qu'elles se déroulaient, ils eurent soin de faire enlever la poudre et les boulets qui se trouvaient sur les remparts, pour éviter tout accident. Le 30 septembre, les Français entrèrent dans la ville au milieu d'une haie de curieux « d'une tranquillité surprenante ». Le lendemain seulement une vieille femme vint se plaindre que toute la nuit son mari avait bu avec des soldats et que depuis il était à la maison d'une humeur massacrante. Deux jours après, Louvois coucha à Strasbourg, ce qui était, paraît-il, l'indice qu'il n'y avait plus rien à craindre.

Faut-il dire encore la réunion de la Lorraine? Elle passa, sans efforts, et même avec satisfaction, de la maison ducale au gouvernement de Stanislas Leczinski, beau-père de Louis XV. Elle fut heureuse trente ans sous ce gouvernement dont elle conserva un souvenir aimable, et à sa mort elle entra normalement dans la patrie française.

Aucun Allemand ne protesta contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine à la France; des princes allemands prièrent les rois de France d'occuper la Lorraine, se réjouirent de voir la France en Alsace, parce qu'ils y trouvaient la garantie de leur indépendance contre la maison d'Autriche.

Et depuis, si ces provinces avaient conservé d'abord leurs franchises municipales et douanières, leur originalité politique

et administrative à côté des autres provinces du royaume, la Révolution de 1789 acheva de les fondre dans la grande nation, de mêler leurs destinées à celles de la France, d'en faire une part inaliénable de la substance et de l'âme française, et même la part la plus délicate et la plus sensible, comme il arrive au voisinage de l'étranger.

COMMENT L'ALSACE-LORRAINE EST DEVENUE ALLEMANDE

L'Alsace, à plus forte raison pourrait-on le dire de la Lorraine, ne se sentait pas attirée vers l'Allemagne par des sympathies irrésistibles. Elle ne se sentait pas prisonnière d'un État détesté, et n'aspirait pas de toutes ses forces à rentrer dans la grande famille germanique.

La grande famille germanique elle-même, il y a un siècle, ne s'était pas encore aperçue qu'elle était incomplète et que l'Alsace-Lorraine lui manquait. Ce besoin de refaire la prétendue unité germanique est récent. Il est une ingénieuse invention de la Prusse. Il a été l'instrument de son hégémonie en Allemagne.

La France sur le Rhin était bien placée en effet pour exercer en Allemagne une réelle influence et y tenir en équilibre l'Autriche des Habsbourg et la Prusse des Hohenzollern. Ces trois grandes puissances militaires, par leur situation et leurs jalousies, étaient ensemble, et malgré elles, garantes des libertés de l'Allemagne proprement dite. Pour écarter l'Autriche, il suffisait à la Prusse de rappeler aux Allemands sa longue domination et ses tentatives répétées de suprématie religieuse. Pour écarter la France, il fallut persuader aux Allemands qu'elle était sur le Rhin un danger constant pour leur indépendance et qu'elle nourrissait sans cesse contre eux les plus noirs desseins.

Tout d'abord ils ne comprirent pas très bien. Ils n'entretenaient avec la France depuis longtemps que les relations les

plus cordiales. Ils s'étaient maintes fois battus à côté des soldats français contre les troupes autrichiennes ou prussiennes. Leurs plus spirituels écrivains n'avaient que des sympathies pour elle. En 1806 encore, Gœthe considéra la bataille d'Iéna comme une défaite de la Prusse, non de l'Allemagne, et ne mit pas son patriotisme à refuser toute conversation avec Napoléon. Il y avait même d'année en année une pénétration plus intime du génie des deux peuples voisins; les meilleurs esprits attendaient de sérieux résultats de cette communion intellectuelle et ne doutaient pas que la civilisation générale dût en profiter.

Cette collaboration, qui en effet ne pouvait manquer d'être fructueuse, fut tout à coup rompue; la tradition n'en est pas encore renouée. Car les événements du XIXe siècle ont fourni à la Prusse contre la France une ample provision d'arguments. Il lui était difficile auparavant de soulever le patriotisme allemand par le souvenir des campagnes de Turenne ou de Villars : elles avaient été dirigées contre l'Autriche et par là elles avaient été favorables aux intérêts des princes allemands. Mais quand les armées de la première République lui eurent donné ses « frontières naturelles », la France rhénane pesa d'un lourd poids sur les destinées de l'Allemagne. Du Rhin, elle imposa sa domination à tous les princes de la rive droite; Napoléon voulut franciser l'Allemagne, en surexcita le sentiment national, y éveilla la passion de l'indépendance, contre la France. La France fut l'ennemie. La rupture de l'équilibre européen par Napoléon produisit la réaction inévitable, que la Prusse exploita à son profit, parce qu'elle avait été malheureuse en même temps et plus encore que le reste de l'Allemagne.

Et elle donna à cette réaction toute l'intensité dont elle était susceptible. Elle arracha les provinces rhénanes à la France vaincue, et dès lors la lourde botte du grenadier prussien martela tout le sol allemand. Dès lors, et sans interruption depuis, elle réclama l'Alsace-Lorraine, « genou, disait-elle, sous lequel la France tient l'Allemagne étouffée ».

Après Sadowa, l'Allemagne du Sud refusait toujours de se donner à la Prusse. Napoléon III et ses ministres, pour dissimuler leur échec, énoncèrent publiquement la théorie des « trois tronçons ». Ils avaient peut-être raison : il y a en Allemagne les trois tronçons prussien, autrichien, allemand, qui n'ont pas encore réussi à se dégager l'un de l'autre, et le tronçon allemand n'a été jusqu'ici qu'un jouet aux mains des grandes puissances voisines. Mais le gouvernement français avait tort de se féliciter publiquement de la faiblesse de l'Allemagne divisée. Bismarck exploita merveilleusement cette maladresse, et d'une masse il jeta toute l'Allemagne sur le Rhin, sur Paris.

L'Allemagne se donna à la Prusse pour échapper au chimérique danger français. La Fontaine a dit quelque part la mésaventure du cheval qui avait voulu se venger du cerf.

L'Alsace-Lorraine ne se donna pas. Il fallut la prendre, de la plus cruelle violence. Je ne cite que pour mémoire le bombardement de Strasbourg, la protestation des députés des provinces annexées, lors du vote de la paix par l'Assemblée de Bordeaux. « Nous prenons nos concitoyens de France, les gouvernements et les peuples du monde entier à témoin que nous tenons d'avance pour nuls et non avenus tous actes ou traités qui consentiraient abandon, en faveur de l'étranger, de tout ou partie de nos provinces de l'Alsace et de la Lorraine. » Qu'on se rappelle, par comparaison, l'accord conclu entre Henri II et les députés des princes allemands.

Lorsque la France s'agrandit en 1860 de la Savoie et de Nice, elle consulta les populations. Lorsque l'Italie se forma par l'union de ses divers États, le roi Victor-Emmanuel consulta les populations. Aujourd'hui, trente ans après la guerre, le roi de Prusse, empereur d'Allemagne, voudrait-il courir le risque d'une consultation nationale en Alsace-Lorraine ? N'a-t-elle pas toujours envoyé au Reichstag de Berlin une majorité de députés protestataires ?

Les savants allemands peuvent avancer les plus formidables raisonnements historiques ou métaphysiques. Voici les faits en résumé : l'Alsace et la Lorraine étaient devenues françaises de bon gré ; elles sont devenues et sont allemandes malgré elles. Et l'Allemagne reste, aux yeux du monde civilisé, flétrie du crime de lèse-humanité.

Il y a des criminels qui profitent de leur crime. Non pas elle. Tout le profit est à la Prusse. L'Alsace-Lorraine, le Reichsland ou la Terre d'empire, conquête commune, possession commune des Allemands, est le lien de leur unité, ou de leur soumission commune aux Hohenzollern. « Glacis de l'Empire, » selon l'expression du maréchal de Moltke, elle écarte certes toute influence de la France en Allemagne ; elle livre l'Allemagne, sans défense, à la suprématie prussienne.

Ainsi fut rivé, par l'aveuglement de l'Allemagne et la diabolique politique de Bismarck, le joug de fer que la Prusse mit enfin au cou de l'Allemagne. Et j'ajoute : l'Alsace-Lorraine allemande, c'est le symbole de l'esclavage de l'Allemagne.

LA QUESTION D'ALSACE-LORRAINE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

Les Allemands ont toujours l'espoir d'arracher les Alsaciens-Lorrains à l'affection qui les unit à la France. Ils ont employé alternativement la violence et la douceur ; leurs efforts n'ont pas encore été couronnés de succès.

Leur constance eût été digne cependant d'autres résultats. Ils ont essayé de la dictature militaire, de la dictature civile d'un président ; ils ont imaginé ensuite une sorte de régime constitutionnel ; ils ont appelé les députés de l'Alsace-Lorraine au Reichstag. En 1879, Manteuffel fut chargé d'appliquer une politique relativement libérale ; elle échoua. En 1887, on revint à la violence ; on inventa le système des passeports ; on dressa entre la France et l'Alsace une barrière infranchissable aux marchandises et aux voyageurs, — non aux sentiments de sym-

pathie, — et la « germanisation » en fut gravement compromise. On renonça aux passeports ; et Guillaume II use avec ses sujets d'Alsace de ménagements beaucoup plus habiles. Il loue leur fidélité. Pense-t-il avoir déjà conquis leurs cœurs ? Il compte sans doute davantage sur les générations qui n'auront pas vu l'année terrible.

Il se fait illusion, ce semble. Les souvenirs historiques résistent au cours des années, et la protestation du droit méconnu persiste inlassable à travers les générations. Le criminel est mort, les enfants des victimes peuvent oublier la vengeance. Le crime demeure, et la mémoire en est une flétrissure, qui ne s'effacera que par l'entière réparation.

Le temps n'est plus aux conquêtes de la force. Jadis l'épée était nécessaire à la fondation des nations ; leurs éléments épars, inconscients de leur parenté, devaient être rapprochés par de rudes efforts. Mais une nation faite ne peut pas être défaite. Une patrie, surtout la patrie française, la plus solide unité nationale qui soit au monde, est une association d'âmes, de souvenirs, de traditions, de sentiments, d'indéfinissables harmonies qui ne peuvent être dissociés sans que l'existence de l'ensemble en soit atteinte.

On ne conçoit pas l'Italie sans le Piémont ou sans Venise, l'Allemagne sans le Palatinat ou sans Aix-la-Chapelle. On ne conçoit pas la France sans l'Alsace-Lorraine.

Et c'est pourquoi les efforts de l'Allemagne pour germaniser les provinces ravies sont vains et épuisants pour elle-même. L'achèvement de sa nationalité encore jeune est compromis par cet élément étranger, autant que le développement de la nationalité française est anormal sans cet élément nécessaire.

Un homme serait-il plus fort à se coller au corps un troisième bras enlevé à son voisin ?

Car le traité de Francfort fut « aussi impolitique qu'injuste [1] ».

(1) G. Monod. Préface de ma *Question d'Orient*. Paris, F. Alcan.

Il fut évidemment funeste aux deux nations intéressées et au reste de l'Europe. Il est l'origine des armements énormes dont la refonte continuelle ruine les plus riches peuples du continent. Il a donc enlevé aux travaux de la paix, aux progrès de la civilisation, d'incomparables ressources de capitaux et d'efforts intellectuels. Et pendant ce temps l'Amérique grandit et menace d'arracher à l'Europe le marché du monde.

Il fut funeste à la France; cela est incontestable; il serait paradoxal de nier même qu'il ait été plus funeste à la France qu'à l'Allemagne. La France, mutilée d'une mutilation inguérissable, en reste meurtrie toujours. Son prestige parmi les peuples en a été rudement atteint, son influence partout menacée par l'hégémonie des races germaniques.

Toujours tournée vers la trouée des Vosges, elle a pour la vengeance entassé ses plus précieuses ressources, préparé ses plus puissants efforts ; elle a tendu toute l'éducation de sa jeunesse à la reconquête. Elle a tout fait pour son armée, entretenu soigneusement le souvenir de sa défaite, l'espérance de la victoire ; elle a risqué de sacrifier ses libertés chèrement achetées au militarisme si facilement césarien.

Du moins, depuis trente ans, elle a retrempé à ce robuste travail ses énergies énervées par un régime immoral et avilissant. Elle a pu donner au monde étonné le spectacle d'une République laborieuse et entreprenante. Comme un intermède aux complications européennes, comme un exercice de sa force retrouvée, elle a conquis, en moins de vingt ans, un immense empire colonial.

Elle a souffert de sa défaite. Elle n'en est pas demeurée abattue.

La victoire de 1870 a été funeste à l'Allemagne. Qu'on dise d'abord le profit qu'elle en a tiré. — Elle échappe à toute possibilité d'invasion de la France ? — Qui croira que la France, même maîtresse de l'Alsace, songerait désormais à envahir l'Allemagne ? Pourquoi ? C'est comme si l'on voulait prétendre

que la France caresse le secret dessein de conquérir bientôt la Lombardie, sous prétexte qu'en 390 avant Jésus-Christ le brenn gaulois assiégea le Capitole et qu'en 1515 François I[er] remporta la victoire de Marignan. L'Allemagne comme l'Italie est désormais une nationalité vivante à laquelle nul n'a le projet de porter atteinte.

Pour garder sa proie, l'aigle noir de Prusse aiguise depuis trente ans ses serres, le regard fasciné par l'ennemi qui le guette à l'ouest. L'Allemagne s'épuise en lourdes charges financières et militaires, et, puissance industrielle et commerciale encore jeune, elle n'a pas la vieille solidité de l'épargne française, elle les supporte difficilement. La misère est grande parmi ses classes inférieures, et la révolution sociale y est plus menaçante que nulle part ailleurs.

L'énorme armée qu'elle entretient des meilleurs fruits de sa peine est le plus redoutable instrument de l'autocrate qui la gouverne. Elle travaille de toutes ses forces à consolider les chaînes où la tient serve le despotisme prussien. Elle s'est battue, elle a vaincu pour devenir esclave; elle s'épuise en efforts pour demeurer esclave.

Dans ces dernières années, elle a consacré aux armements nécessaires à la conservation de l'Alsace les soins et les capitaux indispensables à une grande politique coloniale. Elle s'est engagée trop tard dans cette voie, où la France même l'a singulièrement devancée. Elle a sacrifié à un passé qui l'obsède, l'avenir plein de promesses qui paraissait réservé à ses laborieuses populations.

Qu'on suppose un moment la guerre de 1870 terminée au lendemain de Sedan et la paix signée sans la mutilation de la frontière française, et qu'on calcule alors l'énorme travail produit en trente ans par la pacifique émulation des deux puissances voisines et réconciliées.

Il n'est pas certain que le prince de Bismarck ait été un grand homme d'État en 1870.

Il semble parfois que l'empereur Guillaume II ait senti cela et qu'il veuille préparer aux peuples de son empire d'autres travaux. Il a manifesté depuis dix ans une intelligence vive ou agitée, du moins « féconde en surprises »[1], et même capable de desseins soutenus, d'entreprises à longue échéance.

L'une de ses plus constantes idées politiques paraît être celle d'une réconciliation avec la France. Depuis son avènement, il fait naître toutes les occasions possibles d'entretenir avec le gouvernement français les rapports les plus cordiaux. Il cherche à forcer l'attention, presque la sympathie des Français.

Est-ce par un pur sentiment chevaleresque, par une loyale estime d'ennemis dont le relèvement s'impose au respect du vainqueur? La France ne peut qu'y être sensible; l'hommage est précieux.

Est-ce par la croyance que le temps guérit tout, que la blessure faite à la France s'est cicatrisée, que les vaincus se sont résignés ? On peut croire que tel est en effet son sentiment, puisque, dans le temps même où il redouble de courtoisie, presque indiscrètement, à l'égard de la France, il répète à tout propos qu'il « maintiendra » les conquêtes de son grand-père, que le Michel allemand saura conserver l'œuvre des ancêtres.

S'il en est ainsi, l'empereur d'Allemagne méconnaît absolument les sentiments français, et, tout en témoignant d'une part de l'estime qu'il fait de la France, d'autre part il la méprise, car c'est la mépriser que de croire qu'elle ait oublié la guerre de 1870, qu'elle ait abandonné ses plus précieuses espérances, qu'elle se soit soumise au fait accompli.

L'empereur d'Allemagne ne se trompe pas en saisissant, comme il paraît le faire, tout ce qu'aurait de profitable aux deux nations, de nécessaire à l'équilibre du monde, la réparation du passé, la reprise des relations franco-allemandes des siècles derniers. Les deux pays ont appris à se connaître davan-

(1) G. Monod.

tage depuis la guerre ; avec leurs diverses qualités, ils pourraient, plus unis, fournir une plus intéressante collaboration scientifique ; ils sentent de jour en jour l'intérêt plus pressant d'un rapprochement.

C'est pourquoi il ne semble pas impossible d'appliquer à Guillaume II le rêve qu'inspirait jadis à M. Ernest Lavisse la croyance aux sentiments généreux de l'empereur Frédéric III. L'éminent historien rêvait que, sur l'ordre de l'empereur, la garnison allemande quittait Strasbourg, et, au milieu des sympathiques acclamations de la population alsacienne, défilait dans la direction du pont de Kehl. Beau rêve que l'imagination se plaît à poursuivre, sans épuiser toutes les conséquences heureuses qu'en aurait l'accomplissement.

Chacun peut édifier les combinaisons les plus variées de l'esprit, pour résoudre ce problème. Que l'empereur d'Allemagne rende l'Alsace à la France, cela n'est pas possible ; il est obligé de compter avec les sentiments de son peuple, et le peuple allemand ne comprendrait pas une pareille abnégation, en supposant qu'elle puisse entrer dans les conceptions d'un souverain, ce dont l'humanité jusqu'ici n'offre pas l'exemple.

Qu'on me permette pourtant un autre rêve. L'empereur ne peut nous rendre l'Alsace et infliger cette insulte aux héros allemands de 1870. Il peut nous la vendre ; nous la payerions cher, très volontiers. La France céderait en échange à l'Allemagne quelque grosse colonie ; l'Allemagne en a besoin, pour son expansion industrielle et commerciale. L'Indo-Chine française, par exemple. Qu'on ne se récrie pas sur l'importance de cet empire ; sans doute il compte 20 millions d'habitants et l'Alsace-Lorraine un million et demi. Mais l'Alsace-Lorraine ne vaut pas seulement par le nombre de ses habitants ou sa superficie en kilomètres carrés, elle a une valeur morale inestimable, et sans doute beaucoup de Français consentiraient de grand cœur à l'échange. Ils estimeraient que le sang français versé sur les bords du fleuve Rouge l'a été pour la cause de

l'Alsace, que l'Alsace a été reconquise par l'amiral Courbet.

Ou bien, lors de l'ouverture peut-être prochaine de la succession d'Autriche, la France laisserait faire l'achèvement de la Grande Allemagne par l'annexion de l'Autriche et de Vienne, et, en échange de cet agrandissement de l'Allemagne vers l'est, elle reprendrait l'Alsace-Lorraine.

Admettons même qu'en tout état de cause, l'Alsace, redevenue française, soit neutralisée, que toute fortification y soit détruite, que tout mouvement de troupes y soit interdit. Elle ne s'en plaindrait pas. L'Allemagne occidentale serait garantie autant qu'aujourd'hui, plus même, contre toute invasion française.

Mais ce ne sont là que des rêves, déjà trop longs. Ils reposent sur des indications trop vagues pour mériter une sérieuse discussion. D'ailleurs en ce moment même, l'empereur d'Allemagne fait construire de nouveaux forts autour de Metz. Il est peu probable qu'il ait le dessein d'en faire le cadeau à la France.

L'ALLEMAGNE PRUSSIENNE

Dans la réalité des faits, il n'en est pas moins vrai que l'annexion de l'Alsace fut, au point de vue allemand, une erreur, autant qu'un crime, du prince de Bismarck. Il faut que les historiens attendent encore avant de dire le dernier mot sur ce personnage.

Il ne voulut pas que l'Allemagne achevât librement son unité et en 1849 il fut, avec le prince Guillaume, le futur empereur, de ceux qui conseillèrent au roi Frédéric-Guillaume IV de refuser la couronne impériale offerte par le parlement de Francfort. Ce roi, d'esprit faible et d'imagination vive, avait raison d'hésiter avant de refuser ; il aurait peut-être, en prenant cette « couronne de sang et de boue », été plus habile que les hommes de fer qui lui succédèrent au pouvoir.

Bismarck et Guillaume Ier voulurent que l'unité allemande fût faite par la Prusse au profit de la Prusse. Ils conçurent l'unité de l'Allemagne sous la forme de la conquête par violence, et non sous celle de la fusion par persuasion. Ils ont été, certes, de mauvais Allemands, malgré la gloire qui auréole leurs noms; ils ont peut-être été de mauvais Prussiens; l'avenir le dira.

Ils ont été — et c'est l'erreur qu'on peut déjà leur reprocher — étrangers à leur temps; ils ont piétiné à plaisir les volontés populaires, les traditions nationales. Ils ont annexé des provinces malgré elles, nié le droit, proclamé brutalement la supériorité de la force injuste; ils ont agi comme les chefs barbares des siècles du moyen âge. Il ne se peut pas que leur œuvre n'en porte pas la peine. Elle n'a peut-être que des apparences de solidité.

L'Alsace-Lorraine reste le vivant symbole, le châtiment de ces vices politiques, dont l'Allemagne est tout entière pénétrée.

L'Allemagne d'aujourd'hui n'est pas l'Allemagne allemande, libérale et pacifique, que les grands patriotes de 1848, respectueux du passé, avaient presque achevée. Ils voulaient l'Allemagne une et forte; mais ils voulaient lui conserver ses vieilles et pittoresques franchises municipales et provinciales, ses libres cités marchandes, ses régimes si variés et si vivants en leur variété, son Wurtemberg libéral et libre-penseur, sa Bavière catholique et rêveuse, ses États de Saxe laborieux, savants et artistes, sa Westphalie industrielle, ses pays rhénans agricoles et forestiers. Tous ces caractères subsistent quelque peu, mais comme atténués, effacés, sous une uniformité administrative et militaire pour laquelle l'Allemagne n'était pas faite.

Si les représentants du peuple allemand avaient réussi en 1848, l'Allemagne n'aurait pas l'Alsace, mais elle aurait conservé tous les traits où elle s'était peu à peu dessinée à travers l'histoire, sans la Prusse, et grâce à la France qui en avait favorisé toujours le libre développement.

L'Allemagne de 1848, plus vraiment allemande que l'empire allemand de 1871, fût demeurée sans doute l'amie de la France et la face de l'Europe en eût été changée. Qui oserait dire que l'Europe, que l'Allemagne même en auraient souffert ?

Au lieu de cela, et malgré elle, l'Allemagne est devenue prussienne. L'empire allemand, proclamé à Versailles au mois de janvier 1871, fut une œuvre imposée aux princes allemands par l'épée de la Prusse, et non pas du tout l'œuvre spontanée du peuple allemand.

Le roi de Prusse Guillaume Ier était même si peu allemand qu'il hésita longtemps avant de prendre cette couronne nouvelle, plus fier de la vieille couronne royale qu'il tenait de ses ancêtres et anxieux à en ternir l'éclat. Il fallut toutes les instances de son chancelier pour vaincre ses répugnances.

L'Allemagne accepta le joug. Tous les Allemands endossèrent la casaque militaire prussienne. La liberté, si vieille en Allemagne, ne put vivre dans ce régime nouveau. Éblouie par les gloires de l'épée, l'Allemagne oublia ses antiques libertés, comme la France éblouie pendant quelques années par les gloires napoléoniennes.

Mais il n'est au pouvoir de personne de faire que l'Allemagne ne soit pas une terre de liberté, d'en déraciner l'immortelle semence. Elle croîtra de nouveau, il n'y a pas de force au monde qui s'y puisse opposer, et elle démolira la construction hybride des hommes d'État prussiens.

Car la constitution que Bismarck a donnée à l'Allemagne est aussi mal faite, aussi insensée que les limites territoriales qu'il a données à l'Empire. Dans le gouvernement de l'Allemagne, comme en Alsace, son œuvre est marquée des mêmes caractères de brutalité réactionnaire, d'inconscience absolue des nécessités de son temps.

La constitution bismarckienne est très mal faite. L'Empire allemand n'est ni monarchique absolument, ni démocratique. Ou plutôt il est monarchique, et ses apparences démocratiques

ne sont que pour tromper les Allemands et leur faire croire qu'ils doivent à la Prusse la liberté, comme l'unité. Seront-ils toujours dupes ?

Croyant de la force, le prince de Bismarck n'admit que le droit de l'épée. Il lui fut impossible pourtant de nier l'existence de la poussée démocratique issue de la Révolution française. Il voulut, sinon la contenir, du moins la discipliner, la soumettre à sa volonté et à ses principes. Il crut l'avoir à jamais réduite à l'impuissance, et ce ne fut sans doute pas le triomphe dont il fut le moins fier.

Il institua le Reichstag germanique, élu au suffrage universel, et ainsi représentant de la volonté nationale. Il limita ses attributions et contrôla ses actes par le Bundesrath, composé des députés des princes allemands et ainsi représentant des volontés princières, parmi lesquelles celle du roi de Prusse balance presque à elle seule les voix des autres membres de la Confédération.

Et surtout, au-dessus de la volonté de la nation, de la volonté des princes, la volonté de l'empereur et de son chancelier se dressa souveraine, forte du double droit de Dieu et de l'épée victorieuse, supérieure en tous points à cette volonté nationale qui n'a jamais su faire l'unité de l'Empire et qui ne doit de pouvoir s'exprimer qu'à la sagesse et à la force du roi. En Allemagne, la nation est toujours mineure.

Pour longtemps encore peut-être, la politique de Bismarck et les victoires du maréchal de Moltke ont retardé l'avènement des libertés allemandes. Il n'est pas facile de renverser le trône d'une dynastie glorieuse. Ainsi la même épée qui meurtrit la France et ravit l'Alsace-Lorraine contint l'essor libéral de la nation germanique. L'Alsace et l'Allemagne libérale ont été frappées en même temps. Le coup qui brisa la frontière française atteignit l'Allemagne qui n'en eut conscience que plus tard.

Mais le temps n'est plus au gouvernement personnel. Les

nations sont aujourd'hui presque toutes arrivées à la maturité, la nation allemande particulièrement; elles sont capables et désireuses de conduire leurs propres destinées. Elles sont majeures, et la religion de la royauté absolue, même en Allemagne, n'a plus que peu de fidèles.

La constitution actuelle de l'Allemagne est donc un anachronisme qui ne peut manquer d'être corrigé. La correction ne peut être apportée par les Hohenzollern. Ils ont manqué, en 1849, l'occasion de se transformer en rois constitutionnels, en chefs démocratiques de l'Allemagne moderne. Par la volonté de Bismarck, ils sont demeurés souverains de droit divin; ils ont été par lui emprisonnés dans le passé. Ils resteront ce qu'ils sont, ou ils ne seront plus.

Leur rôle historique d'ailleurs est fini. Ils ont eu mission, à travers l'histoire, de forger, de leur forte épée, le corps de la nation allemande. Cela restera leur grande gloire aux yeux de la postérité. De même, ç'avait été l'œuvre spéciale des Capétiens de fonder la France par l'union de ses diverses provinces. Mais pour achever la nation française, pour faire vivre par la liberté l'âme qui voulait battre en ce corps enfin constitué, il fallut la Révolution.

Il faudra la Révolution pour achever l'Allemagne; pacifique ou violente, elle n'y échappera pas, car il faut qu'elle suive les lois générales du développement historique, du « perpétuel devenir ».

Les peuples allemands de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg, de Westphalie, reprendront leurs voies interrompues par les grandes guerres du XIXe siècle. Et, quand l'Allemagne redeviendra vraiment allemande, quand elle cessera d'être une gigantesque caserne prussienne, quand, dans le corps germanique que les Hohenzollern ont fait, l'âme germanique recommencera de palpiter à l'aise, quand la liberté invincible aura dissous le militarisme prussien, l'Alsace libre aussi redeviendra française. Car toute violation du droit est fragile, et les nations sont plus justes que les rois.

Mieux même, — et c'est peut-être la haute destinée historique de l'Alsace-Lorraine ; les peuples martyrs sont parfois les peuples élus, — d'âme française et de langue germanique, successivement française et germanique, elle sera le trait d'union de deux nations dont le développement social, dont l'accord importent au monde, qui n'ont pas été faites pour se haïr ainsi, dont les haines actuelles sont une invention odieuse et intéressée de la Prusse et de Bismarck. Et ce sera alors l'abaissement des frontières les plus hérissées qu'il y ait en Europe.

Mais ce n'est encore qu'un rêve, sans doute de réalisation lointaine. Il y faudra peut-être encore des guerres et des révolutions.

CHAPITRE II

LA QUESTION ROMAINE
LE PAPE. LE ROI. LE PEUPLE

LE ROYAUME D'ITALIE

L'unité italienne pouvait être faite par le pape, par le roi ou par le peuple. Elle a été faite par le roi et à son profit; mais le peuple et surtout le pape, n'ont pas accepté cette solution. La question italienne pour eux n'est pas close, et les trois ennemis sont toujours en présence. On cite ce mot de Pie IX, lorsque Victor-Emmanuel et Garibaldi furent établis dans Rome : « On disait qu'il n'y avait pas ici de la place pour deux, voilà que nous y sommes trois. » Ce sont encore les trois termes du problème politique en Italie.

La papauté parut d'abord bien placée pour l'emporter et pour conduire la nation italienne à l'unité. Elle en avait conçu maintes fois le projet; en particulier, Jules II, au commencement du XVIe siècle, avait assez habilement entrepris l'expulsion des « barbares ». Mais le gouvernement de la catholicité avait détourné les papes des affaires de la péninsule et ils n'avaient été pour elle qu'une cause de faiblesse, de division, et d'esclavage.

Cependant les persécutions dirigées par Napoléon contre la papauté lui rendirent quelque prestige. Cela arrive fréquemment. La Prusse, durement traitée par les armées françaises, concentra sur elle toutes les espérances des patriotes allemands, et prit la direction de la revanche.

Lorsque Pie IX fut élevé au trône pontifical, en 1846, il groupa un moment autour de lui toutes les espérances des patriotes italiens. Il parut en effet d'abord décidé à la politique la plus libérale; on espéra qu'il réconcilierait la papauté avec la liberté, le Saint-Siège avec le siècle, qu'il effacerait bientôt le souvenir du tyrannique pontificat de Grégoire XVI.

Il renvoya les 4 000 Suisses de la petite armée pontificale, ne voulant pas être gardé par des étrangers, ouvrit les prisons que son prédécesseur avait remplies, promit aux populations de la Romagne les réformes indispensables. Il nomma une commission, en partie composée de laïques, pour étudier la refonte du code civil des États romains. Il se préoccupa d'améliorer l'instruction populaire. Il confia le gouvernement aux cardinaux les plus libéraux de son entourage, se montra disposé à admettre une sorte de régime parlementaire. « Le sillon était ouvert. » Les fêtes se succédaient, spontanées et joyeuses, en l'honneur du pape libérateur; les espérances germaient sur toute la surface de l'Italie.

Des craintes et des jalousies naissaient aussi chez les rivaux du pape. Le parti républicain, les chefs de la *Jeune Italie*, les Mazzini, les Garibaldi, redoutaient grandement, pour l'avenir des idées libérales, cette popularité soudaine de la papauté. Prophètes d'événements qui ne se firent pas attendre, précurseurs d'une situation politique qui se précise au siècle finissant, ils ne croyaient pas à la sincérité des promesses libérales du pape, à la possibilité de concilier la papauté et la liberté, l'Église et le Siècle. Ils se défiaient. Ils avaient peur que la liberté ne fût étouffée dans l'enthousiasme irréfléchi qui jetait les patriotes italiens aux pieds du Saint-Siège.

Inquiétudes aussi, d'un autre caractère, chez le roi de Piémont, Charles-Albert. Il se préparait à attirer à lui toutes les forces révolutionnaires de l'Italie; tout en surveillant les républicains, il flattait leurs espérances, tâchait de gagner leurs chefs. Il voulait être le champion de l'indépendance nationale.

Il fut très ému de la concurrence subite que lui faisait Pie IX et redoubla de libéralisme.

Ni Mazzini, ni Charles-Albert n'eurent longtemps à craindre les entreprises révolutionnaires de Pie IX. Dès que la Révolution, encouragée d'ailleurs par les espoirs qu'elle avait mis en lui, devint sérieuse à la fin de 1847 et au début de 1848, le pape eut bientôt peur d'être entraîné par elle. Il refusa les vraies réformes que le peuple de Rome exigea. Le meurtre de son ministre Rossi le sépara définitivement des partis nationaux. Il s'enfuit à Gaète.

Cette rupture était inévitable. La papauté, moins encore que la royauté, n'est capable de conduire la Révolution. La royauté peut tromper un temps les peuples, prendre un masque libéral; non pas la papauté : il y a une contradiction absolue, irréductible, entre la foi et la science, entre la liberté de penser et l'obéissance aux canons de l'Eglise, entre la souveraineté nationale et la souveraineté pontificale d'essence divine. Tous ces termes sont inconciliables, et le pape rentra tout à fait dans son rôle quand il affirma qu'il ne peut y avoir d'accord entre l'Église et l'esprit moderne.

Pie IX abandonna au parti républicain et au roi de Piémont la conduite des luttes pour l'indépendance de l'Italie. Il refusa de servir la cause de l'Italie; il appela encore l'étranger contre elle. Il arracha du cœur de beaucoup d'Italiens l'affection qu'ils avaient gardée pour la papauté et qu'ils avaient été si heureux de lui témoigner dans les derniers mois. L'un des acteurs disparaissait du drame de la révolution italienne. Il reparaîtra plus tard.

Le roi et les républicains, jaloux, ne s'entendirent pas contre l'ennemi commun, l'Autriche. Ils furent successivement vaincus. Le président de la République française, Louis-Napoléon Bonaparte, acheva la destruction de la République romaine et la restauration du pouvoir temporel de la papauté.

Le roi et les républicains recommencèrent la lutte contre

l'étranger. Les républicains, désespérés de leur échec de 1848, se jetèrent dans les bras de la royauté. Cavour fut plus habile que Mazzini. Il exploita, dans l'âme rêveuse de l'Empereur Napoléon III, les souvenirs de l'ancien carbonaro, la crainte des attentats. Il l'attacha étroitement à la cause de l'unité italienne.

Ce n'était pas le rôle du gouvernement français, surtout décidé à faire respecter le pape dans Rome, de hâter la constitution d'une puissance redoutable à la frontière des Alpes. Et Thiers avait raison de le lui reprocher. Il ne convient pas d'ailleurs de récriminer inutilement contre Napoléon III : qu'il le voulût ou non, l'unité italienne se serait faite sans lui, sinon contre lui. Elle était un de ces événements inéluctables qui rencontrent au moment voulu l'homme nécessaire.

Cavour eut plus de peine à discipliner le parti révolutionnaire et Garibaldi. Il le laissa soulever la Sicile, conquérir le royaume de Naples; puis, sous prétexte de l'aider, il lui envoya des troupes régulières qui occupèrent le pays. A la bataille du Volturno, livrée aux dernières troupes du roi de Naples, les Garibaldiens furent placés à la réserve : « Vous vous êtes assez battus, dit Victor-Emmanuel; c'est à notre tour maintenant. » Et Garibaldi disait tristement le soir à Mme White Mario : « Ils nous ont mis à la queue. » Le mot caractérisait toute la politique de Cavour. Garibaldi se retira sur son rocher de Caprera.

Comme lui, le parti républicain s'effaça, pour ne pas compromettre la cause de l'indépendance. Il accepta la royauté de Victor-Emmanuel, dont les qualités personnelles séduisirent d'ailleurs un grand nombre de Garibaldiens.

Dans les derniers mois de son existence, Cavour comprit le danger que la papauté pourrait faire un jour courir au nouveau royaume, et il aurait voulu, avant de mourir, conclure un concordat définitif avec le Saint-Siège. Il voulait Rome pour capitale de l'Italie; mais il se proposait d'assurer au pape une souveraineté spirituelle absolue, à l'Église d'Italie une indé-

pendance complète à l'égard de l'État. « L'Église libre dans l'État libre, » telle était sa formule, dangereuse peut-être; mais elle supposait de la part de la papauté l'abandon sans retour et sans regret de tout son pouvoir temporel. Cavour avait des illusions. Il mourut dès 1861, sans avoir vu l'extrême gravité de la question qu'il laissait à résoudre.

La France fut le dernier champion du pouvoir temporel de la papauté. L'empereur aima mieux employer les chassepots, compromettre le résultat de la guerre contre l'Allemagne, que de laisser les Italiens entrer dans Rome. Il n'était inspiré en cette affaire que par l'influence de l'impératrice. Il pouvait se croire néanmoins le défenseur d'une tradition française onze fois séculaire : car la papauté reportait aux donations de Pépin le Bref et de Charlemagne la consécration définitive de son autorité temporelle.

La haine contre la France n'en fut que plus vigoureuse chez les Italiens. Ils s'expliquèrent l'intervention française à Magenta et Solférino par le désir chez l'empereur d'annexer la Savoie et Nice; ils nièrent chez les Français toute sympathie pour leur cause. Naturellement avides de compléter l'unité de leur patrie par l'annexion de sa capitale nécessaire, ils furent entraînés à voir en la France leur pire ennemie, et lui vouèrent les plus violentes malédictions.

Certes la France démocratique n'a pas à cet égard la même politique extérieure que Napoléon III, qui eut lieu sans doute de s'en repentir. Elle redoute les expéditions de Rome pour elle-même, et se souvient que la politique cléricale du président Louis-Napoléon Bonaparte lui valut la loi Falloux et diverses autres lois répressives. Il n'est pas probable que la République française travaille un jour à restaurer le trône pontifical.

Les Italiens pourtant n'ont pas tous écarté toute crainte à cet endroit. A défaut d'une restauration monarchique en France, ils conçoivent la possibilité de quelque République cléricale, comme celle de 1849. Et en vérité, on n'a pas le droit de leur

faire reproche de telles idées : le passé leur est une leçon.

Le pape, malgré Napoléon III, perdit Rome et toute puissance temporelle en 1870. En prévision de cet événement inévitable, il s'était pourvu ailleurs, et avait fortifié considérablement son autorité spirituelle sur toute l'Église catholique.

Deux mois avant la prise de Rome par les Italiens, au moment même de la proclamation de la guerre franco-allemande, le concile œcuménique du Vatican proclamait solennellement le dogme de l'infaillibilité pontificale.

C'était l'achèvement de la tradition du concile de Trente, la ruine des Églises nationales, le triomphe de l'ultramontanisme, le couronnement de l'œuvre des Jésuites. A la faveur du dogme nouveau, ils vont repartir plus vigoureusement que jamais à la conquête des consciences, sûrs par là de conquérir partout les pouvoirs publics et de ressaisir d'autre façon le gouvernement de la terre. Terribles ennemis pour la jeune royauté d'Italie.

LE RÈGNE DE HUMBERT Ier

Si le règne du roi Humbert Ier s'achève comme il a commencé, il ne sera pas marqué dans l'histoire d'une éclatante lumière.

La comparaison avec celui de son père Victor-Emmanuel II ne peut lui être avantageuse. Celui-ci fut glorieux jusqu'à la fin ; à voir la douceur de ses dernières années, succédant à tant de bonheur, les anciens l'auraient dit aimé des dieux. Il eut même, à son lit de mort, l'estime du pape qui disait en apprenant ses derniers moments : « Il est mort en chrétien, en roi, en galant homme. » Moins d'un mois après, Pie IX mourut à son tour.

Les deux nouveaux souverains de Rome, Humbert Ier et Léon XIII, ont régné jusqu'ici ensemble, face à face. Mais la situation réciproque de la papauté et de la royauté s'est grandement modifiée depuis vingt-deux ans. Il est incontestable

que l'Italie a été abaissée, a été malheureuse, sous Humbert Ier; elle n'a pas répondu aux promesses annoncées par le règne précédent. Il est incontestable que la papauté a grandi sous Léon XIII ; en sorte que la question romaine, qui paraissait à jamais résolue, semble renaître, pour compromettre encore l'œuvre de Cavour et de Victor-Emmanuel. Il y a de ces retours extraordinaires de fortune dans l'histoire des hommes et des peuples.

Le jeune royaume d'Italie fut abaissé pour avoir voulu s'élever trop vite. Il eut des ambitions sans proportion avec ses ressources. Il fut victime de son glorieux passé, et, pour le vouloir égaler, se perdit dans les chimères. Il se créa, comme àplaisir, de redoutables hostilités.

Gâté par la fortune, étendu en quelques années des Alpes à la mer Ionienne, il lui fut insupportable que des terres italiennes fussent encore en dehors de ses frontières. L'irrédentisme, qui fut comme la queue du garibaldisme, troubla toute la région de Trieste. Il lui fallut se replier devant les menaces de l'Autriche, soutenue dès lors par l'Allemagne dans l'alliance des trois Empereurs.

L'Italie se retourna d'autre côté; il lui fallait grandir toujours, sous peine de se voir indigne de l'indépendance qu'elle avait vaillamment conquise. Il ne lui suffisait pas d'être l'Italie; il lui fallait aussitôt être Rome, la Rome impériale, la Rome dont les citoyens appelaient la Méditerranée « mare nostrum ». Il lui fallait la Méditerranée.

Mais les temps sont changés depuis la Rome impériale; d'autres puissances ont pris leur part de sa succession. La France est devenue autre chose que l'ancienne Province romaine ; elle occupe sur la Méditerranée, au nord et au sud, des positions qu'elle est plutôt décidée à fortifier qu'à céder. Elle encourut donc la jalousie de l'Italie, qui nourrissait d'ailleurs à son endroit d'autres griefs.

Lorsque la France s'empara de la Tunisie, qui fut jadis une

province prospère de la Rome impériale, ce fut à travers toute l'Italie une violente levée d'indignation. Les Italiens perdirent tout sang-froid. Ils se croyaient déjà les Romains d'autrefois et voulurent tourner l'affaire de Tunisie en une défaite nationale ; ils ne songèrent qu'à la vengeance. Aveuglément ils se jetèrent dans la Triple Alliance ; ils s'en voulurent rendre dignes par des armements imposants ; ils ne rêvèrent un temps que plaies et bosses, et Bismarck dut calmer maintes fois les ardeurs belliqueuses de M. Crispi.

Cela était excellent d'ailleurs pour l'Allemagne, dans le moment où la Russie sortait de l'alliance des Trois Empereurs. Il était utile à l'Allemagne que l'Italie fût l'ennemie de la France : ainsi la France était obligée de porter des troupes à la frontière des Alpes, de dégarnir la frontière de l'Est. Il était utile à l'Allemagne que l'Italie n'achetât plus les soieries ni les machines françaises ; l'Allemagne lui vendit ses soieries et ses machines, et fit de beaux bénéfices.

La Triplice fut un des chefs-d'œuvre du prince de Bismarck. L'Italie s'y ruina par l'énorme effort qu'elle dut faire pour augmenter sa flotte et son armée, pour se montrer digne d'une aussi illustre amitié. L'Allemagne gagnait à cette alliance une garantie de plus pour la sécurité de sa nouvelle frontière occidentale ; l'Autriche-Hongrie y gagnait un agrandissement inattendu dans les Balkans, par la Bosnie et l'Herzégovine. L'Italie n'y gagna rien et y compromit son avenir, celui de sa dynastie tout au moins.

Elle n'eut pas même la satisfaction d'employer glorieusement les armements qui lui coûtaient si cher ; ils ne lui furent qu'une occasion de sanglants désastres. Elle eut pourtant un homme d'État aux vastes pensées et aux conceptions hardies. Les lauriers de Scipion l'Africain et de Jules Ferry empêchaient M. Crispi de dormir. Il voulut donner à sa patrie un empire colonial, et ce fut la forme la plus récente que prit la mégalomanie italienne.

Non qu'il convienne de blâmer de telles ambitions ni de se plaire au spectacle des malheurs de l'Italie. Ces grands desseins sont la preuve d'une vitalité énergique, et la jeune Italie est singulièrement vivante. Il ne s'agit que de voir l'usage qu'elle fit de cette activité.

Elle ne fut pas heureuse. Le destin s'acharna sur elle. Elle rencontra devant elle un adversaire dont elle ne se défiait pas, dont elle avait favorisé la grandeur, et qui la trahit. Elle pensait se servir de Ménélik pour s'assurer un grand empire dans l'Afrique orientale ; Ménélik se servit d'elle pour vaincre ses rivaux, puis se tourna contre elle et écrasa son armée à Adoua, mars 1896.

Adoua fut pour les Italiens un coup extrêmement rude. La carrière politique de M. Crispi en fut brisée, et il emporta peut-être avec lui les plus beaux rêves du roi Humbert. La vie du vieux ministre sicilien s'achève dans un oubli mal supporté; le règne du roi Humbert, qui n'est plus jeune, se traîne à travers les crises ministérielles et les difficultés révolutionnaires. Il a quitté les longs espoirs ; il a ramené, tristement sans doute, ses prétentions à la modestie : réparer, s'il est possible, les maux du passé; contenir le parti démocratique fortifié par les erreurs de la royauté. Être réduit à défendre péniblement son trône, quand on est l'ami et l'allié de l'Empereur allemand, l'épreuve est dure.

L'Italie est revenue vers la France; elle a repris avec elle ses relations commerciales interrompues; un accord a été signé en 1898; la flotte française est venue en 1899 saluer le roi d'Italie dans les eaux de Cagliari. Humbert Ier, renonçant aux souvenirs trop lourds de la Rome impériale, se reprend d'affection pour l'humble berceau de la dynastie, pour la pauvre et loyale Sardaigne; il se refait une popularité au tombeau de Garibaldi, dans l'île solitaire de Caprera, où il ne dédaigne pas d'aller méditer sur les vingt-deux années de son règne, si pleines d'orgueilleux projets, si vides de résultats solides. Plus

Italien, et moins Romain, là peut être le salut de sa dynastie.

Cette sagesse d'ailleurs est trop récente pour avoir porté déjà des fruits. Les maux du passés sont graves et seront longs à guérir. L'Italie tient toujours à la Triple Alliance; il lui est difficile de la briser, à moins de renoncer à jouer un rôle parmi les grandes puissances. Les charges de cette alliance sont toujours lourdes et les ressources du pays n'y sont pas encore proportionnées.

Alors le peuple continue de souffrir, écrasé d'impôts, incapable, en de telles conditions, d'améliorer son sort. Il se lasse de souffrir; il en accuserait volontiers la royauté. Il refuse les contributions ; il se lève contre les collecteurs ; il pille les maisons des riches ; il s'organise en sociétés secrètes, en bandes noires, et retourne au brigandage. Il se révolte, et maintes fois déjà les villes d'Italie ont été ensanglantées par la guerre civile ; il a fallu l'état de siège sur la plus grande étendue du royaume.

Et pourtant ce peuple est-il mûr pour la liberté ? A-t-il répondu aux espérances que fondaient sur lui les républicains de 1848 ? En beaucoup de provinces, les misères physiques l'ont entraîné aux pires misères morales; il s'attarde à d'invraisemblables superstitions, s'épuise et se ruine à l'infâme loterie d'institution officielle, se traîne dans une pourriture d'ignorance, n'éprouve même pas le désir de changer sa condition, se plaît dans son mal.

Qu'est-ce que la dynastie de Savoie a fait de ce peuple, qui s'est donné à elle si loyalement, avec de si admirables qualités d'endurance, d'énergie, avec un si merveilleux esprit d'initiative ? Elle l'a usé, elle a renversé ses plus nobles illusions, elle a flétri ses plus mâles vertus, elle l'a abattu dans le découragement et la misère.

Elle a perdu son affection. L'unité n'a pas apporté la gloire. Le peuple italien retourne au fédéralisme, au provincialisme. Par une intelligente décentralisation, par un retour aux traditions du quatorzième et du quinzième siècle, il espère retrouver

la liberté et la prospérité des villes de la Renaissance. La Sicile est lasse de souffrir ; Milan, laborieuse et riche, est pénétrée d'esprit républicain.

La Révolution, qui mit ses forces au service de Victor-Emmanuel et de Cavour, semble reprendre l'œuvre où le gouvernement royal a failli.

Peut-être le rôle historique de la royauté italienne est-il fini. Elle fut l'instrument de l'indépendance; elle n'a pas su être celui de la prospérité matérielle et morale du royaume. Elle est menacée de banqueroute.

Dès que Rome fut redevenue la capitale de l'Italie, on crut qu'elle allait avoir aussitôt un développement digne de ses nouvelles destinées, que la population allait s'y porter par grandes masses. De riches compagnies, de hardis entrepreneurs créèrent de gigantesques quartiers neufs, larges voies, hautes maisons du confort le plus moderne. On se hâtait, on craignait d'être débordé par l'invasion des nouveaux habitants. Ceux qu'on attendait ne vinrent point, ou ne vinrent qu'en petit nombre. Les fonds placés en ces constructions ne rapportèrent rien; beaucoup de compagnies, d'entrepreneurs perdirent beaucoup d'argent. Sur les larges boulevards neufs, beaucoup de maisons n'ont pu être achevées : plus lamentables que des chaumières, elles restent béantes sur la rue, sans portes, sans fenêtres, inhabitables, refuges pour une nuit des mendiants qui passent. A l'abandon depuis vingt ans, la façade richement sculptée se salit et s'effrite; la maison menace ruine.

C'est l'image des vingt dernières années de l'histoire de la maison de Savoie.

LE PONTIFICAT DE LÉON XIII

L'édifice de la puissance pontificale est au contraire plus imposant que jamais. Retranchée au Vatican, la papauté en a restauré le prestige. Elle a continué de se refuser à toutes rela-

tions avec la royauté; elle s'est enfermée dans une intransigeance irréductible, et la question romaine est redevenue un gros danger pour la dynastie de Savoie et même pour l'Italie tout entière. Certains esprits s'en inquiètent de nouveau dans la péninsule ; ils s'effrayent de voir se redresser, toujours menaçant, « le serpent venimeux que l'Italie nourrit dans son sein, et dont l'esprit empoisonné suffoque toute manifestation d'italianité ».

On ne prévoyait pas, il y a trente ans, une pareille situation. Lorsque la souveraineté nationale emporta tout dans son flot, Rome après Venise et Naples, on crut que la jeune Italie était désormais lancée dans les voies de la démocratie libérale, qu'elle n'aurait plus rien à redouter des puissances du passé. On crut que la puissance du pape au Vatican pouvait être indifférente. On la respecta. On aménagea, malgré lui, au pape Pie IX, une petite souveraineté temporelle pour y abriter l'exercice de son pouvoir spirituel. On le laissa à Rome. Beaucoup l'ont regretté depuis, qui songent que, hors de Rome, la papauté n'aurait pas le même éclat et se persuadent qu'aucune puissance catholique n'eût alors ni depuis fait croisade pour elle.

Victor-Emmanuel II voulut du moins établir avec elle un *modus vivendi* acceptable aux deux partis. Il crut qu'elle renoncerait à ses derniers débris territoriaux, abandonnerait Rome à l'Italie, pour s'élever au-dessus de tous les trônes et de tous les peuples dans le domaine inattaquable du gouvernement des consciences. Son erreur fut grande.

Il fit voter, le 2 mai 1871, la *loi des garanties*. Elle proclame l'inviolabilité de la personne du Souverain Pontife. Elle lui reconnaît les honneurs souverains. Elle lui abandonne le Vatican, le Latran, et une dotation annuelle de 3 225 000 livres. Le pape refusa de reconnaître cette loi, émanée de la volonté nationale italienne qu'il ne connaît pas ; il n'admettrait qu'un concordat bilatéral, et en refuse la négociation tant que Rome ne lui sera pas rendue. Le roi n'osa pas prendre le Vatican

comme il avait pris Rome. Le roi et le pape restent en présence, nouvelle forme des vieilles luttes du Sacerdoce et de l'Empire dont le souvenir a dû troubler parfois l'imagination de Victor-Emmanuel et de son successeur.

Le pape se dit prisonnier au Vatican. Il est absolument libre d'aller et venir, de sortir dans Rome, de parcourir l'Italie, le monde. Il est le prisonnier volontaire.

Il veut prouver que sa souveraineté n'est pas respectée, même dans l'intérieur du Vatican. Nul obstacle pourtant ne fut jamais apporté à l'exercice du gouvernement de l'Eglise catholique, et le roi considère avec une remarquable indulgence toutes les manifestations du Vatican : elles ne sont pas toutes très respectueuses de l'ordre de choses établi.

Il est vrai qu'au temporel la souveraineté pontificale rencontre des limites proches. En 1882, le pape Léon XIII eut des démêlés avec son architecte Martinucci à la suite de quelques réparations au Vatican. L'affaire fut portée au tribunal ecclésiastique qui siège au palais du pape : l'architecte fut condamné. Il interjeta appel devant la cour d'appel de Rome, tribunal d'institution royale, et le pape attendit avec quelque malice la décision qu'allait prendre le gouvernement. Le gouvernement hésita, puis admit l'appel, entendit la cause, attribuant à ses tribunaux la supériorité sur les tribunaux pontificaux, donc niant la souveraineté pontificale. Du moins Martinucci fut condamné. Le pape ne s'en contenta. Il adressa sa protestation à toutes les chancelleries européennes, qui l'enregistrèrent précieusement.

En vérité, il ne peut y avoir deux souverains temporels dans Rome. Les conflits ne peuvent être évités. Le roi se reconnaît malgré tout responsable de la sécurité du pontife, et ses gendarmes contribuent à maintenir l'ordre les jours de grands pèlerinages ou de fêtes solennelles à Saint-Pierre.

Tous ces ménagements laissent le pape aussi intransigeant. Il s'en tient à la formule de Pie IX : « Rome intangible. » La plus grande part du prestige et de l'influence morale de la reli-

gion catholique est faite de symbolisme. Il n'y aurait plus de catholicisme sans Rome. La tête du catholicisme ne peut être qu'à Rome. Cela est sans doute vrai. Mais la capitale de l'Italie aussi ne peut être qu'à Rome. N'y a-t-il donc pas de solution à ce conflit que l'expulsion du pape ou que l'expulsion du roi? Toutes deux choses très graves.

Cependant le pape ne reconnaît pas encore le nouveau royaume d'Italie. Il attend patiemment, il a pour lui l'éternité, et il n'est pas besoin de l'éternité pour que la dynastie de Savoie soit usée. Il donne pour instructions aux catholiques pratiquants de s'abstenir de toute manifestation qui serait une reconnaissance implicite du nouvel état de choses. Il leur défend d'exercer leurs droits de vote, et ils ne prennent pas part aux élections législatives, ni autres. En sorte que la Chambre des députés ne représente pas toute la nation. L'unité est inachevée.

La papauté espère peut-être que, le jour où elle jettera dans les urnes électorales les bulletins de ses fidèles, elle arrachera au Parlement et au roi, s'il y a encore un roi, une reconnaissance formelle de sa souveraineté dans Rome, que la royauté sera obligée de lui céder la place. Elle espère peut-être autre chose.

Le temps paraît être son allié, à en juger par les progrès qu'elle a faits depuis trente ans. Il est vrai qu'ils sont dus à la grande habileté de Léon XIII et que Léon XIII est très vieux.

Je dirai plus loin [1] le caractère nouveau qu'a pris la papauté dans ces dernières années, car cela est un fait d'ordre universel, dont l'intérêt dépasse singulièrement les murs de Rome ou les frontières de l'Italie. Je veux dire ici pourtant ce que la papauté est devenue, puisque j'ai dit ce qu'est devenue la royauté.

La papauté n'a rien relâché de la rigidité du dogme catholique; elle en a plutôt précisé les arêtes, elle en a assuré

(1) Chapitre XVI.

le couronnement par l'affirmation répétée de la doctrine de l'infaillibilité. Cette imposante immutabilité a fait à travers les siècles la force incomparable de l'Église romaine. Le dogme, conforme ou non aux prétentions de la raison humaine, est le roc inébranlable où se fonde la foi, où se repose la conscience des croyants. Le pape, en se refusant à toute concession en cette matière, est l'infaillible gardien de l'Église, car selon le verbe du Christ, il est la pierre sur laquelle elle est bâtie, et contre laquelle les portes de l'enfer ne prévaudront point.

Il est moins exigeant en matière de culte ; il paraît disposé à admettre quelques variations dans les cérémonies de l'Église, quelques coutumes particulières à des nations longtemps réputées pour schismatiques, à condition que ce symbolisme différent ne soit qu'une forme différente de la même croyance apostolique. En ce sens, Léon XIII a fait quelques efforts assez heureux pour rapprocher de l'Église catholique quelques églises orientales qui en étaient sorties. Il ne désespère point qu'un jour le schisme d'Orient puisse être réparé, que les protestants anglicans ou luthériens soient un jour arrachés à l'hérésie : de retentissantes conversions encouragent ce grand dessein. Ainsi dégagé, plus que Pie IX, des préoccupations immédiates de la politique italienne, Léon XIII embrasse déjà du regard le monde entier, et l'enveloppe de sa sollicitude et de ses prétentions.

Il ne s'intéresse pas seulement à toutes les Églises, mais à toutes les classes de la société, à l'humanité tout entière. Son pontificat a réellement ce caractère universel qu'implique le mot catholique. L'Encyclique *Rerum Novarum* en 1891 jeta tout d'un coup l'Église dans les questions sociales : elle somma les gouvernements d'arracher les malheureux ouvriers aux mains de ces spéculateurs qui ne font pas de différence entre un homme et une machine ; elle protesta contre ces excès de travail qui, en émoussant toutes les facultés de l'âme, écrasent le corps et en consument les forces jusqu'à l'épuisement. Elle

prépara l'alliance de l'Église et des masses ouvrières, sépara sa cause de celle des classes dirigeantes menacées par l'assaut des misérables, de celle des gouvernements capitalistes menacés par une révolution que la papauté n'a plus à redouter, n'ayant rien à y perdre, n'ayant qu'à y gagner.

Ainsi le Vatican, très habilement restauré par Léon XIII, toujours soutenu par l'extrême souplesse et l'infatigable patience de l'ordre des Jésuites, capitale vénérée de toute l'Église catholique nivelée par l'écrasement des Églises nationales et le triomphe de l'ultramontanisme, veut être le sûr refuge où tous les peuples, sur des voies qui s'aplanissent, viendront chercher la protection de leur existence matérielle et la paix de leur conscience.

LA DÉMOCRATIE ITALIENNE

Le danger que la papauté fait courir à la dynastie de Savoie est terrible, de plus en plus terrible. La papauté semble guetter le déclin de la royauté et se préparer à exploiter à son profit la situation révolutionnaire qui ne peut manquer d'en résulter. Dans le temps et dans la proportion où le peuple italien se désaffectionne du gouvernement monarchique, la papauté se rapproche du peuple et s'offre à jouer près de lui le rôle de Providence.

Lorsqu'en 1898 éclatèrent à Milan et ailleurs les graves troubles qui nécessitèrent dans presque toute l'Italie la proclamation de l'état de siège, le gouvernement y vit l'action du clergé, et il fut prouvé du moins que le clergé n'y avait pas tenu une absolue neutralité.

Le contraire plutôt serait pour surprendre. Certes, sous l'habile inspiration du pape actuel, le clergé conservera une circonspection scrupuleuse; il ne pressera pas les événements inéluctables. Tout au plus manifestera-t-il adroitement ses sympathies pour les classes laborieuses, dans la pensée qu'à

l'occasion celles-ci tomberont dans les bras qui leur sont ouverts.

Aussi bien ce calcul paraît-il juste, au moins en partie. Il paraît difficile dès aujourd'hui que la maison de Savoie échappe à la banqueroute où elle s'est elle-même réduite. Elle a épuisé le pays. Mais surtout elle a épuisé sa propre popularité. La nation cependant lui avait fait crédit très généreusement d'une affection profonde; les républicains eux-mêmes avaient fait abstraction de leurs plus chères idées politiques et soutenaient la royauté, instrument de l'unité et de la liberté. La royauté n'a rien fait pour garder le bénéfice de ce loyalisme. Issue d'une origine révolutionnaire, elle pouvait, plus que nulle autre en Europe, durer en conduisant le pays dans les voies du libéralisme politique et de la transformation économique et sociale. Elle avait pour elle les républicains contre les cléricaux. Elle a contre elle désormais les républicains et les cléricaux, esquissant entre eux de vagues tendances à un rapprochement. Par la politique de Léon XIII, la papauté a cessé d'être, pour quelques-uns, l'ennemie qui excitait les furieuses colères de Garibaldi.

A quoi donc se rattacherait la dynastie de Savoie? A la bourgeoisie capitaliste jusqu'ici à peu près maîtresse des majorités parlementaires, grâce aux combinaisons ministérielles les plus compliquées et les plus instables? — Appui fragile, qui peut manquer tout d'un coup. A l'alliance allemande, qui fit d'abord miroiter des promesses de gloire aux yeux du peuple italien, mais qui n'offre jusqu'ici que des mirages? — Cela est vrai. La royauté de Humbert Ier n'est déjà plus guère en Italie que la royauté de l'étranger.

Faut-il prévoir alors une République italienne, unitaire ou fédérale, dans les destinées de laquelle le pape jetterait sa puissante influence en poussant tous ses fidèles aux urnes électorales, une République théocratique qui rendrait Rome au pape et lui demanderait une sorte de protection d'essence divine, un

État socialo-chrétien où la papauté répartirait selon le droit les biens de la terre et satisferait les consciences inquiètes par la promesse des biens du Ciel? État idéal, semble-t-il, pour le développement de la vie matérielle et morale de l'humanité? Et l'Italie nouvelle serait-elle le noyau de cette universelle démocratie chrétienne que d'aucuns rêvent prochainement construite sur les ruines de tous les trônes?

Si cela est possible, si la dynastie de Savoie doit succomber et si la révolution doit être conduite ou exploitée par le Saint-Siège, le danger que court l'Italie est celui de toutes les démocraties, de toutes les sociétés politiques actuelles. Ce serait pour longtemps peut-être les idées libérales étouffées en Italie et compromises ailleurs. Ce serait le retour aux pontificats de Grégoire VII ou d'Innocent III.

L'Italie est-elle prête à cette redoutable éventualité, où elle peut trouver la mort en cherchant à se défaire d'un gouvernement qui l'appauvrit? Est-elle assez forte pour échapper aux séductions de la politique pontificale, pour garder sa liberté des avantages d'un gouvernement providentiel? Est-elle mûre pour se défaire de la royauté? Mieux certes vaudrait pour elle la lourde royauté d'aujourd'hui que la démocratie pontificale de demain peut-être.

C'est pourquoi il n'est que temps qu'elle soit tenue en garde contre l'avenir. Il faut qu'elle soit éclairée par l'histoire du passé, qu'on lui rappelle les misères qu'elle souffrit de la papauté, les divisions politiques qui la livrèrent à l'étranger, l'obscurantisme où fut ensevelie son intelligence pendant les siècles derniers, les souffrances matérielles et morales, l'indignité qu'elle en subit si longtemps.

Il faut l'arracher, non seulement à la pauvreté, mais à l'ignorance, aux superstitions grossières où elle se complaît toujours, à la paresse intellectuelle, qui sont le fruit de plusieurs siècles d'oppression espagnole et pontificale.

« L'Italie est faite, en tant que corps de nation; à présent il

faut faire des Italiens, » disait, il y a plus de trente ans, Maxime d'Azeglio. C'est la besogne gigantesque du temps actuel ; elle est plus nécessaire, plus pressante, que la mégalomanie de la politique étrangère. Tous les esprits éclairés le comprennent, donnent leurs forces à cette éducation de la nation. Ils ont l'espérance du succès, l'orgueil de travailler à une œuvre de salut. Réussiront-ils ? Auront-ils à temps instruit le peuple, qui, dans quelques années peut-être, aura à prononcer sur son sort? Pourront-ils dire bientôt, et cette fois sans réserve anxieuse: « La voilà rétablie sur son trône de lumière, l'Italie des siècles libres ; les temps de douleur et de ténèbres sont finis à jamais. »

Pour conduire cette nation à travers tant d'écueils, il faut achever l'organisation du parti républicain dans la péninsule. Il ne suffit pas qu'il ait une grande énergie révolutionnaire, qu'il sache renverser les urnes législatives, braver les poursuites de la police, supporter les procès et la prison. Il faut qu'il ait et qu'il montre et qu'il affiche partout un programme scientifique très net, très simple, très clair aux esprits les moins préparés, fondé sur les principes de l'éducation populaire et de l'organisation sociale par la liberté. Il faut qu'il ait des chefs, et non pas seulement de vaillants soldats.

Il faut qu'il soit prêt à prendre la succession de la royauté, qu'il présente aux masses un idéal autre que celui du Vatican, afin d'éviter que, mécontentes du présent et désespérées de l'avenir, elles ne se jettent, par lâcheté, dans les voies de l'Église.

Il y va de la grandeur de l'Italie, et aussi de tous les droits de la conscience et de la dignité humaine. La démocratie italienne a charge d'humanité.

CHAPITRE III

LA QUESTION D'AUTRICHE-HONGRIE

LA RÉVOLUTION DE 1848

La question autrichienne, ou mieux la question austro-hongroise, si brûlante aujourd'hui, s'est posée en 1848. Non pas qu'il n'en faille rechercher les origines beaucoup plus haut; en vérité, elle tient à la nature même de l'État austro-hongrois; elle est aussi ancienne que l'Autriche même. Car sa définition est très simple : l'Autriche-Hongrie est menacée de dissolution parce qu'elle a été composée d'éléments trop différents pour s'associer.

Mais c'est en 1848 que cette question surgit tout à coup. Elle émut dès lors profondément le monde politique.

Aussi bien la date de 1848 est-elle pour une grande partie de l'Europe d'une importance capitale, quoiqu'elle n'y offre pas partout les mêmes caractères. Elle montre l'Allemagne et l'Italie lasses de leurs divisions, avides d'unité et d'indépendance, avides de naître à l'existence politique. Elle montre l'Autriche lasse d'une unité factice, avide de libertés provinciales, en mal de dissolution, marquée pour la mort.

La surprise fut partout grande à un tel spectacle. L'Autriche de Metternich paraissait être l'État le plus fortement constitué de l'Europe; pas le moindre désordre nulle part. La Russie elle-même était moins tranquille. Non seulement l'Autriche jouissait de l'ordre le plus parfait, mais elle l'imposait aux autres, et faisait partout avec une implacable sérénité la police

des idées révolutionnaires, ce qui veut dire, comme chacun sait, des idées de désordre et d'anarchie. L'Autriche de M. de Metternich était assurément une institution politique fort respectable; sa solidité semblait capable de défier plusieurs siècles.

Le 29 février 1848, arrivèrent à Vienne les premières nouvelles de la Révolution du 24 février à Paris. Elles excitèrent quelques troubles que le gouvernement réprima sans peine. Mais le 13 mars, jour de la réunion des États de la Basse-Autriche, le peuple se souleva autour des députés. Les troupes, pressées par la foule, bombardées du haut des fenêtres, firent feu. Ce fut, comme au boulevard des Capucines, le signal de la Révolution. Le jour même, Metternich, comme avait fait Guizot à Paris, donna sa démission; il lui fallut bientôt quitter Vienne, sous un déguisement, dans une voiture de blanchisseuse. L'empereur dut promettre aux Viennois la convocation d'une Constituante, « en vue de la constitution de la patrie ». La patrie, voilà un mot difficile à définir dans ces pays.

Metternich renversé, le pouvoir central obligé d'abord de traiter avec la Révolution, tous les problèmes, où se débat le gouvernement austro-hongrois en 1900, se présentèrent ensemble. Car le pouvoir central était le seul instrument d'union politique, le seul lien de tant de provinces diverses. Il dissimulait sous une apparente unité administrative les divergences provinciales ou plutôt nationales qu'il recouvrait et qu'il comprimait. Le pouvoir central un moment écarté, toutes ces divergences furent saillantes. Les nationalités étaient jusque-là réduites au silence; dès qu'elles purent parler, ce fut de l'Elbe aux Portes de Fer une effroyable cacophonie : on entendit l'allemand à Vienne, le tchèque en Bohême, le galicien et le ruthène à l'est, le magyar en Hongrie, le slovaque ou le slovène au sud, le roumain en Transylvanie, l'italien vers la mer Adriatique. Ce fut l'image de la Tour de Babel, avant la dispersion des langues. Ce fut l'image anticipée de ce que sera la carte politique de l'Autriche-Hongrie, lorsque toutes ses natio-

nalités se seront rendues indépendantes, ou lorsqu'elles se seront organisées en un fédéralisme qui leur donne à toutes satisfaction.

On put croire un moment que cette dissolution fatale allait s'accomplir dès 1848. Une assemblée populaire, spontanément réunie à Prague, adresse à l'empereur les revendications de la Bohême : elle veut un ministère spécial, une large autonomie législative et administrative par l'extension des attributions de la Diète, l'égalité complète des langues tchèque et allemande. Une ordonnance impériale, le 8 avril, donna force de loi à toutes ces demandes.

Dès la session de novembre 1847, la Diète hongroise, réunie à Presbourg, avait obtenu du gouvernement impérial quelques promesses; le discours du trône y fut lu en langue magyare. La Révolution de Paris accrut les exigences des Hongrois. Le 3 mars, Kossuth réclama un gouvernement national et un ministère responsable, avec des garanties constitutionnelles. L'empereur céda; par l'ordonnance du 30 mars, la Hongrie devenait un État souverain; le 10 avril, Ferdinand Ier vint à Pest, élevée à la dignité de capitale, clore solennellement la session de la Diète devenue un Parlement de députés. Batthyanyi forma le premier ministère hongrois.

Cela ne suffit pas au parti radical toujours dirigé par François Kossuth. Il profita des nouveaux désordres qui se produisirent à Vienne pour rompre toutes relations avec l'Autriche et proclamer l'indépendance de la Hongrie, le 15 avril; Kossuth devint chef du pouvoir exécutif.

Dès qu'elle fut libre, la Hongrie montra ce qu'elle était. Elle n'aimait la liberté que pour elle-même. Elle la refusa aux Transylvains et aux Croates qui la réclamaient comme elle et qui y avaient autant de droits. Les Transylvains furent réduits à l'obéissance par une armée hongroise que commandait le général Bem. Les Croates furent plus difficiles à vaincre. La diète d'Agram prit aussitôt à son tour les caractères d'un par-

lement national, et le ban Jellachich refusa d'obéir aux ordres venus de Pesth. Ces querelles ont eu une longue suite.

Le nouvel empereur d'Autriche, François-Joseph, dont le règne s'ouvrit sous de si tristes auspices, qui d'ailleurs ne furent pas trompeurs, fut aidé par ces rivalités nationales autant que par le canon russe.

Jellachich fut nommé commandant général des troupes et lieutenant de l'empereur en Hongrie. Il fut bientôt maître de presque tout le pays qui est à l'ouest du Danube.

L'armée d'ailleurs fut alors, comme aujourd'hui, le plus solide agent de l'unité de l'empire et de l'autorité absolue de l'empereur. Quand les Italiens eurent été vaincus par Radetzki et qu'on put rappeler des troupes en Autriche, le maréchal Windischgrœtz eut tôt fait d'obliger les Viennois à l'obéissance, de bombarder Prague et de dissoudre la Diète tchèque.

L'armée russe de Paskievitch acheva tout l'ouvrage. En quelques semaines, elle eut réduit à l'impuissance les généraux Bem et Gœrgei et mis la Hongrie aux pieds de l'empereur Nicolas Ier. La Russie, qui achevait alors l'unification de la Pologne, savait et pouvait enseigner à l'Autriche comment on efface dans un empire toutes les différences nationales ou provinciales. L'Autriche ne fut pas une très bonne élève elle ne profita pas bien longtemps de la leçon.

Du moins pour le moment, c'est-à-dire pour quelques années, la restauration du passé fut complète. L'armée et le clergé en furent les instruments.

L'armée avait, à coups de canons, dispersé les diètes provinciales et les Constituantes. Le clergé travailla les consciences pour y refaire le respect de l'autorité. Ce service valait une récompense. Ce fut le Concordat de 1855 ; il affirme l'étroite union du trône et de l'autel ; il déclare que la différence des langues est un reste du paganisme et une conséquence de la chute de l'homme (?), qu'il faut donc revenir à l'unité de langage dans un même empire. Le mariage civil est abrogé du

Code pour les catholiques : « c'est la remise des titres mêmes de la société civile aux mains de son éternelle ennemie. » L'école primaire est livrée au clergé, afin qu'elle ne puisse enseigner que d'excellents principes.

La Hongrie perdit même les libertés qu'elle tenait de la convention de Zathmar de 1711. Comme partout ailleurs, la langue allemande y fut la seule langue officielle ; les écoles l'enseignèrent aux enfants des Hongrois, pour détruire peu à peu l'usage du magyar et assurer l'unification par la germanisation.

Ce fut une réaction furieuse, aveugle, faite à la fois de militarisme, de cléricalisme et de quelques autres éléments non moins funestes à la prospérité des Empires. Ce fut un retour aux maximes de 1815 ; Metternich ne revint pas au pouvoir ; il eût été satisfait cependant. Mieux, ce fut un retour aux doctrines « philosophiques » de Joseph II, à sa théorie de l'unification par la langue allemande. Mieux encore, ce fut un retour, avec application plus étendue, aux procédés politiques et religieux de Ferdinand II, qui sut si bien, avec Wallenstein, inculquer aux Bohémiens le respect de lui-même et de Dieu.

Au moment de se dissoudre, la vieille monarchie des Habsbourg reprenait tous les caractères qui l'avaient distinguée parmi les puissances européennes, persuadée, à raison peut-être — et ce serait sa condamnation, — qu'elle ne peut s'en défaire sans périr.

LE COMPROMIS AUSTRO-HONGROIS

Depuis 1815, les années les plus importantes du XIXe siècle se placent entre 1865 et 1870, puisqu'on y trouve la conquête de Venise et de Rome par les Italiens, la fondation de l'Empire allemand et la transformation de l'empire des Habsbourg : ce dernier événement d'ailleurs conséquence des deux premiers.

Car le prestige de la puissance des Habsbourg en Italie et en

Allemagne inspirait le respect à leurs autres sujets et contribuait à maintenir l'unité ; leurs défaites dans ces deux pays encouragèrent l'opposition des autres et ruinèrent cette unité artificielle.

Il leur fallut d'abord consentir à l'autonomie hongroise, — c'est jusqu'ici la seule concession qu'ils aient faite ; — et les origines du compromis austro-hongrois remontent aux échecs diplomatiques subis par les Habsbourg pendant la guerre de Crimée et aux batailles de Magenta et Solférino. Les gouvernements victorieux sont partout plus facilement obéis.

Dès le début, on chercha, on cherche encore des combinaisons plus ou moins compliquées pour concilier les aspirations nationales avec le maintien de l'unité ou l'existence même de l'Empire. Au lendemain de Solférino, on pensa sauver l'unité en donnant à toutes les provinces quelques garanties libérales, et les mêmes.

En 1860, le Reichstag, ou Conseil de l'Empire, sorte de Conseil d'Etat composé seulement jusque-là de fonctionnaires nommés par l'empereur, fut *renforcé* de membres extraordinaires. Ce fut une assemblée de notables ; elle fut invitée à donner son avis sur la situation politique.

D'après cela fut signé le Diplôme du 20 octobre 1860. L'empereur s'y déclare résolu à partager le pouvoir législatif avec des assemblées élues : le Reichsrath, composé d'une majorité de membres élus, délibérera sur les affaires communes à toute la monarchie ; les Diètes provinciales s'occuperont de leurs intérêts particuliers, avec des attributions assez étendues.

Cependant un nouveau ministre, M. de Schmerling, arriva au pouvoir avec de vastes desseins. Il ne renonçait pas à la domination de l'Allemagne, rêvait au contraire d'une Grande-Allemagne, constituée toujours sous la suprématie de l'Autriche. Il fallait pour cela fortifier l'élément allemand dans l'Empire d'Autriche, afin de gagner à cette cause les Allemands d'Allemagne. C'est pourquoi, sous prétexte de compléter le Diplôme

d'octobre, la patente du 26 février 1861 en modifia complètement les caractères. Les Diètes perdirent quelques-unes de leurs attributions, et le Reichsrath, de plus en plus renforcé, fut partagé en deux Chambres, la Chambre des Seigneurs nommée par l'empereur, et la Chambre des députés, élue selon un habile système électoral qui assurait la majorité aux Allemands. En Autriche, mieux que nulle part ailleurs, le gouvernement sait modifier les circonscriptions électorales ou les conditions du vote pour faire dire aux électeurs ce qu'il veut.

Bismarck, peu de temps après, s'inspira des mêmes théories que Schmerling quand il noya dans le suffrage universel les traditions séparatistes des princes allemands. Mais en Allemagne la nation voulait passionnément l'unité, et c'était tout le contraire en Autriche.

En effet la plupart des diètes provinciales y protestèrent contre la patente de février. Celle de Hongrie fut particulièrement hardie, sous l'impulsion de François Deak ; elle refusa de recevoir des lois d'un parlement central ; elle ne voulait reconnaître qu'un « roi couronné ». Elle refusa d'envoyer des députés à la Chambre ; elle refusa de payer les contributions votées par le parlement-croupion de Vienne. Il fallut la mettre en état de siège pour réprimer cette grève parlementaire et financière. Ce qui ne fut pas encore une solution.

Cependant Schmerling poursuivait son grand dessein. Mais il tomba du pouvoir en 1865, et ses successeurs ne purent pas empêcher les victoires de la Prusse. La défaite est la source ordinaire des constitutions autrichiennes. Au moment de la bataille de Sadowa, la diète hongroise continuait ses orageuses séances.

La bataille de Sadowa est du 3 juillet 1866. Le 17 du même mois, Deak est appelé à Vienne ; le 19, l'empereur donne son consentement à toutes les demandes des Hongrois. Le 18 février 1867, la Hongrie eut un ministère spécial, sous la présidence d'Andrassy. Le 8 juin suivant, François-Joseph vint rece-

voir solennellement la couronnne de Saint-Etienne et promulguer le compromis austro-hongrois.

Ce compromis est bien connu. Je n'en résume que les traits généraux et notamment ceux qui expliquent les difficultés de la situation actuelle. L'Autriche et la Hongrie, Cisleithanie et Transleithanie, sont dès lors deux États distincts. Elles ont le même souverain, empereur à Vienne, roi à Buda-Pest. Chacun d'eux a son parlement, composé de deux Chambres. Cependant ces deux États ont trop longtemps vécu ensemble pour n'avoir pas des intérêts communs ; aussi y a-t-il trois ministres communs, pour les affaires étrangères, pour la guerre, pour les finances communes. Et chaque année, les Délégations, élues par les deux parlements, votent les dépenses communes qui sont réparties à raison de 70 p. 100 pour l'Autriche et de 30 p. 100 pour la Hongrie. Ce taux n'a pas varié depuis 1867, quoique par le grand développement économique de la Hongrie il soit devenu tout à fait injuste.

Cette union politique doit durer autant que la dynastie des Habsbourg. Mais les accords commerciaux et douaniers sont décennaux ; la convention financière qui fixe la contribution de chaque État aux dépenses communes est décennale. Si les deux parlements ne s'accordent pas pour la renouveler, le souverain est arbitre entre eux ; sa sentence n'est valable que pour un an, et peut être renouvelée. Mais évidemment ce ne doit être qu'un moyen exceptionnel.

Le compromis établissait la prépondérance des Hongrois dans la monarchie ; car la défaite de Sadowa manifestait l'impuissance de l'élément allemand. Le centre de gravité de la monarchie dualiste fut porté à Pest, par ce fait qu'il s'éloignait du Rhin. Les Hongrois furent parmi les vainqueurs de Sadowa.

Cette orientation nouvelle fut définitive en 1871. Beust, en effet, pensa d'abord venger Sadowa en s'alliant avec la France contre la Prusse pour écraser l'œuvre de Bismarck. Sedan renversa ce suprême espoir. Beust céda la place à Andrassy, c'est-

à-dire que l'Autriche renonça à reprendre la place qu'elle avait occupée six siècles en Allemagne.

Le triomphe des Hongrois fut favorable aux idées libérales et encouragea les espérances des autres nationalités. Les lois de mai 1868 abolirent les concessions faites à l'Église en ce qui concerne le mariage et l'enseignement et restaurèrent les droits du pouvoir civil, portant ainsi le premier coup au Concordat. Le 31 juillet 1870, après le vote du dogme de l'infaillibilité pontificale par le concile du Vatican, le Concordat de 1855 fut dénoncé par le gouvernement austro-hongrois. La République française n'a pas encore eu ce courage.

Les Tchèques de Bohême réclamèrent les mêmes libertés que les Hongrois et quelque temps refusèrent d'envoyer des députés au parlement de Vienne. La même année (1868), les Galiciens manifestèrent des exigences analogues, et obtinrent du moins la reconnaissance de la langue polonaise comme langue officielle.

De même qu'en Hongrie, la Transylvanie demanda des garanties ; elle n'obtint rien, fut rudement persécutée, fut réduite à n'être plus jusqu'à nos jours qu'une expression géographique. Il fut impossible de traiter de même sorte la Croatie. Dès 1868, elle obtint un compromis. Pour toutes ses affaires intérieures, la Croatie est absolument autonome ; le pouvoir législatif y appartient à la Diète, le pouvoir exécutif à un ban nommé par le roi et responsable devant la Diète; le cabinet de Pest doit comprendre toujours un ministre croate chargé uniquement des affaires de la Croatie.

En 1871, le gouvernement de François-Joseph parut même s'engager résolûment dans la voie du fédéralisme. Le ministère Hohenwart accorda de nouveaux avantages aux Galiciens, et parut disposé à assurer à la Bohême une situation identique à celle de la Hongrie. En son rescrit lu à l'ouverture de la Diète, l'empereur reconnut les droits de la couronne de Saint-Wenceslas et promit de les confirmer par l'acte du couronnement ; il

invita la Diète à lui soumettre les vœux de la nation tchèque.

Ce furent les Articles fondamentaux, ou le résumé des libertés nécessaires. L'empereur et le ministère Hohenwart les accueillirent avec faveur et pensèrent en faire des lois de l'empire.

Bismarck protesta au nom des Allemands d'Autriche qui voulaient conserver la suprématie et menaçaient de se donner à la Grande-Allemagne prussienne. Le ministère hongrois d'Andrassy protesta plus vivement encore, qu'il ne reconnaissait que le compromis dualiste de 1867, et que ce compromis serait caduc par cela même que la Cisleithanie ne serait plus. Il redoutait qu'un triomphe des Slaves d'Autriche n'encourageât les exigences des Slaves de Hongrie.

François-Joseph craignit de compromettre la situation si péniblement établie en 1867 et même la solidité de son trône, l'existence de la monarchie. Il renvoya Hohenwart, ne signa pas les Articles fondamentaux. Andrassy devint bientôt ministre des affaires étrangères à la place de Beust.

L'Autriche prenait son parti de n'être plus une puissance allemande. Elle se préparait même, pour se sauver, à entrer dans l'alliance des Trois Empereurs. L'Allemagne nouvelle consent à laisser vivre l'Autriche à condition que la suprématie y reste aux Allemands : l'empereur allemand de Berlin exerce une sorte de protectorat sur les Allemands d'Autriche : Vienne est comme une vassale de Berlin. La Triple Alliance implique donc la sujétion des non-Allemands ; elle est, en Autriche-Hongrie comme ailleurs, un instrument d'oppression des nationalités ; elle a repris quelques traits de la Sainte-Alliance.

LES RACES ET LES NATIONALITÉS

Mais les rois, même alliés, sont moins forts que les nationalités, et une grande quantité de nationalités — toutes les races de l'Europe y sont représentées — s'agitent dans l'Au-

triche-Hongrie et proclament leur droit à l'existence. L'empire et le royaume sont depuis trente ans en pleine révolution, et si cette révolution n'a pas encore produit de radicales transformations, il n'en résulte pas qu'elle n'en produira pas bientôt, et qui intéresseront toute l'Europe. A toute révolution il y a une période préparatoire. Nous sommes à la fin de la période préparatoire à la révolution d'Autriche-Hongrie, et nous devons y prendre, même en France, le plus grand intérêt.

« La déchéance en Autriche de l'élément teuton qui aspire à se retremper dans le sein de la Grande-Allemagne, l'élévation des peuples slaves, la reconstitution d'un noyau polonais, pôle d'attraction pour les restes de la nation démembrée, les complicités irrédentistes qui peuvent singulièrement accroître la puissance et le prestige de l'Italie, la pénétration de l'Autriche dans le monde oriental et musulman, tous ces déplacements de forces qui gravitent vers de nouveaux foyers, entraîneront la chute des échafaudages diplomatiques construits sur le sol mouvant de l'Europe » (B. Auerbach)[1].

Il est évident que l'Autriche-Hongrie est en pleine décomposition. Vienne ou Pest ne sont pas plus des capitales que Prague, ou Lemberg, ou Agram, ou Laybach. L'empereur, je dis l'empereur actuel, la personne vénérée de François-Joseph, n'est que la fragile clef de voûte de cet édifice irrégulier. L'Autriche-Hongrie n'est même pas une expression géographique.

Il ne s'agit pas d'entrer ici dans le détail inextricable de ces populations mêlées ; je renvoie au beau livre de M. Bertrand Auerbach. Il ne s'agit que de lire les grosses couleurs de la carte ethnographique de l'État double.

Dans l'empire d'Autriche, il y a des Allemands. Ils occupent surtout l'Autriche proprement dite, la plus grande partie de la Styrie et de la Carinthie, le Tyrol septentrional, les monta-

(1) *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, in-8°, 1898. Paris, F. Alcan.

gnes de la Bohême septentrionale. Ils sont fâchés de n'avoir plus une suprématie incontestée, ils se sentent débordés dans l'ensemble des populations de l'empire par les Slaves. Depuis 1870, ils tournent « leurs regards éblouis vers la Grande-Allemagne et gravitent peu à peu vers cet astre éclatant ».

Il y a des Slovènes. Ils ont la Carniole. Ils ont une vraie capitale à Laybach. Ils s'appuient d'ailleurs sur les Serbo-Croates de la Dalmatie, de la Croatie, de la Slavonie, de la Bosnie. Napoléon et Marmont donnèrent un moment d'existence nationale à cette race, parurent en faire le noyau de la Grande Illyrie reconstituée pour être la transition entre le monde slave et le monde latin qui nulle part ailleurs ne se peuvent rencontrer. Les Slovènes cultivent ces souvenirs pieusement.

Il y a des Italiens. Ils ont le Tyrol méridional, le Trentin, et gagnent du terrain dans la montagne sur les Allemands. « La vague montante italienne donne l'assaut au loyaliste Tyrol de Botzen, Brixen, Innsbruck. » Les Italiens ont aussi toutes les côtes de l'Istrie. Leur ligue nationale irrédentiste a deux foyers, Trente et Trieste. C'est à Trieste que fut découvert en 1882 le complot qui se dénoua par la pendaison du martyr Oberdank, qu'en 1890 le gouvernement de Vienne dut dissoudre l'association scolaire *Pro Patria*, que de temps en temps encore, malgré les alliances diplomatiques, éclatent les manifestations les plus tumultueuses du chauvinisme italien. Il faut pourtant Trieste à l'Autriche : c'est son unique port.

Il y a des Tchèques en Bohême et en Moravie. Ils y sont les plus nombreux, 3 millions et demi ; ils ne sont pas seuls : il y a plus de 2 millions d'Allemands. La lutte est bien des fois séculaire entre ces races ennemies : les premiers ont Prague, la Moldau est leur rivière nationale ; les seconds ont Reichenberg et Eger, la plus grande partie de la vallée supérieure de l'Elbe. Les Allemands affirment la supériorité de leur civilisation et leur droit au gouvernement des races inférieures. Les Tchèques ne se croient pas inférieurs aux Allemands et leur témoi-

gnent plus de haine que de respect. Ils entretiennent avec plus de ferveur que jamais les souvenirs de leur histoire nationale : ils vénèrent la mémoire de Charles IV de Luxembourg qui fonda l'Université de Prague. Ils glorifient périodiquement la mémoire de Jean Hus. Ils multiplient les fêtes nationales, comme celles de l'exposition ethnographique de Prague en 1891. Ils veulent se débarrasser de l'hégémonie allemande : ils veulent être libres.

La lutte tourne surtout autour de la question des langues. L'ordonnance du 17 avril 1880 consacra une première fois la déchéance de l'allemand. Elle fut en partie rapportée quelques mois après, à cause des menaces de séparatisme lancées par les Allemands, et peut-être aussi de l'intervention du gouvernement de Berlin. De nouveau, au mois de mars 1897, malgré une répartition tout arbitraire des circonscriptions électorales, les jeunes Tchèques l'emportèrent, et l'ordonnance du 5 avril 1897 établit l'égalité des deux langues. Cela même parut excessif aux Allemands, qui organisèrent à la Chambre des députés et à la Diète la tactique de la plus violente obstruction. « Plutôt mourir Allemands que pourrir Tchèques, » s'écrient-ils. La crise est devenue terriblement aiguë : le 20 août 1899, des troubles éclatent à Graslitz, sur la frontière de Saxe, entre Allemands et Tchèques ; il y a 5 morts, 40 blessés. Vers la même date, à Lemberg, dans un toast, un officier tchèque crie en tchèque : Vive l'Empereur ! Un de ses camarades, Allemand, tombe sur lui à coups de poing ; un duel s'ensuit, l'Allemand est tué. Ces épisodes sont presque quotidiens.

Les ministères tombent les uns après les autres sans pouvoir trouver la solution de la question de Bohême. Dans les derniers mois, le ministère Clary (octobre 1899) est tombé pour avoir retiré l'ordonnance d'avril 1897 sur la parité des langues. Le ministère Wittek (décembre 1899), n'a fait qu'user de la prérogative impériale pour prolonger encore une fois le compromis. Le ministère Kœrber (janvier 1900) entreprend résolument, à

cette heure, la conciliation des intérêts allemands et tchèques. Il est bien à craindre que ce ne soit une œuvre impossible.

Il y a des Polonais et des Ruthènes. Ils se partagent la Galicie, de part et d'autre du San, affluent de droite de la Vistule. Il y a là 3 millions et demi de Polonais, très loyalistes à l'égard des Habsbourg par haine de la Russie; ils ont fourni à l'Autriche quelques-uns de ses plus illustres hommes d'État, le comte Badeni, le comte Goluchowski; ils rêvent, en s'appuyant sur l'Autriche, de fortifier autour de Cracovie un noyau polonais, peut-être de refaire une Pologne vivante dans le vaste fédéralisme austro-hongrois. Mais il y a aussi près de 3 millions de Ruthènes ; leur capitale est Lemberg. Ils sont amis de la Russie, par haine du polonisme. Et il y a encore environ 1 million de Juifs : Brody, leur principale agglomération, est comme une nouvelle Jérusalem.

La Bukowine n'est pas grande; mais, parce qu'elle est un foyer de dispersion des eaux, elle est devenue un centre de rassemblement de peuples. On y rencontre surtout des Ruthènes et des Roumains qui se disputent la suprématie; mais il y a aussi des Polonais, des Magyars et des Allemands.

Presque dans aucune province de l'empire d'Autriche, il n'y a unité de race. Pour donner satisfaction à toutes ces nationalités, il ne suffirait pas de donner l'autonomie à chaque province, il faudrait ensuite organiser le démembrement de chaque province en ses cantons nationaux. Cela fait penser à l'infiniment petit de Pascal : dans chaque élément, presque dans chaque cellule de ce corps singulier, s'agitent des mondes de prétentions inconciliables.

La Hongrie n'est pas différente. Elle offre un aspect territorial plus compact. L'élément magyar, le plus fort, occupe une position plus centrale que l'élément allemand dans l'empire d'Autriche. Néanmoins la constitution dualiste de 1867 n'y satisfait pas davantage la majorité des populations, et la carte ethnographique du royaume hongrois offre « l'image d'un champ de ba-

taille : concentrés dans la plaine, les Magyars sont obligés de faire front de toutes parts, cernés par un immense cordon d'investissement, au nord par les Slovaques et les Ruthènes campés sur les Carpathes; à l'est, par les Roumains appuyés sur leur citadelle transylvaine; au sud, par les Serbes et les Croates retranchés derrière la Drave; à l'ouest, par les Wendes ou Slovènes et des essaims allemands qui occupent les derniers éperons alpestres ».

Les Magyars cependant affectent le mépris le plus parfait pour les autres races et leur refusent toute satisfaction. Ils s'en tiennent à la loi du 6 décembre 1868, dite loi des nationalités; elle proclame la nation hongroise une et indivisible; la langue hongroise est la seule langue officielle; le ressort des autres idiomes est minutieusement défini et étroitement limité.

Cette loi, « inspirée d'un esprit de centralisation opiniâtre », est le fondement de la suprématie magyare dans le royaume. Appuyé sur elle, le gouvernement de Pest a conduit une lutte persévérante et acharnée dans les écoles contre les autres langues; il les a fait reculer sur certains points, mais il a provoqué tout autour de la plaine danubienne des haines violentes et un état de crise presque aussi aigu que celui qui règne en Autriche.

En effet, le nombre des mécontents l'emporte sur celui des satisfaits : il y a dans le royaume 10 millions de non-Magyars contre 7 millions de Magyars. Les non-Magyars expriment de temps en temps, de plus en plus fréquemment, leurs doléances et font appel à l'arbitrage de l'empereur-roi : ce fut notamment l'objet des congrès ethnographiques tenus à Pest en 1895 et en 1897.

Il y a dans le royaume hongrois 2 millions d'Allemands : ils habitent surtout les environs de Temesvar. Ils ne sont pas en coquetterie avec la Grande-Allemagne.

Il y a au nord, dans les Tatras et sur les pentes des Carpathes, 2 millions de Slovaques et de Ruthènes.

Il y a surtout à l'est les Roumains de Transylvanie, à l'ouest les Croates de la Save : ce sont les plus terribles et les plus nombreux ennemis de l'unité hongroise.

Les luttes en Transylvanie sont extrêmement passionnées entre les éléments adverses. On y compte 200 000 Allemands luthériens, 700 000 Magyars calvinistes, et 1 300 000 Roumains orthodoxes. Les différences religieuses compliquent donc les différences ethnographiques. Les Roumains constituent la majorité. Néanmoins ils sont traités comme des vaincus et réclament les libertés essentielles. Le 26 mars 1892, ils énuméraient leurs griefs dans un mémoire à l'empereur-roi ; ils protestaient contre les lois d'exception qui mutilent ou annulent leurs droits de suffrage, contre leur exclusion des fonctions publiques, la violation des libertés municipales, scolaires ou confessionnelles ; ils protestaient même contre l'incorporation de la Transylvanie à la Hongrie : car ils veulent leur autonomie, sinon leur annexion au jeune et prospère royaume voisin de Roumanie ; ils veulent que François-Joseph se proclame grand-duc de Transylvanie. Tant de couronnes s'offrent au chef de la famille de Habsbourg qu'il en sera écrasé.

Les Croates sont plus redoutables encore ; du reste, il a fallu de bonne heure leur faire des concessions, et la nagoda de 1868 établit une sorte de dualisme croato-magyar. J'en ai dit les termes essentiels.

Il y a en Croatie 68 000 Magyars, 117 000 Allemands, et 2 millions de Croates, soit pour ces derniers une proportion de 90 p. 100. Ils sont les maîtres, et exigent une autonomie complète : ils l'auront. Ils se contentent pour l'instant des privilèges presque souverains de leur diète d'Agram ou Zagreb, comme ils disent.

Ils ont d'ailleurs de très hautes ambitions. Jadis colons en armes des Confins militaires, ils furent les sentinelles de la chrétienté. Au voisinage de l'ennemi infidèle, leur nationalité se forma de bonne heure, consciente de sa force et de son ori-

ginalité. Ils ne pardonnèrent pas aux Hongrois leurs sympathies turques, et les traitèrent presque aussi comme des Infidèles. En 1849, la guerre que leur ban Jellachich conduisit contre la Hongrie de Kossuth fut tout à fait une guerre nationale.

L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'Autriche-Hongrie en 1878 unit aux Croates dans la même patrie près d'un million et demi de frères slaves. Avec la Dalmatie ils forment ainsi dans l'État austro-hongrois un groupe compact d'environ 4 millions d'âmes, appuyé d'ailleurs encore sur les populations de même race de la Serbie et du Montenegro. Ils veulent restaurer le royaume triunitaire de Dalmatie-Croatie-Slavonie ; ils veulent mettre sur la tête de François-Joseph cette triple couronne. Ils rêvent pour plus tard la reconstitution d'une Grande-Serbie qui serait capable de jouer un rôle prépondérant dans le développement politique de la péninsule des Balkans.

Ils sont dès maintenant un rameau fort vivace de la grande famille slave. Ils ont une vie intellectuelle très active, et leur université d'Agram est très prospère. Ils ont d'ardents patriotes, comme leur illustre archevêque Strossmayer, qui travaillent courageusement à assurer l'unité et à préparer la grandeur de la Croatie.

L'empereur François-Joseph porte des titres nombreux. Il se dit empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie, roi de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Galicie, de Lodomérie et Illyrie, roi de Jérusalem, grand-duc de Toscane et de Cracovie, duc de Lorraine, de Salzbourg, de Styrie, de Carinthie, de Carniole, de Bukowine, grand-prince de Transylvanie, margrave de Moravie, duc de la Haute-Silésie, de la Basse-Silésie, de Frioul, de Raguse et Zara, comte princier du Tyrol, de Goritz et de Gradisca, prince de Trente et Brixen, margrave de la Haute-Lusace, seigneur de Trieste et d'Istrie, de Cattaro et de la marche Wende.

Sauf quelques titres qui se rattachent à d'anciens territoires

perdus, il faudrait presque qu'à chacun de ces titres correspondît un état autonome, pour que les sujets de l'empereur-roi jouissent des libertés nationales qu'ils réclament. Il faudrait que la monarchie autrichienne, jadis si forte, achevât de s'émietter en une poussière d'États.

Au total, 10 500 000 Allemands, 7 500 000 Magyars, ou 18 millions d'habitants jouissant de tous leurs droits politiques et de la suprématie sur les autres; — 7 500 000 Tchèques, Moraves ou Slovaques, 3 700 000 Polonais, 3 500 000 Ruthènes, 3 millions de Roumains, 1 300 000 Slovènes, 4 millions de Croates, Serbes et Bosniaques, ou 23 millions d'habitants qui travaillent de leur mieux à la dissolution de la monarchie dualiste: telle est aujourd'hui la situation de l'État austro-hongrois.

Il en résulte une bouillonnante activité révolutionnaire, un épanouissement merveilleux de races qui végétaient et s'ignoraient. C'est une richesse nouvelle pour la vie politique de l'Europe, de féconds éléments de méditation pour l'historien et pour l'homme d'État.

Est-ce décomposition ou transformation organique? Il ne paraît pas possible que la dynastie des Habsbourg résiste à cette évolution qui s'accomplit si vite sous les yeux de celui qui sera peut-être le dernier souverain de cette mosaïque de nationalités.

Triste fin d'un triste règne. François-Joseph commença son règne en 1848 en pleine crise révolutionnaire, la Bohême réclamant son autonomie, la Hongrie en état d'insurrection, tous ses peuples agités d'une étrange fièvre de liberté, sans parler d'ailleurs de l'Italie et de l'Allemagne. Il n'y a pas de si grandes différences entre 1848 et 1900, si ce n'est que cette fièvre s'est transformée en une conscience très nette des droits des nations et en une volonté froide de les obtenir. Et François-Joseph se fait peut-être l'aveu que son gouvernement de cinquante années n'a pas fortifié son empire, ne l'a pas arraché à la révolution qui le guette.

Cela sans doute durera bien autant que lui, et il n'a pas de fils. Il a connu tous les malheurs domestiques et politiques, et sa famille est comme ces familles fatales de l'antiquité légendaire ou de l'histoire réelle, comme les Atrides ou comme les Stuart. Son frère Maximilien fut empereur du Mexique et fusillé par les Mexicains; sa belle-sœur l'impératrice Charlotte en est demeurée frappée de folie et traîne encore sa misérable existence vide. Son fils unique Rodolphe s'est tué, pour des chagrins d'amour probablement, dans un drame enveloppé de mystère. Sa femme l'impératrice Elisabeth, une âme douce et rêveuse, est tombée à Genève sous le poignard d'un anarchiste.

Magenta, Solférino, Sadowa, trois terribles noms dans l'histoire de ce règne. Ils signifient l'Italie et l'Allemagne perdues, la Hongrie détachée. Ces souvenirs ne sont pas compensés par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, qui a augmenté la puissance des populations slaves dans l'empire et hâté peut-être sa dissolution.

Il y a des princes que le malheur arrache à l'affection de leurs peuples qui les en veulent tenir responsables. Mais les défaites de François-Joseph n'ont pas, pour les siens, mutilé la patrie; ils la trouveraient encore trop grande. Et ils restent étroitement groupés autour du vieil empereur tant éprouvé, comme pour lui faire oublier ses maux. Conserveront-ils ce loyalisme à son successeur? Et c'est peut-être pourtant aujourd'hui le seul sentiment commun aux sujets des Habsbourg.

Il y a longtemps déjà que l'on appelle l'empire ottoman l'empire de « l'homme malade ». Et les Habsbourg furent parmi les médecins qui entreprirent de le tuer. Le Habsbourg maintenant ne se porte pas beaucoup mieux, et il se pourrait qu'il eût moins de jours à vivre que le sultan.

L'héritage n'est pas moins disputé ni moins difficile à partager. Comme dans les Balkans, il y a sur le Danube moyen d'ardentes compétitions rivales, pleines de conflits sanglants. Nous n'en sommes encore qu'aux luttes oratoires du Parlement de

Vienne, qui déjà ont dégénéré plusieurs fois en pugilats grossiers. Cela n'avance pas le règlement des affaires en suspens.

Les accords financiers et commerciaux entre l'Autriche et la Hongrie, doivent être, selon les termes du compromis de 1867, renouvelés tous les dix ans. Ils n'ont pu être renouvelés depuis 1897, à cause des querelles des Tchèques et des Allemands en Autriche ; l'arbitrage de l'empereur, en résolvant provisoirement la crise, a retardé un dénouement fatal. La Hongrie attend que les délibérations du Parlement aboutissent.

Il faudra apparemment que le successeur de François-Joseph aille coiffer à Prague la couronne de saint Wenceslas ; et peut-être François-Joseph lui réserve-t-il l'honneur d'une telle cérémonie pour consolider le trône nouveau par un regain de popularité. Pourtant, que l'un ou l'autre empereur restaure le royaume de Bohême, ce ne sera pas une solution, même pour la Bohême ; car les Allemands de ce pays ne consentiront pas à être les sujets d'un royaume tchèque, administrés par un gouvernement tchèque. Ils sont capables plutôt de se donner à Berlin.

Puis il faudra aller prendre à Agram ou Zagreb la couronne triunitaire. Et ce sera plus grave encore, car l'Illyrie restaurée aura aussitôt des intérêts divergents et pourra devenir une barrière infranchissable à l'influence allemande dans le sud.

On conçoit assez clairement, sur le papier, dans le silence de la méditation, les divers organismes nationaux qui tendent à se distraire de ce monde confus pour vivre une existence indépendante. On conçoit un royaume tchèque, sauf les réserves indiquées ; il y a eu dans l'histoire un royaume tchèque. On conçoit une renaissance de la Pologne autour de Cracovie, quoiqu'il faille une grande imagination pour la retrouver dans l'avenir refaite de tous ses membres dispersés. La Galicie d'ailleurs veut dès lors vivre à part. On conçoit très bien une Transylvanie indépendante ; l'élément roumain y est assez supérieur par le nombre pour s'imposer aux autres ; et il y a eu dans l'histoire

une principauté de Transylvanie. On conçoit surtout comme relativement prochaine et presque déjà viable une Illyrie slave, étendue de l'Adriatique aux Portes de Fer, peut-être fondue avec la Serbie parente, et capable d'achever avec la Roumanie et la Bulgarie cette grande fédération slave que l'on voit se dessiner peu à peu sur les ruines de l'empire ottoman.

En vérité on conçoit plus aisément une solution de la question d'Orient ou des Balkans que de la question d'Autriche-Hongrie. Où trouver en Autriche-Hongrie les éléments d'une fédération, puisque, selon la formule consacrée, on constate unanimement qu'elle est en voie d'évolution du dualisme au fédéralisme? A une fédération il faudrait des peuples au moins parents : il y en a de toutes les races. Il y faudrait surtout des peuples attirés les uns vers les autres par des sympathies, par des intérêts communs : il n'y a ici qu'antipathies, qu'intérêts contraires. Ils se tournent le dos et ne cherchent qu'à se défaire des liens qui les tiennent encore attachés; les uns ont leur capitale à Berlin, d'autres à Rome ou à Bucharest; il ne leur suffit pas des nombreuses capitales de l'Autriche-Hongrie elle-même.

Avec des éléments aussi discordants, il n'y a de fédération possible que par la force, comme celle qui s'est accomplie en Allemagne par la Prusse. Quelle sera la Prusse de cette fédération austro-hongroise ou austro-hongro-slave? On ne la voit point. Il n'y a plus d'État assez supérieur en forces aux autres pour s'imposer à eux tous. Les Habsbourg eux-mêmes ont laissé tomber de leurs mains le sceptre du commandement, et personne autre ne paraît capable de le tenir avec fermeté.

Une transformation est nécessaire, fatale. Comment se fera-t-elle? Quelle sera-t-elle?

La succession d'Autriche intéresse l'Europe tout entière. Elle a fait au siècle dernier couler bien du sang, en quatorze années de guerre, et elle était bien loin d'être aussi critique que maintenant : les nationalités alors n'avaient pas encore le droit de

manifester leurs volontés : elles n'étaient que bétail à partages.

Aujourd'hui la sagesse politique et l'amour de la paix exigent le maintien du *statu quo*. Il est plus vrai que jamais que, si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. Mais réussira-t-on à maintenir le *statu quo* et ne sera-t-on pas entraîné par la fatalité des événements?

Et le moindre changement, en l'état actuel des choses, modifiera l'équilibre austro-hongrois et pourra bouleverser tout l'empire et par contre-coup toute l'Europe.

Car voici ce qui paraît le plus prochain, le plus inévitable : la restauration de la Bohême et d'une Illyrie ou Croatie.

Mais alors, empêchera-t-on les Allemands de Bohême de tendre vers Berlin, plutôt que de subir la loi de majorités méprisées? Ils entraîneront peut-être avec eux dans la Grande-Allemagne les Allemands d'Autriche. Il est possible que la Grande-Allemagne n'en soit pas plus forte, que l'élément catholique, représenté surtout aujourd'hui par la Bavière, en soit singulièrement renforcé et devienne capable de tenir en équilibre l'élément protestant surtout représenté par la Prusse ; il est possible que l'Allemagne en soit toute changée, et que les libertés politiques y trouvent des garanties plus assurées.

Elle sera bien grande, cette nouvelle Allemagne ; quand elle aura groupé de Berlin à Vienne, de Cologne à Munich, tous les membres de la famille germanique, elle pèsera d'une poussée formidable vers le sud, dans la direction de Trieste ; car ses intérêts économiques lui en feront une nécessité absolue, et elle compromettra plus que jamais l'équilibre de l'Europe centrale. Les jeunes nations slaves en voie de formation en seront étouffées. Le long du Danube et des voies ferrées, tout cédera la place devant les entreprises germaniques, jusqu'à Constantinople, jusqu'en Asie Mineure, sur les traces des chevaliers allemands que Frédéric-Barberousse conduisait au tombeau du Christ.

De quelles compensations la France et la Russie se nantiront-elles pour conserver d'égales forces et par conséquent leur liberté d'action? Il y faut songer. Cela est urgent. Il faut nous nantir d'abord d'une politique : ce sera le premier gage d'autres avantages.

Empêchera-t-on, une fois admis le principe du fédéralisme, les Ruthènes de tendre vers la Russie, par haine des Polonais? Et que fera-t-on des Galiciens? A quelle nouvelle exécution les réservera-t-on ?

Empêchera-t-on les Transylvains, pour être plus forts contre des voisins détestés, de tendre vers Bucharest? La Hongrie consentira-t-elle à se laisser ainsi amputer ? Laissera-t-elle s'établir au-dessus de ses plaines, sur les plateaux qui dominent Szegedin et Debreczin, une puissance dangereuse et naturellement ennemie? Se laissera-t-elle enserrer, et bientôt étouffer, entre une Grande-Allemagne, une Grande-Roumanie, sans compter une Grande-Croatie ou Illyrie, sans compter la Russie qui n'est pas bien éloignée? Elle n'a pas le moindre intérêt à la modification du *statu quo;* elle n'a rien à y gagner, elle a tout à y risquer.

Aussi bien, il s'agit là des intérêts les plus considérables de l'Europe tout entière. Nulle puissance ne peut se féliciter d'être étrangère à la question de la succession d'Autriche.

Au règlement de tous ces conflits, à la satisfaction de tous ces intérêts contradictoires, à l'apaisement de toutes ces convoitises désormais en éveil, on prévoit qu'il faudra de terribles guerres ; on craint qu'il ne faille encore de sanglants sacrifices au Dieu des armées. Et ces sacrifices et ces guerres ne seraient pas davantage des solutions ; ils ne produiraient sans doute que quelque nouvel abus de la force, dont l'Europe ensuite s'épuiserait à payer la réparation.

Une aussi regrettable conclusion, de si tristes perspectives ne peuvent être évitées que par le grand remède à tous les maux politiques et sociaux, par la liberté, c'est-à-dire par une

décentralisation absolue qui permette de satisfaire aux plus légitimes prétentions de toutes ces nationalités.

Je fais une hypothèse, un rêve, si l'on veut, mais aussi peu poétique que possible, aussi près que possible de la réalité. Les Habsbourg — François-Joseph ou son successeur — achèvent de s'abstraire de leurs origines allemandes, qu'il leur a bien fallu oublier un peu depuis Sadowa. Ils s'élèvent enfin au-dessus de toutes les querelles de races. Ils font usage du loyalisme très sincère qui est le seul trait d'union de toutes ces races, qui est une force, et une force qui ne doit pas être perdue, qui est peut-être le seul moyen de salut de leur État, qui ainsi importe grandement à la conservation de la paix européenne.

Sur ce loyalisme très fort, plus fort de jour en jour, à mesure que les diverses nationalités s'habituent à mettre leur suprême recours en l'arbitrage du souverain, ils fondent un franc et large régime de libertés provinciales ou plutôt départementales. Ils brisent les rivalités provinciales en modelant une mosaïque administrative sur la mosaïque ethnographique. Ils font dix départements en Bohême, quatre en Moravie, une douzaine en Galicie, autant en Hongrie, six ou huit en Transylvanie, trois dans le Tyrol, et ainsi ailleurs. La France aussi fut jadis composée de provinces mal liées, qui se fondirent ensuite dans l'unité départementaire.

Mais la France de l'ancien régime ne fut pas composée de races aussi différentes. C'est pourquoi l'Autriche-Hongrie, ou ce nouvel État que je construis, ne saurait se plier à la centralisation où la France consent encore à vivre. Il y a bien des espèces de sociétés politiques. Dans ma république danubienne, les Habsbourg appliquent aux départements un régime de décentralisation absolue, leur laissent des libertés aussi étendues que possible, consentent qu'ils soient une mosaïque de petites républiques. Ils réduisent le pouvoir central, fondé sur le loyalisme qui reste la dernière assise de l'État, à sa moindre expression, à un rôle de tutelle extrêmement légère, exclusivement orga-

nisée pour la défense nationale et pour les ressources qui y sont nécessaires. D'ailleurs je conçois que cette tutelle puisse être exercée plus tard par un autre pouvoir que celui de la vieille dynastie actuellement régnante. Il y a en Suisse, aux États-Unis des pouvoirs fédéraux qui répondent très bien à la nécessité dont je traite. Mais j'estime qu'à l'heure actuelle les Habsbourg seuls sont capables de cet office, qu'ils peuvent achever leur rôle historique par un incomparable service rendu à leurs peuples et à la civilisation.

Ces peuples très actifs, par l'émulation même où ils s'excitent, donneraient aux travaux de la paix les passions vigoureuses qu'ils dépensent à se combattre. Ils seraient comme une grande Suisse. Peut-être ont-ils, dans le grand plan de la civilisation, une fonction spéciale; peut-être, variés comme ils sont, sont-ils les mieux faits pour donner à l'Europe le modèle d'un vrai régime de décentralisation provinciale, pour prouver ce qu'un tel régime peut produire de ressources matérielles et morales. Et la maxime de saint Étienne, le premier roi chrétien de Hongrie, cesserait d'être une ironie : « Unius linguæ uniusque moris regnum imbecille et fragile est. » Le royaume d'une seule langue et d'une seule coutume est faible et fragile. — Et la faiblesse de l'Autriche-Hongrie deviendrait sa plus grande force.

Les Habsbourg sont tout préoccupés de ce problème. Et même il leur faut se hâter : la nécessité historique, la fatalité, est parfois bien impatiente et s'irrite en effroyables catastrophes. Seuls ils peuvent encore sauver l'Autriche-Hongrie de la décomposition ; ils peuvent l'essayer du moins ; ils le doivent.

S'ils disparaissent avant l'accomplissement de cette charge, s'ils ne savent s'acquitter de leur fonction suprême, s'ils se laissent prévenir par la Révolution, elle dispersera les pierres de l'édifice qu'ils ont laborieusement construit, aux quatre vents de l'horizon.

CHAPITRE IV

LA QUESTION OTTOMANE

LA CRISE DE 1877-1878

Il y a une vinglaine d'années, lors de la guerre des Balkans, que s'est établi le nouveau droit politique où s'est fixée pour un temps la question d'Orient. Non pas que ce droit nouveau n'ait déjà subi depuis quelques modifications. Mais personne alors ne prétendait faire une œuvre définitive. Il s'agissait de dénouer une crise, non de sauver le malade; s'ils avaient obtenu une guérison radicale, beaucoup de médecins en auraient eu du regret.

Quoi qu'il en soit, c'est vers 1878 que se sont rapprochés les termes essentiels de la question d'Orient, produisant la crise la plus aiguë par où fût jamais passé jusque-là l'empire ottoman.

Presque toutes les périodes de cette histoire se ressemblent. Elles commencent par des insurrections, spontanées ou préparées ; elles se continuent par des interventions étrangères, généralement multiples et par suite souvent contradictoires : mais c'est toujours l'empire du sultan qui paie les frais de ces contradictions.

Les insurrections qui amenèrent la guerre turco-russe de 1877-1878 appartiennent à l'espèce des insurrections préparées. La Russie y contribua puissamment de ses encouragements, de son argent, du concours de ses généraux. Elle venait, à la conférence de Londres de mars 1871, de se délier les mains, de reprendre toute sa liberté d'action, en dénonçant les articles du

traité de Paris de 1856 qui neutralisaient la mer Noire. Il lui plaisait d'en profiter.

La Bosnie et l'Herzégovine se révoltent donc. Elles exigent des garanties, d'ailleurs nécessaires ; elles sont lasses de souffrir une domination extrêmement lourde sous laquelle il ne peut y avoir ni prospérité pour les terres ni liberté pour les hommes.

La Serbie défend leur cause, non pas uniquement par générosité et confraternité de race et de religion, mais aussi par l'ambition de s'arrondir. Même les petits États ont en ce siècle des ambitions de devenir grands. Elle confie le commandement de ses troupes à un général russe, Tchernaïef. L'incendie révolutionnaire gagne dans la direction de Constantinople ; l'armée turque est tenue en échec sur la Morava.

Sur ses derrières, aux portes de Constantinople, l'insurrection éclate en Bulgarie. Jamais le sultan ne vit le danger chrétien de si près. Il put craindre que sa capitale, à laquelle l'insurrection grecque de 1821 n'avait fait courir que des périls lointains, ne fût tout d'un coup submergée par l'unanime soulèvement des populations slaves.

Ce fut l'excuse des atrocités commises. Il est arrivé depuis au sultan de commettre des atrocités pires, sans excuse, et que l'Europe a permises; les intérêts des grandes puissances n'y étaient pas engagés. Les gouvernements européens n'ont l'habitude de s'indigner contre de telles choses que lorsque cette généreuse indignation leur peut apporter du profit.

L'insurrection des Bulgares fut écrasée dans le sang ; 25 à 30 000 victimes furent massacrées; pendant plusieurs jours, toute la province fut mise à feu et à sang. Le gouverneur turc de la Bulgarie reçut les compliments de son souverain et eut de l'avancement.

Certes il y eut parmi tous les peuples de l'Europe une très vive émotion. On se souvint partout des massacres de Chio et des nobles poèmes, des grands dévouements qu'ils avaient inspirés. Gladstone flétrit éloquemment les horreurs de Bulgarie

et empêcha le gouvernement anglais de lier partie avec leur auteur.

Rien ne pouvait être plus avantageux à la Russie que cette émotion de l'Europe et que cette abstention de l'Angleterre, cette quarantaine diplomatique établie autour de la Porte. L'opinion publique y fut émue plus encore que dans tout le reste du continent; elle fut soulevée d'un grand élan national et religieux contre l'Infidèle tueur de chrétiens slaves. Elle poussa le gouvernement à l'action.

Il n'attendait que cette occasion. Les sentiments populaires entrent quelquefois dans les combinaisons de la diplomatie. Bismarck en avait joué très habilement et le chancelier Gortchakof ne se croyait pas moins habile que Bismarck. Il y avait déjà quelques années qu'avec son ambassadeur à Constantinople, le général Ignatief, il encourageait et organisait l'universelle conspiration panslaviste.

On en était alors au principe des nationalités vu en gros. Aujourd'hui on les voit au microscope, et dans la grande race slâve on découvre beaucoup de familles, comme des cellules, très vivantes ; l'analyse ethnographique, avide d'exactitude, va ici, comme en Autriche-Hongrie, jusqu'à l'infiniment petit.

Cette intervention de la science n'était pas pour convenir à la Russie. Elle en retarda les applications de toute sa force, et tâcha de s'en tenir à un panslavisme tout à fait rudimentaire.

L'action de sa diplomatie en 1876 fut décisive et sauva la Serbie menacée du même sort que la Bulgarie. Du reste Bismarck laissait alors toute liberté à Gortchakof et se disait très honoré de le suivre.

Gortchakof exige aussitôt des garanties sérieuses, des réformes décisives, une véritable autonomie, pour les provinces slaves des Balkans. Il organise le démembrement de la Turquie. Le sultan — Abd-ul-Hamid II venait de monter sur le trône après une ou deux nouvelles révolutions de sérail — essaya d'une comédie assez spirituelle. Il se confia au parti Jeune-Turc,

c'est-à-dire au parti turc des réformes; il y a dans ce parti, à côté de quelques aventuriers, des esprits sincères et des tempéraments généreux : ils voudraient sauver la Turquie en mettant ses mœurs et ses institutions en harmonie avec la civilisation européenne, en lui donnant droit de cité parmi les nations chrétiennes. Midhat-pacha fut alors le chef le plus illustre de ce parti, dont depuis les membres les plus remarquables ont mystérieusement péri ou se sont exilés.

Midhat-pacha fut nommé grand-vizir, et Abd-ul-Hamid promulgua une Constitution des plus libérales : il y est en effet question d'un Parlement, d'un Sénat, d'une Chambre des députés élue par le suffrage universel, de la liberté de la presse et des réunions, de l'inamovibilité de la magistrature, de l'enseignement primaire obligatoire.

Les petites réformes que l'Europe demandait pour quelques provinces paraissaient mesquines au sultan : d'un coup, il donnait à tous ses peuples toutes les libertés. Ce lui fut le moyen de rejeter les demandes de la Conférence des ambassadeurs à Constantinople.

La Constitution dura peu, quelques semaines, le temps d'écarter les exigences de l'Europe. L'Europe d'ailleurs ne fut pas dupe et maintint ses premières notes. Comme elles ne furent pas accueillies, la Russie se trouva naturellement chargée de les imposer. Bismarck paraissait fermer les yeux : la question d'Orient ne valait pas pour lui les os d'un grenadier poméranien. La guerre fut bientôt inévitable entre la Russie et la Turquie.

Elle fut longue et difficile. Au sud du Caucase comme dans les Balkans, les Turcs firent une résistance souvent victorieuse. La défense héroïque de Plevna par Osman pacha fut une des plus belles pages de l'histoire militaire du siècle. Ce fut, pour toute l'Europe et notamment pour la Russie, la révélation inattendue et inquiétante de la renaissance militaire de la Turquie, la seule vraie réforme que les sultans aient poursuivie avec

zèle depuis un siècle et entièrement accomplie. Réforme illusoire d'ailleurs, qui n'est que le moyen de s'entêter davantage à la haine des chrétiens, de se refuser à toute amélioration des institutions de l'Empire, de rendre ainsi plus impossible de jour en jour l'existence de l'État ottoman.

Les Turcs furent toujours de bons soldats et le Coran leur conseille d'emprunter même les armes des Infidèles pour les mieux vaincre.

Les Russes l'emportèrent enfin. Plevna dut se livrer entre leurs mains. En quelques jours le grand-duc Nicolas arriva devant Constantinople, à San Stefano. Les Anglais firent mine d'intervenir et envoyèrent quelques vaisseaux ; ils se hâtèrent de les retirer : le grand-duc menaçait d'enlever la ville et de la garder. Il se contenta du traité de San Stefano, d'ailleurs suffisamment désastreux pour les vaincus.

C'était enfin, sembla-t-il, la solution de la question d'Orient ; c'était l'achèvement de la longue tradition inaugurée par Pierre le Grand et Catherine II, le triomphe du panslavisme.

La Serbie, la Roumanie et le Monténégro étaient indépendants. La Bosnie et l'Herzégovine étaient à peu près autonomes sous le contrôle de l'Autriche-Hongrie et de la Russie : il fallait bien donner quelque apparence de satisfaction à l'Autriche-Hongrie. La Bulgarie, du Danube à l'Archipel, formait une principauté autonome, sous le protectorat d'une armée russe de 50 000 hommes. Le sultan gardait en Europe Constantinople et sa banlieue. Ailleurs même, la Crète, l'Arménie devaient être dotées d'institutions libérales, sous la garantie de la Russie.

C'était la mort de la Turquie. C'était la Russie maîtresse des Balkans, de l'Asie Mineure, de la Méditerranée orientale. Nulle puissance en Europe n'y pouvait consentir.

La France, moins directement intéressée que les autres, peut redouter la concurrence commerciale de la Russie dans le Levant. L'Angleterre ne peut se laisser couper la route de la Méditerranée à l'Inde : il lui faut contenir la Russie le plus

loin possible vers le nord. L'Autriche-Hongrie a besoin de sauvegarder son influence politique et ses intérêts commerciaux dans la péninsule des Balkans : les peuples de ce pays sont ses seuls clients depuis qu'elle a perdu l'Italie et l'Allemagne; la péninsule des Balkans est comme son empire colonial. Et l'Allemagne a les mêmes intérêts économiques : la voie de Hambourg à Salonique et Constantinople, par Vienne et Pest, est la grande route du commerce allemand. On ne pouvait permettre à la Russie de la couper.

Tous ces intérêts, d'accord contre la Russie, se manifestèrent au Congrès de Berlin qui modifia considérablement le traité de San Stefano. La Roumanie, la Serbie et le Monténégro demeurèrent indépendants : cela n'était pas avantageux à la Russie. La Bosnie et l'Herzégovine furent confiées à l'administration de l'Autriche-Hongrie seulement. La Bulgarie fut renfermée entre le Danube et le Balkan ; son organisation politique fut mise sous la garantie de l'Europe et non pas seulement de la Russie. On l'encouragea bientôt à se défaire de toute influence russe; en moins de 10 ans, elle échappa en effet à toute action du gouvernement de Saint-Pétersbourg, et, comme la Roumanie, dans le même temps, mécontente d'avoir perdu la Bessarabie, se rapprochait des cours de Vienne et de Berlin, la Russie se trouva rejetée encore une fois au delà du Danube.

Les libertés crétoises et arméniennes furent remises au contrôle de l'Europe. L'Angleterre occupa Chypre, pour mieux surveiller les agissements de la Russie en Asie Mineure et la contenir au nord de l'Ararat.

On vit rarement aussi rude effort aboutir à aussi maigre résultat : la Russie perdait presque tout le fruit de ses victoires. Lasse de la guerre, elle dut signer le traité de Berlin.

Jadis Talleyrand proposait à Napoléon de fonder une alliance intime avec l'Autriche, en lui assurant une grosse part des dépouilles de la Porte, en la poussant au besoin jusqu'à la mer Noire. La Russie eût été dès lors rejetée en Asie, aux prises

avec les Anglais dans les parages de l'Inde. Ce fut précisément la politique du prince de Bismarck au congrès de Berlin ; éclatant succès pour l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne dont la voie d'expansion se dégageait largement vers le sud.

Cependant les petits États des Balkans profitèrent aussi, — comme le sultan lui-même, — de ces rivalités entre les grandes puissances. Ils restèrent indépendants. L'indépendance de la Grèce avait été assurée en 1829 par la rivalité, bien plutôt que par l'entente de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Le panslavisme russe n'a plus beaucoup de chances de succès ; l'avenir des nationalités chrétiennes des Balkans semble assuré. Nouvelle solution de la question d'Orient, à laquelle Catherine II ne pensait pas.

LES RACES ET NATIONALITÉS DES BALKANS

La carte ethnographique de la péninsule des Balkans ne présente pas des couleurs aussi variées que celle de l'Autriche-Hongrie. Il est même possible d'y découvrir une race dominante, composée de familles qui ne diffèrent entre elles que par des nuances. On conçoit que ce pays puisse avoir un jour une certaine unité politique.

Il y a au sud les Grecs. Outre les provinces que gouverne le roi Georges Ier, ils habitent la Chalcidique, presque toutes les côtes de la Roumélie, la presqu'île de Gallipoli, les côtes de la mer de Marmara. Ils sont nombreux à Constantinople, au moins le quart de toute la population. Ils ont même la côte occidentale de la mer Noire. Comme d'autre part ils occupent toujours, comme dans l'antiquité, toutes les îles de la mer Egée, la Crète, Rhodes, la côte d'Asie Mineure, il apparaît très nettement que la mer Egée est leur domaine ethnographique. Personne ne songe à le contester ; la conséquence est que l'empire de la mer Egée leur devrait appartenir ; mais la logique ni la justice ne sont pas ce qui règle les choses de la politique.

Les Roumains ou Valaques ont quelques-unes de leurs tribus égarées jusque dans le Pinde hellénique, au-dessus de la plaine de Thessalie. Ce ne sont que des enfants perdus. Ils n'en sont pas moins remuants et très fiers de leur originalité. Mais le domaine des Roumains est entre les Carpathes et le Danube inférieur. En grand nombre, en nombre prépondérant, ils habitent la Transylvanie, par delà les Carpathes, et supportent mal le joug des Hongrois. Leur pays forme là une unité territoriale assez compacte. Descendent-ils des colons romains qui vinrent sous Trajan cultiver la Dacie ? — Question controversée. Leur langue rappelle ce glorieux souvenir. Les Français aussi parlent une langue issue du latin, sans pour cela renier leurs origines celtiques. Il est seulement manifeste que les Roumains se distinguent très nettement de tous leurs voisins.

Les Albanais se donnent pour les plus anciens maîtres du pays. Ils s'enorgueillissent en effet d'être les descendants des Pélasges, ce qui n'est pas prouvé, et ce qui ne serait pas une preuve qu'ils aient jamais occupé toute la péninsule. Pour le moment, ils vivent d'élevage et de brigandage dans les abruptes montagnes de la côte adriatique. Ils ont toujours été rebelles à leurs souverains successifs. En fait, ils ne sont pas doués de l'esprit de soumission.

Tout le reste du pays balkanique, de l'Adriatique à la mer Noire, du Danube à la mer Égée, appartient à la race slave, qu'il s'agisse des Serbes à l'ouest, frères des Monténégrins, des Bosniaques, des Croates, dans la grande nation illyrienne, ou des Bulgares à l'est, d'origine tartare peut-être, mais depuis longtemps slavisés. Il est difficile de dire où est la limite entre les Serbes et les Bulgares.

Où sont donc les Turcs, dans cette Turquie d'Europe? — Ils ne sont pour ainsi dire plus. On en remarque encore quelques petites taches dans le nord de la Chalcidique, dans la région de Nisch en Serbie, quelques familles clairsemées à travers la Roumélie. Il y en a encore à Constantinople. Ils s'en vont. Ils traî-

nent leur misérable exode vers l'Asie, d'où ils sont venus, pressant le pas quand les États chrétiens font quelque progrès, allongeant les stations quand les rivalités des mêmes États chrétiens leur laissent quelque répit. Quand la postérité verra ces événements de très loin, elle appellera le XIXe siècle pour les Turcs le temps de l'exode d'Europe. Dès aujourd'hui ils n'existent plus en Europe, comme race ; et, s'ils existent encore trop comme puissance politique, c'est par un miracle d'équilibre entre les diverses influences européennes qui se rencontrent à Constantinople.

La diversité religieuse n'est pas non plus très grande dans la péninsule des Balkans. A part les Albanais, qui sont musulmans, mais qui n'y tiennent pas beaucoup — leur ferveur diminue dans la proportion où s'éloignent les Turcs, — toutes les populations des Balkans, même de races différentes, appartiennent à la religion grecque orthodoxe. Les Bulgares ont constitué en 1870 une église nationale orthodoxe ; ils ont un patriarche à Tirnovo. Les autres reconnaissent la juridiction spirituelle du patriarche grec de Constantinople. Cette très compacte unité religieuse, qui fut pendant longtemps l'instrument des ambitions russes dans les Balkans, servira peut-être un jour la cause de l'unité politique.

Ce jour est sans doute très lointain. La péninsule balkanique en est au point où en était la péninsule italique au commencement du siècle. C'est une expression géographique en travail de nationalités. Les insurrections et les interventions des grandes puissances lui ont imposé une distribution politique provisoire.

La Roumanie, la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie, la Grèce ont conquis le droit de vivre. Mais leurs frontières sont incohérentes et instables. Elles ne sont pas d'accord avec la race ; les Grecs devraient avoir la Chalcidique, les Bulgares devraient avoir la Thrace et la plus grande partie de la Macédoine, les Serbes l'autre partie ; la Bosnie et l'Herzégovine, toujours

administrées par l'Autriche-Hongrie, séparent illogiquement la Serbie et le Monténégro.

Ces frontières ne sont pas plus d'accord avec la nature. La nouvelle frontière gréco-turque n'a d'autre raison d'être que le privilège laissé aux Turcs de dominer de leur canon toutes le passes de la montagne. La frontière méridionale de la Roumélie orientale, unie à la Bulgarie, chevauche d'étrange sorte pardessus les vallées de la Maritsa et de la Toundja. Où est la frontière naturelle entre la Serbie et la Bulgarie ? Au Timok ou au Veliki-Balkan ? Et la frontière naturelle entre la Serbie et la Bosnie ?

Ces frontières ne satisfont aucun de ces peuples, qui, par suite, ont tous l'ambition de s'arrondir et se surveillent jalousement les uns les autres, quoique frères souvent, au lieu d'être maitres chez soi par l'union.

En 1885, la Bulgarie s'agrandit pacifiquement de la Roumélie orientale. Grande émotion chez les Serbes qui déclarèrent la guerre aux Bulgares ; ils ne se mirent pas en peine de raisons sérieuses. Ils furent battus d'ailleurs. En 1897, la guerre éclata entre les Grecs et les Turcs. Pour le cas où les Grecs auraient vaincu, Serbes et Bulgares s'armèrent, dans l'intention de se nantir de quelque arrondissement proportionné, au lieu de s'unir tous pour écraser le Turc et se partager ses dépouilles. Les Grecs furent vaincus ; Serbes et Bulgares satisfaits gardèrent leurs frontières. Ils ne semblent pas s'être aperçus depuis que la Crète est devenue autonome sous le gouvernement d'un prince grec. Ils estiment sans doute — ils ont tort — que la Grèce n'y gagne rien.

Ils en sont tous à la période des querelles domestiques. Ils s'apercevront peut-être un jour qu'ils y perdent tous. Deux points surtout excitent aujourd'hui leurs convoitises rivales, et du reste aussi celles de quelques grandes puissances : la Macédoine et Constantinople.

La Macédoine est peuplée de Grecs au sud, de Bulgares à

l'est, de Serbes à l'ouest. L'une des grandes voies ferrées du Danube la traverse et aboutit à Salonique ; et cela intéresse directement l'Autriche-Hongrie et, derrière elle, le commerce allemand. Bulgares, Serbes et Grecs s'y font une ardente concurrence, surtout dans les écoles et dans les églises. Les Turcs restent les arbitres de la lutte, l'entretiennent de leur mieux; elle est leur seule force. Cependant la Macédoine souffre de ces déchirements et de l'administration turque ; il s'y forme un parti de l'autonomie, ni grec, ni serbe, ni bulgare, ni austro-hongrois, simplement macédonien. Ce parti réclame au sultan des réformes, est appuyé de temps en temps par les ambassadeurs chrétiens de Constantinople. Le sultan a fait maintes fois des promesses ; les promesses du sultan annoncent quelquefois l'autonomie, souvent des massacres. Les Macédoniens ne sont pas très tranquilles ; ils ne comptent pas avec assurance sur la sauvegarde de l'Europe.

La question de Constantinople est autrement grave, plus grave peut-être même que la question de Rome, car elle renferme en germe des conflits sanglants. A vrai dire, cette question n'est pas posée, personne n'ose la poser. Elle est trop critique ; elle résume, elle rend plus aiguë en la resserrant, toute la question d'Orient.

Les Turcs sont nombreux à Constantinople et le sultan n'est pas disposé à céder bénévolement l'immortelle conquête de Mahomet II. Il y a 300 000 Grecs dans cette capitale, et leurs intérêts commerciaux y sont d'importance énorme ; ils ont rêvé de refaire de Constantinople la capitale d'un empire grec. Les Bulgares ont besoin de Constantinople ; elle est la clef de leurs communications avec la mer Méditerranée ; sans elle ils étouffent dans la mer Noire ; on pourrait dire que Constantinople leur doit revenir aussi naturellement que Rome au royaume d'Italie, à moins qu'ils ne conquièrent directement sur la mer Egée le débouché nécessaire au bassin de la Maritza et aux riches terres agricoles des pentes méridionales du Balkan.

Les Russes ont encore plus besoin de Constantinople. Elle est la porte de leur maison. Leurs merveilleuses terres noires, l'une des sources essentielles de leur fortune, ont leurs débouchés naturels par le Bosphore et les Dardanelles, et la prospérité de la Russie ne sera qu'imparfaitement assurée tant qu'elle n'aura pas Constantinople.

Les autres grandes puissances de l'Europe n'y consentiront pas. Elles l'ont prouvé lors du congrès de Berlin. Napoléon disait déjà, lors de ses négociations avec le tsar Alexandre I[er] au sujet d'un partage éventuel de l'Empire ottoman : « Constantinople ? Jamais. Celui qui aurait Constantinople serait le maître du monde. » Cela est possible, mais cela ne prouve point que la Russie n'aura jamais Constantinople. Il est difficile de croire qu'elle y ait renoncé.

En attendant la solution de ces grands problèmes, les peuples des Balkans, sauf les Turcs, travaillent. Ils ont tous entrepris, avec un admirable courage, l'œuvre de leur rénovation politique et économique.

Ils ont renoué tout de suite, non sans hardiesse, la chaîne des temps. Ils ont retrouvé leurs titres historiques, non dans une intention purement scientifique, mais surtout pour y fonder leur droit à la domination de toute la péninsule. Ils suivent l'exemple de la science allemande. Nulle part, il n'est autant fait état de ce droit historique, qui ailleurs a fait couler tant d'encre et de sang, qui du reste ne se fonde que sur la doctrine barbare du premier occupant, qui n'est qu'une forme relativement honnête du droit du plus fort, qui en aucun pays du monde ne peut avoir la valeur morale que représente le droit des volontés nationales, le droit des consciences.

Quoi qu'il en soit, les Valaques de la Roumanie et surtout du Pinde se souviennent de la Grande-Valachie du XII[e] siècle, qui s'étendit du Danube à l'Archipel. Les Serbes chantent la gloire de l'empereur Stéphane Douchan et montrent à Uskub les tours du haut desquelles il régna, au XIV[e] siècle, de la mer Adriatique

à la mer Noire. Les Bulgares ont une aussi haute antiquité; les premiers ils battirent de leurs assauts les murailles de la Constantinople byzantine ; elle aurait été leur proie sans doute si les Turcs ne l'avaient enlevée ; ils l'ont vue les premiers ; elle leur doit revenir. Et les Russes aussi, sous prétexte que Sophie Paléologue, en 1472, épousa Ivan III, grand-prince de Moscovie, ont adopté l'aigle à deux têtes des empereurs de Constantinople et s'en font un titre à leur succession. Et les Grecs enfin ne se souviennent pas seulement de Périclès et de l'empire de la mer Egée. Ils oublient que pour leurs ancêtres les Macédoniens furent des barbares et se souviennent d'Alexandre le Grand et de la conquête de l'Asie, de Byzance et de son empire dix-huit fois séculaire. Ils ont une très fidèle mémoire de leur grandeur passée et entretiennent avec piété le culte de la Grande Idée.

Tous d'ailleurs se recommandent plus ou moins directement d'Alexandre pour refouler la barbarie en Asie. Non pas les Autrichiens cependant, qui ne pourraient pas aisément lui rattacher leur ascendance ; ils se passent du droit historique, même du droit ethnographique ; ils se contentent de faire valoir leurs intérêts économiques et de pousser peu à peu leur voie commerciale sur Salonique et Constantinople.

Et ainsi autour de Constantinople, autour des peuples des Balkans, toutes les grandes puissances épient les dernières agitations de l'empire ottoman, les suprêmes convulsions de l'homme malade ; derrière les Bulgares et les Roumains, la Russie ; derrière les Serbes, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ; derrière la Grèce, par la Méditerranée, la France, l'Italie, l'Angleterre. C'est encore le point de croisement des plus grandes voies commerciales et politiques du monde.

LES PUISSANCES ET LE SULTAN

C'est parce que les grandes puissances ne veulent pas laisser cette importante position à l'une d'entre elles qu'elles y laissent le sultan.

De nos jours ce sont surtout les Allemands et les Anglais qui soutiennent le sultan. Il y a là une sorte de conjuration germanique contre les Slaves de Russie. On avait vu déjà des ingénieurs autrichiens diriger le siège de Missolonghi par les Turcs en 1826 ; nous avons vu en 1897 des officiers prussiens servir dans l'armée turque contre les Grecs, des missions militaires allemandes diriger l'instruction des officiers ottomans, l'empereur d'Allemagne lui-même faire une visite cordiale à son bon ami le sultan. Nul souverain contemporain ne l'a jamais osé, et il n'est pas certain que Guillaume II y ait gagné beaucoup d'honneur.

C'est que les Allemands ni les Anglais n'ont aucune sympathie pour les Grecs qui ne sont pas leurs ancêtres intellectuels, et qui sont trop éloignés pour être entraînés dans l'orbite de leur puissance politique et économique. Les Anglais ont soutenu quelque peu la cause des Grecs en 1827, mais uniquement pour n'en pas abandonner aux Russes tout le mérite et tous les avantages. Ils ont travaillé ensuite à contenir la Grèce dans des limites étroites, pour qu'elle ne devînt pas une rivale commerciale dans le Levant. Sous la domination du sultan, les Échelles restent tout naturellement dans la clientèle économique de l'Angleterre ou de l'Allemagne. Elles ont intérêt à le maintenir sur le trône de Constantinople, dût-il y donner carrière de temps en temps à sa cruauté traditionnelle. Dans notre Europe de la fin du XIX[e] siècle, les besoins commerciaux sont autrement intéressants que les naïfs sentiments d'humanité, qui sont d'un autre âge.

Germains de toutes tribus n'ont pas plus de sympathies pour

les Slaves de la péninsule des Balkans, qui se sont trouvés naturellement liés aux Russes par la communauté de race et de religion, capables ainsi quelque temps de contenir le développement de l'influence allemande, de favoriser au contraire le développement de l'influence russe vers le sud, vers la Méditerranée. Ennemis naturels des Russes, Anglais et Allemands n'ont pas soutenu la cause des Slaves des Balkans, si ce n'est dans les limites de leurs propres intérêts. Sans doute l'Autriche-Hongrie compte des populations slaves de plus en plus nombreuses ; mais elle n'est pas encore une puissance slave; la Hongrie ne le permettra pas; et il est difficile de croire qu'avant de longues années elle puisse rivaliser sérieusement avec l'influence russe dans les Balkans. Par-dessus ces Slaves, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie appuient donc leur politique sur l'amitié du sultan.

Il fut un temps où la France fut prépondérante à Constantinople, où ses ambassadeurs y furent comme les grands-vizirs des sultans. C'était la conséquence naturelle de la lutte séculaire des Valois et des Bourbons contre la maison d'Autriche. Les Turcs furent l'élément le plus solide de notre barrière de l'est, et leur intervention en Hongrie fut très précieuse à la politique de François Ier. Les Capitulations qu'il obtint de Soliman le Magnifique établirent pour plus de deux siècles la suprématie commerciale de la France dans le Levant. Aussi fut-elle l'alliée la plus fidèle et la plus puissante de la Porte jusqu'au XIXe siècle. Le marquis de Villeneuve, ambassadeur de France à Constantinople, contribua grandement, en 1739, aux victoires des armées turques sur l'Autriche et à la signature du glorieux traité de Belgrade.

Aussi, lorsque la Russie entreprit de résoudre à son profit la question d'Orient et se jeta sur la Turquie, rencontra-t-elle d'abord devant elle la France, qui voulait conserver ses privilèges commerciaux et redoutait la concurrence des marchands russes dans la Méditerranée. Sous Napoléon Ier, son ambassa-

deur, le général Sebastiani, fut le défenseur énergique de Constantinople contre les Anglais et les Russes, et même au temps de Tilsitt, Napoléon ne consentit jamais à sacrifier Constantinople à l'alliance russe ; il réservait jalousement la Méditerranée à l'influence française.

Longtemps après que cette influence eut cessé d'être prépondérante, Napoléon III aussi arrêta les Russes sur la route de Constantinople. Il fit la guerre de Crimée, et pensa permettre de la sorte à la Turquie de se transformer, de se donner des institutions régulières, d'assurer à ses populations chrétiennes un régime supportable, de se faire admettre enfin dans la société des nations civilisées.

Ce fut une généreuse entreprise. La Charte de Gulhané promit aux chrétiens de l'empire toutes les libertés. La loi des vilayets les admit à prendre part aux élections des conseils administratifs. On fonda en 1868, sous le haut patronage de Victor Duruy, le Lycée de Galata-Seraï, ouvert à tous les sujets ottomans. La France espérait que, sous la direction de professeurs français, les jeunes gens de toutes les races de la Turquie apprendraient à se connaître, à s'estimer, à établir entre eux des relations cordiales, image de l'harmonie qu'ils prépareraient ainsi entre toutes les populations de l'empire.

C'était une œuvre de très longue haleine. Elle fut brutalement interrompue par la guerre de 1870 et l'effacement momentané de la France. Aussi bien ne semble-t-il pas qu'elle dût jamais aboutir, l'Islam étant totalement inconciliable avec la civilisation européenne, et réfractaire à toute fusion avec les raïas chrétiens.

L'œuvre de la réforme ottomane, du Tanzimat, comme on l'appelle, à laquelle se donnèrent plus ou moins sincèrement la plupart des sultans du XIXe siècle, Sélim III, Mahmoud, Abd-ul-Medjid, Abd-ul-Aziz, ne fut jamais populaire parmi leurs sujets ottomans, d'autant moins qu'elle coïncidait avec le démembrement de l'empire, la perte de la Grèce, du Monténégro,

de la Serbie, de la Roumanie. Elle leur parut un moyen inventé par les États chrétiens pour achever de dissoudre l'empire Turc en le pénétrant des mortels principes de la civilisation occidentale [1].

Abd-ul-Aziz, le dernier des sultans réformateurs, excita la colère des Turcs, en se montrant trop accessible aux conseils des ambassadeurs européens, et notamment de l'ambassadeur russe, le général Ignatief. Il fut renversé du trône en 1876, et après les trois mois du règne de Mourad V, ensanglanté par les premiers massacres de Bulgarie, il eut pour successeur Abd-ul-Hamid II.

Instruit par les leçons du passé, le nouveau sultan abandonna la tradition de la réforme, et prit pour modèles les pires despotes turcs du XVIIe ou du XVIIIe siècle. Il revint résolûment à la politique des persécutions et des massacres. Il y fut entraîné par ses sentiments personnels, mais aussi par la peur. Il eut peur des fanatiques de son entourage, des ulémas ou docteurs du Coran, de tous ceux qui avaient contribué à la Révolution de 1876, qui l'avaient élevé au trône, dont il était, dont il est resté le prisonnier. D'autre part, dans tout le monde musulman, ses prédécesseurs immédiats avaient compromis tout leur prestige à s'accorder avec les puissances chrétiennes; ils avaient perdu presque toute autorité religieuse sur l'Islam, reniés déjà par les vrais croyants comme des vassaux de l'infidèle. Et ainsi les sultans, à écouter les conseils de l'Europe, à entreprendre consciencieusement la réforme de leur gouvernement, perdaient à la fois leur autorité temporelle sur leurs sujets chrétiens et leur autorité spirituelle sur le monde musulman.

Abd-ul-Hamid II, tenu à l'étroit par un entourage dont les desseins étaient mûris et résolus, eut dès le début de son règne une politique purement musulmane. Les concessions

(1) Cf. Ed. Driault, *La Question d'Orient*, in-8, 1898. Paris, Alcan.

qu'il a promises maintes fois à l'Europe n'ont jamais été sincères, n'ont été destinées qu'à la tromper sur les vrais caractères du nouveau règne. Au bout de vingt ans néanmoins, elle commence à être éclairée. Le sultan a restauré à Constantinople la théocratie; il en est le représentant, volontaire ou non. Il s'est livré aux directions religieuses des ulémas, et même des derviches; il a renoué les relations de la Turquie avec les corporations musulmanes de l'Afrique, avec les Senousistes surtout. Il a refait l'unité religieuse du monde de l'Islam, comme le pape s'efforçant de refaire l'unité chrétienne. D'un bout à l'autre de la longue ligne des déserts qui traversent l'ancien continent de l'Atlantique à la Chine, par-dessus le Sahara, l'Arabie, la Perse, la Mongolie, il reconquiert son autorité de Padischah, de successeur de Mahomet. L'œuvre aurait quelque grandeur, si elle ne se manifestait pas fréquemment par des accès de férocité. Elle est inspirée par l'instinct de la conservation; menacée de mort par les progrès de la civilisation chrétienne, l'Islam travaille à refaire sa force. Au contact périlleux des infidèles, il reprend une conscience plus nette de son originalité, il retrouve les caractères qui jadis ont fait sa grandeur et l'effroi de ses ennemis. Cette fin de siècle n'a-t-elle pas été marquée, même ailleurs, d'une étrange recrudescence de fanatisme? Ne se serait-on pas cru parfois transporté tout d'un coup à plusieurs siècles en arrière? L'intolérance n'est pas particulière aux disciples de Mahomet.

C'est sans doute le dernier effort de l'esprit du passé. L'Islam restauré, curieuse reconstitution archaïque si elle était moins sauvage, n'en paraît que plus incompatible avec la civilisation moderne, qui comporte, en somme, un peu plus d'humanité. Les explosions de rage du fanatisme musulman ne sont plus pour lui promesses d'éclatants triomphes du Croissant; elles suscitent les vengeances de l'Europe, si complaisante qu'elle soit : elles ne peuvent que hâter les solutions fatales.

LES POPULATIONS CHRÉTIENNES

L'empire ottoman doit sa durée à la volonté arrêtée des grandes puissances de maintenir le *statu quo*. L'Europe ne veut point d'affaire; elle redoute tout trouble; elle évite tout conflit ou le limite dès qu'il apparaît, en crainte constante qu'il ne dégénère et ne gagne toutes les régions voisines. Elle préfère la paix même aux réformes nécessaires. Elle sacrifie le sort des chrétiens des Balkans au soin de ses propres intérêts, et s'irrite de leur impatience. Ils souffrent; ils doivent continuer de souffrir, très honorés de contribuer ainsi à la paix générale.

Presque toutes les grandes puissances sont tenues depuis vingt ans par la peur d'agir. L'Europe est comme une immense poudrière, chacun prend garde de faire un mouvement trop brusque, de peur de sauter. Le grand homme d'État de la génération actuelle ne s'est pas encore révélé qui, de tous ces éléments, de toutes ces nécessités nationales, fera sa politique, construira le système où vivra, moins inquiète et mieux faite, la nouvelle Europe.

Cependant les chrétiens de la Turquie, plus malheureux et ainsi plus pressés que les grandes puissances, martyrs de la renaissance musulmane, de nouveau et plus que jamais maltraités, s'agitent et appellent de tous leurs vœux la révolution politique qui les arrachera à leurs bourreaux. Ce ne sont pas, comme on les a appelés, les enfants terribles de l'Europe; ils sont des victimes qui crient et se débattent sur le chevalet de torture, ils entendent mal les conseils de patience.

Les Arméniens expient depuis des siècles le crime d'être chrétiens au milieu des musulmans pillards. Les Kurdes, leurs voisins, leur prennent régulièrement leurs moissons, brûlent leurs maisons, coupent leurs enfants en petits morceaux, violent leurs femmes, les tuent, s'ils s'en plaignent. L'Arménie a été

donnée par le sultan à ses fidèles Kurdes pour qu'ils s'en amusent.

Les grandes puissances chrétiennes durent maintes fois intervenir, exigèrent souvent du sultan la promesse formelle, inscrite dans les traités, que l'Arménie serait autrement gouvernée. Le sultan promit tout ce que l'on voulut, et ne changea rien à ses habitudes.

Comptant sur la garantie de l'Europe, de plus en plus misérables par le rajeunissement du fanatisme musulman, ils essayèrent de se défendre; ils infligèrent quelques rudes leçons aux Kurdes. Le sultan envoya des troupes régulières, des *Hamidiés*, au secours des Kurdes, pour maintenir l'ordre, et l'Arménie fut mise à feu et à sang.

Ce furent les abominables massacres de 1894 à 1896. Il y eut environ 150 000 victimes — d'aucuns disent 300 000, — sans compter ceux qui depuis, dans ce pays désolé, sont morts de faim par milliers. Ce fut le plus affreux scandale de la fin de ce siècle.

Que fit l'Europe ?—Les gouvernements organisèrent pendant plus de deux ans la conspiration du silence, proclamèrent plus solennellement que jamais le principe de l'intégrité de l'empire ottoman. Il y eut bien des enquêtes, des commissions internationales, des notes officielles des ambassadeurs de Constantinople à la Porte. Toutes les responsabilités furent établies avec une suffisante clarté. Les historiens en seront reconnaissants aux ministres des puissances.

Ce fut tout. Les criminels, et en particulier, le sultan, ne furent pas punis : il est un autre principe que les gouvernements de l'Europe respectent scrupuleusement, c'est qu'ils n'ont pas le droit d'intervenir dans l'administration intérieure des provinces de l'empire ottoman; or les massacres sont un fait d'administration intérieure; la répression en échappe à leur compétence.

Ils n'ont même pas exigé l'observation des traités au bas

desquels sont les signatures de leurs représentants. Il y a dans le traité de Berlin un article 61, ainsi conçu : « La Sublime Porte s'engage à réaliser sans plus de retard les améliorations et les réformes exigées par les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens, et à y garantir leur sécurité contre les Kurdes et les Circassiens. » Les puissances s'y engagent elles-mêmes à surveiller l'application des mesures prises dans ce but. Que serait-ce donc si elles n'en surveillaient pas l'application? Au moment où j'écris, la question arménienne est toujours ouverte. Les massacres ont à peu près cessé; du moins on n'en parle plus. Mais les Arméniens n'ont obtenu aucunes garanties, aucunes réformes. L'article 61 du traité de Berlin reste lettre morte, et les puissances qui l'ont signé demeurent flétries du crime qu'elles ont laissé commettre. Il n'est même pas certain qu'elles ne le laisseront point se renouveler.

L'aventure de Crète fut moins sanglante et plus curieuse. La Crète est peuplée en majorité de chrétiens, en minorité de musulmans; ceux-ci pourtant avaient tous les privilèges, toutes les fonctions; ils étaient toujours le peuple conquérant. Le gouverneur général était musulman et le faisait bien voir. Les chrétiens de Crète étaient malheureux autant que les autres chrétiens de l'empire ottoman et réclamaient l'annexion de l'île à la Grèce; ils avaient vaillamment soutenu la cause de l'indépendance de 1820 à 1829; ils avaient beaucoup souffert pour elle.

La Porte ne voulait consentir à cette annexion; elle ne faisait rien d'ailleurs pour regagner l'affection des Crétois : au contraire. Ils se soulevèrent. Le sultan envoya des troupes dans l'île, et quelques-uns des chefs qui avaient réglé les affaires d'Arménie. Les Crétois furent menacés d'un règlement analogue. Ils en appelèrent à l'Europe; elle n'entendit pas d'abord.

La Grèce intervint; des troupes grecques vinrent combattre à côté des insurgés. Le sultan déclara la guerre à la Grèce; la

Thessalie fut conquise, et le fanatisme musulman chanta victoire à travers tous les pays de l'Islam. La Grèce dut demander la paix : elle fut signée à Constantinople. La frontière thessalienne fut rectifiée à son détriment; elle portait naturellement la peine de sa défaite.

Les Turcs pourtant furent singulièrement récompensés de leurs victoires. Ils ne gardèrent pas la Thessalie, l'Europe appliquant ce principe que nulle terre chrétienne, une fois enlevée au sultan, ne peut lui revenir. Bientôt même, appliquant implicitement le principe que toute terre chrétienne lui doit être enlevée, elle proclama l'autonomie de la Crète, en éloigna les garnisons turques, en confia le gouvernement au prince Georges, fils du roi de Grèce. Que devient en cette occurrence le principe de l'intégrité de l'empire ottoman? Et cet autre principe que nulle puissance étrangère ne doit intervenir dans l'administration intérieure des provinces de cet empire? — On ne le dit point.

En dépit des efforts d'Abd-ul-Hamid II et de son entourage, le panislamisme ne paraît pas très heureux. L'année 1898 lui fut particulièrement funeste : le sultan perdit la Crète, le Mahdi perdit Khartoum.

Et ainsi la question d'Orient suit son fatal développement. L'empire ottoman s'écroule, même victorieux. Il est à croire qu'à sa première défaite, il n'en restera plus rien.

Le sultan perdra Constantinople, soit qu'en lui laissant son trône, l'Europe lui impose un protectorat collectif, — soit que, repassant le Bosphore, il se retire à Brousse, ou Angora, au berceau des Ottomans, pour y subir la domination russe, comme les autres chefs turcs du Turkestan. — Toute cette race turque n'est-elle pas destinée à se ranger sous les bannières du tsar?

En attendant, Constantinople et la Macédoine seront sans doute longtemps encore des pommes de discorde entre les divers États balkaniques. Ils s'épuisent en jalousies, même la Serbie et le Monténégro, de même race et de même religion.

Les Bulgares entourent complètement à l'ouest Constantinople. Peut-être rêvent-ils qu'elle leur doive un jour appartenir. Les Grecs y sont aussi très nombreux, et elle est à la frontière de leur empire ethnographique. La Russie aura toujours besoin de ce débouché à ses riches provinces du sud.

L'Europe la lui laissera-t-elle prendre ? ou à la Bulgarie ? ou à la Grèce ? — Ce qui fait la gravité de la question de siècle en siècle, c'est que Constantinople est aux confins de deux continents, de deux mers, de plusieurs races; c'est que ces régions ont un intérêt international. A ce titre il conviendrait qu'elles fussent accessibles à toutes les nations.

Il y a de par le monde un certain nombre de ces points internationaux. L'isthme de Suez est peut-être le plus remarquable avec le Bosphore. Le principe de la neutralité de ces points s'impose de plus en plus à l'attention des gouvernements : il renferme peut-être la solution de la question d'Orient, comme celle de la question d'Égypte.

Entre tous ces éléments d'appréciation, il faudrait compter encore l'imprévu, quelque accident historique, quelque grand homme tranchant tous ces problèmes d'un coup de génie, ou d'un coup d'épée.

CHAPITRE V

LA MÉDITERRANÉE

L'HISTOIRE DE LA MÉDITERRANÉE

L'histoire de nos jours embrasse le monde entier. L'océan Atlantique n'est plus qu'une rue entre Le Havre et New-York, Bordeaux et Rio-de-Janeiro. La domination du Pacifique excite des ambitions rivales.

Cependant la Méditerranée est encore, à beaucoup d'égards, le centre du monde historique ; toutes les puissances de l'Europe y ont ou y veulent avoir des intérêts. On y voit même paraître de temps à autre des vaisseaux américains. D'ailleurs il y a bien plus de vaisseaux européens sur les côtes de l'Amérique.

La Méditerranée fut longtemps le centre, le lieu unique de la civilisation aryenne, celle qui s'impose à tout l'univers. Pour Homère, le monde fut limité par les côtes de la mer Egée. Les Grecs et les Romains ne sortirent vraiment pas du bassin de la Méditerranée ; ils s'aventurèrent peu dans les régions barbares, mystérieuses terres au delà desquelles ils imaginaient le bout du monde. Pour eux et pour tout le moyen âge, le monde fut un cercle, éclairé au centre entre Rome et Athènes par un brillant foyer de civilisation, de plus en plus sombre et désolé en s'éloignant au nord ou au sud.

Dans cet étroit espace s'engagèrent de terribles luttes. Toute l'histoire y fut renfermée jusqu'à ces derniers siècles. Je veux jeter un rapide regard en arrière, refaire de quelques traits

cette histoire. Beaucoup de droits politiques et d'ambitions se fondent sur ce passé ; beaucoup d'événements même actuels en empruntent leur valeur et leur caractère.

La Méditerranée était et est toujours le point de rencontre de l'Occident et de l'Orient, de l'Occident pauvre et laborieux, et de l'Orient riche et voluptueux. Le Levant où ils se joignent fut fertile en batailles, fondatrices et destructrices d'empires, et en religions destinées à la conquête du monde, polythéisme et judaïsme, christianisme et islam.

La guerre de Troie est comme la légende symbolique de cette histoire; et déjà l'Europe y vainquit l'Asie, comme encore plus tard à Marathon et à Salamine.

Les Grecs y vainquirent les Phéniciens et leur enlevèrent leur prépondérance commerciale. Alexandre de Macédoine prit Tyr et fonda Alexandrie.

Voilà le premier de ces grands noms historiques qui ont un caractère universel. Il y a, à travers les siècles, un certain nombre de personnages, qui, pour être nés à une certaine date, ont ouvert une ère nouvelle dans le développement de l'humanité. Ce sont comme les demi-dieux de l'histoire, ils sont peu nombreux, après Alexandre César, après César Napoléon.

Alexandre régna peu, treize ans; mais combien de siècles tiennent dans la mémoire des hommes moins de place que ces treize ans! Il fonda des villes et son nom vit, comme immortel, dans tous les endroits où il passa. Il livra toute l'Asie occidentale jusqu'à l'Indus à la culture hellénique et fit reculer la barbarie jusqu'aux extrêmes limites de son expédition. Surtout il traça la voie entre l'Occident et l'Orient; il accomplit l'union féconde de la Méditerranée et de l'Inde, et la route qu'il suivit fut la grande route des caravanes pendant quinze siècles, jusqu'à l'arrivée des Mongols et des Turcs dans l'Asie antérieure. Elle a été reprise depuis, mais imparfaitement, par mer, c'est-à-dire par le chemin le plus long, en faisant le tour de l'Arabie. Celui qui construira la voie ferrée entre Beirout et Calcutta ne

sera que le continuateur d'Alexandre le Grand. Qui sait si cette future voie, peut-être prochaine, ne suivra pas le tracé du conquérant macédonien? N'est-ce pas la meilleure direction qu'elle puisse avoir? Du moins il y a beaucoup d'efforts à faire pour que les pays qu'il traversa reprennent l'activité commerciale et la prospérité qu'il leur donna.

Les Romains et les Carthaginois aussi se disputèrent l'empire de la Méditerranée. Ce fut une nouvelle victoire de l'Occident; car les Carthaginois étaient restés dans l'ouest des Orientaux. Mais les Romains ne furent pas des commerçants ; ils restèrent un peuple agricole et pastoral.

Les échanges commerciaux ne redevinrent actifs sur la Méditerranée qu'à la faveur des Croisades. Les gestes des Francs n'y furent pas inutiles : car il arrive que l'épée soit nécessaire à ouvrir le sillon de la charrue ou du navire marchand. Les Vénitiens et les Gênois pourtant en tirèrent plus de profit. Ils furent les maîtres de la mer pendant deux ou trois siècles et retrouvèrent, par les Arabes, la route de l'Orient.

Elle fut brutalement obstruée par l'arrivée des Turcs. Leur passage est mortel aux fruits de la terre; l'herbe ne pousse plus sous les pieds de leurs chevaux. Toute l'Asie antérieure depuis le XVe siècle échappe au mouvement des échanges; elle entre comme dans les ténèbres : elle n'en est pas encore tout à fait sortie. Il y faudrait le grand trait de civilisation que serait un chemin de fer.

En même temps, Christophe Colomb découvre l'Amérique, Vasco de Gama double le cap de Bonne-Espérance. Les marins ne connaissent plus que l'océan Atlantique. La Méditerranée ne mène plus à rien ; elle n'est plus, pour quatre siècles, la grande voie des peuples, qui l'oublient, la négligent, l'abandonnent aux pirates. Ses grandes cités se couvrent de ruines.

Elle a commencé de reprendre quelque intérêt historique au XVIIIe siècle. Cela tint à la décadence des Turcs qui permit de rouvrir la route continentale de l'Inde. Cela tint sur-

tout à la conquête de l'Inde par les Européens, Français ou Anglais, et à la passion d'en exploiter les richesses.

La Méditerranée redevint un champ de bataille, en redevenant la route de l'Inde. Napoléon et l'Angleterre se la disputèrent. L'Angleterre trembla quand elle connut le débarquement de Bonaparte en Egypte. Elle brûla sa flotte, et cette bataille d'Aboukir, qu'elle appelle la bataille du Nil, la sauva peut-être : elle enferma Bonaparte dans sa conquête. La lutte ne fut pas finie pour cela : Napoléon voulait la Méditerranée ; elle était comme la patrie de son imagination ; il voulait en faire un lac français, comme elle avait été un lac romain. L'Angleterre la voulait aussi ; elle pressentait l'ouverture prochaine du canal de Suez et surveillait cette route de l'Inde.

Un tel conflit ne pouvait être résolu en quelques années. Il a rempli une partie du XIX[e] siècle.

Vers 1840, la France parut l'emporter. Elle avait l'Algérie, elle soutenait les libéraux d'Italie et d'Espagne, elle était puissante en Grèce. Elle protégeait le pacha d'Égypte, Méhémet-Ali, et, maître de la Syrie, il menaçait Constantinople. La Méditerranée devenait un lac français.

L'Angleterre trouva l'alliance de la Russie pour éloigner Méhémet-Ali, le rejeter en Égypte, écarter ainsi l'Égypte, écarter ainsi l'influence française du Levant et de la route de l'Inde. Quinze ans après, elle trouva l'alliance de la France pour éloigner les Russes de Constantinople, brûler Sébastopol et proclamer la neutralité de la mer Noire. Entre la France et la Russie abaissées tour à tour, elle seule triomphait. A ce moment les travaux préparatoires du canal de Suez étaient commencés. La Méditerranée se trouvait peu à peu replacée au centre du monde, au cœur de l'histoire contemporaine.

C'est pourquoi de nouveaux États s'en approchèrent, voulurent y jouer leur rôle, convaincus avec raison qu'il faut avoir une place sur la Méditerranée pour se maintenir au rang des grandes puissances. L'Italie unifiée eut aussitôt de hautes

ambitions et se souvint que Gênes et Venise y avaient été toutes-puissantes, que les Romains l'appelaient « mare nostrum ». L'Autriche, éloignée de l'Occident, chassée de la vallée du Pô et du Rhin par Solférino et Sadowa, se retourna vers l'Orient, descendit le Danube, chercha sa voie vers la Serbie et Salonique. L'Allemagne, sentant l'infériorité de sa situation, désireuse pourtant de lancer ses richesses nouvelles dans le grand flot de la circulation commerciale, pesa de tout son poids sur l'Autriche-Hongrie et traça avec elle la grande route de Hambourg à Constantinople.

La rivalité anglo-franco-russe de la première moitié du siècle devint singulièrement compliquée. La Méditerranée devint le champ clos de presque tous les intérêts commerciaux des puissances européennes. Elle prit un caractère de plus en plus international, fidèle plus que jamais à son nom.

LES PEUPLES ET LES INTÉRÊTS AUTOUR DE LA MÉDITERRANÉE

Voici le tableau politique qu'offre actuellement la Méditerranée. Il aura sans doute encore quelques années d'exactitude.

La Turquie régna un moment sur toutes les côtes de la Méditerranée orientale. Elle eut même des vassaux à Tunis et à Alger. Elle ne put jamais enlever Malte aux chevaliers de Saint-Jean, et ils restèrent des croisés en maintenant invinciblement cette borne aux progrès de l'Islam.

Brisé à ce rocher, l'Islam recula. La Turquie n'a plus que des souvenirs de son ancienne grandeur. Le sultan possède l'Albanie ; elle n'a jamais été bien soumise, les Albanais ont toujours été rebelles à l'esprit d'obéissance ; — la Macédoine, elle aspire à l'autonomie : pour n'être pas déchirée entre les Serbes, les Bulgares et les Grecs, elle resterait peut-être au Sultan, s'il était capable de lui assurer un gouvernement régulier; il ne

sait que l'écraser de contributions, la menacer de massacres, elle a hâte de lui échapper; — la Roumélie turque et Constantinople : les Turcs y sont assez nombreux, ils ne sont pas la majorité de la population. Cependant la question de Thrace ne se pose pas encore, et la question de Constantinople effraye à tel point les gouvernements qu'ils la nieraient plutôt.

Le sultan possède en Asie l'Asie Mineure ou Anatolie ; c'est le vrai domaine de la race des Turcs ottomans ; sauf les côtes qui sont grecques et les montagnes de l'Ararat, sur les pentes desquelles les Arméniens sont nombreux, quoique dispersés, les Turcs sont vraiment les maîtres de toute la presqu'île, et l'on conçoit bien que, rejetés tout à fait de l'Europe où ils ne furent jamais que campés, ils se fixent définitivement entre les Dardanelles et l'Euphrate supérieure ; sous quelle forme politique ? En toute indépendance ou sous quelque protectorat? — L'influence russe se développe terriblement dans ces régions; mais la réponse à ces questions n'offre pas un caractère d'urgence.

La Syrie et la Mésopotamie appartiennent au sultan, mais ne sont pas turques ; elles sont arabes ; et les Arabes n'ont pas que des sympathies à l'endroit des Turcs. D'autre part, tous les peuples chrétiens s'intéressent à la Palestine, et leur intervention fréquente n'est pas sans limiter sensiblement l'autorité du padischah : il est obligé à des ménagements. Le Liban en particulier renferme des populations auxquelles la France réserve son protectorat religieux. D'ailleurs ces régions importent tellement aux relations entre la Méditerranée et l'Inde qu'elles en ont un intérêt de plus en plus général.

Le sultan enfin est le suzerain du khédive d'Égypte, — suzeraineté toute platonique ; les Anglais ne sont pas pour lui en permettre l'exercice ; — du bey de Tripoli, — suzeraineté plus réelle ; des soldats turcs y tiennent garnison ; il arrive que le sultan avance des prétentions sur l'hinterland de cette côte, à travers le désert; il n'arrive pas qu'il en assure le succès.

Le sultan n'a donc plus que les débris de l'empire d'Orient qu'avaient jadis reconstitué à leur profit les Mahomet II, les Sélim et les Soliman. Point de vaisseaux d'ailleurs pour donner à ces débris un semblant d'unité, pour rapprocher ces tronçons épars; ils semblent n'être plus qu'un dépôt aux mains des Turcs, en attendant les propriétaires définitifs qui les feront valoir.

Dans le temps où les Turcs eurent l'empire de la Méditerranée orientale, l'Espagne eut l'empire de la Méditerranée occidentale, par la Sicile, le royaume de Naples, et par son influence sur presque tous les princes italiens. Toute-puissante en Europe à l'époque de Charles-Quint, maîtresse du Nouveau Monde, elle s'épuisa en héroïques entreprises.

Vouée depuis des siècles à la croisade contre les infidèles, elle en parut destinée à arrêter la puissance ottomane. Elle lui porta les premiers coups. Déjà avant Charles-Quint, elle avait conduit la croisade en Afrique ; l'empire de l'Afrique septentrionale avait semblé lui être réservé : le cardinal Ximénès enleva Oran; l'empereur Charles-Quint prit Tunis, assiégea Alger, et ses triomphes sur les musulmans furent ceux dont il fut le plus fier et qui en son temps portèrent le plus haut sa gloire. Il fut donné à son fils don Juan d'infliger aux Turcs leur première grande défaite, de dater pour eux l'ère de la décadence : ce fut la bataille de Lépante (1571), les sultans y perdirent l'empire de la Méditerranée orientale. Les rois catholiques ne gardèrent pas longtemps l'empire de la Méditerranée occidentale. Ils fatiguèrent encore quelques dizaines d'années l'Italie de leur despotisme financier. Puis ils la cédèrent à l'Autriche. En attendant qu'ils perdissent aussi l'empire de l'Atlantique, ils cédèrent leur place sur la Méditerranée et leur rôle à d'autres nations chrétiennes.

Sur les ruines de ces empires déchus, les nations modernes tentèrent de s'établir dans la mer Méditerranée. Parmi elles, un brillant avenir paraissait réservé à la Grèce. Elle avait cou-

vert de ses colonies toutes les côtes de la Méditerranée orientale; elle les avait toutes peuplées et embellies de ses légendes. Longtemps écrasée par des maîtres barbares, elle se réveilla soudain, elle voulut vivre, reprendre l'empire qu'elle avait perdu, saisir la succession des Turcs affaiblis. Elle rêva, elle rêve encore la réalisation prochaine de sa grande idée.

Elle comptait sans l'égoïsme, sans l'ambition des grandes puissances chrétiennes, qui ne la soutinrent que pour l'empêcher de trop grandir. Odieuse hypocrisie ! Russes et Anglais en 1827 se donnèrent pour des libérateurs, réclamèrent la reconnaissance des Grecs. Puis ils lui marchandèrent misérablement la liberté et les moyens de vivre; ils l'enserrèrent en des limites étroites ; ils parlèrent de la partager en petits États pour qu'elle fût moins forte. Ils eurent la petitesse de la redouter avant qu'elle ne fût née et de lui mettre tout de suite des lisières dont elle n'a jamais réussi à se dégager complètement.

Dans ces dernières années même, les grandes puissances qui forment ce qu'on pourrait appeler le Directoire européen ont refusé la Crète à la Grèce; elles l'ont laissée aux prises avec les soldats turcs pour qu'ils pussent infliger un châtiment à son étourderie. Et comme en ces aventures le petit royaume avait fait de grandes dépenses, que les capitaux étrangers engagés dans ces affaires pouvaient se trouver compromis, il fut soumis à un condominium financier exercé par les représentants des grandes puissances. Les capitalistes étrangers sont certes fort intéressants : les gouvernements de l'Europe se fussent autrement honorés à favoriser la croissance de la jeune Grèce, au lieu de l'écraser sous une tutelle qui dissimule mal leur égoïsme.

Du moins le gouvernement de la Crète appartient depuis 1898 à un prince grec ; les garnisons turques ont quitté l'île, et, en dépit des apparences mal sauvegardées, la Crète peut donner carrière à ses sympathies grecques. La Grande Idée a fait ainsi un petit progrès, et comme l'espérance est tenace au cœur de ce

peuple dont l'histoire est déjà si longue, il ne désespère point de grandir encore. La mer Egée est son domaine; toutes ses côtes sont grecques; les marchands grecs y sont les maîtres. Au delà de ses limites, leur génie commercial renaît et se développe d'un bout à l'autre de la Méditerranée.

Sait-on si de brillantes destinées ne sont pas encore réservées à cette activité et à cet héroïsme d'espérance? Les grandes puissances s'y opposeront certes; elles se trouvent déjà trop nombreuses à se disputer l'empire de la Méditerranée; elles ont un intérêt, si mesquin soit-il, à ne pas laisser augmenter le nombre des concurrents. La Grèce n'en est pas effrayée outre mesure; elle est impérissable, comme l'Idée éternelle; elle a vaincu Xerxès; elle vaincra encore d'autres barbares.

Toutes les grandes puissances se poussent sur les côtes de la Méditerranée; elles en sentent l'importance extrême; elles ont la conscience que toute nation qui en demeurera écartée pourra être sevrée des richesses de l'Orient désormais nécessaires à la vie de l'Occident : son indépendance économique en sera atteinte.

La Russie, assez éloignée vers le nord, au fond de la mer Noire, voulut dès le XVIII[e] siècle, à peine formée, descendre au sud, et du premier coup elle crut l'œuvre facile; elle crut franchir tout de suite le Bosphore et les Dardanelles. Dès 1771, on vit une puissante flotte russe dans la Méditerranée; on vit Alexis Orlof soulever la Morée, puis l'abandonner à la vengeance des Turcs; on vit toute la flotte ottomane brûlée dans la rade de Tchesmé; on s'attendit déjà à voir l'étendard russe flotter sur Sainte-Sophie. Il ne resta rien de cette extraordinaire croisière.

Peu d'années après, à la faveur des guerres de la Révolution, la Russie partagea avec la Turquie le protectorat des îles Ioniennes, partage dont elle se réserva tous les bénéfices; pour quelques années seulement, car à la chute de Napoléon, elle

renonça définitivement à ce protectorat et l'abandonna à l'Angleterre.

Grave faiblesse. Dès lors elle perdit tout accès sur la Méditerranée. L'Angleterre, même au temps de leur alliance, avait su l'en écarter. Elle a toujours réussi jusqu'ici à l'enfermer dans la mer Noire. Après s'être servie d'elle pour réduire Méhémet-Ali à la possession de l'Egypte, elle l'en récompensa en mettant la neutralité des Détroits sous la garantie collective de l'Europe ; elle repoussa les propositions du tsar Nicolas I[er] au sujet du partage de la succession de « l'homme malade » ; elle se servit de la France pour brûler Sébastopol et proclamer la neutralité de la mer Noire. Elle sut encore, en 1878, avec l'aide de l'Allemagne, rejeter la Russie au nord du Danube.

Quel recul pour les tsars en un siècle, depuis les îles Ioniennes jusqu'à la mer Noire ! Ils semblent depuis s'être livrés aux destinées asiatiques de leur Empire ; la poussée du glacier russe paraît avoir trouvé pour un temps d'autres sillons. Cela ne peut être définitif. La Russie a besoin de débouchés pour ses provinces méridionales, qui sont les plus riches et dont la prospérité importe grandement à sa prospérité générale. Pour l'avenir d'Odessa et de Batoum, elle a besoin du Bosphore. C'est pourquoi, faute de pouvoir atteindre Constantinople par la Bulgarie, elle couvre l'Asie-Mineure de ses intrigues, pour prendre le sultan à revers. Peut-être même, du haut de l'Ararat, de la citadelle de Kars, rêve-t-elle de faire une percée, le long de l'Euphrate, jusqu'à Alexandrette. Les Anglais ont occupé Chypre en 1878 pour barrer encore cette route.

Du côté d'Alexandrette ou de Constantinople, les Russes ont besoin d'aboutir à la Méditerranée. Leur politique ne s'en est sans doute pas détournée sans arrière-pensée.

L'Allemagne s'agite beaucoup pour jouer un puissant rôle maritime. C'est le grand dessein de Guillaume II. Ses plus constants efforts sont consacrés à l'augmentation de la marine militaire de son Empire. La suprématie continentale ne lui suffit

point. Rien de plus louable assurément ; dans l'état actuel du monde, il est indispensable à une grande puissance comme l'Allemagne de développer ses intérêts sur les mers, sous peine d'être à la merci de celles qui, maîtresses des pays producteurs, le seront ainsi du marché économique.

Guillaume II l'a compris, et il a compris aussi que l'Allemagne est la plus mal placée des grandes puissances par rapport à la Méditerranée, et qu'il était désirable cependant pour elle qu'elle y eût des intérêts importants. En ce sens, il a obtenu des résultats sérieux. Quelques réserves d'ailleurs qu'il soit permis de faire sur la valeur politique et morale de cette alliance, il s'est allié intimement avec le sultan de Constantinople ; il lui a envoyé des officiers pour l'instruction des cadres de l'armée turque, qui est devenue comme une aile un peu écartée des armées de la Triple Alliance. Il a obtenu pour les commerçants allemands des avantages très appréciables, notamment pour la construction des voies ferrées de l'Asie-Mineure. Les maisons commerciales allemandes sont nombreuses et prospères dès aujourd'hui dans le Levant.

L'empereur a sans doute voulu accélérer ce progrès par son retentissant voyage de l'automne 1898. Il visita en grande cérémonie Constantinople ; éclectisme un peu hardi que de concilier l'amitié du sultan Abd-ul-Hamid II avec la dévotion au Saint-Sépulcre. Les rois de France aussi avaient été, mais successivement, les alliés des Turcs et les protecteurs de la Terre-Sainte. De ce double caractère, ils avaient obtenu les Capitulations, qui leur garantissaient, dans ces régions, une sorte de suprématie religieuse et économique. Guillaume II se promet peut-être de sa politique des profits analogues. A si peu de distance de ces événements, il est difficile d'en dire ou d'en prédire le succès.

L'Allemagne n'arrive à la Méditerranée que derrière l'Autriche-Hongrie. Elle a besoin de l'alliance des Habsbourg, non pas seulement pour les détourner du Rhin et leur faire oublier

leur séculaire prépondérance en Allemagne, mais aussi pour qu'ils ne lui ferment point la voie commerciale du Danube inférieur et de la Méditerranée. Vienne et Pest pourraient couper la route de Hambourg à Constantinople. Mais l'Autriche-Hongrie est de moins en moins allemande, et elle ne sera peut-être pas toujours inféodée à la politique de Berlin.

Si l'Autriche-Hongrie, par le développement naturel de sa condition intérieure ou pour des raisons diplomatiques quelconques, se détachait de l'Allemagne, cela pourrait être à celle-ci de conséquence très redoutable. Car en dépit de certaines cartes tendancieuses, il est difficile de concevoir Trieste comme le futur port méditerranéen de l'Allemagne, comme son Hambourg du sud.

Evidemment, il y a là une des grandes causes de faiblesse de l'empire allemand. Il a la gloire, une population serrée et laborieuse, une industrie active, une émigration très intense qui serait infiniment précieuse si elle se déversait sur des terres allemandes. Mais à toutes ces richesses, les débouchés sont insuffisants ; les côtes sont mauvaises, inégales aux grands projets maritimes de Guillaume II. Et surtout l'Allemagne est loin de la grande route méditerranéenne ; elle ne s'y est pas encore acquis une forte situation. Elle a tout à faire.

C'est pourquoi sans doute elle répand ses efforts dans toutes les parties du monde, envoie ses émigrants en Amérique, à Chicago ou à Buenos-Ayres, découpe des morceaux d'empire colonial en Afrique, plante son drapeau aux portes de Péking. Agitation jusqu'ici stérile. La grande pensée de Guillaume II n'a pas encore trouvé l'objet où se fixer.

L'Autriche-Hongrie, au contraire, devient de plus en plus méditerranéenne ; cela ne sera favorable à l'Allemagne que tant qu'elle restera un peu allemande. Mais, comme entraînée par le destin, elle glisse continûment dans les pays slaves. Elle pénètre au cœur de la péninsule des Balkans par la Serbie et vise Salonique. Elle développe dans d'admirables proportions

la grandeur de Trieste, et la Compagnie marchande du Lloyd de Trieste est une redoutable concurrente pour les Messageries maritimes de Marseille ou la Péninsulaire-Orientale de Londres. Au XVIII[e] siècle, maîtresse de la Belgique, l'Autriche chercha sa voie maritime par Ostende. Dans la première partie du XIX[e] siècle, encore puissante en Allemagne, Hambourg put être son grand port comme au reste de la Confédération; elle avait d'ailleurs Venise sur la mer Adriatique. Aujourd'hui Trieste est son unique débouché et Salonique est son avenir commercial. Entre les deux, par la Bosnie et l'Herzégovine, elle descend d'un progrès très rapide vers le sud; elle est en voie de devenir une puissance slave, c'est peut-être la forme sous laquelle elle durera.

Aussi bien l'Italie lui dispute l'Adriatique. La querelle est sourde en ce moment, parce qu'elles sont ensemble les alliées de l'Allemagne. Mais l'Italie, très fidèle aux souvenirs du passé qui lui donnent des sujets d'orgueil, n'oublie pas que la Dalmatie fut pendant des siècles colonie vénitienne. Elle réclame Trieste et l'Istrie dont la population est italienne, en grande partie du moins. La bataille de Lissa, en 1866, trancha la question en faveur de l'Autriche. Mais les défaites ont des lendemains de victoires, et l'irrédentisme n'est pas mort.

L'Italie occupe sur la Méditerranée une place privilégiée, qui lui permit, dans l'antiquité, d'en faire un lac romain. En vérité la nature semble l'avoir destinée à y régner.

Mais l'histoire a modifié les conditions naturelles, et les temps modernes présentent d'autres spectacles que l'antiquité. Par l'Illyrie, Rome autrefois domina toute la péninsule hellénique. L'Illyrie aujourd'hui est austro-hongroise, et l'Autriche-Hongrie ne cédera pas volontiers sa place à l'Italie dans les Balkans. Par Marseille, l'Espagne et l'Afrique, Rome autrefois fut maîtresse de la Méditerranée occidentale. Marseille aujourd'hui, ni l'Espagne, ne sont romaines, et l'Afrique n'est pas près de le redevenir. L'Italie n'est pas Rome. Il n'empêche qu'elle

en revendique volontiers la lourde succession. Faute de l'Algérie devenue française avant qu'elle ne fût née à l'indépendance, elle voulut la Tunisie, pensant sans doute miner ensuite l'influence française en Algérie; la Tunisie lui échappa. Elle se réserva du moins la Tripolitaine, et espéra tenir par elle une route importante à travers le Sahara et le Soudan. L'accord anglo-français du 21 mars 1899 réserva l'hinterland de la Tripolitaine à la France, et ce fut encore une amère déception pour l'Italie.

L'écrasant souvenir de Rome lui a été jusqu'ici plus douloureux que profitable. Tard venue parmi les grandes puissances, elle s'est épuisée à vouloir refaire aussitôt l'empire romain. Plus habile, si elle avait consacré toutes ses ressources aux travaux de la paix, à la prospérité de ses terres fertiles, au bien-être de ses habitants. Après trente ans d'un labeur incessant, dégagée des lourdes charges de la Triple Alliance, elle serait plus riche, plus sûre de son avenir, et par surcroît plus puissante sur la Méditerranée. On me dira : il lui aurait fallu une sagesse qui ne se rencontre pas plus chez les peuples que chez les individus, pour ne pas être étourdie par l'éclatant triomphe de son indépendance et par les souvenirs de tant de siècles de gloire. — Il est regrettable qu'elle n'ait pas eu cette sagesse. Je n'affirme point du reste qu'une conduite différente ne puisse corriger l'erreur commise ; il serait étonnant que l'Italie ne réussît pas à jouer bientôt un grand rôle sur la Méditerranée ; et, s'il est difficile à un Français de consentir que l'Italie prenne la place de la France qui a une situation naturelle et acquise sur cette mer, il lui est plus facile d'admettre que l'Italie prenne la place de l'Angleterre qui n'y a qu'une situation usurpée. Ce n'est pas l'actuelle politique du roi Humbert qui se tient étroitement lié à l'Angleterre ; il n'est pas prouvé que la politique du roi Humbert soit la meilleure.

Certes l'Angleterre n'est pas une puissance méditerranéenne ; elle n'y est pas à sa place ; cela n'empêche pas qu'elle y ait une

place très forte, due à une admirable conduite politique. Du jour où elle entrevit la possibilité du percement de l'isthme de Suez, elle y vit naturellement la grande route de l'Inde et résolut de s'en emparer. Elle n'avait que Gibraltar, il y a un siècle. Elle eut Malte et le protectorat des îles Ioniennes, en 1815, et se trouva du coup transportée dans le Levant.

Tout en y développant ses intérêts commerciaux avec beaucoup d'habileté, elle ne cessa pas de surveiller et de dégager sa route : de Londres à Bombay par Gibraltar. En 1841, elle brise la puissance de Mehemet-Ali, écarte brutalement l'obstacle qu'il lui dressait en Syrie. En même temps, elle fait proclamer la neutralité des détroits et écarte les prétentions de la Russie au protectorat de la Turquie ; en 1856 même, elle refoule la Russie au fond de la mer Noire.

Cependant le canal de Suez est achevé, sans elle, contre elle. Elle prend Chypre, en 1878, pour contenir la Russie dans l'Asie-Mineure. Elle prend l'Égypte, en 1882. Avec Aden, à l'autre extrémité de la mer Rouge, elle s'est ouvert la route de Bombay. Route étroite d'ailleurs, étranglée en bien des endroits, où ne manquent pas les détours favorables aux embuscades ennemies, simple chapelet de postes détachés qui seront facilement coupés le jour où l'Angleterre aura cessé d'en imposer aux autres par une audace qui est une des formes de son habileté politique.

La France a subi de graves échecs sur la Méditerranée, bien qu'elle n'ait pas cessé d'y tenir une place capitale.

Le régime des Capitulations, inauguré par François Ier, renouvelé par Louis XV, est à peu près caduc. Il n'en reste que le protectorat religieux de la France sur les catholiques de la Syrie; les puissances signataires du traité de Berlin en 1878 l'ont solennellement reconnu et garanti. Cela n'empêche pas l'empereur Guillaume II de revendiquer en ces pays le protectorat des catholiques allemands; mais jusqu'ici la situation de la France dans le Levant, si elle est menacée, n'est pas grave-

ment atteinte. Elle l'est autrement en Egypte, en dépit des services rendus et des capitaux engagés, et par suite il apparaît que, sauf quelques réserves, la France a perdu l'empire de la Méditerranée orientale, où elle régna seule autrefois.

Mais elle est plus forte que jamais et de plus en plus forte dans la Méditerranée occidentale. Elle a Alger depuis 1830, Tunis depuis 1881. Alger, Tunis et Bizerte ont leur valeur propre comme ports méditerranéens. En outre, ils sont, en face de Marseille et de la vallée du Rhône, l'entrée du désert, les portes du Sahara et du Soudan, et derrière eux l'action de la France pénètre jusqu'au Niger, jusqu'au lac Tchad, jusqu'à l'Équateur. Cela constitue, de part et d'autre de la Méditerranée occidentale, l'un des plus beaux domaines coloniaux qu'il y ait sur le globe, et il peut se constituer, de Dunkerque à Brazzaville, en un empire des plus compacts. Certes il y a encore beaucoup à faire pour l'organiser et en aménager le développement économique. Mais ce n'est plus qu'une question de politique intérieure et d'administration.

Dès maintenant, la Méditerranée occidentale est comme un lac français. Les Romains n'y eurent pas une plus forte situation. Marseille est le premier port de toute la Méditerranée sur laquelle il est le naturel débouché de la France et d'une grande partie de l'Europe occidentale.

Les routes les plus actives du commerce universel se croisent sur cette mer.

La route française aboutit à Marseille. Elle fait la traversée d'Alger et au delà se continue par les caravanes du Sahara, en attendant le chemin de fer transsaharien : de Marseille aussi les Messageries Maritimes desservent tout le bassin méditerranéen et multiplient leurs services vers le Levant et l'Extrême-Orient.

La route italienne qui aboutit à Brindisi a nui à Marseille, à laquelle elle a enlevé la malle des Indes et beaucoup du trafic des Pays-Bas et de la région rhénane. Ses paquebots rapides filent pour la plupart droit sur Port-Saïd.

La grande route allemande de Hambourg et Vienne s'élargit sur toute la péninsule des Balkans comme pour l'envelopper d'un réseau toujours plus serré. Car elle conduit à Trieste, à Salonique, à Constantinople, à Varna. De là elle descend au sud, et le long des Échelles, du Pirée à Beirout, elle pousse ses marchandises sur le canal de Suez.

La route russe enfin, venue d'Odessa, emprunte les Détroits ; mais elle a peu de mouvement, car la Russie fait peu de commerce maritime avec l'Inde, et pour son trafic avec la Chine elle a d'autres voies.

La route anglaise, par Gibraltar, Malte et Chypre, complète ce faisceau de lignes commerciales auquel il n'y a rien de comparable au monde. C'est le lieu où s'établissent les relations de 350 millions d'Européens avec 250 millions d'Hindous et 400 millions de Chinois, c'est-à-dire d'un milliard des hommes, qui représente les 5/6 de l'humanité entière.

Car toutes ces routes, parties des divers points de l'horizon européen, convergent sur le canal de Suez, se détourneront en partie plus tard sur Bagdad et l'Iran, pour le colossal échange des marchandises et des idées entre l'Europe et l'Asie.

CHAPITRE VI

LA MER ROUGE. — ÉGYPTE ET ABYSSINIE

LA QUESTION D'ÉGYPTE ET DU CANAL DE SUEZ

Il y a deux routes pour aller de la Méditerranée à l'Asie et à ses trésors de l'Inde ou de la Chine : la route de mer, par Suez et la mer Rouge ; — et la route de terre, par la Syrie et Bagdad.

La route de mer est commandée par l'Égypte et l'Abyssinie, et ces deux pays sont entrés au XIX[e] siècle dans le courant de la politique internationale et par là, pour ainsi dire, dans l'histoire.

L'Égypte, depuis l'antiquité, n'avait plus d'histoire. Elle avait même perdu le souvenir de sa grandeur passée, disparue en quelque sorte sous le sable avec les monuments qui en gardaient le récit. En particulier après la conquête turque elle parut totalement et à jamais perdue pour la civilisation.

Mais dès que commença la décadence ottomane, dès que s'ouvrit ce qu'on appelle la question d'Orient, l'attention se reporta sur l'Égypte. En 1672, Leibniz propose à Louis XIV de détourner vers le Nil les armements préparés contre la Hollande ; la France y eût retrouvé le souvenir de saint Louis, et l'entreprise eût pu être très profitable. L'idée n'en parut que chimérique.

Elle se précisa au siècle suivant. Au lendemain du traité de Paris, Choiseul aussitôt voulut réparer les pertes subies par la France, et, soit qu'il pensât retrouver la route de l'Inde, soit

que seulement il considérât la fertilité des pays du Nil, il rêva de s'en emparer : projet difficile à réaliser dans un temps où le gouvernement français fondait sa politique orientale sur l'alliance turque.

Bonaparte fut l'héritier de ces vagues desseins. Il les accomplit brillamment. En une campagne d'une année, terminée pourtant par un échec, il porta sa propre gloire au plus haut point, et parut ressusciter d'un coup la vieille Égypte des Pharaons pour lui ouvrir une ère nouvelle de prospérité. Il y a des événements dans l'histoire, en apparence assez ordinaires, qui prennent pourtant, on ne sait pourquoi, une importance considérable et se grossissent démesurément. Il y a des points de la terre, où les moindres faits résonnent étrangement, comme ces gongs chinois qui font sonore le toucher le plus léger. Il y a des hommes surtout qui ont le privilège de faire retentir leurs actes à travers les siècles, Bonaparte après Alexandre. L'expédition française en Égypte offrait ces caractères.

En vérité, l'Égypte eut de nouveau une histoire.

Elle ne fut pas française, elle ne devint pas encore anglaise, elle ne resta pas turque. Comme si l'épée de Bonaparte avait tiré les momies de leur sommeil, elles se levèrent et vécurent de nouveau parmi les hommes. Tout de suite après le départ des Français, Méhémet-Ali donna à l'Égypte une réelle indépendance et une remarquable grandeur.

Il conquit l'Arabie, le Nil moyen, fonda Khartoum (1823), devinant d'un trait de génie la valeur de son emplacement et lui réservant le gouvernement du Soudan. Il prit un moment la Syrie à son suzerain le sultan, pensa conquérir aussi la Crète, peut-être la Morée, à la faveur de la guerre contre l'insurrection grecque, et refaire en quelques années l'empire des Ptolémées sur la Méditerranée orientale.

Ce pouvait être l'origine d'un puissant empire arabe, distinct de l'empire turc, plus jeune et autrement vivace, une durable restauration de l'Islam par ses premiers apôtres.

La France encouragea ce dessein. Elle voyait volontiers dans Méhémet-Ali le continuateur de Bonaparte, comme le Ptolémée de cet Alexandre; elle lui savait gré d'avoir « épousé la pensée de Bonaparte », elle ne lui marchandait pas ses sympathies ni même son appui diplomatique. Elle faillit le défendre par les armes contre toute l'Europe en 1840.

Elle avait commis une erreur; elle recueillit une profitable leçon. Elle avait cru Méhémet-Ali plus puissant, capable de tenir tête tout à la fois aux armées russes, aux flottes anglaises : n'avait-il pas en effet donné à ses jeunes troupes des instructeurs français ? — Aux premiers coups de canon tirés par les vaisseaux anglais, les Egyptiens abandonnèrent Beirout, puis, en quelques semaines, toute la Syrie, Saint-Jean d'Acre, pour venir recevoir à Alexandrie la loi des ennemis.

La France apprit qu'il ne faut pas faire fond sur ces puissances de l'Orient; elles ont l'inconsistance et la mobilité du sable de leurs déserts.

Elle conserva d'ailleurs une grande influence au Caire, sur la plupart des successeurs de son héros. Pendant trente ans, Ferdinand de Lesseps fut le conseiller le plus écouté des khédives Mohammed-Saïd et Ismaïl-pacha; il entreprit avec eux la grande œuvre du canal et ne put l'achever que grâce à eux.

Cette croissance de l'Égypte moderne va de pair avec la résurrection de l'Égypte ancienne; ensemble, Mariette retrouve le Serapeum et Ferdinand de Lesseps creuse le canal. L'une et l'autre Égypte ont reçu profondément l'empreinte de la France. Le souvenir n'en sera pas effacé.

Depuis Bonaparte surtout, l'Égypte paraissait être la vraie route de l'Inde. Elle reprenait toute l'importance que lui assure sa situation aux confins de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique, au cœur de l'ancien continent. Ce fut une grande date dans l'histoire de l'humanité, plus grande que celles d'Austerlitz ou de Sedan, que l'année 1869, où l'Impératrice des Français, conduite par Ferdinand de Lesseps, franchit la première, sur le

yacht impérial l'*Aigle*, le canal terminé, et où le général Grant, président de la République des États-Unis, posa le dernier boulon sur les rails du Transcontinental entre New-York et San-Francisco. C'était le globe ceinturé d'un coup de sa plus grande voie commerciale, asservi enfin par le travail des hommes.

L'Égypte fut d'abord éblouie de cette grandeur, dangereuse pourtant à son indépendance. Le khédive Ismaïl, possesseur de 176 000 actions du canal, crut sa fortune inépuisable. Elle était grande en effet, mais il n'eut pas la patience de laisser fructifier ces capitaux si merveilleusement placés; il mangea son blé en herbe. Il entreprit de grandes conquêtes; il envoya des troupes, à grands frais, au sud de Khartoum, jusqu'aux sources du Nil, à l'Équateur; il régna sur tout le fleuve dont les anciens Pharaons avaient ignoré les sources mystérieuses. Il en fut très glorieux. Il lui fallut, pour abriter sa gloire, des palais et des villas, une capitale digne de sa grandeur; il « haussmannisa le Caire »; il y construisit palais et mosquées, toute une ville nouvelle. Il ne compta pas avec ses architectes; il versa l'argent à pleines mains. Il rappela le souvenir des Pharaons d'autrefois aux fantaisies orgueilleuses et épuisantes pour les peuples. Il ne convient pas d'accorder sa confiance aux capacités administratives de ces souverains orientaux, pas plus qu'à leur énergie politique et militaire. Ils sont énervés par les mœurs orientales, de plus éminemment fatalistes; ils jouissent du présent : c'est toute leur sagesse.

Ismaïl se ruina, ruina l'Égypte, perdit son trône et la liberté de son pays. L'Angleterre, qui n'était rien en Égypte, en six ans y devint tout.

Ce fut un malheur pour l'Égypte de se trouver sur la grande route de l'Europe à l'Asie, d'attirer ainsi l'attention et les convoitises des puissances européennes. Riche, belle, bien située, mal gouvernée, mal défendue, c'était plus qu'il n'en fallait pour qu'elle retombât vite à la servitude.

Ce fut un malheur aussi pour l'Égypte que les défaites subies

par la France en 1870. En Égypte comme en Turquie, l'effacement momentané du prestige français eut les plus funestes conséquences; la France seule était capable d'en poursuivre la régénération politique et économique, et, à regarder toute l'histoire égyptienne de ce siècle, il me semble — est-ce un préjugé de Français ? — que, si l'influence française s'y était maintenue, l'Egypte serait aujourd'hui aussi prospère et plus libre.

L'Angleterre ne manqua pas de profiter de ces circonstances si favorables. La nouvelle route de Suez était une menace pour son empire de l'Inde. Elle s'en empara, et ce fut un des plus beaux succès de son histoire contemporaine. Qu'on songe en effet à la situation où elle serait maintenant sans l'Égypte : il manquerait l'anneau essentiel à la chaîne de ses possessions, celui qui la soutient toute de Gibraltar à Bombay, de Londres à Calcutta. Elle en a poursuivi l'achèvement, elle a forgé cette chaîne avec une incomparable habileté. Nulle part, elle n'a eu une politique plus remarquable; il n'y manque que la moralité; mais elle se persuade que la politique et la morale sont des domaines tout à fait séparés. Sauf cela, elle n'a pas fait au XIX[e] siècle une seule faute grave sans la corriger, elle n'a pas subi un seul échec. Elle a mérité le succès par son adresse, sinon par sa vertu.

Déjà elle avait disputé l'Égypte à Bonaparte ; elle avait remporté sur lui la victoire du Nil. Elle avait dès lors commencé de s'établir sur la grande route méditerranéenne, elle avait gagné Malte et les iles Ioniennes. Elle observait avec grande attention le Levant.

Elle guetta la croissance de l'Égypte de Méhémet-Ali. Elle le vit gagner l'Arabie, faire de la mer Rouge un lac égyptien, gagner la Syrie, arriver près de Constantinople, unir presque toutes les côtes de la Méditerranée orientale en un seul empire. Elle vit derrière lui la France le pousser, consolider ainsi sa propre influence dans les pays du Nil, s'approprier avec lui la domination du Levant et le commandement de la route de l'Inde.

Le danger était grand pour elle, mais l'occasion bonne pour exciter la Russie contre Méhémet-Ali, la Prusse contre la France, pour faire la quadruple alliance de Londres (1840). Méhémet-Ali fut brisé. La route de l'Orient fut dégagée.

Elle suivit avec une âpre jalousie et de terribles inquiétudes l'œuvre du canal de Suez. Faite par elle, elle l'eût trouvée excellente ; par la France, elle la jugea, avec raison, redoutable à ses intérêts. Elle s'efforça de l'arrêter, d'en compromettre le succès. Le gouvernement de Lord Palmerston empêcha les capitaux anglais de s'y engager. On peut être persuadé que si Ferdinand de Lesseps avait échoué, le gouvernement anglais n'aurait pas été longtemps à encourager la reprise de l'œuvre pour son propre compte. Des intrigues analogues se sont rencontrées autour du canal de Panama.

Cependant l'Angleterre envoyait des officiers de son armée des Indes à la recherche des sources du Nil. La France était puissante dans la Basse Égypte et vers Suez ; l'Angleterre aurait du moins Aden, l'îlot de Périm dans le détroit de Bab-el-Mandeb, et le Nil supérieur. Elle prenait l'Égypte à revers ; elle l'assiégeait de toutes parts, de Malte et d'Aden. Elle fut récompensée d'une telle persévérance dans ses desseins ; elle saisit le premier moment favorable. La France le lui permit, car le gouvernement français était loin d'avoir les mêmes qualités.

En 1876, le Khédive Ismaïl, acculé à la banqueroute et mal disposé à réduire ses dépenses, voulut vendre ses 176 000 actions du canal. Il les offrit à la France ; elle les refusa. Voilà la faute irréparable du gouvernement français ; les conséquences n'en sont pas encore épuisées.

Car l'Angleterre se hâta d'acheter les actions du Khédive : bonne affaire financière ; il y a longtemps que les capitaux déboursés — 100 millions — ont été couverts par les dividendes. Meilleure affaire politique, car elle eut aussitôt autant de droits que la France à intervenir dans l'administration financière de l'Égypte, pour la garantie de ses intérêts ; et, quand

en 1879 le Khédive Ismaïl fut remplacé par son fils Tewfiq-pacha, assisté de deux contrôleurs financiers européens, elle nomma un contrôleur, comme la France. Ce fut le condominium financier.

L'accord ne dura pas longtemps. En 1882, les Egyptiens se révoltèrent contre le gouvernement des étrangers. Un agitateur populaire, Arabi-pacha, à la tête du « parti national », prétendit les expulser, l'Égypte étant désormais capable, assurait-il, de s'administrer elle-même et de garantir seule les intérêts de ses créanciers. Cela n'est pas prouvé. Mais quand même l'Égypte eût manifesté avec évidence ces qualités de prudence et de sagesse politique, la France ni l'Angleterre n'étaient pas disposées à abandonner la place qu'elles occupaient. Chacun sait que les puissances européennes, quelles qu'elles soient, ne renoncent pas aux terres qu'elles ont prises ; toute conquête a, dans le droit public de l'Europe, un caractère définitif. Quand entendra-t-on une métropole dire à sa colonie : « Tu es mûre pour l'indépendance ; ton peuple, instruit et fier, peut se gouverner sans moi ; j'ai guidé tes premiers pas ; marche seule à l'avenir et contribue de ton effort personnel au progrès de l'humanité. »

Le parti national égyptien se souleva contre le condominium anglo-français. Arabi-pacha conduisit l'émeute ; elle coûta la vie à plusieurs centaines d'Européens, cruellement égorgés dans les rues du Caire et d'Alexandrie. L'Angleterre et la France envoyèrent des vaisseaux de guerre devant Alexandrie. Au moment de l'action, le gouvernement français, représenté par M. de Freycinet, effrayé de sa responsabilité, refusa de s'associer au bombardement d'Alexandrie ; il craignait l'opposition du parti radical, il recula devant la gravité d'une telle exécution. Les Anglais bombardèrent Alexandrie, en démolirent les retranchements, y débarquèrent une garnison.

M. de Freycinet, toujours incapable de prendre seul une résolution comme celles qui nous valurent la Tunisie et le

Tonkin, demanda à la Chambre des députés l'autorisation d'occuper le canal de Suez, pour en garantir la neutralité et continuer de balancer l'influence anglaise. La Chambre des députés ne voulut pas comprendre cette nécessité; elle voulait respecter l'indépendance de l'Égypte, avait quelques sympathies pour le parti national, refusait de s'associer aux violences de l'Angleterre.

L'Angleterre occupa militairement le canal de Suez, dispersa les troupes d'Arabi à Tell-el-Kébir, occupa le Caire, établit provisoirement son protectorat sur l'Égypte, pour y garantir l'ordre et la sécurité des résidents européens.

Cette brutale intervention de l'Europe surexcita dans toute la vallée du Nil les passions de l'Islam. Le mahdi Mohammed-Ahmed leva une redoutable armée de fanatiques dans le Darfour et le Kordofan, battit les troupes anglaises envoyées contre lui, enferma Gordon-pacha dans Khartoum. Gordon périt (janvier 1885).

L'empire égyptien était perdu. L'Égypte était réduite à des frontières étroites, aux premières cataractes du Nil. Mais Gordon avait comme marqué de son sang la place de l'Angleterre au cœur de la Nubie. Il attendit treize ans la vengeance.

Les victoires du mahdi furent pour les Anglais une raison de rester en Égypte ; il fallait bien en assurer la défense contre la barbarie musulmane. Le provisoire dura et prit d'année en année les caractères du définitif. Quand ils furent bien établis en Egypte, ils préparèrent méthodiquement la reconquête de la Nubie et du Soudan oriental.

Au bout de dix ans, quand la puissance du nouveau mahdi, Abdullah-pacha, se fut affaiblie, quand le fanatisme des derviches se fut refroidi — ces empires du désert grandissent et meurent avec une extrême rapidité, — l'Angleterre organisa l'occupation de la Nubie. Dongolah, Berber furent successivement enlevés, presque sans coup férir; le Nil et le chemin de fer ravitaillaient et renforçaient l'armée pas à pas. Au mois de

septembre 1898, les troupes du mahdi furent complètement écrasées à le bataille d'Omdurman par le sirdâr Kitchener-pacha, et les drapeaux égyptien et anglais furent plantés sur les murailles de Khartoum. Les vainqueurs prirent possession de la vallée du Nil jusqu'à Fachoda. La Grande Egypte d'Ismaïl-pacha était presque entièrement refaite jusqu'aux sources du grand fleuve. Les Anglais avaient accompli toute la mission qu'ils s'étaient attribuée de délivrer l'Égypte du fanatisme musulman, de rendre à ce pays sa grandeur passée, d'assurer sa prospérité matérielle.

L'honneur était grand. Ces dernières victoires n'ont pas manqué de faire la plus profonde impression sur ces populations africaines qui, restées primitives, ne respectent que la force, où ils voient le signe de la protection divine, de l'inéluctable fatalité.

Le profit aussi est grand. A titre provisoire ou définitif, l'Égypte est dès maintenant une admirable colonie de l'Angleterre. Elle est depuis près de vingt ans comme le fief administratif de lord Cromer. Il y a accompli, au profit de l'Angleterre surtout, naturellement, mais aussi au profit de l'Égypte, une œuvre très remarquable. Il a dompté le parti national égyptien. qui mit un moment ses espérances dans le jeune khédive Abbas-Hilmi-pacha : Abbas-Hilmi a dû marcher dans les voies de l'Angleterre, et les menaces de déposition l'ont rendu sage. Lord Cromer fut le principal organisateur de la conquête du Soudan; l'Angleterre l'a associé, à juste titre, à la gloire de Lord Kitchener : conquête fort heureuse en effet, à la fois anglaise et égyptienne, où la nation protectrice et la nation protégée se confondent si intimement qu'il est difficile de les séparer.

Les capitaux anglais, sous cet habile gouvernement, se sont portés en Égypte; les capitaux français s'y sont multipliés aussi, mieux garantis sans doute et plus fructueux qu'ils ne le seraient sous un gouvernement autonome égyptien. L'agricul-

ture se perfectionne ; l'Égypte est un des greniers de l'Europe : la canne à sucre y réussit, et l'industrie française y trouve d'excellente matière première. Le long du Nil, le commerce européen s'ouvre une route sûre vers l'intérieur de l'Afrique.

Tout cela évidemment profite surtout aux Anglais. Les principales fonctions publiques leur sont réservées ; quelques-unes même ont été enlevées à des Français : il n'y a pas lieu de s'en étonner ; il n'y a même pas lieu de s'en plaindre, le gouvernement khédivial, seul officiellement responsable, ayant le droit de prendre tels conseillers qui lui plaisent. Les troupes égyptiennes sont presque totalement encadrées d'officiers anglais ; elles ne diffèrent pas sensiblement des troupes de n'importe quelle colonie anglaise, et la communauté des victoires a achevé la fusion. La langue anglaise fait des progrès rapides et remplace en bien des écoles la langue française. Les idées et les mœurs anglaises pénètrent la population égyptienne, qui semble avoir renoncé à s'en défendre.

Ce sont des conditions toutes nouvelles dont il faudra évidemment tenir compte lorsqu'on donnera à tout cela un règlement définitif : il est certain en effet que la situation n'est plus en 1900 ce qu'elle était à la veille des événements de 1882. Les services rendus par l'Angleterre à l'Égypte sont devenus des droits acquis.

Voici quelle est actuellement la position juridique de la question.

Le sultan de Constantinople est toujours suzerain de l'Égypte, et il semble qu'aucune modification ne devrait s'y faire sans son assentiment. Cela résulte du hatti-chérif que la Porte accorda à Méhémet-Ali, le 1er juin 1841. Le sultan conserva en particulier le droit de nommer tous les officiers généraux de l'armée égyptienne. Il abandonna d'autre part le gouvernement héréditaire de l'Égypte à la maison de Méhémet-Ali, par ordre de primogéniture. Ces conditions ne sont pas changées, en droit, et lorsqu'en 1879, la France et l'Angleterre renversèrent

Ismaïl-pacha, c'est au sultan Abd-ul-Hamid II qu'elles demandèrent sa révocation et la nomination de Tewfiq.

Sous la suzeraineté du sultan et sous le gouvernement des descendants de Méhémet-Ali, l'Égypte a passé depuis 1841 par des modifications territoriales très sensibles. Elle s'étendit, sous Ismaïl-pacha, grâce à des guerres heureuses, de la Méditerranée à l'Équateur et aux sources du Nil ; elle eut tout au sud une province équatoriale dont la principale agglomération fut celle de Lado et dont le gouverneur fut, jusqu'au mahdisme, un Allemand au service de l'Egypte, Emin-pacha. C'est au nom de l'Égypte que l'Angleterre a repris Khartoum et réoccupé Fachoda en 1898. De ce côté, en droit, la frontière de l'Égypte se confond avec les limites méridionales du bassin du Nil. Si un jour — c'est une supposition sans doute gratuite — l'Égypte pacifiée, restaurée, recouvrait son autonomie, c'est jusqu'au lac Victoria qu'elle devrait s'étendre de nouveau. Il est vrai que c'est à l'Angleterre qu'elle doit la paix et ses anciennes limites, et que cela vaut quelque chose. Mais nous ne rappelons que les points de droit.

En droit, l'Angleterre n'est rien en Égypte. Elle y est entrée en 1882, de force, pour rétablir et garantir les intérêts européens, et d'abord ses propres intérêts. Cette mission qu'elle s'est attribuée, sans le sultan et malgré le Khédive, est terminée. L'Angleterre ne reste plus en Égypte que par le droit du plus fort : il est vrai que c'est le droit le plus généralement employé et le plus respecté parmi les peuples.

Il y a en Europe même d'autres situations qui ne sont pas bien établies en droit.

L'Autriche-Hongrie a été chargée par le congrès de Berlin d'assurer le rétablissement de l'ordre dans les provinces troublées de Bosnie et Herzégovine. Il y a longtemps qu'elles ne sont plus troublées, et l'Autriche-Hongrie ne paraît pas se disposer à les évacuer. Du moins cette mission lui venait d'un congrès solennel des représentants des grandes puissances,

d'un traité où le sultan a apposé sa signature. Rien de tel en Égypte. De même, encore dans la péninsule des Balkans — c'est décidément dans les terres du sultan que se rencontrent les interprétations les plus variées du droit des gens, — le traité de Berlin instituait une principauté autonome de Bulgarie et obligeait le sultan à donner à la Roumélie orientale un gouverneur chrétien ; en 1885, la Roumélie orientale se donna pour gouverneur le prince de Bulgarie. L'Europe ni le sultan n'ont jamais reconnu le fait accompli : il est possible qu'il n'en soit que plus durable,

L'Angleterre cependant essaya une fois de régulariser la situation. Le 22 mai 1887, elle signa la Convention de Constantinople avec le sultan. La neutralité du canal de Suez était proclamée, ainsi que l'inviolabilité du territoire égyptien. Les troupes anglaises devaient quitter l'Égypte au bout de trois ans. — Mais, si à ce moment il y existait encore quelque danger intérieur, l'occupation pourrait être prolongée ; ou si, après le départ des troupes anglaises, quelque danger y reparaissait, l'occupation par l'Angleterre pourrait recommencer. Les grandes puissances furent invitées à adhérer à cette convention.

La France et la Russie refusèrent leur adhésion. Il était trop clair que l'Angleterre trouverait toujours quelque prétexte pour rester en Égypte, dût-elle y faire naître elle-même le danger nécessaire, qu'elle ne cherchait qu'à fonder sa situation sur un acte officiel. Et depuis les choses sont restées en l'état. A l'heure actuelle, les puissances européennes ne reconnaissent que ceci : l'Égypte est gouvernée par Abbas-Hilmi-pacha sous la suzeraineté du sultan de Constantinople.

Il convient d'ailleurs de distinguer en cette affaire deux questions bien distinctes : la question d'Égypte et la question du canal de Suez. — L'Europe sera peut-être obligée de laisser aux Anglais le gouvernement de la vallée du Nil ; la France, qui y a des intérêts considérables, qui y a aussi rendu des services, s'efforcera évidemment d'obtenir quelque avantage de son

consentement. — Quant au canal de Suez, il n'importe pas seulement à la France ou à l'Angleterre; il importe à toute l'Europe, puisque toute l'Europe s'en sert pour ses relations avec l'Asie. Là aussi la France a des intérêts spéciaux; le canal est surtout une propriété française, et le président de la Compagnie est toujours un Français. Il faudra donc, pour sauvegarder les intérêts de tous, assurer, d'une façon effective et sous la garantie de l'Europe, de la France et de l'Angleterre surtout, la neutralité absolue du canal de Suez et de ses rivages.

L'ABYSSINIE

L'Abyssinie ou Éthiopie est plus éloignée de la mer Rouge. Si elle était demeurée sous le protectorat de l'Italie, elle se serait trouvée directement sur la grande route commerciale. Ses destinées n'en sont pas moins intimement liées à celles de l'Égypte, qu'elle complète au sud.

La question d'Éthiopie est née il y a dix ans seulement. Jusque-là le pays était resté à peu près totalement inconnu, et le voyageur qui passait le long de la côte se demandait rarement quel peuple vivait derrière les montagnes mystérieuses qui bordent la mer Rouge. On savait vaguement que l'Éthiopie était restée chrétienne, une île de chrétiens dans la mer musulmane, qu'elle avait des négus dont quelques-uns rattachaient leur ascendance à Salomon et à la reine de Saba, que ces négus étaient d'ailleurs mal obéis des ras, que la guerre civile y régnait à l'état permanent, que la vie politique de ce pays était aussi tourmentée que son relief.

L'Angleterre essaya d'y entretenir des relations, éveilla bientôt les inquiétudes du négus Théodoros, lui déclara la guerre; il fut battu et tué (1868). Les Anglais ne restèrent pas dans l'Éthiopie; elle leur parut trop difficile à garder. Les querelles des ras y recommencèrent, mais l'Éthiopie retomba

dans le silence. L'attention de l'Europe se détourna encore pour une vingtaine d'années.

Cependant quelques points de la côte voisine furent occupés, Obock par la France qui n'en fit d'abord qu'un dépôt de charbon pour ses vaisseaux de l'Extrême-Orient, Massouah par l'Italie qui s'en fit une base d'opérations contre l'Éthiopie.

Crispi en effet, tout puissant alors en Italie, voulut donner un empire colonial à sa patrie. Or l'Italie n'avait pas d'autres colonies que Massouah et quelques points de la côte des Somalis. Le ministre résolut de faire la jonction entre cette côte et Massouah en englobant l'Éthiopie. L'Italie aurait ainsi le moyen de pénétrer dans les fertiles terres du bassin moyen et supérieur du Nil, entre le Nil bleu et le Nil blanc; elle aurait une bonne part dans l'exploitation de l'Afrique; elle serait au rang des grandes puissances coloniales, comme elle était au rang des grandes puissances de l'Europe: ce serait même le couronnement nécessaire des efforts qu'elle faisait depuis de longues années déjà pour faire figure dans le monde.

Elle était encouragée par l'Angleterre, sa meilleure amie. Les conventions anglo-italiennes du 15 mars et du 15 avril 1891 sont fort curieuses. L'Angleterre reconnaît à l'Italie une zone d'influence qui s'étend sans interruption de Massouah à Kismayou, sous l'équateur, à l'embouchure de la Djouba dans l'océan Indien; cette zone englobe naturellement toute l'Abyssinie. — Par contre, l'Italie reconnaît que la zone de l'influence anglaise se prolonge sans interruption depuis Zanzibar et la côte de l'océan Indien jusqu'à celle de la Méditerranée à travers le Soudan égyptien. Quant aux droits de l'Égypte sur tout ce pays du Nil que l'Angleterre s'est chargée de protéger et de faire respecter, elle les foule aux pieds sans vergogne. Cela ne l'a pas empêchée en 1898 de les opposer, ces mêmes droits, à l'occupation de Fachoda par le commandant Marchand.

Crispi pensa donc fonder l'empire Italien de l'Érythrée. Il fut aussi habile que bien d'autres fondateurs d'empire. Il reprit et

appliqua convenablement la vieille méthode classique, romaine même d'origine : diviser pour régner.

A la mort du négus Johannès, qui avait été l'ennemi constant des Italiens (1889), les Italiens soutinrent contre son fils Mangascia, ras du Tigré, le ras du Choa Ménélik, avec lequel ils entretenaient depuis longtemps des relations très cordiales. Pour obtenir leur appui il signa aussitôt avec eux (21 mai 1889) le traité d'Ucciali. Il fut reconnu négus d'Éthiopie, c'est-à-dire roi des rois; moyennant quoi, il consentait à se servir de l'intermédiaire du gouvernement italien pour toutes les affaires qu'il pourrait avoir à traiter avec d'autres puissances. Le cousin du nouveau négus, le ras Makonnen, vint en Italie pour obtenir la ratification du traité par le roi Humbert, y contracta un emprunt de 4 millions sous la garantie du gouvernement royal, visita casernes et manufactures d'armes, acheta fusils et canons, s'en retourna en Éthiopie tout chargé de présents pour Ménélik. Le roi d'Italie fit frapper une monnaie italienne avec sa propre effigie et cette inscription sur la tranche: « L'Italie protège l'Éthiopie. » Il notifia le traité d'Ucciali à toutes les puissances européennes, en le présentant comme la consécration du protectorat italien sur l'Éthiopie. Crispi triomphait. Il paraissait bien en avoir le droit, et il en était déjà récompensé par une bruyante popularité.

Fidèle au traité d'Ucciali, l'Italie lutta vigoureusement contre le rival de Ménélik, le ras Mangascia; il fut battu, perdit ses États du Tigré, se réfugia auprès du négus, lui rendit hommage. L'unité politique de l'Abyssinie se trouva assurée par cette soumission; tous les ras reconnurent l'autorité de Ménélik.

Ménélik n'avait plus besoin de l'Italie. Il dénonça le traité d'Ucciali, chercha des difficultés sur l'interprétation de certains mots, repoussa toute intervention du gouvernement italien. Le procédé n'était peut-être pas d'une loyauté très scrupuleuse; la loyauté n'est pas une vertu politique.

Toutes les troupes de l'Éthiopie se rangèrent autour de Mé-

nélik. Ce fut un imposant spectacle que celui de la grande assemblée de Borroumeda, quand à la fin de l'année 1895 Ménélik y convoqua tous les chefs militaires du pays. « Un ennemi a traversé les mers, s'écria-t-il; il a violé notre frontière pour détruire notre patrie et notre foi; il avance sur nous, minant nos terres et nos peuples, comme font les taupes. Avec l'aide de Dieu, je défendrai l'héritage de mes aïeux et je repousserai par les armes l'envahisseur. Que celui qui en a la force m'accompagne! Que celui qui ne l'a pas prie pour nous. » 150 000 guerriers le suivirent contre le général italien Baratieri.

Le résultat fut Adoua : le 1er mars 1896 l'armée italienne y fut mise en déroute, chassée jusqu'à la côte. Au mois d'octobre suivant, par le traité d'Addis-Abeba, celui d'Ucciali fut déchiré, l'Italie renonça à toute espèce de protectorat sur l'Abyssinie, la frontière de sa colonie de Massouah fut strictement déterminée. Le grand dessein de Crispi s'écroula tout entier.

L'Angleterre fut indifférente à la défaite de son alliée. Elle n'eût sans doute pas volontiers consenti à la formation d'un empire italien sur le Nil moyen : l'entente anglo-italienne n'eût sans doute pas survécu longtemps à la victoire des Italiens.

Il fut utile aussi aux Anglais que Ménélik fût retenu vers Massouah, justement dans le temps où ils reprenaient la conquête du Nil moyen en remontant vers Khartoum. Sans sa guerre avec les Italiens, Ménélik eût pu créer des difficultés aux opérations de l'armée anglo-égyptienne. Même, pour mieux lutter contre les Mahdistes, l'Angleterre confia à l'Italie la garde de Kassala, et les Italiens y remportèrent quelques glorieux succès. Battus à Adoua, réduits à des ambitions modestes, ils rendirent Kassala aux fonctionnaires de l'Égypte anglaise. Et ainsi les Anglais se trouvent avoir été, après Ménélik, les principaux bénéficiaires de la défaite des Italiens. Ceux-ci ne paraissent pas encore las d'être dupes.

L'attention de la France fut aussi attirée sur ces pays par les événements de 1896. La colonie d'Obock n'était plus seulement

intéressante comme dépôt de charbon sur la route de l'Extrême-d'Orient, mais aussi comme point de départ d'une voie de pénétration vers le Choa et toutes les régions de l'Éthiopie méridionale. Obock fut remplacé par Djibouti, situé plus loin dans l'intérieur des terres, et ce fut le signe des nouvelles destinées de la colonie. Le chemin de fer fut poursuivi avec activité dans la direction de Harrar. Des relations étroites furent entretenues avec Ménélik, surtout grâce à l'habileté du gouverneur français Lagarde. De vagues, de trop vagues projets furent dressés pour atteindre par le Choa le Nil, et au delà le Bahr-el-Ghazal et l'Oubanghi, pour joindre Obock au Congo. La mission de Bonchamps, insuffisamment soutenue, échoua, n'arriva pas tout à fait au Nil. La pénétration anglaise tout le long du grand fleuve fut au contraire admirablement conduite et brisa le dessein français.

La condition de l'Abyssinie n'est pas encore assurée. Ménélik est très puissant et son autorité paraît respectée de tous les ras. Mais il commence à vieillir; il approche de soixante ans. Il est possible qu'à sa mort les querelles ordinaires se produisent autour de sa succession; on perçoit dans son entourage quelque rivalité sourde entre le ras Mangascia et le ras Makonnen. C'est que l'Éthiopie est unie actuellement; mais il n'y a pas, à vrai dire, dans ce pays un état organisé, des institutions régulières; l'anarchie féodale n'y a pas disparu; l'union des diverses régions est jusqu'ici toute personnelle. Les bandes de guerriers qui constituent l'armée du négus ne sont pas une armée régulière et seraient difficiles à discipliner.

C'est pourquoi il est à craindre que la grandeur éthiopienne n'ait pas la certitude du lendemain, qu'elle n'ait pas plus de solidité que la plupart des États de l'Orient, qu'elle ne redevienne un jour le jouet de diverses influences européennes.

Il peut d'ailleurs, parmi ces influences, s'en trouver qui soient favorables aux intérêts de l'Abyssinie, qui l'arrachent aux dangers de l'avenir.

La Russie lui témoigne de vives sympathies fondées sur de semblables croyances religieuses. En 1889, la Russie fut seule, parmi les grandes puissances, à ne pas reconnaître le protectorat italien impliqué dans le traité d'Ucciali, et les Éthiopiens n'ignorent pas qu'ils ont en Russie des amis dévoués. Par là, le christianisme qu'ils professent, en les arrachant au fatalisme énervant des musulmans voisins, comme en les mettant en relations plus aisées avec l'Europe, leur sera peut-être un moyen de salut.

L'Italie a renoncé à la politique belliqueuse de Crispi. Elle a renoué aussitôt des relations cordiales avec l'Éthiopie, développé son commerce avec elle, comme si la guerre de 1895-1896 n'avait été qu'un mauvais rêve. Elle peut rendre de grands services aux Abyssins. Avant la guerre elle avait une influence prépondérante auprès d'eux; le comte Antonelli fut longtemps le conseiller le plus écouté de Ménélik. L'Italie peut reprendre son rôle éducateur; elle y trouvera plus de profit que dans les batailles.

La France est aujourd'hui plus écoutée que l'Italie à Addis-Abeba. M. Lagarde semble y avoir remplacé le comte Antonelli. Le comte Léontief a entrepris l'organisation et l'exploitation des provinces équatoriales de l'empire du négus. Le commandant Marchand, achevant la traversée de l'Afrique, contribua à resserrer l'amitié de Ménélik et des Français. Le négus peut tirer de l'Europe de bons conseils pour l'administration de ses États, autant que des armes perfectionnées pour leur défense. Il n'a plus à craindre d'entreprise hostile de la part de l'Italie; il n'en a jamais craint de la France ni de la Russie. En se confiant à ces influences, en les équilibrant d'ailleurs les unes par les autres, il sauvera peut-être l'avenir de son royaume. C'est la grande tâche qui lui reste à accomplir.

Car l'Angleterre est bien menaçante, et bien placée pour accomplir ce que l'Italie a manqué. Elle enveloppe de bien des côtés les terres éthiopiennes : elle a Berbera et Zeïlah sur le

golfe d'Aden; de son Afrique orientale, elle atteint les sources du Nil et le descendra peu à peu vers Fachoda et Khartoum; elle a au nord, vers l'Égypte, Souakim et Kassala, elle a l'embouchure du Nil bleu ou Nil éthiopien dans le grand Nil à Khartoum; elle peut le remonter jusqu'au pied des montagnes d'Abyssinie. Elle trouvera dans les provinces équatoriales, le long de la Sobat, des prétextes commodes de querelle avec le négus, surtout si l'on y découvre quelques riches gisements. Elle enveloppe l'Éthiopie comme le Transvaal. Elle est son plus terrible et son plus permanent danger. Les alliés nécessaires de l'Éthiopie sont les ennemis des Anglais : c'est pour elle une question de vie ou de mort.

CHAPITRE VII

LE PARTAGE DE L'AFRIQUE

L'AFRIQUE EN 1885. — LE CONGRÈS DE BERLIN

Le partage de l'Afrique est le grand fait de la dernière période de l'histoire contemporaine. L'Asie aussi préoccupe grandement les hommes d'État; de considérables transformations y sont actuellement préparées, mais la crise n'est pas encore déclarée. Il se peut d'ailleurs que dans quelques mois ce que j'écris ici paraisse étrangement vieux. Il n'en restera pas moins vrai que dans les quinze dernières années du XIX[e] siècle, l'Afrique aura été le champ principal de l'œuvre historique, je n'ose dire de l'œuvre de la civilisation.

Qu'on ait en effet la curiosité de se reporter à une carte de l'Afrique avant 1885. La comparaison avec une carte d'aujourd'hui est instructive. Avant 1885, il n'y a pas une seule région politique de l'Afrique qui soit entièrement déterminée, je veux dire, qui ait sur tous ses côtés des limites fixes. Aujourd'hui il n'y a pas une seule région politique de l'Afrique qui ne soit entièrement déterminée, et aux partages territoriaux qui pouvaient se faire pacifiquement, le continent étant assez vaste pour satisfaire bien des appétits, ont succédé déjà les conflits d'influences, les querelles de voisinage, toutes les manifestations dont s'entretient l'état de guerre.

Avant 1885, l'Afrique était presque dans toute son étendue le continent mystérieux. Les Portugais en possédaient les plus longues étendues côtières ; car jadis, au commencement du

XVIe siècle, sur les traces de Barthélemy Diaz et de Vasco de Gama, ils avaient jalonné tout le pourtour du continent de leurs comptoirs. Ce n'était qu'une étroite chaîne de petits postes, lâche et brisée en bien des endroits.

On aurait une idée assez exacte de l'Afrique à cette date par une carte où on la représenterait en partie entourée de ces lignes avec lesquelles on indique le tracé des voies commerciales le long des côtes. En vérité, de l'Afrique on ne connaissait guère que la mer qui baigne ses rivages.

De ce qui se passait derrière cette ligne de côtes, presque tout autour hérissées de hautes montagnes semblables aux murailles d'une gigantesque forteresse, on n'avait que de vagues notions. On savait seulement très bien que le fléau de la traite des nègres y sévissait avec toutes ses horreurs : pillages de villages par les rois de ces tribus anthropophages, entassements de chair noire, de bois d'ébène, dans des parcs à esclaves où les marchands arabes et les négriers venaient faire leur choix, affreux maquignonnage d'hommes, de femmes et d'enfants, longues files de misérables fouettés sous le carcan, parmi les brûlantes forêts vierges ou les marécages pestilentiels, parmi les cadavres laissés au passage et les oiseaux de proie engraissés sur la piste.

Les négriers avaient à peu près cessé leur affreux commerce par mer. Le temps n'était plus où, cachés dans les lagunes du golfe de Guinée, ils guettaient l'éloignement du croiseur de surveillance pour filer, toutes voiles dehors, sur la côte américaine. L'esclavage avait été aboli dans l'Amérique du Nord, et il était près de l'être dans l'Amérique du Sud. Ce commerce n'était plus lucratif. Mais les marchands arabes de l'intérieur avaient encore dans les pays musulmans de l'Asie antérieure de vastes débouchés pour leurs marchandises; ils y trouvaient d'importants bénéfices, malgré les déchets de la route. Ils se défiaient d'ailleurs de l'Europe, n'aimaient point qu'elle se mêlât de leurs affaires, lui rendaient aussi difficile que pos-

sible l'accès du continent noir ; beaucoup d'explorateurs périrent sous leurs coups. Ils défendaient leur marché par de terribles barrières.

Cependant les deux extrémités de l'Afrique, en dehors de l'Egypte si vieille dans l'histoire des hommes, étaient tenues par l'Europe. L'Angleterre était établie sur la côte de Zanguebar, mais surtout au Cap. Elle y avait succédé aux Hollandais en 1815. Dès le début, elle n'avait pu s'accorder avec la population laborieuse et fière des Boers. Ils avaient fui vers le Nord, fondé les républiques du fleuve Orange et du Transvaal. Livingstone devant eux avait traversé tout le pays des Matébélés, et atteint le Zambèze et le Tanganika, montrant le chemin aux entreprises de Cecil Rhodes.

La France était plus solidement établie en Algérie et en Tunisie. Jules Ferry et Cambon venaient de créer en Tunisie une organisation extrêmement heureuse, sous la forme du protectorat. Par la politique la plus digne d'un gouvernement républicain et en même temps la plus habile, ils entreprenaient d'accorder les mœurs arabes avec la civilisation française, c'est-à-dire qu'ils prétendaient faire l'éducation des Arabes, en leur montrant par l'exemple ce qu'ils pouvaient gagner à s'associer avec les Français. Cette entreprise s'est vérifiée excellente, riche encore sans doute d'autres résultats que ceux que nous pouvons déjà calculer aujourd'hui.

De l'Algérie ou du Sénégal au nord, comme du Cap et de Zanzibar au sud et à l'est, la France et l'Angleterre ont conquis en quinze ans presque toute l'Afrique. L'histoire africaine des dernières années du siècle a été en grande partie celle de la marche des Anglais et des Français vers le centre, vers l'Équateur.

En 1880, avait été fondée l'Association Internationale africaine, dans l'intention de combattre les maux de l'esclavagisme, chaque jour vigoureusement dénoncés par les explorateurs du continent. Car depuis la découverte des sources du Nil, depuis environ le milieu du siècle, la religion musulmane

avait fait de très rapides progrès vers l'ouest jusqu'au Niger supérieur, ou vers le sud jusqu'au Zambèze. Elle avait donné à la plus grande partie de l'Afrique une sorte d'unité religieuse, éminemment favorable à la traite des nègres, d'autant mieux que Mahomet ne considère pas les nègres comme des hommes, mais comme des êtres malfaisants qu'il est agréable à Dieu de tuer ou d'enchaîner. L'Association africaine de 1880 avait pour président d'honneur le roi des Belges Léopold II, et pour présidents effectifs en France Ferdinand de Lesseps, le cardinal Lavigerie.

Elle fonda, dans la région des Grands Lacs surtout, des postes fortifiés, des stations de secours pour les explorateurs; elle entra en rapports suivis avec les rois nègres. Ce lui fut une occasion de pénétrer plus avant dans les ténèbres de l'Afrique. Mais dans cette œuvre internationale, des efforts nationaux ne tardèrent pas à se produire en faveur des divers États qui y étaient représentés, et ils pouvaient aisément dégénérer en conflits.

L'année 1885 marque le premier partage de l'Afrique. Un grand congrès se tint à Berlin sous la présidence du prince de Bismarck. L'Acte général en fut signé le 26 février 1885.

Il intéresse surtout l'Afrique centrale, les régions de l'Équateur. Il dissout l'Association Internationale : elle n'était pas viable. Il forme, au milieu de toutes les convoitises excitées, l'État libre du Congo, qui comprend presque tout le bassin de ce fleuve, de ses sources à l'Oubanghi, du lac Tanganika à l'embouchure. Il s'étend ainsi sur presque toute la largeur de l'Afrique, de part et d'autre de l'Équateur, et se dresse comme une sorte d'État-tampon propre à amortir les chocs des nations rivales. Attribué à titre personnel au roi des Belges Léopold II, il participe indirectement de la neutralité dont jouit la Belgique depuis 1839. A vrai dire, il empêchera peut-être longtemps l'Afrique de tomber sous une influence prépondérante, il lui assure une sorte d'équilibre.

Cependant le Congrès de Berlin reconnaît à la France le droit de préemption sur l'État du Congo. Il est peu probable qu'elle ait l'occasion d'user de ce droit ; il lui est du moins une arme précieuse pour empêcher que toute l'Afrique australe ne tombe sous la domination anglaise.

Depuis quinze ans, l'État du Congo profitant de cette sage neutralité, a pris un grand développement économique. Il n'eut d'abord que quelques postes sur la rive occidentale du lac Tanganika et quelques comptoirs à l'embouchure du fleuve. Peu à peu l'intervalle compris entre ces deux extrémités a commencé à se remplir. Stanley, en remontant l'Arrouhimi, avait indiqué la route des Grands Lacs du Nil. L'activité commerciale a surtout grandi au voisinage de l'Océan Atlantique, le long du Congo inférieur, jusque vers la capitale Léopoldville, dans la direction du Koua, gros bras fluvial qui réunit un important réseau de rivières, le Kouango, le Kouilou, le Kassaï et les eaux du lac Léopold II. Des explorateurs préparent l'ouverture d'une route qui, par le Koua, le Kassaï inférieur, son affluent de droite le Sankourrou, atteindra Nyangoué, le Loukouga et le lac Tanganika et sera peut-être l'une des grandes traverses commerciales de l'Afrique.

Ces grands desseins ne sont qu'ébauchés. Le Congo inférieur est navigable depuis l'Océan jusqu'à Matadi. De là un chemin de fer à voie étroite atteint Léopoldville. Cette voie se continuera vers le Koua et le lac Tanganika. L'exploitation des grandes richesses du Congo est commencée.

La formation de ce grand État fut l'œuvre principale du Congrès de Berlin. Il consacra aussi définitivement les résultats obtenus par Savorgnan de Brazza en dix ans d'explorations sur l'Ogooué et le Congo inférieur. Il reconnut l'existence du Congo français, limité à l'est par l'Oubanghi, non limité encore vers le nord. Peu de temps après, l'arrangement anglo-allemand du 1er novembre 1886 jetait les bases d'un partage de la côte orientale de l'Afrique, en réservant à une époque ultérieure la

détermination exacte de l'Hinterland ou de l'arrière-pays de cette côte.

Là apparaît en effet la doctrine de l'Hinterland, si riche depuis en développements variés. Étant donnée une ligne de côtes partagée entre plusieurs colonies, l'Hinterland de chaque zone côtière est réservée provisoirement aux possesseurs de cette côte, jusqu'à ce qu'une connaissance plus profonde de l'intérieur, assurée par des explorations, permette d'en déterminer la répartition exacte. Cette Hinterland est donc comme une prime d'encouragement aux explorateurs, comme une arène offerte aux ambitions des conquistadores contemporains. Aussi bien ne conçoit-on rien de mieux, en présence de terres inconnues ; elle a du moins singulièrement hâté la conquête scientifique et le partage du continent noir.

LES CONVENTIONS DE PARTAGE DE 1890

L'année 1890 est une autre année de grande importance dans cette histoire de l'Afrique.

Au nord-ouest du continent, elle commença le règlement de la question du Niger entre la France et l'Angleterre. Les officiers français du Sénégal avaient solidement établi la domination de la France sur le cours supérieur du Niger, conquis le Fouta-Djalon, limité étroitement l'Hinterland de la Gambie britannique. Le capitaine Binger venait d'accomplir sa mémorable et fructueuse traversée de Saint-Louis à Grand-Bassam par le pays de Kong et de limiter étroitement l'Hinterland de la colonie anglaise de Sierra-Leone. La jonction était faite entre nos établissements du Sénégal et de la côte de Guinée. La convention franco-anglaise du 5 août 1890 le reconnut expressément.

D'autre part, le Sahara algérien était depuis longtemps déjà le domaine exclusif des explorations françaises. La compagnie royale anglaise du Niger tenait d'importants comptoirs à l'em-

bouchure de ce fleuve et y attirait peu à peu le commerce des pays de la Benoué et du Sokoto. Elle n'occupait pas effectivement ces pays, pas plus d'ailleurs que la France n'occupait effectivement le Sahara méridional entre le Niger supérieur et le lac Tchad. De ces positions respectives, l'acte du 5 août 1890 tira un *modus vivendi*, un peu hâtif. Il traça la fameuse ligne de Saï sur le Niger à Barroua sur le lac Tchad, réservant le nord à l'influence française, le sud à l'influence anglaise. Dans cette direction, l'Angleterre se réservait des terres fertiles, et la France seulement des sables. On conçoit que cet arrangement ait soulevé en France quelque irritation, en Angleterre quelque ironie vaniteuse. Il obligea la France à se rejeter vers la rive orientale du lac Tchad ; il l'entraîna à de nouveaux efforts, qui ont d'ailleurs été récompensés.

Par la même convention, la France reconnaissait à l'Angleterre le protectorat du sultanat de Zanzibar, dont elles avaient ensemble jadis garanti l'indépendance.

L'Angleterre reconnaissait à la France le protectorat de Madagascar, qui avait été établi en fait en 1885, mais dont les termes n'étaient pas suffisamment explicites. Les intrigues anglaises ne cessèrent pas tout d'un coup de nuire à l'influence française dans la grande île. Cette reconnaissance officielle du moins assura plus de liberté à l'action de la France et lui prépara une prise de possession définitive.

La convention anglo-allemande du 1er juillet 1890 acheva le partage de l'Afrique orientale. L'Afrique orientale allemande fut limitée au nord et au sud par le mont Kilimandjaro et la Rovouma, à l'ouest par les lacs Victoria, Tanganika et Nyassa. Elle s'adossait presque exactement à l'État libre du Congo, et coupait avec lui l'Afrique par le milieu le long de l'Equateur, d'un océan à l'autre.

Les Allemands laissaient aux Anglais l'île de Zanzibar, en face de leurs côtes. Ils leur abandonnaient aussi plus au nord le sultanat de Witou, en échange du rocher d'Héligoland aux-

quels ils attachaient un prix d'ailleurs bien supérieur à sa valeur réelle. Ainsi était constituée l'Ibea (Imperial British East Africa), dont les limites ne pouvaient être exactement fixées vers le nord, et dont l'Hinterland pouvait s'étendre « jusqu'aux frontières de l'Egypte. » Là apparaissait le grand dessein anglais de joindre Zanzibar au Caire, de conquérir, pour le compte à la fois de l'Egypte et de l'Angleterre, tout le bassin du Nil, dessein qui a été merveilleusement poursuivi depuis.

Enfin, au nord de l'embouchure du fleuve Orange, l'Angleterre reconnaissait d'assez larges limites au Sud-Ouest Africain Allemand ; mais elle s'en réservait le meilleur, presque le seul port, la baie des Baleines (Walfish-bay). Il pouvait cependant lui être dangereux que les Allemands fussent si rapprochés des républiques boers du fleuve Orange et du Transwaal, avec lesquelles ils affirment parfois quelques sympathies de race et de langue. Il n'est pas prouvé d'ailleurs que ce danger soit bien sérieux.

Mais surtout l'année 1890 a presque achevé de régler les destinées politiques de l'Afrique australe, par l'un des plus odieux abus de la force qui soient au compte de l'Angleterre ; je veux dire la mutilation suprême de l'empire colonial du Portugal.

Dans les années précédentes, le Portugal, après trois siècles d'inertie, avait manifesté une grande activité économique. Il s'était souvenu que jadis toutes les côtes de l'Afrique australe avaient été portugaises, et qu'il lui en restait de glorieux souvenirs, l'Angola sur la côte atlantique, et le Mozambique sur la côte de l'Océan Indien. Il rêva tout naturellement de joindre ces deux côtes par l'occupation du bassin du Zambèze. Cela lui paraissait permis. Il eût gardé ainsi une place honorable parmi les grandes puissances coloniales du monde ; c'eût été peut-être le signal de son relèvement.

En 1878-1879, un de ses officiers, le major Serpa-Pinto, marquant les étapes de cette conquête, fit la traversée des bouches du Zambèze à Saint-Philippe de Benguela, prenant, pour ainsi

dire, possession du pays au nom de sa patrie. Tout aussitôt il fut question d'une voie ferrée qui unirait les deux côtes portugaises à travers ces régions bien peuplées, d'une fertilité comparable à celle du Soudan. Qui pouvait s'y opposer? Le Zambèze semblait bien un fleuve portugais.

L'Angleterre s'y opposa. Avec une brutalité, dont toute l'Europe s'émut, platoniquement du reste, elle somma le Portugal de lui céder le Zambèze, c'est-à-dire le cours moyen du Zambèze. Elle n'y avait nul droit. Mais elle en avait besoin, rêvant de pousser sa colonie du Cap jusqu'au lac Tanganyka, plus haut peut-être. Cette colonie se s'étendait pas alors beaucoup au nord du fleuve Orange; mais elle voulait l'allonger sur les traces de Livingstone, et elle considérait cyniquement la Zambézie comme son Hinterland. Quelle devait donc être l'Hinterland du Mozambique portugais?—L'Angleterre ne s'en mettait pas en peine.

Le Portugal se montra mal disposé à en passer par ces exigences. Au mois de janvier 1890, le gouvernement anglais lui adressa un ultimatum, le menaça de la guerre. Une flotte anglaise parut devant Lisbonne. Que pouvait faire le Portugal? Il consentit à des négociations.

Elles aboutirent à la convention scandaleuse du 20 août 1890. L'empire portugais fut écrasé dans le germe. L'Angola souffrit moins; il conserva une Hinterland assez étendue : l'Angleterre n'avait rien à prendre dans cette direction. Le Mozambique fut étroitement serré contre la côte, cruellement haché. Qu'on regarde la carte politique de cette région de l'Afrique. La Zambézie britannique franchit le Zambèze de part et d'autre des chutes Victoria, atteint les lacs Bangouéolo, Tanganika et Nyassa. Sous prétexte qu'il y a à l'est du Chiré, déversoir du Nyassa, un village qui porte le nom du village natal de Livingstone en Ecosse, Blantyre, et qu'il serait sacrilège de laisser un tel souvenir en des mains étrangères, la Zambézie anglaise étrangle le Mozambique à la hauteur des bouches du Zambèze

et le réduit à quelques lieues de largeur. Un petit effort suffira pour déchirer encore à cet endroit ce lambeau de colonie portugaise. Tout au sud de cette colonie, son meilleur port, Lorenço-Marquès, n'est pas mieux garanti; l'Angleterre le convoite, ce qui est une raison suffisante pour qu'elle le prenne.

Le Portugal a dû en passer par ces effroyables conditions. Respectueux même de la force qui l'étreint, il a semblé tâcher depuis de se faire pardonner ses patriotiques émotions de 1890; il s'est fait maintes fois le docile instrument de l'ambition anglaise. L'empire anglais a paru dès lors assuré dans l'Afrique australe.

LES CONVENTIONS DE 1898-1899

Les années 1898-1899 ont achevé le partage de l'Afrique entre les puissances européennes. Le jeu de leurs influences diverses se modifiera sans doute encore grandement : l'histoire de ce continent ne fait que commencer.

Du moins peut-on constater que dans la répartition dernière des territoires africains la France et l'Angleterre seules ont fait valoir leurs intérêts. L'Afrique est comme le champ clos de leurs rivalités ; les autres nations semblent n'y être que témoins. Fortifiante consolation pour les vaincus de 1870 qu'ils aient su, malgré la défaite, conquérir une si grande place sur le globe.

L'occupation définitive de Madagascar en 1895 ne sera sans doute pas le moindre titre de gloire de la République française. Ce n'est pas le lieu d'en raconter l'histoire, présente à toutes les mémoires. Il suffira de rappeler que les Hovas, soutenus par l'espérance d'une intervention étrangère, pensèrent pouvoir se délivrer de l'influence française, et que l'expédition de 1895 les força au contraire à reconnaître le protectorat de la France. Le vieux parti hova ne désarma pas aussitôt, et la cour de la reine Ranavalo fut encore pendant quelques mois un foyer de conspirations.

Ces dangers nécessitèrent en septembre 1896 l'envoi du général Gallieni comme gouverneur de l'île. On peut juger dès aujourd'hui des résultats de son administration de trois années (1896-1899) ; du moins la publication de son rapport général en mai 1899 nous fournit les premiers éléments d'information.

Il apparaît très nettement de ce rapport et de l'observation de la situation générale que Gallieni a presque complètement achevé la pacification de la grande île. Et ce ne fut pas une tâche médiocre.

Quelques conspirateurs furent atteints et punis. La reine Ranavalo fut détrônée et exilée en Algérie. Madagascar devint une colonie française : il n'était sans doute pas possible d'y pratiquer la politique qui avait réussi en Tunisie.

Le vieux parti Hova fut dès lors réduit à l'impuissance. On sait en effet que l'île est habitée par plusieurs races : Antankares au nord, Sakalaves à l'ouest, Bares et Betsiléos au sud de Tananarive, Mahafali au sud de l'île. Les Hovas les tenaient toutes sous leur domination très lourde, et de Tananarive, leur forteresse autant que leur capitale, ils administraient les tribus les plus éloignées par l'intermédiaire de gouverneurs hovas, à la fois craints et détestés. Le général Gallieni destitua tous ces gouverneurs et ils durent retourner dans l'Imérina, la seule région où la population hova soit en majorité ; de ce fait, la domination hova fut brisée. De la même façon, dans les Balkans, les races chrétiennes reprennent leur autonomie à mesure que les gouverneurs ottomans retournent vers Constantinople et l'Asie Mineure. Alors fut appliquée ce que le général appelle « la politique des races », et la plupart d'entre elles se montrèrent heureuses de cette délivrance. A ce point de vue, l'œuvre de la France fut une œuvre d'affranchissement.

D'autre manière encore. Sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement français décréta, par arrêté du 27 septembre 1896, l'affranchissement de tous les esclaves à Madagascar. On redoutait de cette mesure des désordres sociaux ou

économiques. Ils ne se sont point produits. L'affranchissement se trouva être, non seulement une mesure d'humanité nécessaire, mais encore une excellente mesure politique. Il arrive que la politique la plus morale soit la plus habile. Les esclaves affranchis passèrent sans secousse dans la catégorie des salariés, des métayers ou même des petits propriétaires agricoles ; beaucoup s'enrôlèrent comme tirailleurs dans la milice. Tous se montrèrent naturellement très dévoués à leurs libérateurs, saisissant toutes les occasions, cherchant tous les moyens, parfois les plus naïfs, de montrer leurs sentiments de reconnaissance envers la France, agitant partout des drapeaux tricolores sur le passage des Français. C'est une noble page de plus dans notre histoire que celle de ces milliers de bras soulagés de leurs chaînes.

La pacification de l'île put être ainsi presque achevée, du moins dans les régions où l'action de la France s'est solidement établie ; car il y a encore quelques territoires, vers le sud, chez les Mahafali, où la pénétration n'est pas encore faite.

La paix a commencé d'assurer la prospérité matérielle. Le chiffre du commerce annuel, qui était de 9 millions de francs en 1890, fut de 26 millions en 1898, dont plus de 12 millions sous pavillon français. Les écoles s'ouvrent et se peuplent ; la langue française fait de rapides progrès. L'œuvre de la transformation économique de Madagascar est bien engagée, soit dans les terres chaudes des côtes fertiles en produits tropicaux, soit dans les terres tempérées des plateaux riches en prairies et forêts. Il y manque des voies de communication. La route récemment inaugurée entre Tamatave et Tananarive ne peut certes pas suffire. Il faudra une voie ferrée depuis Tananarive jusqu'à Majunga, sur la côte ouest, ou du moins jusqu'au terminus de la ligne d'eau Ikopa-Betsiboka. Le long de ces voies, ce ne sont pas seulement les marchandises françaises, mais aussi les idées et les mœurs françaises qui pénétreront et conquerront toute l'île. Et ce sera une conquête infiniment pré-

cieuse, car, selon les conclusions du rapport Gallieni, « Madagascar présente le précieux avantage d'être à la fois colonie de peuplement, colonie d'exploitation et colonie de commerce ».

L'œuvre de la colonisation du Soudan est beaucoup moins avancée. La France y est à peine sortie de la période de l'exploration et de l'occupation militaire; elle ne possède pas encore vraiment tous les territoires réservés à son influence par les traités.

Il a fallu, pour obtenir ces premiers résultats, des efforts considérables et très soutenus. L'histoire des dix dernières années est à cet égard extrêmement riche. Tous les événements essentiels peuvent se rattacher à la conquête du lac Tchad, centre géographique en effet des possessions françaises de l'Algérie, du Sénégal, du Dahomey et du Congo.

C'est, au départ de l'Algérie, l'importante mission Foureau-Lamy, dont à l'heure actuelle les résultats sont encore inconnus. Si elle a un meilleur sort que celle du colonel Flatters, massacrée par les Touaregs en 1881, elle marquera la reprise des relations de l'Algérie et de la Tunisie avec le Soudan. En même temps, la mission Flamant vient d'assurer l'occupation du Touat (janvier 1900).

C'est, au départ du Sénégal ou de la côte de Guinée, la grande traversée de l'Afrique occidentale par le commandant Monteil, de Saint-Louis à Tripoli par le lac Tchad (1890-1892); — la conquête du Dahomey et la totale destruction de la puissance du barbare roi Behanzin par le général Dodds (1892-1894); — l'occupation audacieuse de Tombouctou par le lieutenant-colonel Bonnier (janvier 1894); — l'exploration incessante de la boucle du Niger par un grand nombre d'officiers, le commandant Decœur, le capitaine Toutée, le lieutenant Hourst et beaucoup d'autres; — l'ardente poursuite enfin du puissant chef nègre Samory, pris le 29 septembre 1898, à Guélemou, par la colonne du commandant Lartigue et du capitaine Gouraud.

C'est, au départ du Congo et de l'Oubanghi, la marche inin-

terrompue vers le Chari et le Tchad; — après la mort de Crampel, en avril 1891, l'arrivée de Dybowski aux bords du Chari en 1892, — la traversée du Chari à la Bénoué et au Niger inférieur par C. Maistre en 1893; — la conquête du Tchad par l'administrateur Gentil, qui, le 1er novembre 1897, y fit flotter le drapeau tricolore sur son petit bateau à vapeur, le *Léon Blot*. Cette côte méridionale du lac Tchad est demeurée jusqu'ici à la merci des bandes d'un chef musulman très redoutable, Rabah ou Rabih, qui a massacré en octobre 1899 toute la mission du lieutenant Bretonnet. Les colonnes françaises ont commencé de le chasser vers l'est.

Le gouvernement français eut aussi l'ambition d'ouvrir à ses possessions de l'Oubanghi la voie du Bahr-el-Ghazal et du Nil, de les relier même aux comptoirs français d'Obock et de Djibouti en profitant des sympathies du négus d'Éthiopie. L'entreprise fut préparée par la très habile administration de M. Liotard dans le Haut-Oubanghi, puis confiée à la mission du commandant Marchand. Du même coup, la situation des Anglais en Egypte eût été gravement atteinte. Aussi y avait-il là le germe d'un conflit dont toutes les conséquences ne furent pas suffisamment prévues par la France. La mission Marchand occupa en effet tout le pays du Bahr-el-Ghazal et atteignit Fachoda sur le Nil, en juillet 1898. Elle ne fut pas rejointe par M. de Bonchamps, parti d'Obock, mais obligé de s'arrêter dans le bassin moyen de la Sobat. Cependant les Anglo-Egyptiens hâtaient la reconquête du Soudan sur les Mahdistes, remportaient le 2 septembre 1898 la victoire décisive d'Omdurman, reprenaient Khartoum, et quelques jours après, la petite troupe française de Fachoda se trouvait en présence de l'armée du sirdar Kitchener.

Ce fut un moment pénible pour la France. Les Anglo-Egyptiens revendiquèrent Fachoda comme une ancienne possession de l'empire égyptien, profitèrent d'ailleurs de l'impossibilité où était Marchand de leur résister et de recevoir des renforts. La

France ne voulut pas faire la guerre, compromettre sur un coup aussi hasardeux les résultats de trente années d'efforts patients, risquer une conflagration générale de l'Europe pour des territoires où son droit pouvait être contesté. La crise, malgré les rodomontades de la presse britannique, fut dénouée par la diplomatie.

Le gouvernement français hâta le plus possible les négociations, pour régler toutes les questions africaines et reprendre ailleurs toute sa liberté d'action. Ce fut l'objet des deux conventions anglo-françaises du 14 juin 1898 et du 21 mars 1899, qui furent ensemble soumises quelques mois après à la ratification du Parlement français et ensemble ratifiées.

Elles achèvent le partage de l'Afrique, dans ses grandes lignes territoriales.

La première en effet répartit définitivement les sphères d'influence anglaise et française dans le bassin du Niger. Elle précise la ligne Saï-Barroua indiquée par la convention du 5 août 1890. Elle reconnaît l'extension de l'hinterland du Dahomey jusqu'au Niger. Elle attribue à la France, couronnant les efforts de ses explorateurs, la plus grande partie de la boucle du Niger, en délimitant exactement la frontière septentrionale des établissements anglais et allemands de la côte de Guinée. En un mot, la convention de 1890 assurait la jonction du Sénégal et des possessions françaises de la côte d'Ivoire; celle de 1898 assure la jonction du Sénégal et de la côte d'Ivoire avec le Dahomey et le Niger moyen, établit l'unité territoriale du Soudan français, tout autour de Tombouctou qui en est comme le centre géographique.

La convention du 21 mars 1899 complète ces résultats. Elle impose à la France de pénibles sacrifices. Elle consacre l'échec de la mission Marchand et anéantit presque tout le profit de ses efforts. Elle ruine toute possibilité de joindre l'Oubanghi au Nil et à Obock. Elle reconnaît la domination anglo-égyptienne sur tout le bassin du Nil. Elle laisse aux Anglais le che-

min ouvert de Zanzibar à l'Égypte par le lac Victoria. Ce n'est pas à dire que la question d'Égypte en soit réglée : elle demeure entière. La domination anglaise sur le Nil reste en droit provisoire; et à cet égard la France ne reconnaît pas la validité légale des événements accomplis depuis 1882 dans cette partie de l'Afrique.

L'Angleterre de son côté admet l'établissement de l'influence française sur tout le bassin oriental du lac Tchad, selon une ligne qui suit les hauteurs du partage des eaux entre ce bassin et celui du Nil, jusqu'à l'hinterland de la Tripolitaine sous le tropique du Cancer : elle abandonne ainsi à la France la plus grande partie de l'Ouadaï, le Borkou et le Tibesti. C'est la jonction du Congo français avec l'Algérie par le lac Tchad, l'unité de l'empire français de l'Afrique occidentale. Il reste à en achever la prise de possession effective, à en organiser l'exploitation économique.

Or les débouchés maritimes manquent à ce domaine trop exclusivement continental, puisqu'il ne comprend pas les embouchures du Niger ni du Congo. Il en résulte que, penché vers le nord, il cherchera ses voies commerciales dans la direction de l'Algérie et de la Tunisie, ou du Sénégal. Il sera la gigantesque hinterland de Saint-Louis et d'Alger, on pourrait presque dire de Marseille. Il n'en sera pas plus riche sans doute, il en sera du moins plus compact et se rapprochera davantage en quelque sorte de la France.

Mais aussi il faudra qu'elle le rapproche tout à fait d'elle en y projetant des voies rapides et sûres. Il faudra qu'elle dégage toute la route du Sahara, qu'elle occupe toutes les oasis qui, comme celles du Touat, commandent le chemin d'Alger à Tombouctou. Il faudra qu'elle surveille de très près les agissements des puissances européennes au Maroc : il est jusqu'ici comme un repaire de bandits qui pillent les villages de la frontière algérienne et y suscitent parfois des désordres; la Kroumirie était semblable avant 1881, à la frontière de Tunisie. De temps à

autre, peut-être poussé par des intrigues étrangères, le sultan du Maroc affirme ses prétentions sur le Touat et les oasis du sud, pensant prolonger son hinterland jusqu'au cœur du Sahara. La France ne peut pas le permettre sous peine de compromettre l'avenir de tout son empire africain. Il faut même qu'il soit bien entendu, que, si le Maroc doit perdre son indépendance, ce ne pourra être qu'au profit de la France, nulle grande puissance européenne n'ayant des intérêts aussi précieux dans le nord de l'Afrique et toute occupation européenne du Maroc ne pouvant être que funeste à ces intérêts.

Il faudra aussi établir un régime normal de relations avec les habitants du Sahara, et en particulier avec les Touaregs. Tantôt ils prétendent interdire le passage du Sahara à toute mission européenne : ils massacrèrent en 1881 le colonel Flatters et ses compagnons; ils paraissent avoir inquiété sérieusement maintes fois la mission Foureau-Lamy. Tantôt ils se montrent disposés à des rapports pacifiques : en 1892, ils envoyèrent des ambassades solennelles à Alger auprès du gouverneur général. Il faut que ces caprices fassent place à une conduite plus régulière. Leurs intérêts ne sont pas inconciliables avec les intérêts français ; dans la paix et le commerce, ils profiteront ensemble. Il y a, en un mot, à chercher et à trouver le régime politique qui conviendra au Sahara. Aucun effort sérieux ne paraît encore avoir été fait en ce sens.

Alors seulement cependant on pourra jeter d'Alger au Soudan les grandes voies commerciales indispensables, et surtout le chemin de fer transsaharien. Notre empire africain ne sera réellement constitué, il ne sera pas achevé, il ne sera pas vivant, tant qu'il ne sera pas pourvu de cette artère nécessaire à la communication du centre avec les extrémités. Il ne s'agit pas seulement de remplacer par une voie plus rapide la route actuelle des caravanes, de développer la prospérité d'Alger ou de Tunis; il s'agit surtout de donner à la France l'instrument politique et stratégique nécessaire à l'établissement solide de

sa domination. Les Russes ne pourront rien faire de décisif vers la Chine tant que le Transsibérien ne sera pas achevé ; nous ne pourrons vraiment exploiter nos Indes Noires du Niger et du lac Tchad tant que nous n'aurons pas le Transsaharien. Quand nous l'aurons, nous ne craindrons plus la prépondérance maritime de telle ou telle rivale. L'empire de l'Afrique septentrionale ne pourra plus nous être disputé, il fera enfin corps avec l'Algérie, avec la France. « A côté de cette entreprise, relativement facile et peu dispendieuse, écrivait récemment M. Paul Leroy-Beaulieu, les chemins de fer anglais du Cap au Caire ou du Tchad au Nil, quelque bruit qu'on fasse autour d'eux, seront, au point de vue économique et même politique, d'une importance restreinte [1]. »

L'ANGLETERRE EN AFRIQUE. — LE TRANSVAAL

L'Angleterre est très puissante dans l'est de l'Afrique. Je ne veux rien diminuer de cette puissance ; il me plaît pourtant d'en rechercher aussi les défauts et de ne pas me renfermer dans l'admiration exclusive de son activité coloniale. Je ne sais si le colosse a des pieds d'argile ; on n'en sera sûr que quand il sera renversé ; il a du moins ses points faibles : il les faut marquer.

J'ai dit au chapitre précédent l'œuvre de lord Cromer en Egypte et plus haut, au présent chapitre, les tentatives de jonction de l'Ibea avec le Nil supérieur. Cette jonction n'est pas achevée ; la France écartée de Fachoda et l'Abyssinie contenue sur le Nil bleu supérieur la rendent possible. Encore faudra-t-il ensuite préciser officiellement la situation de l'Angleterre et de l'Egypte dans la vallée du Nil : l'Angleterre y réussira peut-être ; elle a fait mieux.

Elle a trouvé aussi un habile homme pour la défense et le

(1) *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, avril 1899.

développement de ses intérêts dans l'Afrique du Sud. Sir Cecil Rhodes est un pionnier hardi et sans scrupules, de la race des Robert Clive et des Warren Hastings, auxquels il arriva de préférer la brutale satisfaction de leurs ambitions au respect des exigences de la conscience morale : tous les moyens sont bons à ces conquistadores britanniques, qui n'ont pas la grandeur épique des aventuriers espagnols du XVIe siècle, mais qui savent écarter la pauvreté de leurs vieux jours : ils ont des traits de ressemblance avec les proconsuls de l'ancienne Rome.

Cecil Rhodes, quatrième fils d'un clergyman, quitta de bonne heure l'Angleterre à la recherche de la fortune. Il la trouva au Cap. Il adopta le Cap comme la réelle patrie de son ambition. Il se donna tout entier à la grandeur de l'Empire anglais de l'Afrique australe. Avant 1890, la colonie anglaise du Cap ne dépassait guère le fleuve Orange au Nord. Cependant en 1871, comme on avait découvert des mines de diamant entre l'Orange et le Vaal, dans le district de Kimberley, l'Angleterre s'était avisée que ce district avantageux devait lui appartenir et elle s'en était emparée, jetant à l'État libre d'Orange une indemnité de 900 000 livres sterling pour ce qui en valait des dizaines de millions. C'est d'une même façon que Warren Hastings au XVIIIe siècle dépouillait les Bégums d'Oude. Les Républiques de nos jours ne sont pas plus respectées que les princesses d'autrefois.

La mutilation de l'empire portugais du Zambèze en 1890 indiquait suffisamment, de la part du gouvernement anglais, la volonté d'unir le Cap au Zambèze et au lac Tanganika. Cecil Rhodes fut l'homme de cette entreprise. Quelle que soit la suite de sa carrière, il restera dans l'histoire le conquérant de cette immense hinterland du Cap, désormais appelée de son nom Rhodesia.

La grande Compagnie à charte de l'Afrique du Sud, British South Africa Chartered Company, la célèbre Chartered, comme on la nomme, fut constituée en 1891, pour la mise en valeur

et la prise de possession de ce Far-North. Elle eut pour président le duc d'Abercorn, pour vice-président le duc de Fife, gendre du prince de Galles. Cecil Rhodes en fut le grand agent d'exécution, le « managing director »; il eut bientôt le titre de haut-commissaire britannique dans l'Afrique du Sud, ce qui ne peut pas être absolument synonyme de gouverneur du Cap.

Le Bechouanaland fut annexé, pour séparer les Allemands du Sud-Ouest des Boers du Transvaal. Le docteur Leander Starr Jameson, ami du haut-commissaire, conduisit avec beaucoup d'habileté et de vigueur la guerre contre les Matébélés, écrasa leurs dernières bandes dans Boulouvayo (1893), organisa le pays de Machona, commença l'exploitation de ses mines d'or.

Un chemin de fer fut aussitôt jeté à travers ces immenses solitudes, au delà de Kimberley, par Vryburg, Mafeking, Chochong. Il atteignit Boulouvayo le 4 novembre 1897, Fort Salisbury l'année suivante.

Cependant le chemin de fer anglo-égyptien remontait aussi rapidement le Nil, atteignait Berber, suivait sur Khartoum le corps expéditionnaire du sirdar Kitchener. La voie du Cap au Caire avait déjà deux longs tronçons. Il reste à franchir la distance de Fort-Salisbury à Khartoum ; à ne tenir compte que de la longueur de la voie, un effort égal y suffirait.

Mais il y a des obstacles politiques entre ces deux terminus provisoires, et il ne me semble pas qu'ils soient aisés à renverser. L'État libre du Congo et l'Afrique orientale allemande se touchent au lac Tanganika. L'Angleterre ne chercha pas à négocier avec l'Allemagne l'acquisition d'une partie de son territoire ; l'Allemagne ne pouvait consentir à se laisser acculer à la côte. Elle a plutôt intérêt à ce que les Anglais ne glissent pas dans ces régions leur influence politique.

Ils furent d'abord plus heureux du côté de l'État du Congo. Une convention anglo-congolaise, signée le 12 mai 1894, étendant le territoire du Congo vers le nord le long du Nil supé-

rieur, attribuait à l'Angleterre une bande de territoire le long du lac Tanganika, assurait la jonction de l'Ibea et de la Zambézie anglaise. La France protesta, au nom de son droit de préemption sur l'État du Congo : son souverain, le roi des Belges, ne peut aliéner ce domaine sans le consentement de la France, il ne doit pas lui être permis davantage d'en aliéner une partie. L'Allemagne protesta aussi, peu désireuse d'être enveloppée de tous côtés en Afrique par les possessions anglaises. La Turquie intervint aussi, comme suzeraine de l'Egypte et de l'ancien empire égyptien du Nil. — Le traité franco-congolais du 14 août 1894 fixa les limites des possessions congolaises et françaises dans le bassin du Congo et annula le traité anglo-congolais du mois de mai. Ce fut un sérieux échec de l'ambition britannique, et on ne voit pas bien comment elle le pourrait réparer. Il est possible qu'une voie ferrée passe de Khartoum à Fort-Salisbury et unisse le Cap au Caire ; cela même est désirable pour la prospérité de l'Afrique, et ni l'Allemagne ni le Congo libre ne s'y opposeront : les territoires traversés par cette voie en tireront du profit. Mais cela n'est pas la même chose que de joindre l'empire anglais ou anglo-égyptien du Nil supérieur avec l'empire anglais du Zambèze moyen : on ne voit pas comment cette jonction se pourra faire par-dessus le Congo et l'Allemagne.

Même dans l'Afrique australe seulement, l'Empire anglais n'est pas achevé ; il n'est pas bien constitué. Il est étranglé à la hauteur du Bechouanaland par les Républiques des Boers et le Sud-Ouest allemand. Il est informe. La Rhodésie largement étendue sur le Zambèze moyen, mais coupée au sud vers Mafeking et Kimberley, sans débouchés libres sur l'Océan, étouffe ; il faut la dégager, lui donner de l'air. Il faut absorber les Républiques des Boers.

Les Boers ou paysans sont originaires de la Hollande. Ils furent au XVIIe siècle les premiers colons du Cap de Bonne-Espérance. Ils furent rejoints à la fin de ce même siècle par une

importante colonie de calvinistes français chassés par la Révocation de l'Edit de Nantes : les Joubert, les de Villiers, les Du Toit sont évidemment d'origine française ; la langue de toute la région resta le hollandais.

La colonisation du Cap a donc beaucoup de ressemblance avec celle des établissements anglais de l'Amérique du Nord, qui sont devenus des États-Unis. Elle fut l'œuvre de protestants ardents, même de protestants persécutés, dont beaucoup avaient fait à la liberté de leur conscience le sacrifice de leur patrie et de leurs intérêts les plus précieux. Ils ont par-dessus tout l'amour de la liberté. Ils en fournirent bientôt d'autres preuves.

Lorsque la Hollande fut tombée sous la domination de Napoléon Ier, les Anglais en profitèrent. Ils s'emparèrent du Cap. Ils le gardèrent aux traités de 1815, assurant comme compensation à la Hollande la Belgique. Les Hollandais du Cap ne se résignèrent pas à subir le gouvernement de l'Angleterre. Bientôt, en grand nombre, ils préférèrent partir, chercher vers le nord d'autres terres où ils seraient libres, loin des habits rouges et des fonctionnaires anglais. Paul Kruger avait une dizaine d'années quand il suivit, dans le chariot de son père, cette migration en masse, ce que l'on appelle le grand *trek*, entre 1833 et 1836. Tous les Hollandais ne partirent pas ; il en resta beaucoup dans la colonie du Cap. Leur population n'a pas cessé de croître; ils ont conservé de vives sympathies pour leurs frères partis vers le nord.

Ceux-ci, les *trekkers,* franchirent les Karrous, les monts Nieuvevelde, le fleuve Orange. Ils chassèrent, devant eux, les Noirs, les Cafres ; ils luttèrent de longues années contre eux ; ils en firent périr beaucoup, dont les descendants sont restés des ennemis acharnés de leurs vainqueurs. Les Anglais ont profité de ces haines pour annexer peu à peu, le long de la côte de l'Océan Indien, les terres des Griquas de l'est, des Basoutos, le Natal, jusqu'au Zoulouland, fermant aux Boers de l'intérieur

toute issue vers la mer. Cependant, estimant pauvres les terres qu'occupaient les Boers au nord du fleuve Orange, l'Angleterre ne les jugea pas alors dignes de son ambition, et en 1852-1854 elle reconnut l'indépendance des deux républiques qu'ils avaient fondées, celle du fleuve Orange et celle du Transvaal.

Elle le regretta quand on eut commencé d'y découvrir des mines de diamant et d'or. En 1871, elle annexa le territoire de Kimberley, enlevé à la République de l'Orange. En 1877, profitant de ce que les Boers venaient d'être vaincus par les Cafres, elle envoya au Transvaal un haut-commissaire, sir Shepstone, et prononça l'annexion des deux républiques. Les Boers, épuisés par leur récente défaite et sentant derrière le haut-commissaire toute la puissance britannique, ne résistèrent pas d'abord.

Mais beaucoup s'expatrièrent encore, reprirent le grand trek, allèrent s'établir au delà du Limpopo, dans la direction du lac Ngami; leurs colonies ont essaimé dans toute l'Afrique australe. Ceux qui étaient restés dans le Transvaal se soulevèrent contre l'Angleterre, le 16 décembre 1880, sous la direction d'une sorte de triumvirat de Prétorius, fils du fondateur de Prétoria, de Joubert et de Paul Kruger. Joubert remporta sur les Anglais, à la frontière du Natal, des victoires considérables, notamment celles de Laing's Neck et de Majuba-hill, le 27 février 1881. Le contingent anglais du Natal fut cruellement décimé et perdit son chef, sir George Colley.

Le traité du 3 août 1881 reconnut une fois de plus l'indépendance des deux républiques-sœurs, ne laissant à l'Angleterre que les droits de la suzeraineté. Cela même parut excessif aux Boers. Kruger ouvrit des négociations nouvelles avec le gouvernement anglais, consentit à une fixation très exacte des frontières du Transvaal vers l'ouest et le nord, laissant passage à l'influence anglaise dans ce sens : moyennant quoi, la clause de suzeraineté disparut du traité nouveau du 27 février 1884. Les Boers s'efforcèrent encore en 1890 d'obtenir de l'Angleterre un port sur l'Océan Indien; elle y consentit moyennant leur

entrée dans une sorte d'union douanière de toutes les colonies et États de l'Afrique australe. Ils s'y refusèrent, tenant à leur autonomie douanière, signe de leur indépendance.

Cette indépendance est en effet complète. Les conventions de 1884 ne laissent à l'Angleterre que le droit de ratifier les traités signés par le Transvaal ou l'État d'Orange avec d'autres puissances; elles ne lui permettent aucune intervention dans les affaires intérieures de ces deux républiques.

Bientôt furent découvertes les abondantes mines d'or du Rand, au sud de Prétoria. Ce fut le commencement des malheurs du Transvaal. Des milliers d'étrangers, d'*uitlanders*, accoururent aux champs d'or; un gigantesque camp minier, une grande ville se dressa tout à coup auprès de Prétoria, Johannesburg, la ville des étrangers en face de la ville des Boers. Les uitlanders sont de races diverses, Allemands, Suédois, Hollandais, Français ; plus d'un quart des capitaux, environ 1 milliard 200 millions, sont français. Il y eut aussi des Anglais, dont quelques-uns devinrent bientôt un grave élément de désordre.

Encouragés sans doute de l'extérieur, ils formèrent une véritable conspiration contre l'indépendance du Transvaal. Ils reçurent des armes, des munitions. Ils formèrent l'Union Nationale du Transvaal. Ils se prétendirent écrasés d'impôts par le gouvernement de la République, exigèrent des réformes qui leur fussent avantageuses, des droits politiques égaux à ceux des habitants du pays, une représentation dans les conseils législatifs ou Raads.

Le 27 décembre 1895, un manifeste d'insurrection est proclamé à Johannesburg, quelques centaines d'uitlanders s'arment et veulent s'emparer de la forteresse. Le 30, le docteur Jameson, l'ami de Cecil Rhodes, à la tête d'une bande de flibustiers, arrive par la voie ferrée à Mafeking, marche vers Johannesburg. En route, à 50 kilomètres de cette ville, il est arrêté par une troupe de Boers, à Krugersdorp. Il est enveloppé, pris le 1er janvier, emmené à Prétoria. L'insurrection s'effondre ;

Johannesburg est facilement réduit, les insurgés désarmés. L'empereur Guillaume II félicita officiellement le président Kruger de cette bonne leçon infligée aux « flibustiers » de Jameson. Celui-ci fut condamné à mort, puis gracié par Kruger, qui voulut laisser au gouvernement anglais le soin de le punir. Le gouvernement anglais ne tarda pas à renvoyer dans l'Afrique australe ce hardi champion de ses ambitions. Cecil Rhodes fut remplacé comme haut-commissaire au Cap par Sir Alfred Milner; mais sans fonction officielle, il continua de travailler de tous moyens à la grandeur de la Rhodesia et de l'Empire anglais de l'Afrique australe.

Ces événements pourtant avaient eu pour résultat de surexciter chez les Boers du Transvaal la passion déjà ancienne de l'indépendance, de renouveler chez leurs frères de l'Etat d'Orange et même du Cap de très vives sympathies, de préparer une sorte d'unité morale de toute la population afrikander. Dans le même temps le Parlement du Cap se trouva en majorité composé de députés d'origine hollandaise; il éleva à la présidence du Conseil des Ministres un Afrikander, M. Schreiner. Le 23 mars 1896, l'État libre d'Orange, sous son président Steijn, se sentant menacé comme le Transvaal et se souvenant de l'affaire de Kimberley, contracta avec le Transvaal une intime alliance offensive et défensive, et constitua avec lui les premiers organes d'une fédération. Il y eut dès lors dans l'Afrique australe un parti national hollandais, le parti des Afrikanders, ou de l'Afrique aux Africains; il eut un chef très populaire au Cap, M. Hofmeyr, à côté du triumvirat quasi légal Krüger-Steijn-Schreiner. Le *raid* de Jameson n'avait pas beaucoup avancé les affaires de l'Angleterre. La fortune n'avait pas favorisé l'audace. C'était une entreprise à recommencer.

Elle fut reprise en 1899 par le gouvernement anglais lui-même, plus spécialement par le chef du Colonial Office, M. Chamberlain, et par le haut-commissaire du Cap, sir Alfred Milner. Dès le commencement de l'année, l'agitation des uitlan-

ders de Johannesburg recommence, soutenue par la Ligue impérialiste sud-africaine, c'est-à-dire par la Ligue de tous les partisans de l'impérialisme britannique. L'effervescence est entretenue par des meetings multipliés dans les centres miniers; les uitlanders réclament des garanties, des droits politiques égaux à ceux des Burghers ou paysans boers. Ils demandent l'intervention du gouvernement anglais pour le redressement de leurs griefs.

Le président Kruger fait des concessions, au nom des Raads du Transvaal. Il promet aux uitlanders la pleine franchise politique après neuf années de résidence au lieu des quatorze qu'exige la Constitution.

Le gouvernement anglais intervient, en violation de la convention de 1884 qui ne lui réserve aucune action sur les affaires intérieures des Républiques Boers. Kruger pourtant, dans l'intérêt de la paix, consent à une conférence, à Bloemfontein, avec sir Alfred Milner. Il offre la franchise pour les uitlanders après sept ans de résidence. Sir A. Milner exige la franchise au bout de cinq ans avec effet rétroactif. La conférence échoue.

M. Chamberlain revient alors sur la question de suzeraineté réglée en 1884; il veut manifestement un conflit, une occasion de détruire la liberté des Républiques Boers. Kruger, pour déjouer cette combinaison, accepte les propositions de S. A., Milner à Bloemfontein, la franchise aux uitlanders après cinq ans de séjour avec rétroactivité; il se montre d'ailleurs disposé à un arbitrage pour trancher tous ces litiges sans cesse renaissants. La paix semble assurée.

M. Chamberlain, non content de blesser la dignité du Transvaal en son scandaleux discours de Highbury, déclare dans une réponse officielle « qu'il y a d'autres différends entre les deux pays que la question des uitlanders et qui ne peuvent pas être tranchés par voie d'arbitrage. »

Kruger retire les concessions qu'il avait faites. Chamberlain déclare les négociations rompues et annonce que le gouverne-

ment anglais formulera prochainement ses conditions : en attendant, il presse les armements, envoie des troupes au Cap. Le Transvaal ne veut pas laisser à l'Angleterre le temps de s'armer terriblement, la guerre étant d'ailleurs inévitable. Il adresse un ultimatum au gouvernement anglais, le somme de retirer les troupes massées à la frontière. La guerre est déclarée le 11 octobre 1899.

Il ne convient pas de chercher à prédire le résultat de cette guerre inégale. A cette heure — mars 1900 — après quatre mois de luttes héroïques, les Boers ont dû abandonner les sièges de Kimberley et de Ladysmith, la république du fleuve Orange est envahie; le Transvaal sera bientôt menacé.

Car l'Angleterre a préparé un effort énorme; elle a envoyé au sud de l'Afrique toutes ses troupes disponibles, ses plus glorieux généraux, lord Roberts et lord Kitchener. Elle ne leva jamais d'aussi redoutables armées, même contre Napoléon. Car il faut qu'elle triomphe; elle ne peut consentir à la défaite : ce serait la chute de son empire; ce serait la transformation de la face du monde. C'est presque une question de vie ou de mort pour l'Angleterre.

Lord Rosebery le disait en propres termes dans une mémorable séance de la Chambre des Lords, le 15 février 1900 : « Cette situation, entendez-moi bien, c'est pour l'Angleterre une situation de vie ou de mort. Supposez un instant que vous ne soyez pas victorieux, qu'arrive-t-il ? Vous perdez le sud de l'Afrique, vous perdez la plus belle colonie de l'empire, vous perdez la base la plus importante que vous ayez dans le monde. Mais, tout cela, c'est encore peu de chose. Cet empire, mes lords, repose tout entier sur le prestige. Si des colonies sont venues si spontanément à notre aide, c'est parce qu'elles pensent qu'elles s'associent au plus puissant empire du monde. Si elles voient qu'elles se sont trompées, c'en est fait de l'empire.

« Vous serez enfermés dans ces Iles Britanniques dont toutes,

je le crains bien, ne vous aiment pas, et votre empire, morceau par morceau, s'en ira et deviendra la proie des autres nations.

« Si la crise que nous traversons n'est pas une crise de vie ou de mort, alors je ne sais pas ce que c'est. »

Certes la crise que M. Chamberlain et Cecil Rhodes ont voulue est terrible. Ils vaincront sans doute. Mais ils feront pour cela bien des ruines. En face des projets britanniques, l'*Afrikander Bond*, ou la Ligue Sud-Africaine, est puissante, et appuyée sur plus de la moitié de la population de l'Afrique australe. Qu'adviendrait-il d'un soulèvement général de cette nationalité très fière de ses libertés, et très fortement trempée par les épreuves? L'Angleterre peut être vaincue là, comme elle le fut au XVIII[e] siècle, par ses colons d'Amérique, et sa défaite lui créerait partout les plus redoutables difficultés. M. Chamberlain a jeté comme enjeu dans la partie toute la fortune de l'Angleterre. Bismarck disait naguère : « Le sud de l'Afrique sera le tombeau de la puissance britannique. » Dans de telles conditions, il faut s'attendre que la lutte soit longue et sanglante. Il est bien à craindre que les Boers, si héroïques pourtant, ne soient écrasés par l'énorme effort que tout l'empire britannique fait peser sur eux.

Quel que soit le résultat de ces luttes, les conditions du partage territorial de l'Afrique n'en seront pas sensiblement modifiées. Qu'il y ait dans l'Afrique australe un empire britannique ou une Fédération Afrikander, l'Afrique sera tout entière une Nouvelle-Europe. Il n'y restera plus d'indigènes indépendants.

L'Islam a perdu, au point de vue politique, tout le terrain qu'il avait gagné dans la première moitié du siècle. Il est toujours la religion la plus répandue parmi les populations noires; il les arrache aux cruelles pratiques de l'idolâtrie. Il ne les a pas arrachées aux horreurs de l'esclavagisme; il les a même entretenues, et le monde musulman est demeuré le dernier marché de ce commerce.

C'est pourquoi toute défaite des puissances musulmanes de l'Afrique est avantageuse à la civilisation, qu'il s'agisse du Mahdi de Khartoum ou de Samory dans le pays de Khong. Ce n'est pas qu'il soit question de recommencer les Croisades du moyen âge contre « les Infidèles ». Les Musulmans de l'Algérie, de la Tunisie et de l'Égypte commencent à comprendre ce que c'est que la tolérance religieuse. L'Europe n'a, à cet égard, d'autre mission que de faire cesser la barbarie de la traite.

C'est pourquoi il ne convient pas d'attaquer de violentes critiques la politique de l'expansion européenne en Afrique. Certes le mode de cette expansion n'est pas toujours irréprochable. Chacune des puissances conquérantes a pu commettre des cruautés inutiles, qui ont soulevé l'indignation des honnêtes gens. La morale n'a pas été d'accord avec la politique. Il y a eu, il y a encore de criminels abus de la force.

Mais du moins l'esclavagisme a à peu près disparu. La dernière route de la traite a été coupée par les Anglais à Khartoum. L'intervention de l'Europe compromet peut-être, pour un temps, la liberté des populations africaines; mais elle libère des milliers de malheureux des coups, de la mort sous le fouet, de l'esclavage parfois pire que la mort. Avec le XIX[e] siècle, elle ferme l'une des plus affreuses pages de l'histoire de l'humanité.

CHAPITRE VIII

L'ASIE ANTÉRIEURE

LES VOIES HISTORIQUES DE L'ASIE ANTÉRIEURE

L'autre route qui, avec celle de l'Égypte et du canal de Suez, conduit de la Méditerranée à l'Inde et à l'Extrême-Orient, la route de terre, est celle de la Syrie et de la Mésopotamie. L'importance de ces pays est semblable à celle de l'Égypte, si ce n'est qu'ils ont dans ces derniers temps moins attiré l'attention des grandes puissances du monde.

Ce fut de tout temps le lieu de rencontre des produits de l'Asie et des marchands de l'Europe ; ce devrait être encore le grand marché du monde si la domination des Turcs n'était pas aussi ruineuse, si elle n'avait en quelque sorte fait la mort et le silence dans ces régions autrefois si vivantes et si riches.

Les Babyloniens paraissent avoir été en relations suivies avec l'Inde par le golfe Persique. Babylone fut alors et resta longtemps, jusqu'après Alexandre, un port de grand commerce; elle tint la place de Suez. Les Phéniciens continuèrent ces relations, parcoururent la grande route des caravanes vers la Médie, la Bactriane et l'Indus. Tyr en fut le terminus; ses vaisseaux répandaient toutes les richesses de l'Asie à travers l'Occident; elle tint la place de Port-Saïd.

Toute cette antique route traversait de riches capitales, Babylone et Ninive, plus tard Suse et Persépolis. Car ces capitales d'empire ne furent pas des amas grossiers de constructions; ce furent des villes très belles; elles connurent le luxe et en cher-

chèrent les éléments de tous les côtés. Le luxe est le premier produit du commerce, avant même que les besoins des classes inférieures ne soient satisfaits. Les grandes cités royales naissent sur les grandes routes du commerce universel.

Alexandre le Grand ouvrit à la Grèce et aux peuples de la Méditerranée la voie commerciale de l'Asie antérieure. Alexandrie d'Égypte fut l'expression matérielle de cette pensée, et les nombreuses Alexandries qui se levèrent sur les pas du conquérant furent comme les colonies de la grande cité du Nil, pendant une période d'activité commerciale qui dura plusieurs siècles.

Antioche sur l'Oronte complétait Alexandrie. De là les caravanes desservaient les villes de la Mésopotanie, Séleucie, Ctésiphon, puis celles de la Médie et de la Bactriane, Ecbatane, Antiochia Margiana (aujourd'hui Merv), Alexandrie d'Arie (Hérat). Elles arrivaient, par l'Oxus, selon une ligne à peu près identique à celle du chemin de fer Transcaspien, aux marchés de la soie. C'était au pied du Pamir, aux sources du Tarim actuel, sur l'emplacement des villes de Khotan et de Kachgar, encore actives, mais beaucoup moins qu'autrefois. Les Grecs s'y rencontraient avec les négociants chinois.

Alexandrie, et son avant-port sur la mer Rouge, Bérénice, faisaient par mer un commerce plus étendu. Leurs marchands achetaient à Ocelis, au sud de la mer Rouge, l'encens, la myrrhe, l'albâtre du pays des Sabéens. Ils achetaient à Musiris, sur la côte occidentale de l'Inde, le Bombay de ce temps-là, l'indigo, les aromates et les pierres précieuses, le poivre et la girofle, les perles et les écailles de tortue. Les relations des marchands d'Alexandrie s'étendaient jusqu'au delà de l'Indo-Chine actuelle, elles atteignaient Cattigara, sur l'emplacement d'Hanoï, qui tenait alors, toutes proportions gardées, la place de Canton.

Cette route maritime d'Alexandrie est devenue singulièrement active dans les temps modernes; mais les anciens suivaient

à côté d'elle la route continentale d'Antioche aux marchés de la soie; les modernes ne l'ont pas vraiment reprise.

Les Arabes à leur tour l'ont cependant utilisée pendant des siècles, et de nouvelles capitales en jalonnèrent alors le tracé. Le centre mésopotamien reprit son importance politique et économique de l'antiquité. Mossoul, Bagdad ressuscitèrent la grandeur de Ninive, de Babylone, Damas et Beirout celle d'Antioche. Les Arabes ainsi continuèrent le rôle des Phéniciens et des Grecs; ils eurent le monopole du commerce entre la Méditerranée et l'Inde. Ils furent les maîtres aussi, comme Alexandrie, des côtes de l'Afrique Orientale, très loin vers le sud, jusqu'au canal de Mozambique. Les marchands de l'Europe ne passèrent plus. Venise et Gênes renfermèrent leur activité commerciale dans la Méditerranée; elles durent respecter le monopole des marchands arabes en Asie; elles furent leurs clientes.

Lorsque, derrière Vasco de Gama, les négociants portugais retrouvèrent la route de l'Inde par le cap de Bonne-Espérance, les marchands arabes de l'Asie antérieure furent très irrités de cette concurrence; et les vice-rois de l'Inde portugaise, d'Alméïda, d'Albuquerque, eurent de redoutables luttes à soutenir contre eux. Les Portugais gardèrent la route de la mer, les Arabes la route continentale, de moins en moins suivie d'ailleurs.

Ce n'est qu'au commencement du XIX[e] siècle que les marchands de l'Europe sont revenus activement à l'Asie antérieure, que cette région est rentrée dans le grand courant de la politique universelle. Là comme en Égypte, Napoléon fut l'initiateur, l'Alexandre des temps modernes, pour ainsi dire.

Quand il fut devenu empereur, à l'apogée de sa grandeur, après Austerlitz et Iéna, il rêva d'atteindre l'Inde. Il fit alliance avec la Turquie. Il signa le traité de Tilsitt avec le tsar de Russie. Il envoya le général Gardane en mission en Perse, pour armer les guerriers du shah à l'européenne, leur donner des canons, les pousser sur l'Indus, sur les Anglais. Il enfonçait

son épée, par-dessus la Méditerranée, jusqu'au cœur de l'Asie Centrale. Ce ne fut qu'une indication. L'Espagne et l'Angleterre retinrent sa pensée dans l'Occident. Mais cette indication ne sera pas perdue.

C'est en effet la voie naturelle de l'Europe à l'Inde. Qu'on jette un regard sur la carte. Elle montre une route par l'Euphrate supérieur, Tauris, Téhéran, Hérat, Caboul; et une autre route par l'Euphrate inférieur, vers le golfe Persique. Ce sont les deux routes d'Alexandre et du chef de ses vaisseaux Néarque, la première, très mal aménagée jusqu'à maintenant, la seconde, simple traverse de la voie maritime qui fait le tour de l'Arabie par Aden et Bombay.

La première surtout est la route ancienne, la route historique, héroïque. Elle est marquée de ruines grandioses, Palmyre, Babylone, Séleucie, Ecbatane, Suse et Persépolis, de cités encore vivantes, mais déchues, Damas, Bagdad, Ispahan, Hérat, Candahar, toutes prêtes à reprendre l'activité politique et économique d'autrefois, cités mortes ou mourantes en attente de résurrection, glorieux passé dont les cendres sont pleines d'avenir.

La ruine et la misère de ces pays datent de l'occupation turque, contemporaine d'ailleurs de la découverte de la route du cap de Bonne-Espérance par Vasco de Gama. Garde prétorienne des califes arabes de Bagdad, les Turcs ne surent pas régner comme eux. Quand les Ottomans eurent leur capitale à Constantinople, ce fut la ruine de Bagdad et de Damas, la fin des empires arabes, dont les capitales entrèrent pour quatre siècles dans un silence quasi mortel.

Car la domination turque n'a nulle part contribué au progrès, même au maintien de la civilisation. Elle est fondée sur l'oppression des races vaincues, et non sur l'exploitation des terres conquises; elle accable les vaincus de contributions arbitraires qui épuisent la terre conquise. Elle est un remarquable instrument de désolation, en Asie plus encore qu'en Europe, parce

que l'Asie antérieure n'est pas encore revenue sur la grande route du commerce européen.

Cela résulte, entre autres faits, d'un très curieux rapport présenté au sultan en 1890 par son ministre des travaux publics, Hassan Fehmi-pacha. C'est une analyse fort hardie de l'état déplorable dans lequel se trouvent les territoires de l'empire, « pays sans routes ni ports, abandonnés à l'état de nature. Les routes, commencées à l'aventure et sans plan arrêté, ont été inachevées ou abandonnées, souvent moins praticables même que les anciens chemins qn'elles devaient remplacer. L'empire se compose des régions du globe les plus favorisées par le climat et les ressources naturelles; mais l'administration y paralyse tout progrès et l'on voit des famines éclater presque périodiquement, dépeupler les villages et ruiner les provinces... Faute de travaux de dragage et de régularisation des eaux courantes, les marais et les inondations développent chaque année leur cercle, obligent les habitants des campagnes à abandonner leurs villages et à se réfugier sur les hauteurs. De vastes champs fertiles restent submergés, par conséquent inexploités; la population diminue considérablement; des villes et des villages sont vides et le voyageur en contemple tristement les ruines. »

Le ministre de Sa Hautesse cherche les remèdes à ces maux. Il serait oiseux de les indiquer : ils n'ont pas eu le moindre commencement d'application. Le sultan Abd-ul-Hamid II ne se soucie pas de cela.

Du moins, cette barbarie turque n'est plus très redoutable, pour les grandes puissances européennes. Elle s'est avilie, énervée, dans le luxe et les plaisirs. Elle n'a plus la force de contenir le progrès de la civilisation par l'intervention européenne.

Le temps n'est pas éloigné sans doute, où la question de l'Asie antérieure se posera, dès le premier jour très pressante, sur le tapis vert de la diplomatie européenne.

RACES ET RELIGIONS

Les différences de races et de religions seront-elles prises en considération, en vue du règlement de cette question, comme elles ont servi d'arguments dans l'histoire de la péninsule des Balkans ?

Elles offrent matière à des développements intéressants, peut-être à des desseins politiques. Les Turcs en effet sont maîtres de toute l'Asie antérieure et même de presque toutes les côtes de l'Arabie. Ils sont unis au plus grand nombre de leurs sujets par la communauté de religion. Mais leur race n'occupe pas tout le pays et n'est pas aimée de toutes les populations, même musulmanes. Elle est au contraire par la plupart considérée comme la race conquérante, mais barbare; elle a toujours inspiré plus de crainte que d'estime ou d'affection.

Les Turcs Osmanlis n'occupent que le plateau de l'Asie Mineure, de Constantinople et Brousse à Sivas, au pied des montagnes arméniennes, de la mer Noire à la mer Méditerranée et au golfe de Chypre. Ils forment là un centre de population très compact et presque absolument pur; ils y sont même de plus en plus nombreux par le retour de leurs frères chassés d'Europe ou de Russie. Ils y reviennent ainsi à leur point de départ : Erzeroum fut la première capitale de leur premier chef Osman; Brousse fut la seconde, en 1317, sur la route de Constantinople.

Ils n'ont pas la montagne à l'est, vers l'Ararat; elle appartient à la race indo-européenne, Kourdes devenus musulmans comme les Albanais des Balkans, ou Arméniens demeurés Chrétiens. Par là les Turcs se trouvent tout à fait séparés de leurs congénères du Turkestan.

Ils n'ont pas toutes les côtes de la mer Noire: Sinope et Trébizonde leur échappent. Ils n'ont pas les côtes de la mer Egée; elles sont grecques, et Smyrne, la ville la plus active, la seule

active, de l'Asie Mineure, ne compte qu'un petit nombre de Turcs, les fonctionnaires et les mendiants.

De toutes parts, les Turcs sont enveloppés par des races étrangères, surtout indo-européennes, presque toutes chrétiennes; ils sont cernés par les éternels ennemis de leur foi. Est-ce pour cela qu'à l'occasion ils se soulèvent en affreuses explosions de fanatisme ?

Tout le reste de l'Asie antérieure, Syrie, Mésopotamie, représentant une population à peu près égale à celle de l'Asie Mineure, appartient aux Sémites, aux Juifs, et surtout aux Arabes, Syriens, Druses et Maronites, Bédouins. Ils sont beaucoup moins menacés que les Turcs par les progrès des Chrétiens indo-européens. Car ils s'appuient sur l'Arabie elle-même et sur la plus grande partie des populations musulmanes de l'Afrique du Nord. Ils ne sont pas isolés, ils sont un rameau solidement attaché au tronc des sémites.

Les Arabes ne sont pas les amis des Turcs. Car ils furent vaincus par eux et s'en souviennent. Ils respectent pourtant dans le sultan le chef de leur religion. Ce respect durera-t-il lorsqu'il ne sera plus fondé sur le prestige de la possession de Constantinople ? Déjà des séparations se sont produites. Mascate refusa de bonne heure l'obéissance aux sultans ottomans, et ses chefs furent longtemps maîtres de toute la côte orientale d'Afrique; ils semblent, comme le sultan de Zanzibar, laisser leur héritage aux Anglais.

L'Égypte de Méhémet-Ali se leva ouvertement contre les Turcs de Constantinople comme pour régénérer l'Islam en le retrempant à ses sources arabes. Car les guerres turco-égyptiennes de 1830 à 1840 furent à beaucoup d'égards des guerres de races. Elles peuvent recommencer, ou du moins cette opposition peut produire une scission politique entre les Arabes et les Turcs de l'Asie antérieure.

Les Ouahabites de l'Arabie centrale firent le plus curieux et le plus durable de ces schismes. Abd-ul-Ouabab, leur premier

chef, vivait au commencement du XVIII[e] siècle. C'était une sorte de marchand de caravanes; comme Mahomet dans sa jeunesse, il parcourait toutes les oasis de l'Arabie, même les pays voisins. Très pieux et sincère, il disait le mépris où il tenait les Turcs, amollis, vaincus par les Chrétiens, abandonnés d'Allah, étrangers d'ailleurs qui ne pouvaient pas être les vrais disciples de Mahomet, les vaillants défenseurs du Coran. Il prêchait avec ardeur le retour aux maximes du Livre, aux commandements du prophète, à la simplicité héroïque des premiers siècles de l'Islam. Il ne pouvait pas ne pas être entendu. Il eut bientôt de nombreux disciples, dociles à ses ordres, indomptables à leurs ennemis, « les puritains de l'Islam ». Il eut de véritables armées, il convertit, ou plutôt il ramena au Coran toutes les tribus de l'Arabie. Il refusa l'obéissance au sultan de Constantinople.

L'Arabie resta indépendante après lui. La puissance des Ouahabites atteignit son apogée sous Napoléon I[er]. Ils coururent à travers le désert de Syrie, menacèrent plusieurs fois Bassorah, Bagdad. Ils enlevèrent les villes saintes, La Mecque et Médine, et rien ne fut plus sensible au sultan, menacé de perdre son titre de successeur du prophète, symbole de son autorité religieuse. Cependant ils n'osèrent pas faire de La Mecque leur capitale, ils voulaient garder plus loin toute la protection de leurs sables. Leurs chefs restèrent établis à Déria, près de Riad.

Leur puissance d'ailleurs s'écroula bientôt. Méhémet-Ali, pour plaire au sultan et accroître son propre pouvoir, aussi pour briser leur propagande en Égypte, envoya contre eux son fils Ibrahim. Ils perdirent les villes saintes. Déria même fut enlevée et détruite. Mais Ibrahim ne put maintenir l'autorité du sultan que sur la côte de la mer Rouge. Les Ouahabites sont indépendants dans le désert; ils y conservent avec une réelle pureté la doctrine du Coran; ils y entretiennent avec dévotion le foyer de l'Islam.

Le Babysme et les tentatives de régénération de la Perse contemporaine ont quelques traits communs avec ce mouvement à la fois politique et religieux. Ce sont peut-être de ces forces dont l'avenir sera fait.

Donc, malgré les victoires de Méhémet-Ali au nom du sultan, l'Islam arabe se détache de plus en plus de la Turquie. La Mecque et Médine, qui sont administrées par des fonctionnaires ottomans, ont beaucoup plus de rapports, religieux ou commerciaux, avec Le Caire qu'avec Constantinople. Le Caire est la ville savante de l'Islam; les commentaires du Coran ne sont nulle part aussi remarquables qu'à son université d'El-Azhar ou des Fleurs, où se forment tous les ulémas ou docteurs des pays de l'Islam.

C'est du Caire aussi et de l'Égypte, ou encore des confréries musulmanes de la Tripolitaine, qu'est partie l'expansion moderne de l'Islam en Afrique, et les succès qu'elle a obtenus, la rapidité de sa propagation jusqu'au Niger et au Zambèze, ont rendu à la race arabe une grande confiance en ses destinées, ont nui très sérieusement au prestige des Ottomans qui ont compromis l'avenir politique de l'Islam en Asie, l'ont livré aux Infidèles.

L'Islam en sera-t-il régénéré vraiment? Sera-t-il capable de reprendre la merveilleuse épopée des premiers califes?—L'histoire ne se recommence pas à ce point. Le temps des guerres pour la foi est passé. Le Croissant, pas plus que la Croix, ne soulèvera les immenses armées du moyen âge. Les chrétiens d'ailleurs ne prétendent pas détruire la doctrine de Mahomet. Ils la respectent. Ils ne veulent que l'empêcher d'être nuisible, la plier aux nécessités de la civilisation. Elle en est susceptible. Il n'est plus question de s'entre-détruire, mais de construire ensemble des formes plus parfaites de société.

Déjà d'ailleurs la pénétration est plus intime chaque jour entre les races arabe et indo-européenne, entre les religions chrétienne et musulmane. Dans tout le nord de l'Afrique, la

fusion est presque complète, et les haines sont assoupies : elles disparaîtront peut-être. Dans l'Asie antérieure, les grandes puissances de l'Europe couvrent de leur protection les sociétés chrétiennes éparses au milieu de la masse musulmane et cette protection est l'instrument de plus en plus efficace de leur action politique.

LES CHRÉTIENS ET LES GRANDES PUISSANCES

Les chrétiens sont nombreux dans ces pays du Levant. Ils se mêlent partout aux musulmans, et souffrent parfois cruellement de ce voisinage. A Damas par exemple, à côté de 75 000 musulmans, il y a environ 15 000 chrétiens. En Arménie, les villages chrétiens sont environnés, guettés par des villages musulmans de Kurdes. Jérusalem est devenue presque entièrement chrétienne. Cependant la mosquée d'Omar n'est pas éloignée du Saint-Sépulcre.

Ces chrétiens appartiennent à toutes les Églises, se disputent les sanctuaires les plus vénérés avec une âpreté qui n'a rien d'évangélique; c'est comme le symbole des rivalités politiques qui se cachent souvent derrière les plus mesquines intrigues de clocher. Les nations latines et grecques en particulier se sont battues maintes fois pour la possession du Saint-Sépulcre, qui en a souffert des mutilations scandaleuses. Il a fallu des traités en bonne forme pour assigner à chacun sa place et sa fonction. « Il y a des protocoles pour décider que les Franciscains balaieront le sanctuaire de tel jour à tel jour, et les Grecs de tel autre jour à tel autre jour, qu'ils pourront jeter les seaux d'eau de telle distance à telle distance; qu'ils jouiront de tel ou tel privilège pendant tant d'heures et à telles époques, etc. Certains droits sont enchevêtrés d'une manière étrange. Ainsi il appartient aux Grecs d'ouvrir la porte qui donne entrée dans la cour de l'église; mais il ne leur est pas permis de la réparer; c'est le gouvernement turc qui peut seul le faire, et, s'il

ne le fait pas, tant pis pour les Grecs, dont la porte et les prérogatives tomberont en morceaux [1]. »

L'Église grecque, divisée en trois fractions, orthodoxe, eutychéenne ou monophysite, nestorienne, a quatre patriarcats, ceux de Constantinople, Alexandrie, Antioche et Jérusalem. Elle cherche naturellement son appui en Russie; elle a à Jérusalem un grand nombre de couvents, et elle y conduit chaque année des pèlerinages de plus en plus considérables: la Russie a dû fonder pour les recevoir d'immenses établissements qui ne manquent pas d'avoir une grande importance politique.

L'Église arménienne ou grégorienne ne reconnaît pas non plus l'autorité du pape. Elle a son patriarche à Etchmiadzin, dans l'Arménie russe; elle a aussi des couvents, des églises à Jérusalem. Les villages de ses fidèles sont surtout nombreux au nord et au sud du lac de Van, dans le Sassoun, c'est-à-dire entre le Tigre et l'Euphrate supérieur, autour des villes d'Erzéroum, Bitlis, Diarbekir, et enfin ils forment une pointe vers le Zéitoun, dans la direction du golfe d'Alexandrette.

L'Église latine ou romaine, qui, outre les Latins proprement dits, comprend encore les Grecs-Unis, les Syriens-Unis, les Maronites, les Arméniens-Unis, tous ceux qui sont d'obéissance pontificale, est toujours la plus nombreuse et la plus forte. Elle a les plus riches couvents, les écoles les plus populeuses. Elle excite fréquemment les colères et les jalousies de ses voisines; car elle a des privilèges auxquels elle tient et dont elle se vante.

Il y a aussi des protestants en Orient, à peu près depuis le milieu du XIX[e] siècle. Les premières missions protestantes répondaient à une conception politique de l'Angleterre, qui voulait disputer à la France et à la Russie les avantages qu'elles tenaient de leur protectorat religieux. Le *Foreign Office* demanda à la Porte en 1840 l'autorisation de construire un temple à Jérusalem; il ne l'obtint pas aussitôt; ce n'est qu'en 1842

(1) Gabriel Charmes, *Voyage en Palestine*, in-18, Paris, 1884.

que s'ouvrit dans la ville sainte la première chapelle protestante. Des clergymen américains se joignirent aux missionnaires anglais et allemands, et la nouvelle *nation* religieuse ne tarda pas à entrer en lutte avec les autres; elle obtint même des conversions retentissantes parmi les musulmans. Ces corporations évangéliques se sont surtout développées en Asie Mineure et Syrie, on estime qu'elles y ont 20 ou 25 000 adhérents : c'est peu pour lutter contre l'influence des Latins ou des Grecs; c'est assez pour donner aux nations politiques qu'elles représentent des prétextes d'intervention.

Les Juifs sont nombreux aussi en Palestine et en Syrie, plus de 5 000 par exemple à Damas. Leur population augmente sensiblement depuis quelques années, depuis que l'antisémitisme de l'Europe occidentale et de l'Algérie inquiète gravement leurs intérêts; le mouvement sioniste, ou le retour à Sion, a conquis ainsi un grand nombre d'adhérents, et diverses colonies agricoles de Juifs se sont établies en Palestine. Il ne paraît pas d'ailleurs jusqu'ici que le sionisme soit capable de produire un exode général de la nation vers Jérusalem.

Tous ces cultes jouissent, par les traités, de la plus absolue liberté. Les nations protectrices surveillent jalousement leurs intérêts respectifs, assez avides des conflits qui peuvent entraîner quelque intervention diplomatique. Et l'importance géographique de ces pays donne beaucoup de gravité à ces conflits et à ces interventions. C'est encore une des régions brûlantes du monde.

Au milieu de ces rivalités, la France a des avantages anciens et précieux. Elle a à les défendre. Mais ils sont toujours prépondérants. Elle est la vieille protectrice de toutes les nations franques ou latines. Elle le doit au rôle exceptionnel que les chevaliers français jouèrent pendant les croisades; les croisades sont d'ailleurs l'origine de la plupart des nations religieuses qui vivent en Palestine et en Syrie.

Puis la France fut la première alliée chrétienne des Turcs

ottomans, sous François Ier et Soliman le Magnifique. Ce fut d'abord un grand scandale dans la chrétienté : la chrétienté s'y habitua. La France dut à cette nouvelle politique les privilèges commerciaux consentis par les Capitulations de 1535, confirmés par celles de 1740. Elle fut la plus grande puissance du Levant ; ses marchands firent des affaires actives dans les Echelles. Nulle autre nation chrétienne ne put pendant longtemps lui disputer la suprématie religieuse, commerciale, et par là même, politique.

Après les guerres de la Révolution et de l'Empire, les divers gouvernements français négligèrent de reprendre l'exercice de ces privilèges, et les religieux grecs notamment ne manquèrent pas de profiter de cette abstention. L'étoile d'argent qui était sur l'Église de Bethléem ayant été brisée par accident, les orthodoxes la firent replacer et revendiquèrent la possession de l'église entière. Ils enlevèrent d'autres sanctuaires jusque-là réservés à des moines latins.

Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République française, releva en 1850 les droits séculaires de la France et réclama du sultan l'exécution pure et simple des Capitulations de 1740, la reconnaissance nouvelle des privilèges des Latins. La Russie défendit ses moines; elle ne l'emporta point. Le firman du 9 février 1852 rendit à la France tous ses avantages. Cette affaire dépassait singulièrement les limites d'une « querelle de sacristie », comme on disait à Londres; c'était la lutte de deux religions, de deux races, un retour à l'antagonisme violent des Grecs et des Latins de la Croisade, plus encore, la manifestation des intérêts contradictoires de la France et de la Russie. La Russie descend toujours au sud, par le Bosphore, par l'Ararat; ses progrès incessants en Asie Mineure et en Syrie menacent la situation de la France. Elles sont alliées; mais là, en Syrie, leurs intérêts se rencontrent et se heurtent. Cette rivalité a déjà produit, en grande partie, la guerre de Crimée; il faudra toujours des précautions aux deux gouvernements pour

éviter les malentendus et les querelles. C'est le seul endroit du monde où l'alliance franco-russe court des risques.

Victorieuse en Crimée, la France poussa ses avantages en Syrie. L'occasion lui en fut fournie par les massacres des Maronites du Liban par les musulmans. Elle y envoya la division du général de Beaufort d'Hautpoul : l'ordre était rétabli à l'arrivée de ces troupes. Mais elles restèrent plusieurs mois dans la montagne et affirmèrent le protectorat religieux de la France aux yeux de tous et même des grandes puissances de l'Europe.

L'occasion était peut-être bonne de garder la Syrie et d'y laisser des troupes. Ainsi fit l'Angleterre en Egypte en 1882. En 1860, l'Angleterre exigea l'évacuation du Liban par l'armée française. Napoléon III céda moins à ces exigences qu'à ses propres conceptions politiques du moment : il tenait à l'alliance anglaise; il venait de faire la guerre à la Russie pour garantir l'intégrité de l'empire ottoman; il exerçait une grande influence à Constantinople et y entreprenait une remarquable tentative de réforme. Il préférait cette action générale à une occupation effective sur un point de l'empire turc. Jamais du reste la France n'a consenti au démembrement de cet empire à son profit. C'est comme le généreux souvenir d'une alliance de trois siècles.

Du moins, le général de Beaufort d'Hautpoul ne se retira point avant d'avoir assuré la paix du Liban par des institutions définitives. Par le règlement du 9 juin 1861, le Liban dut avoir un gouverneur chrétien, des tribunaux mixtes, des conseils locaux nommés par les diverses communautés. Il a joui depuis de ces libertés réelles; il n'a pas cessé de jouir de la paix et d'une grande prospérité; il se félicite toujours de la tutelle de la France et lui reste étroitement attaché.

L'Europe elle-même reconnaît la bonté de l'œuvre française et en consacre de temps à autre la légitimité : le traité de Berlin a solennellement confirmé, au nom de toutes les grandes

puissances signataires, les privilèges religieux de la France en Syrie et en Palestine.

Malgré les rivalités ardentes qu'elle rencontre, la France continue son action. Ce sont ses ingénieurs qui ont creusé et aménagé l'excellent port de Beirout, qui ont construit la route de Beirout à Damas, la voie ferrée de Jaffa à Jérusalem. Ce sont les écoles françaises qui y sont le plus nombreuses; c'est par suite, entre toutes les langues européennes, la langue française qui y est le plus parlée. L'*Alliance Française* y soutient avec grand succès cet enseignement contre une ardente concurrence. Elle y subventionne presque toutes les écoles françaises. Grâce à ces efforts quotidiens, grâce surtout à l'antique prestige que conserve en Orient le nom de la France comme celui de la puissance chrétienne et civilisatrice par excellence, si la prépondérance française est menacée par de rudes attaques, elle n'est pas encore sérieusement atteinte.

Les Italiens sont les rivaux de la France; ils subventionnent un grand nombre d'écoles. Il coûte à leur amour-propre que les religieux latins, même italiens, soient sous le protectorat de la France. Mais jusqu'ici le pape ne se montre pas disposé à favoriser le gouvernement italien; il s'en tient aux traditions. Si une réconciliation intervenait entre le Quirinal ou le Vatican, ou si l'Italie prenait une forme politique nouvelle où le pape pût exercer la suprématie à laquelle il n'a pas renoncé, les conditions du protectorat de la France en pourraient être modifiées dans le Levant. Il est certain qu'en partie la situation de la France dans le Levant dépend de la papauté. Je ne dis pas que le gouvernement français ne pourrait pas maintenir ou fortifier cette situation par une politique qui ne serait pas autant subordonnée à la volonté pontificale.

L'empereur protestant allemand lui-même prétend exercer sa protection sur les catholiques allemands de la Palestine. Guillaume II fit, en octobre 1898, de Constantinople à Jérusalem et Damas, un voyage en grand équipage. Il inaugura

solennellement sur terrain allemand dans la ville sainte l'église du Sauveur. Il voulut diminuer la force morale de la France dans le Levant. Avide d'arracher son empire à la politique presque uniquement continentale des règnes précédents, il veut lui donner un grand rôle aussi sur les mers. Il a une politique « mondiale » (Weltpolitik). Il lui plaît de prendre à son service le prestige universel du christianisme protestant ou catholique.

Son protectorat affirmé sur les religieux catholiques allemands de la Chine lui fournit en 1898 le prétexte de l'occupation de Kiao-Tcheou. A la même politique appartient sans doute l'idée du voyage en Palestine. Déjà, quelques mois auparavant, il s'efforçait d'obtenir la nomination d'un ambassadeur ottoman auprès du Saint-Siège, afin que l'ambassade de France à Constantinople ne fût plus l'intermédiaire des relations du Pape avec la Porte. Il échoua. Le pape encore saisit l'occasion du voyage impérial à Jérusalem pour renouveler solennellement les droits de la France dans la Palestine et la Syrie.

Il ne semble pas que l'Empereur ait tiré de ce voyage tout le profit qu'il en espérait; il n'est même pas sûr que son prestige n'y ait pas souffert. Le 14 octobre, comme Guillaume II passait à Venise pour gagner de là Constantinople, les ambassadeurs de la France, de la Russie, de l'Angleterre et de l'Italie sommaient le sultan de retirer toutes ses troupes de l'île de Crète. Le terme de l'ultimatum expirait la veille de l'arrivée de l'Empereur à Constantinople. Il ne fit rien pour en arrêter l'exécution, et sa réception par Abd-ul-Hamid II coïncida avec l'une des humiliations les plus pénibles que la Porte ait subies dans ce siècle. Assez froidement reçu en Palestine, l'Empereur termina son voyage par Damas : il y déposa une couronne sur la tombe de Saladin; il y adressa son salut aux 300 millions de musulmans du monde. Il était mieux ainsi dans son rôle; il est en effet le plus fidèle allié de la Turquie; il l'a soutenue contre la

Grèce; il a refusé de contribuer au règlement définitif des affaires crétoises. Comment deviendrait-il le protecteur des chrétiens de l'Orient? Il est vrai que les changements de rôles et de costumes lui sont familiers.

Jusqu'ici du moins l'influence allemande dans les pays du Levant doit davantage à l'alliance musulmane. Le commerce allemand se développe considérablement en Turquie depuis une vingtaine d'années. Les maisons allemandes sont très nombreuses dans les Echelles et sur la côte de l'Archipel, comme à Constantinople. Les ingénieurs allemands, puissamment soutenus par le gouvernement, s'efforcent d'accaparer les voies ferrées à construire dans l'Asie Mineure, à faire de toute cette région une sorte de fief économique de l'Allemagne. Il fut question dernièrement du prochain établissement par eux d'une grande ligne de Smyrne ou de Brousse à Diarbekir et Bagdad avec terminus à Bassorah ou Koveit. La Russie s'inquiéta de ces desseins, et le gouvernement russe protesta officiellement.

Ce fut jadis seulement dans les Balkans que la politique austro-allemande, soutenue par l'Angleterre, contint la descente de la Russie au sud. C'est au delà du Bosphore aujourd'hui que cette même politique se continue. Toutes les puissances de race germanique semblent acharnées à rejeter la Russie toujours plus loin vers l'Est, vers l'Asie. Elle pourra se lasser de ses échecs et, dans un formidable effort, briser toutes ces barrières. Sa politique du moins devient forcément de plus en plus anti-germanique.

Il n'est pas certain qu'elle puisse être contenue au sud du Caucase comme au sud du Danube. Car désormais elle connaît ses vrais ennemis. Et elle a des avantages qu'elle est bien décidée à exploiter.

Depuis son échec en Palestine en 1852-1853, elle a obtenu en ce sens de grands succès. Si en 1878, au Congrès de Berlin, elle dut abandonner le protectorat des Balkans, elle garda d'excel-

lentes positions dans la Transcaucasie. On ne pouvait pas décemment lui enlever tous les fruits de sa victoire et, pour la contenir à l'ouest, il fallait lui céder un peu à l'est. Il fallait la laisser continuer son escalade de l'Ararat.

Ses ennemis d'ailleurs cédèrent le moins possible. Par le traité de San Stefano, en effet, elle portait sa frontière de Caucasie un peu plus au sud, en annexant Bayézid, qui commande dans la montagne la route d'Erzeroum à Tauris et Téhéran. Par le traité de Berlin, elle renonça à cette position et se contenta de Batoum et Kars. En outre, par compensation, pour assurer l'équilibre des forces jusqu'en ces régions, l'Angleterre obtint l'île de Chypre, et par un traité spécial avec la Porte lui garantit l'intégrité de ses provinces d'Asie Mineure. L'Angleterre est le gendarme qui a l'œil sur la frontière turco-russe en Asie.

Les progrès de la Russie n'en sont pas moins constants. Le tsar Alexandre III, terrible agent de l'unité nationale russe, voulut absorber l'Eglise arménienne dans l'Eglise orthodoxe pour étendre son action politique et religieuse sur toutes les pentes de l'Ararat jusqu'au golfe d'Alexandrette; il pensa même enlever le patriarche arménien à sa résidence d'Etchmiadzin pour l'établir à Saint-Pétersbourg. Il se heurta à une irréductible opposition et ne put achever cette unification. Depuis, 150 000 Arméniens ont été massacrés par ordre du sultan; le tsar laissa faire, pour convaincre les Arméniens survivants du besoin qu'ils ont de lui, pour les obliger à admettre que mieux vaudrait encore pour eux être absorbés par les Russes qu'égorgés par les Turcs. Les massacres d'Arménie ont servi l'influence russe.

La situation de la Russie est dès aujourd'hui très forte sur l'Ararat, l'un des pôles historiques du monde ancien. De là-haut, surtout de la grande forteresse de Kars, qui est comme l'aire d'où l'aigle russe guette sa proie, elle poursuit une active propagande dans toute l'Asie Mineure; elle y construit des

écoles et des couvents; elle profite de l'inertie fataliste des Turcs à son égard, et semble déjà considérer comme son domaine tout le nord de l'Asie Mineure, toute la côte de la mer Noire. Mithridate, roi de Pont, maître de la Chersonèse Taurique, le fut aussi de toute la côte orientale du Pont-Euxin et du Caucase maritime. C'est un précédent historique d'où la Russie peut tirer une leçon et un encouragement.

De l'Ararat donc, elle peut tourner Constantinople par l'Est, puisqu'elle en a été écartée par l'Ouest.

De l'Ararat, elle peut descendre la vallée de l'Euphrate, qui justement semble d'abord devoir se jeter dans le golfe d'Alexandrette. Un des plus pénétrants publicistes de l'Angleterre, Sir Charles Dilke, écrivit, il y a quelques années, une curieuse étude de prophétie historique, sous ce titre : *la Bataille de Péluse*. C'était au lendemain de l'occupation de l'Egypte par les Anglais. Il imaginait une armée russe de 100000 hommes, semblable aux armées assyriennes ou persiques de l'antiquité, descendant par l'Euphrate, Damas et le Jourdain, vers l'isthme de Suez, et livrant à la petite armée anglaise la bataille de Péluse. Jadis les Egyptiens, attaqués là par le roi de Ninive Sennachérib, ne furent sauvés que par une nuée de rats envoyés par le dieu Phtah, qui dévorèrent les cordes des arcs et les poignées des boucliers des guerriers assyriens. Même des rats n'auraient plus d'action sur les armes perfectionnées d'aujourd'hui, et les Anglais seraient aisément vaincus par les envahisseurs du nord, et la face de la terre en serait changée.

De l'Ararat encore, la Russie peut descendre au Sud-Est sur la Perse, sur Téhéran, Ispahan et le golfe Persique. De là déjà, elle exerce une influence prépondérante, une sorte de protecrat sur le gouvernement de Téhéran. Il fut question dernièrement de l'abandon à la Russie de Bender-Abbas, le port le meilleur de la Perse, qui commande le passage du golfe Persique au golfe d'Oman. La Russie a le monopole de la construction

des chemins de fer en Perse, elle s'en est assuré la prolongation jusqu'à l'année 1911.

De l'Ararat en résumé, elle domine et peut couper toutes les routes de la Méditerranée à l'Inde par l'Asie antérieure. Elle est très redoutable aux intérêts anglais.

Jusqu'à ce jour, les convoitises des puissances européennes n'ont pas encore sérieusement touché la Mésopotamie. Elle est belle par elle-même, et désirable, riche de merveilleux souvenirs, d'une éblouissante histoire, depuis les Jardins suspendus de Babylone jusqu'aux palais dorés de Bagdad, d'un admirable passé, qui peut renaître.

Elle a une importance capitale comme lieu de passage; elle est le nœud de toutes les routes de l'Asie antérieure. Elle a déjà été utilisée en cela. Lorsque Richard Wellesley était gouverneur de l'Inde, au commencement du XIX[e] siècle, il avait organisé un service maritime régulier de Bombay à Bassorah; là des Arabes montés sur dromadaires faisaient la poste jusqu'à Alep et Alexandrette ou Constantinople. En 1834, le colonel anglais Chesney transporta de l'Oronte à l'Euphrate deux bateaux à vapeur, *le Tigre* et *l'Euphrate*, et descendit avec eux jusqu'à Bassorah. Cet effort est-il précurseur d'un canal d'Antioche sur l'Oronte à Biredjik sur l'Euphrate? La distance n'est pas beaucoup plus grande que celle de Suez à Port-Saïd; le relief n'est pas très élevé, et il y a des rivières dans l'intervalle. Mais il est trop tôt pour traiter de cela. Il n'est question encore que de chemins de fer qui joindraient la côte de Syrie aux villes du Tigre et qui gagneraient au Sud le golfe Persique ou à l'Est la Perse et l'Afghanistan, coupant l'isthme de Syrie et évitant au commerce indo-européen le périple de l'Arabie.

C'est plus qu'il n'est nécessaire pour que l'Asie antérieure prenne bientôt une importance politique de premier ordre et pour qu'elle attire dès maintenant l'attention des puissances européennes. Si la France n'a pas un intérêt direct à pousser ses avantages en ce sens, puisqu'elle n'a pas de possessions

asiatiques en arrière de la Syrie, si par conséquent elle n'a pas à se ranger encore parmi les ennemis de la Russie, si au contraire elle peut lui être utile par la place qu'elle tient en Syrie, l'Allemagne par Constantinople et l'Angleterre par le golfe Persique, prétendent barrer la route aux Russes, pour jeter de l'Europe à l'Inde la grande voie germanique. La France au Liban, la Russie à l'Ararat, l'Allemagne au Balkan, l'Angleterre à l'embouchure du Tigre et de l'Euphrate : les positions sont déjà prises pour la bataille.

CHAPITRE IX

LE PROBLÈME DE L'ASIE CENTRALE

LE PLATEAU DE L'IRAN

L'Iran est un haut plateau porté par des montagnes dont quelques-unes sont parmi les plus hautes du monde. Appuyé d'une part à l'Ararat, de l'autre au Pamir, il paraît plus élevé encore par les dépressions qui l'entourent presque de tous côtés. Creusé et désert en son centre, il a deux orientations que précise la direction des eaux.

Sa partie occidentale est la Perse. Ses eaux et ses intérêts vont à la mer Caspienne ou à la Mésopotamie et au golfe Persique. Vers la mer Caspienne, la Perse est de plus en plus limitée par la Russie qui, de l'ouest et de l'est, se glisse le long des côtes, et entraîne peu à peu tout le voisinage dans sa sphère d'influence.

Vers la Mésopotamie, la Perse a une pente plus naturelle encore. Ses rudes montagnards envièrent de tout temps les fertiles plaines du Tigre et de l'Euphrate. Cyrus prit Babylone. Les Persans des temps modernes disputèrent longtemps Bagdad aux sultans de Constantinople et soutinrent pour cela d'ardentes luttes dont le bruit se perd, pour l'Europe occidentale, dans le fracas plus prochain des guerres de succession, des querelles de la France contre la maison d'Autriche.

Il y a entre Perses et Turcs de vieilles haines dont toute trace n'a pas disparu. Car il y a entre eux querelle de races, et sur-

tout querelle de religions, quoiqu'ils soient tous musulmans, les Perses pour avoir été convertis à l'Islam par la conquête des premiers califes arabes, les Turcs ottomans pour avoir adopté plus tard les lois du Coran.

De même que l'unité de l'Église chrétienne fut brisée au XVIe siècle par le schisme protestant, de même depuis ses origines l'Islam se divisa en deux sectes. Parmi les musulmans, les uns, de beaucoup les plus nombreux, admettent la légitimité des trois premiers califes, Abou-Bekre, Omar, Othman, successeurs immédiats de Mahomet, et observent, à l'égal du Coran, les commandements de la *Sunna* ou des commentaires que ces trois califes ajoutèrent aux enseignements du prophète. Les autres, — ce sont seulement les Persans, — les considèrent comme des usurpateurs, ne reconnaissent que la légitimité du quatrième calife Ali, cousin de Mahomet et mari de sa fille préférée Fatima : ils nient par suite la valeur religieuse de la sunna, et n'observent que le Coran dans toute sa rigidité. On les appelle *Chiites*, par opposition aux *Sunnites*. Les uns pour les autres ne sont que des hérétiques, et les haines sont parfois plus violentes entre deux sectes d'une même religion qu'entre deux religions différentes.

Encore au commencement du XIXe siècle les rois de Téhéran espéraient que l'alliance de Napoléon leur permettrait la reconquête de la Mésopotamie sur les Turcs comme celle de la Caucasie sur les Russes, et ainsi la restauration de leur ancienne grandeur. Depuis, ces haines se sont calmées. Le silence est retombé sur ces pays dont l'antiquité fut si vivante et si glorieuse. On n'y perçoit plus que le lent et sourd travail de la pénétration européenne.

La partie orientale du plateau de l'Iran est occupée surtout par l'Afghanistan. Il domine au nord le plat pays du Touran ou du Turkestan, au sud le bassin de l'Indus, porte des trésors de l'Inde, souvent franchie par les conquérants avides de l'antiquité et du moyen âge, visée ou défendue par les conquérants

non moins avides des temps modernes : car l'amour du butin n'est pas particulier aux siècles dits barbares.

Il se livra jadis de terribles luttes sur ces hautes terres, comme il s'en livrera encore; il s'y forme de grands et redoutables empires, comme il s'en forma encore. Cette région de l'Iran passa notamment du xe au xve siècle par des bouleversements, auxquels l'Europe ignorante ne prêta pas attention, mais qui n'en éclairent pas moins vivement la situation présente. C'est souvent dans le passé que l'on trouve la solution des problèmes de l'avenir. C'est la seule raison pour laquelle je remonte si haut, sans prétendre toutefois que l'histoire du passé se doive exactement recommencer. S'il fallait d'ailleurs justifier en quelque manière cette sorte de système, je me reporterais à la péninsule des Balkans, où le xixe siècle a reproduit beaucoup des traits politiques du moyen âge.

Les Sassanides du xe siècle, d'origine iranienne, régnèrent à la fois sur les pays de l'Amou-Daria et du Syr-Daria et sur l'Afghanistan, de la mer d'Aral à l'Indus. Ils furent bientôt vaincus par les conquérants turcs et mongols, dont, à tant d'égards, les Russes paraissent comme les héritiers.

Au xie siècle, les Ghaznévides eurent pour capitale Ghazna, près de Kaboul. Ils régnèrent sur le Turkestan, la Perse septentrionale, l'Afghanistan, le bassin de l'Indus et une partie de celui du Gange.

Les Turcs Seldjoukides régnèrent de l'Amou-Daria aux portes de Constantinople, en faisant tout le tour de la mer Caspienne par le sud.

Le Tchinguiz-Khan, le grand conquérant mongol du xiiie siècle, et ses premiers successeurs, furent maîtres presque de tous les pays qui constituent aujourd'hui l'empire russe, sans en excepter Moscou, de la Corée aux Carpathes. Ils possédèrent en outre tout le plateau de l'Iran jusqu'à l'Indus et au golfe Persique, et la plus grande partie de l'Asie Mineure autour de l'Ararat. Ils possédèrent encore tout l'empire chinois. Cet

empire mongol, le plus vaste qui ait jamais existé, fut comme la première épreuve de l'empire russe, doté des débouchés qu'il recherche toujours vers les mers extérieures.

Enfin l'illustre Timour-Lenk, ou Tamerlan, reconstitua, parmi les débris de l'empire mongol, l'ancienne domination des Ghaznévides sur l'Iran, le Turkestan et le bassin de l'Indus. Presque tous ces conquérants venus du nord ou de la montagne atteignirent la mer d'Oman et l'Indus. Ce fut comme le terme fatal de leur expansion. Et ils n'avaient pas les considérables intérêts économiques de la Russie contemporaine.

A ces conquêtes d'ailleurs remonte la fondation de l'unité musulmane dans l'Asie centrale. Sans tenir compte de la différence des sectes, l'Islam s'étend sur tout l'Iran et le Turkestan russe, et au delà sur tout le Turkestan chinois et la vallée du Tarim d'une part, sur tout le bassin de l'Indus et une partie de celui du Gange d'autre part. Cette unité religieuse peut être un instrument d'unification politique, et la Russie, par le Turkestan, comme la France par l'Algérie, devient peu à peu en Asie une puissance musulmane.

Les questions de races ont pris au XIXe siècle une importance considérable et modifié maintes fois la marche générale de l'histoire.

La race indo-européenne eut autrefois son trait d'union par l'Iran et l'Asie Mineure. Elle a fléchi quelque peu dans les derniers siècles sous le poids des masses tartares venues du Nord. Les Turcs sont toujours la race principale du Turkestan russe ou chinois. Il y a encore des Turcs au cœur de la Perse, au sud de Yezd, autour de Téhéran, dans tout le Ghilan; ils occupent la Caucasie orientale, presque tout le bassin de la Koura, se poussant ainsi vers l'ouest comme pour rejoindre leurs frères égarés, les Osmanlis de l'Asie Mineure.

Parallèlement et au sud de cette ligne turque, les Indo-Européens ont déjà reformé une masse compacte du Gange et de l'Indus, par l'Afghanistan et la Perse, jusqu'à l'Arménie et

la mer Noire. Ils ne sont plus séparés de l'Europe que par les mêmes Osmanlis, élément hétérogène qui trouble depuis des siècles l'organisme indo-européen et interrompt le progrès de la civilisation. Mais la race indo-européenne reprend l'avantage, soutenue puissamment par l'expansion rapide des Slaves qui enserre de toutes parts les Turcomans par le nord, de la mer Noire aux frontières de Chine. C'est toujours la grande lutte de l'Iran et du Touran, d'Ormuzd et d'Ahriman, du bien et du mal.

Les intérêts économiques ont désormais encore plus d'importance politique que les questions de races. Sur l'Iran se croisent, au pied de la masse impénétrable du plateau central, les grandes routes commerciales de l'Asie, les grandes voies des peuples.

Là, passa la grande route des marchands grecs de l'antiquité se rendant aux marchés de la soie dans le pays de Kachgar, à la rencontre des Chinois. Là, passent aujourd'hui les caravanes fournisseuses de toutes les populations entre l'Europe et l'Asie. Kouldja, Kachgar, Samarkand au nord du Pamir, Hérat, — l'Alexandrie d'Arie, — Kandahar, — l'Alexandrie d'Arachosie, — Kaboul, — l'Alexandrie du Caucase, — Merv, — l'Antioche de Margiane, — toutes étapes essentielles de ces routes. Toutes ces montagnes sont crevées de passes étroites que traversent les caravanes, qu'ont traversées les conquérants mongols, dont les soldats russes et anglais apprennent le chemin. Le Turkestan russe, en particulier, est comme le lieu où se noue le faisceau de toutes ces voies, venues, les unes de la Chine centrale, par le Tarim et Kachgar, les autres de l'Inde, par Kaboul, Kandahar et Hérat. Et, derrière la Russie, c'est toute l'Europe qui a intérêt à rouvrir toutes ces routes à la circulation des produits et de la civilisation.

Car jusqu'ici il faut que le commerce et la civilisation européenne fassent le tour de toute l'Asie occidentale par les mers; la route maritime est seule suffisamment active, parce que

toutes ces régions de l'Asie centrale sont mal aménagées, encore au pouvoir de la barbarie, encore sous l'action des bouleversements du moyen âge.

Il faut d'abord organiser le plateau de l'Iran, comme l'Asie antérieure, l'arracher aux puissances d'ailleurs faibles qui depuis l'antiquité en ont arrêté l'exploitation et la prospérité, qui ont brisé l'unité de la civilisation indo-européenne.

Comme l'Asie antérieure, en effet, l'Iran en est demeuré aux formes politiques du moyen âge. On croit voir dans l'Afghanistan et la Perse d'aujourd'hui quelques lambeaux informes des grands empires mongols ou turcomans d'autrefois.

L'Afghanistan, découpé en nombreuses vallées séparées par de hauts sommets, est déchiré depuis des siècles par les querelles de ses chefs. Kaboul, dans l'étroit bassin de son fleuve, dominé de toutes parts par des montagnes de 5000 mètres, appartient à la région de l'Indus, mais ne s'y rattache que par d'étroits défilés favorables aux embuscades.

Kandahar, à 500 kilomètres au sud de Kaboul, s'oriente vers la vallée inférieure du fleuve Hilmend, et est séparée aussi de l'Indus, par les étroits cols de Bolan et de Khodjak.

Hérat, à 600 kilomètres à l'ouest de Kaboul, à 500 kilomètres au nord-ouest de Kandahar, a aussi sa vallée particulière, celle du Heri-roud, a des communications faciles avec Meched et la Perse, s'oriente naturellement vers le Turkestan russe par la direction de sa rivière, qui, après les gorges de Zulfikar, passe à Sarakhs et finit en territoire russe.

Ce sont les trois capitales de l'Afghanistan. Il y a encore, au milieu du gigantesque chaos des montagnes du Pamir, d'autres territoires afghans, le Kafiristan, le Badakchan, habités par d'autres tribus, gouvernés par d'autres chefs, tous bien plus occupés de se combattre entre eux ou de se piller entre voisins que de faire cause commune contre les convoitises des Anglais ou des Russes, robustes montagnards d'ailleurs, capables de terribles combats et difficiles à dompter.

Il serait oiseux de déterminer avec exactitude la situation respective de ces divers petits États. Leur condition générale est l'anarchie, dans l'attente d'une organisation qui ne leur viendra que de l'Inde anglaise ou du Turkestan russe.

La Perse elle-même n'offre pas un spectacle bien différent. De population en majorité aryenne, descendante des anciens Perses, dont l'histoire fut si glorieuse, elle est gouvernée, dominée tout au moins par une dynastie d'origine turcomane, celle des Kadjars; ils ont établi leur capitale au nord de la Perse proprement dite, à proximité de leur pays d'origine, comme pour y entretenir leur force. Car, pas plus que les Turcs des Balkans, ils ne se sont fondus dans la population sujette; ils sont restés des étrangers campés sur un terrain conquis.

Comme dans la Turquie d'Europe, des signes de renaissance nationale sont visibles parmi ces sujets longtemps accablés sous le despotisme. Les vieilles capitales des Achéménides reparaissent sous les ruines; comme en Egypte, des Français ont travaillé à cette restauration d'une antiquité merveilleuse: M. et Mme Dieulafoy surtout ont fait revivre dans la mémoire des hommes les noms de Suse et de Persépolis. Est-ce, comme aux bords du Nil, la promesse d'une grandeur nouvelle? Peut-être, du moins, d'une nouvelle activité politique et économique.

Beaucoup de Persans, d'ailleurs, supportent mal le joug tartare. Rien de plus curieux et aussi de moins compris de l'Europe que le mouvement révolutionnaire du babysme. Ce n'est, en apparence, qu'une insurrection religieuse, comparable à celle des Ouahabites de l'Arabie, comme elle inspirée par le dégoût des corruptions des cours orientales, par une soumission plus étroite aux doctrines primitives du Coran. C'est aussi autre chose. Le babysme est très populaire parmi les Persans de race aryenne; il est combattu par les shahs et les derviches chargés d'honneurs; il est l'insurrection des indigènes contre la tyrannie étrangère; il a un caractère éminem-

ment national et, fondé en outre sur une vive ferveur religieuse, il sera peut-être une force avec laquelle il faudra compter. Selon James Darmesteter, « si la Perse peut être encore régénérée, c'est par là qu'elle le sera ».

Veux-je dire que les puissances européennes aient beaucoup à redouter de cette manifestation de la foi et de la race persanes? Je ne sais. Il est possible que cette renaissance soit trop tardive ou trop éphémère pour arrêter la marche des conquérants qui sont tout près.

A l'heure actuelle, l'Angleterre et la Russie n'en sont pas troublées. Elles considèrent tout le plateau de l'Iran comme une proie réservée à la plus habile. Elles s'y rapprochent de plus en plus l'une de l'autre; maintes fois, leur contact parut inévitable et extrêmement critique; d'autres crises sont en germe dans leur situation réciproque. Jusqu'ici, elles ont réussi à se contenir, à maintenir entre elles les distances nécessaires. Les petits États du plateau en profitent encore pour vivre dans une sorte d'indépendance, résignés du reste par le fatalisme musulman aux prochaines conquêtes des plus forts.

J'ai dit l'enjeu. Voici les joueurs.

LES ANGLAIS ET LES RUSSES

Les Anglais sont très puissants dans l'Inde. Depuis un demi-siècle, ils s'y sont étonnamment fortifiés. Elle est devenue le centre de leur grandeur, le pivot de leur politique; la Grande Compagnie n'a pas survécu à la révolte des Cipayes. La reine Victoria est devenue Impératrice des Indes en 1878, et l'Angleterre semble avoir conçu dans ce titre l'amour des entreprises gigantesques et le dessein de la domination universelle. L'impérialisme en est né.

L'Inde livre aux Anglais d'incomparables trésors; elle est l'instrument d'une ambition que la fortune a jusqu'ici comblée

de ses faveurs. Elle n'en est pas beaucoup plus heureuse, elle souffre d'horribles famines comme si elle était pauvre; elle ne recueille pas sa part de la prospérité qui lui est assurée; elle produit des richesses qui ne sont pas pour elle.

Sent-elle cette misère si pitoyable au milieu de tant de trésors, semblable à cet insensé roi de la légende antique qui mourait de faim sur des monceaux d'or ? Est-elle capable de puiser dans cette conscience de ses maux l'énergie de se lever contre ceux qui la font souffrir ? — C'est une idée assez répandue dans l'Occident que les Hindons n'attendent qu'une occasion pour secouer le joug qui leur pèse.

Mais les uns sont musulmans, surtout dans le Pendjab ; la plupart sont des brahmanistes. Le fatalisme de l'Islam et le nirvana des brahmanes sont de merveilleux agents de résignation. Les maux de la terre ne sont pas lourds à des organisations cérébrales de cette nature. Cependant il est juste de dire que, si les Hindous sont indifférents à l'oppression qu'ils supportent, ils ne sont pas capables de s'y attacher, ils ne sont pas dévoués aux étrangers qui les gouvernent; ils leur abandonnent le corps, ils ne leur livrent point l'âme, retraite d'autant plus précieuse et sacrée que son enveloppe matérielle est plus misérable et plus indigne de soin.

Viennent d'autres conquérants que les Anglais, les Hindous se livreront aux nouveaux venus sans doute avec autant d'humilité, et peut-être sauront-ils leur donner autre chose qu'une morne soumission ; peut-être seront-ils capables sous d'autres lois d'une véritable renaissance intellectuelle. Car il est triste que 250 millions d'hommes, évidemment doués de raison subtile et d'énergie morale, restent si longtemps perdus pour le grand travail de la civilisation.

C'est pourquoi, dans la grande partie qui se joue sous le « Toit du Monde », ce n'est pas seulement l'Iran qui est l'enjeu, c'est l'Inde tout entière, aujourd'hui comme toujours l'un des foyers économiques du monde, demain peut-être comme aux

premiers siècles de l'histoire l'un des foyers intellectuels et moraux de l'humanité. Les Anglais n'ont pas su rallumer ce flambeau. A d'autres en reviendra l'honneur.

Cependant ils exercent autour de leur trésor une vigilante surveillance. De tous les points de l'horizon ils en observent les avenues. La route de mer est à peu près sûre ; ils en tiennent toutes les étapes principales. Le continent renferme d'autres dangers.

Il y a longtemps déjà qu'ils surveillent la Perse. Napoléon leur apprit au commencement du siècle ce qu'ils en pouvaient redouter. Il rêva — ne fut-ce qu'un rêve ? — d'atteindre l'Inde, comme Alexandre le Grand, par-dessus le Bosphore et l'Asie antérieure. Au lendemain de Tilsitt (1807), il en entretint le tsar Alexandre Ier. S'il n'avait pas été retenu dans l'Occident par d'autres soucis, n'aurait-il pas poussé plus loin la préparation de ce grand dessein ? Il garda longtemps l'alliance de la Turquie. Il rechercha l'alliance du roi de Perse. En cette même année 1807, il signa avec lui le traité de Finkenstein. Il envoya à Téhéran le général Gardane et une importante mission d'officiers ; il voulut organiser l'armée persane à l'européenne ; il pensa en faire l'avant-garde de sa Grande Armée. Il pointait déjà son épée sur l'Indus.

Ce fut une révélation pour l'Angleterre. Elle opposa à Napoléon intrigues contre intrigues, mission contre mission Elle combla de cadeaux les ministres du shah ; elle envoya sir Harford Jones contre Gardane. Et comme Napoléon ne put poursuivre son entreprise orientale, elle n'eut pas de peine à ruiner le crédit de l'ambassadeur français.

Ce fut aussi une révélation pour la Russie qui vit en Perse la route de l'Inde et qui pensa reprendre à son profit le dessein de son allié de Tilsitt. Et depuis Téhéran fut un des lieux de la rencontre des influences anglaise et russe. L'influence russe, plus proche, fut en général plus puissante. Du moins, l'Angleterre ne perdit pas Téhéran de vue.

En 1855, pendant la guerre de Crimée, la Russie s'allia avec la Perse, et le shah, à son instigation, enleva Hérat aux Afghans ; c'était un pas vers l'Indus. Mais la Russie alors n'était pas maîtresse du Turkestan. Le général anglais Outram attaqua la Perse par le golfe Persique, enleva l'îlot de Kharak, le port de Bouchir, marcha sur Téhéran. Dans le même temps, Sébastopol était prise par les Anglo-Français. Par le traité de Paris, le roi de Perse rendit Hérat aux Afghans ; l'Angleterre y tenait.

Depuis, en 1888, à la suite d'une mission de sir Henry Drummond Wolff, le gouvernement anglais obtint l'ouverture à son commerce de la rivière du Karoun, affluent du Chat-el-Arab, qui est navigable depuis Mohammerah, à son embouchure, jusqu'à Ahouaz, au pied des premières montagnes persanes. Une compagnie anglaise reçut concession d'une route à construire d'Ahouaz à Ispahan et Téhéran. Les travaux n'ont pu en être entrepris, à cause des mauvaises dispositions des tribus montagnardes. Toute la côte cependant est désormais comprise dans la grande circulation du commerce britannique. Bender-Bouchir et Bender-Abbas sont des échelles des paquebots de Kouratchi, le grand port de l'Indus. C'est la route que suivit Néarque avec la flotte d'Alexandre le Grand.

Les Anglais surveillent de plus près encore l'Afghanistan. Ils ont cependant perdu l'occasion de s'y établir définitivement. Ce n'est pas faute de l'avoir essayé. Mais l'expérience de 1842 leur a servi de leçon. Alors, sous divers prétextes, ils venaient d'installer comme émir à Kaboul un de leurs protégés, Shah-Shoudjah, avec une garnison anglaise de 8 000 hommes, sous le commandement de lord Elphinstone. Après quelques mois d'apparente soumission, les Afghans se soulevèrent ; le résident anglais de Kaboul, sir Macnaghten, fut massacré ; la garnison anglaise s'enfuit, fut poursuivie, atteinte, obligée à une capitulation honteuse, et, malgré cela, tout entière détruite (janvier 1842). Les Anglais se vengèrent bientôt, revinrent plus

nombreux, dispersèrent les bandes révoltées, rasèrent les forteresses du pays, mais renoncèrent à une occupation, et se contentèrent de l'engagement que l'émir de Kaboul prit de ne pas se soumettre à l'influence russe. Le bon billet! Une solide garnison à Kaboul aurait bien mieux garanti l'avenir.

En 1878 pourtant, l'émir ayant reçu à Kaboul une ambassade russe et refusé de recevoir une ambassade anglaise, le vice-roi de l'Inde y envoya une armée qui imposa au chef afghan le traité de Gandamak : l'émir Abd-er-Rhaman, moyennant une dotation annuelle d'un million et demi de francs, accepta un résident britannique à Kaboul et permit à l'Angleterre d'occuper les défilés des monts Solimans. Peichawer fut dès lors considérablement fortifiée. Elle est la grande place d'armes de l'Inde.

Les Anglais surveillent attentivement, anxieusement, tout ce qui se passe dans l'Afghanistan. Ils s'efforcent d'en assurer l'intégrité territoriale. Ce n'est pas toujours facile, et maintes fois déjà, ils ont dû consentir à la rectification de la frontière russe, euphémisme qui veut dire les empiétements de la Russie vers le Sud.

Leurs forteresses sont solides. Peichawer s'appuie sur Chikarpour d'une part, sur Kachmir de l'autre. Leurs soldats sont aguerris par leurs continuelles luttes contre les tribus pillardes de la montagne et y font l'expérience des engins les plus perfectionnés de la science de la guerre. Leurs voies ferrées permettraient à l'occasion la rapide mobilisation de leurs forces : Peichaver est en relations directes avec Calcutta par le Gange, avec Bombay par Chikarpour et l'Indus. De Chikarpour même une voie nouvelle franchit les monts Solimans par le col de Bolan et se poursuit vers Kandahar. Le Beloutchistan est devenu ainsi comme la marche occidentale de l'empire anglais. Et ainsi l'influence anglaise, du fond du golfe Persique aux sommets du Pamir projette sur le plateau de l'Iran des lignes de pénétration qui sont comme les tentacules qui doivent la maintenir contre tout assaut.

Mais elle est réduite à la défensive. Elle n'a plus, auprès des populations spectatrices et enjeu du combat, les avantages et le prestige de l'offensive. Et son adversaire est extrêmement redoutable.

Les Russes sont en plein mouvement d'expansion. Leur histoire toute contemporaine a quelque ressemblance avec les grandes migrations des peuples mongols du moyen âge. Par eux, en quelques années, la carte politique de l'Asie subit d'incessantes modifications. Ils ne sont pas seulement poussés par l'ardeur guerrière ou l'amour du butin, mais aussi par les nécessités économiques, qui d'ailleurs n'en diffèrent pas essentiellement. La faiblesse très grave de leur empire est l'absence de débouchés ; il est clos de toutes parts ; plus l'exploitation de leurs richesses considérables se développe, plus ils ont besoin de la mer libre. Aussi bien, le Turkestan en grande partie désert, la Sibérie peu habitable à cause du climat, sont surtout des routes vers les trésors de la Chine ou de l'Inde. Ces routes leur sont inutiles tant qu'elles ne mènent à rien. La conquête du Turkestan, en particulier, ne peut être pour eux qu'un moyen, non un but.

Ils espérèrent jadis atteindre la Méditerranée par Constantinople. Ils en furent repoussés en 1856 par la guerre de Crimée et la neutralisation de la mer Noire. Ils se rejetèrent alors sur l'Asie centrale et orientale. Ils conquirent l'Amour en 1858 et établirent une ambassade permanente à Péking ; ils fondèrent Vladivostok, dont le nom signifie « Domination de l'Orient ». Ils envahirent le Turkestan ; ils prirent Tachkent (1865), Samarkand, l'ancienne capitale de Tamerlan, obligèrent les khans de Khiva et de Boukhara à la soumission (1873), et l'Angleterre elle-même reconnut l'Amou-Daria supérieur pour la nouvelle frontière russe au pied du Pamir. C'est encore la frontière de la Russie dans ces régions. Ce ne peut pas être une frontière définitive.

Puis les Russes essayèrent encore une fois de reprendre leurs

entreprises sur Constantinople. Ce fut la guerre des Balkans de 1877-1878. Le traité de Berlin leur arracha la proie qu'ils tenaient presque. Ils se rejetèrent sur le Turkestan et la Chine, et leur politique devint résolument asiatique. En peu d'années, ils obtinrent d'éclatants succès, et de la mer Noire à la mer du Japon, le « glacier russe » glissa formidablement. J'en voudrais déterminer la situation exacte dans la région de l'Iran.

L'origine de leurs progrès en Perse ne remonte pas à plus d'un siècle. En 1803, le roi de Tiflis leur légua son royaume. La Perse tenta de s'y opposer, compta un moment sur l'aide de Napoléon, fut vaincue, et au traité de Tourkmantchaï (1828) céda Bakou, Erivan, les pentes septentrionales de l'Ararat, renonça au monopole de la navigation sur la mer Caspienne qui en peu d'années devint un lac russe.

Dès lors la Perse renonça à lutter, se laissa peu à peu absorber dans la sphère de l'influence russe, se résigna à une réelle vassalité. Le fatalisme musulman produit de ces lassitudes. Le shah mit plusieurs fois déjà son armée au service du tsar, attaqua Hérat en 1837, et en 1855, pour le compte des Russes ; il est comme le chef de leur avant-garde, agent fort utile derrière lequel la Russie peut dissimuler sa véritable action. « L'ambassadeur du tsar à Téhéran joue le rôle « d'un résident anglais après d'un rajah de l'Inde. » (J. Darmesteter.)

Si l'influence anglaise se maintient sur la côte du golfe d'Oman, si le résident anglais de Bouchir est volontiers appelé par ses compatriotes « le roi du golfe Persique », le vrai roi de Perse est l'ambassadeur russe : « Notre influence en Perse, « écrit un Anglais, est à peu près nulle. L'Angleterre, pour les « Persans, ce n'est qu'un mot ; la Russie, c'est une puissance, « une puissance devant laquelle tout plie [1]. »

Je rappelle cependant que l'influence russe se fonde surtout

(1) Dr Wills, *In the land of the Lion and the Sun* (p. 175).

sur l'autorité du shah, et que cette autorité est depuis quelques années fort compromise.

Néanmoins les Russes poussent leur action. Ils ont des vaisseaux nombreux sur la mer Caspienne, pour le transport éventuel de leurs armées. Ils ont jusqu'en 1911 le monopole de la construction des chemins de fer en Perse. Ils ont notamment la concession du chemin de fer de Recht à Téhéran, qu'ils prolongeront sur Méched et Hérat, pour compléter leur réseau transcaucasien et transcaspien.

Ils ont surtout depuis vingt-cinq ans achevé la conquête du Turkestan. Ce fut une lutte épique ; ce furent de sanglants et glorieux combats, dont le bruit retentit fortement à travers toute l'Asie centrale. Ce fut le couronnement de la brillante carrière du général Skobelef. La forteresse principale des Turcomans Tekkés était Géok-Tépé, en plein désert transcaspien. Ce fut une rude besogne que d'y arriver, une plus rude d'y entrer. L'armée russe était petite, 800 hommes et 58 canons ; il y avait dans la place 7 000 guerriers vaillants. L'assaut du 12 janvier 1881 fut horrible. Les canons russes ouvrirent de larges brèches dans les murailles, les Tekkés s'y précipitèrent pour les défendre ; les Cosaques se jetèrent sur eux, et en firent en quelques heures une affreuse boucherie. Tout le pays turcoman en fut épouvanté et reconnut désormais l'énorme force de la Russie.

Les conséquences furent considérables. Merv, la grande cité du Mourghab, ouvrit ses portes sans résistance (février 1884) ; Sarakhs, sur le Heri-Roud, au pied même de l'Hindou-Kouch, à 200 kilomètres de Hérat, en fit autant deux mois après.

Les Anglais s'inquiétèrent. Une petite troupe d'Afghans, commandée par des officiers britanniques, se jeta dans Pendjeh, sur le Mourghab, au sud de Merv, à 150 kilomètres. Le général russe Komarof y courut, attaqua la place ; les boulets anglais et russes se croisèrent. Les Russes l'emportèrent, mirent garnison dans Pendjeh, après avoir tué beaucoup d'Afghans. Le

canon de Pendjeh émut toute l'Europe. On crut à une grande guerre anglo-russe. Les Anglais cédèrent, laissèrent Merv, Sarakhs et Pendjeh à leurs ennemis. Les populations du pays notèrent cette faiblesse.

Depuis, en 1892, les Russes ont encore enlevé aux Afghans les sources de l'Amou-Daria, escaladé les pentes septentrionales du plateau de Pamir. La convention anglo-russe de février 1895 a partagé ce plateau entre les deux puissances rivales. Les avant-postes des Cosaques et des Cipayes de l'Inde sont en présence. Nulle part l'Angleterre et la Russie ne se touchent de si près.

Il n'est pas vraisemblable cependant que la grande lutte s'engage là, à des hauteurs de plus de 4 000 mètres.

Le point exact que visent les Russes est Hérat. Quelques jours de marche y porteraient leurs troupes de Pendjeh ou de Sarakhs. Ce serait sans doute le signal du conflit que tous ces événements préparent. Car les Anglais n'y pourraient consentir : ce serait l'Afghanistan entamé, ce serait la brèche pratiquée dans ce boulevard essentiel de leur empire.

C'est pourtant la destinée fatale. Les Russes marcheront sur Hérat. Sinon, pourquoi seraient-ils venus dans le cul-de-sac du Turkestan ? Le fait n'est pas niable, la date seule est douteuse.

La force des Russes est très grande et grandit toujours. Le Turkestan n'est plus un obstacle à leur expansion ; il est une arme redoutable à leur service. Car les Turcomans sont de rudes guerriers. Naguère ils étaient de terribles bandits ; montés sur leurs chevaux rapides, ils entraient la nuit dans les bourgades ouvertes, massacraient les hommes valides, chargeaient les femmes et les filles en croupe, attachaient les prisonniers par un carcan au pommeau de leurs selles, et ramenaient à coups de fouet tout ce butin dans leurs forteresses. S'il leur faut aujourd'hui renoncer à ces habitudes, il leur est impossible de se défaire déjà de leur amour des combats et des furieuses chevauchées. Guerriers depuis des siècles, ils reste-

ront guerriers longtemps encore et mettront leur robuste barbarie au service du tsar. Ce sont les hordes des Mongols enrôlées sous les étendards russes.

Au siècle dernier, les Cosaques de Mazeppa furent de vaillants ennemis des Moscovites. Vaincus, ils servirent désormais la cause de leurs vainqueurs et revendiquèrent l'honneur de combattre à l'avant-garde ; leur gloire est grande à travers le monde. Les Turcomans doubleront le chiffre de cette cavalerie franche.

On dirait qu'on voit au pied du Pamir se ranger en colonnes de plus en plus serrées, de plus en plus épaisses, des dizaines, des centaines de milliers de cavaliers porteurs de lances. Les chevaux frémissent ; les vieux instincts belliqueux s'impatientent. Ils n'attendent qu'un signe du tsar blanc de Moscou, ils le sollicitent de toute leur passion guerrière, pour foncer au sud sur la barrière fragile de l'Afghanistan, sur les merveilleux palais de l'Inde, jadis habités par leurs ancêtres.

L'empire russe est moins riche qu'il n'est fort ; mais il s'enrichit. Les terres du Turkestan sont rapidement aménagées et exploitées. Le Ferghana, ou la vallée supérieure du Syr-Daria, est extrêmement fertile : abrité contre les vents du nord par les rameaux du Thian-Chan, arrosé des nombreux cours d'eau que les glaciers de la montagne nourrissent d'abondantes sources, il a par sa latitude le climat de l'Espagne ou de l'Italie méridionale, il est une des plus heureuses régions de l'Asie centrale.

Les villes anciennes s'y relèvent de leurs ruines, les villes neuves se multiplient et croissent comme les villes-champignons du Far-West américain. — C'est le Far-East russe. — Samarkand restaure le tombeau de Tamerlan, veut retrouver sa splendeur d'autrefois. Merv aussi fut une cité puissante ; elle eut, dit-on, 100000 habitants ; elle est un sanctuaire vénéré parmi les musulmans. Elle fut appelée autrefois le grenier de l'Asie centrale ; elle fut, pour les conquérants mongols, la clef

de l'Inde. Elle peut redevenir l'un et l'autre. Car tous ces pays sont comme le jardin du monde ; ils sont la patrie des fruits les plus doux ; nous leur devons le cerisier, l'abricotier, le pêcher, l'oranger, qui y sont dans leur terrain de prédilection. C'est dans ces parages que la légende biblique plaça le paradis terrestre.

Ils furent presque déserts pendant des siècles, à cause de l'anarchie et du brigandage ; mais la nature ne les a pas destinés à rester déserts et misérables. Les Russes ont entrepris de rendre à la nature tous ses droits.

Au siècle dernier, quand les tsars de Saint-Pétersbourg eurent soumis les Cosaques, ils entreprirent l'exploitation et la colonisation des steppes de la mer Noire. Potemkine, sous Catherine II, y donna des soins éclairés. Les villages se multiplièrent, les villes naquirent, les prairies connurent la charrue. les champs se couvrirent de travailleurs courbés sur la glèbe, et bientôt d'immenses moissons de blé jaillirent de la terre transformée. Dès lors, la Russie eut des intérêts considérables vers la mer Noire ; elle y construisit Odessa ; elle convoita plus ardemment Constantinople ; car il faut des débouchés à ces richesses nouvelles, il faut un horizon vaste aux grands ports de commerce.

Tout de suite, avant d'être maîtres de tout le Turkestan, les Russes y créèrent des voies de communication. La construction du Transcaspien fut une œuvre extrêmement remarquable, en attendant que l'achèvement du Transsibérien redouble l'admiration. En pleine lutte contre les Turcomans, le général Annenkof posait les rails, poussait les wagons : l'armée qui se battait contre les pirates du désert était la même qui travaillait aux chantiers de la voie ; le soldat quittait la pioche pour le fusil, et, l'ennemi éloigné, se remettait au ballast. Le chemin de fer avança comme la conquête, et, la victoire achevée, il fut livré à l'exploitation. Il a du reste surtout un intérêt stratégique. Il est fort utile aussi au commerce, et un ukase du mois de

mai 1899 en a ordonné le prolongement vers Tachkent, Vernyi, à la rencontre du Transsibérien.

Il y a sur le Transcaspien, à peu près à mi-chemin entre la Caspienne et Boukhara, une station qui s'appelle Douchak, ce qui signifie « Deux Branches ». C'est le point le plus méridional de la voie, celui où elle se rapproche le plus de Méched, de Hérat; c'est l'endroit marqué pour l'embranchement d'une voie qui irait par Hérat, vers Kandahar, à la rencontre des voies anglo-indiennes. Les Anglais n'en paraissent pas jusqu'ici très enthousiastes.

Cependant le Transcaspien, même incomplet, tronc informe attendant ses rameaux, assure déjà de grands avantages aux Russes. La province persane voisine, le Khorassan, avec sa grande cité de Méched, est riche ; les Russes ont drainé presque tout le commerce vers leur chemin de fer; ils ont ainsi assuré la continuité de leur action par Bakou, Recht, Téhéran, Astrabad, Méched, vers Hérat. Le chemin de fer projeté de Recht à Téhéran et Méched leur livrerait le monopole économique de tout le Khorassan. En un an, de 1895 à 1896, les importations anglaises à Méched sont tombées de 8 à 3 millions de francs; dans le même temps, l'importation russe s'élevait de 1 à 2 millions et demi. Elle doit avoir aujourd'hui atteint et dépassé le chiffre de l'importation anglaise.

Ce développement commercial se fait sentir jusque sur le golfe Persique et refoule sensiblement l'influence anglaise ; les importations anglaises à Bender-Bouchir ont baissé en trois ans, de 1894 à 1897, de 46 à 30 millions de francs, soit plus d'un tiers.

A tous égards donc, les Russes sont de formidables ennemis pour les Anglais. Ils pousseront leurs voies plus loin certainement : le Transcaspien sera continué, soit sur Hérat et l'Inde, soit sur Kachgar et la Chine. Il y a déjà plusieurs années, qu'à l'instigation des Russes, s'est formé le projet d'un Grand Central Asiatique.

Sir Henri Rawlinson, qui fut président de la Société de Géographie de Londres, proposait une voie ferrée de Constantinople à Téhéran, Méched, Hérat : de là elle se prolongerait, soit sur Kaboul et Peichawer, soit sur Kandahar et Chikarpour.

Ferdinand de Lesseps voulait partir d'Orenbourg sur l'Oural et à travers les steppes des Kirghiz, le long de la mer d'Aral et du Syr-Daria, atteindre Tachkent, Khodjent et Peichawer. Une ligne télégraphique suit ce tracé. C'est presque la ligne droite de Moscou à Calcutta. Ferdinand de Lesseps demanda à Londres le libre parcours pour son fils en Afghanistan, le gouvernement anglais refusa tout net.

M. de Hochstetter, président de la Société de Géographie de Vienne, proposa un chemin de fer circulaire, autour de la dépression aralo-caspienne, par Iékatérinenbourg, Omsk, Semipalatinsk, Vernyi, Tackkent, Samarkand, Merv, Méched, Téhéran, Tiflis. Ce serait le moyeu où viendraient se rattacher comme des rayons toutes les voies ferrées de l'Asie.

Le Dr Richthofen enfin, président de la Société de Géographie de Berlin, se préoccupa surtout du terminus oriental. Il le plaça à Chang-haï, le grand port chinois; de là il indiquait un tracé par Han-keou sur le Yang-tse-Kiang, Singan-Fou dans le bassin du Hoang-Ho, vers la grande oasis de Khami au pied des Thian-Chan. De là on gagnerait, soit au sud Kachgar et Samarkand, soit au nord Kouldja et Semipalatinsk, Omsk, sur le Transsibérien.

Quelques-unes de ces routes se feront. L'Asie contemporaine voit même des changements si grands et si rapides que l'on peut estimer que la construction d'un Grand Central Transasiatique n'est qu'une question d'années. Et toutes les conditions économiques de l'ancien continent en seront bouleversées.

C'est pourquoi le problème de l'Asie centrale est un des problèmes capitaux de la politique actuelle. C'est pourquoi les luttes qui s'y préparent seront sans doute les plus dramatiques qui soient réservées aux générations prochaines.

Lord Curzon, vice-roi de l'Inde anglaise depuis quelques mois, disait en 1892 : « L'Iran est un champ clos entre l'Angleterre et la Russie. Sa destinée encore indécise servira de pierre de touche aux forces comme aux chances d'avenir des deux combattants. »

Mieux même, ce sera une question de vie ou de mort, sinon pour la Russie, du moins pour l'Angleterre.

CHAPITRE X

LA QUESTION CHINOISE

LA CHINE ET LES CHINOIS

La Chine n'a pas l'unité de race, ni de gouvernement ni de religion. Les Occidentaux se la sont longtemps représentée comme un bloc compact et impénétrable. Plus ils la pénètrent, plus ils y observent de variété, d'activité ; ils s'aperçoivent avec quelque effroi qu'elle est singulièrement vivante ; ils redoutent parfois que les forces considérables qu'elles renferment ne suscitent contre leurs entreprises quelque terrible réaction.

Il y a là plus de 300 millions d'hommes, presque autant qu'en Europe, répartis sur une superficie double de celle de l'Europe, établis dans une civilisation aussi originale et plus ancienne, fiers d'une longue histoire qui fut glorieuse, réfractaires à toute influence étrangère, actuellement inférieurs en ressources scientifiques que l'avenir leur assurera, capables alors, non seulement de repousser toute domination extérieure, mais de jouer à leur tour un rôle considérable dans le développement de l'humanité, dont ils sont le quart. A cette date encore lointaine, l'Europe perdra peut-être le gouvernement du monde : l'ouverture de la question chinoise serait alors celle d'une nouvelle ère historique, dont les traits caractéristiques nous échappent encore absolument.

C'est pourquoi ces considérations n'ont pour le moment

qu'un intérêt spéculatif. Elles sont nécessaires seulement pour indiquer la gravité du problème.

Sans remonter au déluge, ni même aux origines de l'empire chinois que l'on place environ 3 000 ans avant l'ère chrétienne, les premières relations de la Chine avec l'Occident furent celles des marchands de soie qui se rencontraient avec les négociants grecs dans la région de Kachgar, suivant une route commerciale aujourd'hui abandonnée. Ces relations durèrent jusqu'aux invasions barbares qui troublèrent l'Asie autant que l'Europe, qui furent d'ailleurs en partie produites par des migrations de peuples asiatiques dont l'Occident ne connut que les Huns.

On note alors, au moyen âge, avant l'invasion mongolique du XIIe et du XIIIe siècle, deux empires rivaux en Chine, dans l'immense plaine d'alluvions des grands fleuves ; l'empire tartare des Kin, au nord, autour de Péking, — et l'empire purement chinois des Song, au sud, autour de sa capitale d'alors, Han-Kéou. Il faut mettre en relief cette opposition. Elle n'a pas perdu, même aujourd'hui, tout intérêt.

Les Mongols et les Chinois ne se confondent pas, malgré leur parenté; les différences qui les séparent tiennent sans doute surtout à la différence des milieux : les Mongols des plateaux et du désert restés longtemps nomades, belliqueux par les privations ; les Chinois de la plaine favorisés d'un climat plus fertile, amollis aussi par une vie plus facile, souvent la proie des Mongols. La Grande Muraille fut construite 200 ans environ avant Jésus-Christ pour protéger les Chinois contre les Mongols et autres bandits des steppes et des déserts. On pourrait suivre cette opposition à travers les siècles jusqu'à nos jours, où elle a encore une grande importance que j'indiquerai.

Le Tchinguiz-Khan et ses successeurs immédiats, de part et d'autre de la Muraille, firent un moment l'unité de tous les pays mongoliques et chinois. Puis la réaction inévitable se produisit. Les Gengiskhanides furent renversés en 1368 par la dynastie chinoise des Ming qui eut d'abord sa capitale à Nanking et

qui, grandissant au nord, s'établit au xve siècle à Péking.

La puissante dynastie des Tsing se forma alors en Mandchourie. Elle descendait de l'ancienne dynastie des Kin ou des Tartares orientaux. Elle entreprit au xviie siècle de nouveau la conquête de la plaine de Chine, renversa les Ming (1644) et imposa aux Chinois sa coutume de la tête rasée et du port de la natte. Quant au reste, les Mandchous furent eux-mêmes conquis par les mœurs et les institutions chinoises. Ce sont des étrangers conquérants conquis eux-mêmes et absorbés par l'énorme masse de leurs sujets. Mais toute distinction ne s'est pas effacée entre eux.

Les Ming, chassés du continent, enlevèrent alors Formose aux Hollandais; ils y furent encore atteints par les Tsing et soumis. L'empire des Tsing arriva à son apogée : il s'étendit sur le Tibet et l'Annam, et forma une grandiose unité politique, que nous saisissons aujourd'hui en pleine dissolution. Mais de la dissolution naissent le plus souvent de nouveaux éléments de vie.

Cette masse de population, énorme et toute grouillante, renferme de considérables forces morales et économiques.

Il y a trois religions officielles en Chine : le confucianisme, la doctrine morale de Confucius, qui est la religion des lettrés et de l'empereur; elle ne comporte, en fait de pratique, que le culte rendu par l'empereur au Ciel et à la Terre; — le taoisme, sorte de métaphysique qui se perd dans des méditations abstraites sur la nature et les besoins de l'âme, qui par suite n'est accessible qu'à un petit nombre d'initiés; — et le bouddhisme surtout, venu du Thibet vers le commencement de l'ère chrétienne. En dehors et au-dessous de ces trois doctrines, et quelle que soit celle à laquelle ils aient adhéré, les croyances religieuses des Chinois sont fondées sur le culte des ancêtres : il a son origine dans les préceptes de Confucius sur le respect dû aux parents morts ou vivants, et se manifeste le plus souvent par des superstitions grossières qui viennent

d'une étude incomplète des phénomènes de la nature et aboutissent à des pratiques dénuées de tout sens commun. Leur piété filiale n'est pas, comme dans l'Occident, un sentiment individuel, une affaire domestique ; elle est une doctrine officielle : elle comporte des devoirs envers le nom que l'on porte qu'il faut immortaliser et illustrer par la vertu et par la gloire pour faire honneur à son père et à sa mère, envers les ancêtres disparus auxquels il faut rendre un culte qui exige des pratiques très précises et très étroites, envers l'empereur enfin qui est le premier parmi les vivants, comme ses ancêtres sont les premiers parmi les morts puisqu'ils sont les fils du Ciel. La Chine n'est pas seulement un État, elle est une famille indissoluble. Il pourra être facile de renverser cet État ; il ne le sera pas autant de dissoudre cette famille de 300 millions d'hommes, de pénétrer cette imposante masse morale qui a résisté à tous les siècles et à toutes les catastrophes politiques.

Et je ne fais que poser le redoutable problème économique qui naît de la force d'expansion de cette race et de sa prodigieuse capacité de travail. Dix millions de Chinois sont déjà répandus tout autour de l'océan Pacifique, malgré les liens de la religion et de la vie sociale, malgré le culte des ancêtres, la tyrannie de la famille, l'obligation de revenir mort ou vivant. Que sera-ce quand les voies ferrées auront pénétré la Chine tout entière et rapproché les ports de cette énorme réserve d'humanité, tassée dans certaines régions jusqu'à né plus pouvoir tenir sur terre, empilée dans d'antiques cités aux remparts trop étroits, encaquée dans des bateaux-maisons, masse dormante et torpide dont le vieil empire est gonflé jusqu'à éclater? Que sera l'explosion sur le monde de ces forces incalculables ? L'Europe sera-t-elle de taille à les contenir, à les discipliner?

Voilà le monstre qu'elle attaque, qu'elle excite de mille piqûres, qu'elle piétine, qu'elle veut arracher à son sommeil séculaire. Quel sera le réveil? — Il est vrai que je fais abstrac-

tion pour l'instant des distinctions que je notais plus haut et qui peuvent être des causes de faiblesse. Il est vrai aussi que depuis des siècles ces millions de Chinois, repliés sur eux-mêmes, ont supporté sans grande résistance toutes les dominations étrangères qui se sont présentées, se sont habitués à une soumission au moins extérieure. Il est possible qu'ils soient aussi dociles à l'influence européenne. Mais il fallait indiquer tous les éléments du problème.

LES APPROCHES DE L'EUROPE

Les Européens retrouvèrent la route de la Chine quand ils eurent retrouvé celle de l'Inde, à la fin du XVe siècle, et les Portugais furent aussi les premiers à y fonder un établissement: le comptoir qu'ils ont gardé à Macao date de 1553.

Les Hollandais les suivirent et tentèrent de les supplanter. Ils profitèrent de ce que le Portugal était tombé un moment sous la domination des Espagnols, leurs ennemis, pour s'emparer de quelques colonies portugaises. C'est alors qu'ils devinrent les maîtres des îles de la Sonde. Ils furent les premiers à aborder sur les côtes du Japon. Ils s'emparèrent de l'île de Formose en 1622. Ils y luttèrent contre les Japonais et contre les Espagnols des îles Philippines. Ils s'y maintinrent jusqu'en 1662. Ils n'en furent pas chassés par les Japonais ni par les Espagnols, mais par la dynastie chinoise des Ming, elle-même chassée du continent par les Tsing.

Presque aussitôt les Français parurent en Chine. Car ce n'est pas seulement depuis la conquête de la Cochinchine sous Napoléon III que la France a des intérêts dans l'Extrême-Orient.

Saint François-Xavier avait résolu d'entreprendre la conversion des Chinois au christianisme. Il y conduisit la première mission catholique. Le confesseur de Louis XIV, le père La Chaise, obtint du roi l'envoi de nouvelles missions et les Jésuites représentèrent longtemps seuls l'Occident en Chine. Ils

firent d'énergiques efforts pour instruire les Chinois dans la religion chrétienne ; pour mieux réussir, ils se montrèrent opportunistes comme en Europe, et pensèrent pouvoir adapter leur doctrine aux rites essentiels du culte des ancêtres. Cet esprit de conciliation fut sévèrement jugé en France, et la querelle des rites chinois retentit jusqu'en Sorbonne, où elle fut condamnée. C'était comme une vengeance des Jansénistes. Elle ne compromit pas d'ailleurs sérieusement la situation des Jésuites en Chine.

Derrière eux, la France a conservé à travers les siècles le protectorat de toutes les missions catholiques de l'Extrême-Orient. Ce fut comme une extension des privilèges qu'elle exerce dans le Levant.

Je ne veux rappeler qu'un trait. Au XVII[e] siècle, les Jésuites avaient obtenu de l'empereur Kang-Hi le don d'un terrain situé dans la ville impériale à Péking, presque aux portes de son palais; ce Chinois pratiquait la tolérance religieuse, dans le temps où Louis XIV révoquait l'Édit de Nantes. On peut admettre que le Roi Soleil n'eût pas volontiers permis la construction d'un temple bouddhiste à Versailles. Le *Petang,* nom du quartier cédé aux Jésuites, devint le principal sanctuaire de la capitale.

Pendant la guerre de 1859, il fut détruit ; la convention de Péking restitua l'emplacement aux Lazaristes, avec un million de francs pour reconstruire le sanctuaire. Les Lazaristes firent bâtir une église, surmontée de deux tours, du haut desquelles on pouvait jeter un regard profanateur dans l'enceinte du palais impérial. Quelques années après, l'impératrice, encore actuellement régente, réclama avec insistance l'abandon du Pétang par les chrétiens. Il fut question même de ne plus reconnaître le protectorat de la France sur les missions, et Li-Hung-Tchang demanda que le Pape accréditât un nonce à Péking. Léon XIII s'y refusa et confirma une fois de plus les privilèges de la France. L'affaire du Pétang s'arrangea à l'amiable. L'impé-

ratrice céda un autre terrain; la cathédrale fut démolie et reconstruite dans la nouvelle enceinte, à distance respectueuse de la cité tartare.

Les droits de la France sont constants et ils ont quelque importance, car il y a, en Chine, environ quarante vicariats apostoliques, dirigés par quarante prélats, chefs de près d'un millier de missionnaires, dont les deux tiers au moins sont Français. Ce protectorat a un caractère à la fois religieux et social; car les missions comprennent, outre les sanctuaires, des écoles et des établissements hospitaliers. On compte en Chine environ 630 000 chrétiens, dont 600 000 catholiques et 30 000 protestants.

Mais de bonne heure les intérêts économiques l'avaient emporté sur les intérêts religieux. Les Anglais ouvrirent brutalement la Chine à leur commerce par la guerre de l'Opium. Ce poison était interdit en Chine par des décrets impériaux qu'une contrebande effrénée violait sans cesse. En juin 1839, 20 000 caisses d'opium furent saisies par la douane de Canton et jetées à la mer. Une flotte anglaise intervint, bloqua Canton, Amoy, Chang-Haï, menaça Nanking.

Le gouvernement chinois fut obligé de signer la célèbre convention de Nanking, la première des concessions arrachées par l'Europe (29 août 1842). Cinq ports, tous éloignés de Péking, furent ouverts au commerce européen : Canton, Amoy, Fou-Tchéou, Ning-Po, Chang-Haï. La plupart des autres ports maritimes ou fluviaux ouverts depuis l'ont été après la guerre de 1860.

A la faveur de la convention de Nanking, presque toutes les grandes puissances obtinrent les mêmes droits commerciaux que les Anglais : les États-Unis, en 1844, par le traité de Wanghia, la France, la même année, par le traité de Whampoa qui confirma en outre officiellement son protectorat religieux. Ce fut ensuite le tour de la Belgique, de la Suède, de la Norvège et peu à peu de toute l'Europe.

Cette intervention étrangère irrita grandement les populations chinoises, et fut la principale cause de la terrible crise qui déchira l'Empire pendant une vingtaine d'années. Elle révèle, dans les profondeurs de la masse indigène, un état politique et social sur lequel il convient d'appeler l'attention : car des manifestations variées en prouvent la persistance jusqu'à nos jours.

La Chine est couverte d'un grand nombre de sociétés secrètes qui, par nature, échappent à une analyse rigoureuse. Toutes paraissent surtout diriger leur propagande à la fois contre la dynastie mandchoue de Péking et contre l'intervention des Européens. Elles ont donc un caractère national. C'est le nationalisme chinois.

Les affiliés du « Nénuphar Blanc », en 1813, enlevèrent un moment le palais impérial de Péking. Ce fut l'occasion de terribles exécutions.

La plus redoutable de ces sociétés paraît être la Triade ou Trinité. Elle est relativement assez bien connue, car elle réussit assez bien à dissimuler son hostilité contre le gouvernement impérial. Elle a pour devise de ralliement la formule « Ming-Chao », expression à double sens qui se traduit « Règne de la Lumière » ou « Règne des Ming ». Sous la dynastie nationale des Ming, elle fut une simple société de bienfaisance, de secours mutuels. Elle a pris, depuis leur chute, un caractère politique et elle est en continuel état de rébellion.

La convention de Nanking servit de prétexte à la plus redoutable de ses révoltes, connue en Europe sous le nom de révolte des Taï-Pings. Son chef, Hong, était né en 1813, aux environs de Canton. Il prêcha d'abord l'insurrection dans le Kouang-Si et eut bientôt autour de lui plusieurs milliers d'hommes. Le mouvement gagna très vite les provinces voisines, franchit le Yang-tse-Kiang, le Hoang-Ho, arriva jusqu'aux portes de Péking. Nanking fut enlevée en 1853; les rebelles eurent ainsi leur capitale qu'ils opposèrent à la capitale

mandchoue. Ils renoncèrent à la coutume de la natte et portèrent les cheveux longs. Ils affirmèrent hautement leur volonté de délivrer la Chine de toute influence étrangère.

En même temps, les musulmans se révoltaient aussi dans la région minière du Yun-Nan. Il y a plus de vingt millions de musulmans en Chine, répartis entre le Yun-Nan et le Chan-Si au sud de Péking. L'Islam a sans doute été introduit dans ces pays par des marchands arabes et persans, venus à travers le Turkestan, musulman lui aussi. Ceux du Yun-Nan se soulevèrent en 1855 contre les mandarins chinois qui les opprimaient et ils fondèrent une sorte de royaume indépendant autour de Tali-Fou. Cette insurrection ne se confondit pas avec celle des Taï-Pings, hostiles à tous les « impurs » et plutôt disposés à massacrer les musulmans comme les Européens. Et le royaume de Tali n'eut qu'une durée éphémère; la révolte fut écrasée dans le sang en 1860. Elle n'en avait pas moins nettement manifesté l'existence d'une très importante colonie musulmane qui depuis n'a pas cessé de grandir et avec laquelle il faudra peut-être encore compter.

Cependant, la révolte des Taï-Pings continuait de troubler la plus grande partie de l'Empire. L'empereur était impuissant à la réduire. Le 29 février 1856, un prêtre des missions étrangères, le père Auguste Chapdelaine fut mis à mort de la façon la plus cruelle dans le sud de la Chine. Peu de temps après, un petit bâtiment anglais, l'*Arrow*, était saisi à Canton. La France et l'Angleterre se servirent de ces deux prétextes pour exiger de nouvelles concessions du gouvernement chinois. Elles furent appuyées par la Russie, par les États-Unis. Tous les étrangers voulaient élargir ensemble la porte commerciale de la Chine. Un traité fut signé à Tien-Tsin (juin 1860), ouvrant de nouveaux ports au commerce international. L'empereur refusa de le ratifier.

Une armée anglo-française fut débarquée à Tien-Tsin, sous le commandement du général Cousin de Montauban et du lieu-

tenant-général sir Hope Grant. Le fort Takou fut emporté d'assaut; les troupes chinoises furent battues à Pali-Kao. Péking fut prise. Le palais d'Été fut incendié.

L'empire des Tsing paraissait perdu, en proie aux insurrections du dedans et aux convoitises du dehors.

Il ne convenait pas aux Européens de le renverser. Ils n'étaient pas préparés à régler déjà cette grosse succession. Ils avaient besoin qu'il vécût pour traiter avec lui et continuer, avec sa permission, l'exploitation de ses richesses. Ils redoutaient aussi les forces mystérieuses que semblait recéler la masse chinoise en ébullition. Il ne leur plaisait pas que la Chine fut régénérée par un gigantesque mouvement national dont les caractères étaient mal définis et dont les suites pouvaient être terribles.

Non seulement ils traitèrent avec l'empereur de Péking, qui consentit à ratifier la convention de Tien-tsin et céda Hong-Kong aux Anglais, mais ils lui offrirent de l'aider à vaincre les Taï-Pings.

Ce sont, en effet, les étrangers d'Europe qui ont sauvé la dynastie étrangère des Tsing. Alors fut fondé auprès de l'empereur de Chine le Tsong-li-Yamen ou bureau des affaires étrangères pour entrer en relations officielles avec les puissances européennes. Il eut d'abord pour chef le prince Kong, prédécesseur de Li-Hung-Tchang, qui fit alors ses premières armes avec distinction.

Un corps anglo-français, en grande partie formé des vainqueurs de Pali-Kao, commença les opérations contre les rebelles; l'amiral Protet y périt bientôt. Puis Gordon, le futur Gordon-Pacha, et Li-Hung-Tchang, s'emparèrent de Sou-Tchéou, rejetèrent l'insurrection au sud du Yang-tsé-Kiang. Le marquis Tseng prit Nanking en 1864. La répression fut achevée par une armée franco-chinoise, commandée par les capitaines d'Aiguebelle et Giquel, dans la province du Tché-Kiang, au sud de Chang-Haï. Les dernières bandes des Taï-

Pings se retirèrent au sud, vers l'Annam, où les Français les devaient retrouver, vingt ans après, sous les noms de « Pavillons-Noirs » et de « Pavillons-Jaunes ».

Les Taï-Pings avaient représenté la dernière chance de régénération de la Chine par elle-même, le dernier effort peut-être de son indépendance nationale. En sorte que les Européens en les combattant n'avaient pas seulement travaillé pour la dynastie mandchoue, mais surtout pour eux-mêmes.

Les traités de Tien-Tsin furent bientôt étendus à la Prusse, au Danemark, au Portugal, à l'Espagne, à l'Autriche, à la Russie. La Chine était largement ouverte, malgré sa mauvaise volonté, au commerce et à l'influence européenne. Elle allait être un nouveau champ aux rivalités des grandes puissances de l'Occident ou de l'Orient.

Car elle révéla, dès qu'on y put pénétrer, d'incalculables trésors, des richesses végétales d'une fécondité inouïe, mûrier, thé, riz, un sous-sol capable d'une production minière peut-être égale à celle de tout le reste du globe, une clientèle commerciale de plus de 300 millions d'hommes. Elle parut aussitôt pouvoir devenir le plus grand marché du monde.

Les étrangers ne s'approchèrent pas sans inquiétudes de ces trésors. Ils se demandèrent ce qu'il adviendrait si cette énorme masse de population s'arrachait à sa torpeur et s'armait des armes de l'Europe, si alors l'Occident ne se repentirait pas cruellement d'avoir tiré la Chine de son sommeil, si les épouvantables invasions hunniques et mongoliques ne recommenceraient pas. Des prophètes de malheur gémirent sur le « péril jaune », annoncèrent la fin prochaine de l'Europe, écrasée comme l'empire romain pour avoir troublé les barbares dans leur repos.

Puis, comme le monstre ne s'agitait point, supportait patiemment toutes les injures, semblait mort, l'avidité l'emporta sur la crainte et tous se jetèrent sur lui pour le dépouiller. Plus il

parut incapable de se défendre, plus les convoitises bravement s'enhardirent.

On l'approcha d'abord avec précautions. On se tint à distance, mais sans le perdre de vue.

Dès 1852, les Anglais s'étaient fait céder par le roi de Birmanie la côte de l'Arrakan et de Tenasserim, avec les embouchures de l'Iraouaddy où Rangoun grandit très vite. Ils pensèrent de bonne heure faire de cette côte le point de départ d'une voie de pénétration vers la Chine. Quand la France eut occupé la Cochinchine et étendu sa domination sur l'Annam et le Tonkin, ils craignirent que cette voie ne leur fût coupée. Le roi de Birmanie, Thibo, inquiet de leur voisinage sur les côtes de ses Etats, sollicitait l'alliance française. Ce furent les raisons de leur intervention décisive. Les prétextes ne sont jamais difficiles à trouver.

A la fin de l'année 1885, une armée anglaise entra en Birmanie. Elle ne rencontra pas de résistance. Le roi Thibo fut pris dans son palais d'Ava, et emmené à Rangoun avec toute sa famille. Le 1er janvier 1886, un ordre du vice-roi de l'Inde, lord Dufferin, confisqua la Birmanie au profit de l'Angleterre : « Par commandement de la reine-impératrice, il est notifié que les territoires gouvernés jusqu'à ce jour par le roi Thibo ont cessé de lui appartenir et qu'ils seront administrés, tout le temps qu'il plaira à Sa Majesté, par des officiers qui seront désignés à cet effet par le vice-roi et gouverneur de l'Inde. »

Sur l'Iraouaddy supérieur, tout au nord de la Birmanie, les Anglais ont aménagé le poste de Bha-Mo, dans l'intention d'y établir le point de départ d'une route vers le Yun-Nan, dont ils sont devenus les voisins. Bha-Mo n'est qu'à 350 kilomètres de Tali, 550 de Yun-Nan-Fou. Hanoï est aussi à 550 kilomètres environ de cette dernière ville. Mais Bha-Mo est séparé du Yun-Nan par d'énormes barrières montagneuses, où les communications seront sans doute toujours très difficiles à assurer.

Le fleuve Rouge est au contraire une excellente voie naturelle entre le Yun-Nan et le golfe du Tonkin.

Aussitôt après la guerre de 1860, les Français trouvèrent aussi des établissements dans le voisinage de la Chine. Pour venger des missionnaires massacrés par des mandarins annamites, la France occupa en 1862 la basse Cochinchine, agrandie en 1867. En 1863, le roi du Cambodge, inquiété par le roi du Siam, sollicita le protectorat français : la France devint ainsi l'héritière des droits du Cambodge sur la rive droite du Mé-Kong inférieur, en compétition avec le Siam. Elle a fait valoir ses droits depuis.

En 1883-85, elle engagea une grande guerre contre l'Annam. La conquête du Tonkin fut pénible à cause de la présence des Pavillons-Noirs, soutenus par la Chine elle-même. La France l'emporta, et le traité de Tien-Tsin lui laissa l'Annam et le Tonkin.

Elle eut ainsi la domination de la plus grande partie de l'Indo-Chine. Elle obligea en 1894 le roi du Siam à lui reconnaître la possession de tout le cours du Mé-Kong. L'administration de M. Doumer a marqué déjà de grands progrès dans l'organisation de cet empire nouveau. Son voyage à Bang-Kok en 1899 a valu de nouveaux avantages à la France : la frontière de la Cochinchine et du Cambodge est reculée dans la direction de l'ouest par l'annexion de Chantaboun ; deux des ministres du Siam seront des Français, notamment pour la construction et l'exploitation des voies de communication à établir, par exemple entre Saïgon et Bang-Kok. Le Laos est tout entier français avec son importante position de Luang-Prabang.

L'empire français de l'Indo-Chine aura donc par lui-même une valeur considérable. Riche par son climat et son sous-sol, peuplé de plus de 20 millions d'habitants, il produira d'abondantes ressources lorsqu'il aura les voies de communication qui lui manquent encore.

Il est aussi, parmi toutes les possessions européennes de ces

régions, le mieux situé par rapport à la Chine. Il est une excellente base d'opérations diplomatiques et militaires pour le règlement de la question chinoise ; par lui, la France est au rang des puissances qui y sont le plus intéressées.

Il est du reste en contact direct avec les provinces les plus riches et les plus populeuses de la Chine et notamment avec le merveilleux bassin du Si-Kiang. Il est désormais en relations commerciales suivies avec le Yun-Nân et le Kouang-Si. Mong-Tse, le poste douanier chinois entre le Yun-Nan et le Tonkin, a beaucoup d'activité. Une voie ferrée y doit être construite par des ingénieurs français dans la direction de Yun-Nan-Fou.

C'est une entreprise encore toute nouvelle et qui n'offre que des promesses. Mais ces promesses sont séduisantes. Il ne dépend plus que d'une bonne administration que ces promesses deviennent des réalités prochaines. Du moins il apparaît déjà que le problème chinois ne peut se résoudre sans que la France y joue un rôle de premier ordre. La Russie seule est aussi avantageusement située à ce point de vue.

Dans le même temps, les Russes se sont approchés de la frontière septentrionale de la Chine. En 1858, le traité d'Aigoun leur valut tout la rive gauche de l'Amour, et le comte Mourawief, l'heureux négociateur de cette affaire, y gagna le titre de comte Amourski. En 1860, le traité de Péking leur donna le pays compris entre l'Oussouri et la côte de la mer du Japon. Ils y construisirent aussitôt Vladivostok, « le Dominateur de l'Orient ». En 1875, ils achetèrent aux Japonais l'île Saghalien, en échange des îles Kouriles.

La Sibérie d'ailleurs a sa valeur propre et montre des richesses de plus en plus considérables. Les monts de l'Altaï et les rives de l'Amour ont d'abondantes mines d'or. Cette valeur pourtant ne peut pas être comparée à celle de l'Indo-Chine française.

Si le tsar Nicolas II doit suivre une politique personnelle, il semble que ce sera une politique résolument asiatique. L'Eu-

rope du reste est pour le moment interdite à ses ambitions. Du vivant de son père Alexandre III, il fit un voyage important autour de l'Asie. Il passa au Japon. Il revint par Vladivostok et y posa le premier rail du Transsibérien. Il a, depuis qu'il règne, donné une vigoureuse impulsion à cette entreprise gigantesque, et il faudra peu de temps pour qu'elle soit achevée. Ce sera le redoutable instrument de l'action russe vers la Chine. Il aura, certes, une grande importance commerciale, il donnera aux richesses de la Sibérie les débouchés qui leur manquent, il sera de beaucoup le plus court chemin de l'Europe à Péking. Mais surtout il permettra à la Russie de transporter en quelques jours à la frontière chinoise d'énormes armées, capables peut-être de régler les destinées de l'immense empire.

C'est pourquoi la politique russe a été dans les dernières années obstinément pacifique. Le temps n'est pas venu d'une action énergique, à moins que des circonstances exceptionnelles ne la hâtent. En attendant, d'importantes missions russes, en apparence uniquement scientifiques, parcourent en tous sens les provinces occidentales et septentrionales de la Chine, la Mongolie, la vallée du Tarim, le Tibet même. Elles tissent le réseau où peu à peu la Chine est enveloppée tout entière par le nord. Elles préparent l'avenir.

LE DÉMEMBREMENT DE LA CHINE

Or cet avenir qu'elles préparent est tout proche. Car en 1894 le Japon a posé tout d'un coup la question chinoise dans toute sa gravité. Il parut même vouloir la résoudre aussitôt et tout seul.

Le Japon a offert depuis cinquante ans le plus étonnant spectacle. Presque aussi fermé que la Chine il y a un demi-siècle, aussi hostile aux Européens, mal gouverné par une oligarchie arriérée qui offrait quelque ressemblance avec la féo-

dalité du moyen âge européen, déchiré par d'incessantes discordes qui semblaient le réserver à une longue impuissance, sinon à la ruine, il s'est instantanément transformé, armé, organisé, et il a aussitôt obligé l'Europe à compter avec lui. Frappant exemple des extraordinaires facultés d'assimilation de ces populations orientales. Effrayant exemple de ce que serait la Chine si elle se décidait à une pareille conduite.

C'est en 1868 qu'eut lieu la révolution qui sauva et grandit le Japon. L'empereur, jusque-là réduit à une vague préséance religieuse, écarté de tout rôle effectif dans le gouvernement, s'arracha à ses geôliers officiels, s'empara de tout le pouvoir, s'installa à Tokio, réduisit les grands à n'être plus que ses fonctionnaires dociles, donna à son empire des institutions imitées de celles de l'Europe, emprunta à l'Europe ses armements et ses ressources scientifiques, leva des troupes, construisit des flottes à la manière européenne, fit franchir d'un coup à son peuple plusieurs siècles d'histoire. Pierre le Grand n'avait pas transformé à ce point la Russie. Peu d'hommes ont autant agi sur les mœurs et les destinées de leur patrie que l'empereur du Japon, Mutsu-Hito. Il a mérité que son nom soit hautement célébré par la postérité.

Ce n'est pas que ce prince et ses sujets aient été pris d'une irrésistible admiration pour l'Occident. Ils comprirent que l'Europe avait conquis par la science une supériorité écrasante sur l'Orient; pour ne pas être écrasés, comme la Chine en est menacée, ils adoptèrent la science européenne: ils en firent l'instrument de leur indépendance. C'est pour écarter l'Europe qu'ils l'imitèrent et tâchèrent de l'égaler. Ils eurent le succès dont ils étaient dignes : nulle puissance européenne ne songe à inquiéter la liberté du Japon.

Mutsu-Hito eut même de plus grands desseins. Il eut l'ambition de conquérir quelques terres chinoises, de prendre pied sur le continent. Il eût peut-être soumis et transformé la Chine à l'image du Japon, si déjà l'Europe ne l'avait guettée

comme une proie à elle. Il était venu trop tard dans l'histoire ; un siècle auparavant il eût été sans doute un des grands conquérants de l'Extrême-Orient.

Le Japon partageait avec la Chine de vagues droits de suzeraineté sur la Corée. Excellente matière à conflits que le condominium. Sous prétexte que le gouvernement chinois ne respectait pas assez scrupuleusement l'indépendance de la Corée et nuisait ainsi à l'influence japonaise, le Japon lui déclara la guerre — 1894.

Ce fut pour les Européens une soudaine révélation de sa force. En six mois — juillet 1894 - février 1895 — les troupes chinoises furent écrasées. Elles furent chassées de Séoul, battues à Pinh-Yang, ne purent empêcher le passage du Yalou qui sert de frontière entre la Corée et la Mandchourie. La route de Moukden était ouverte aux Japonais.

Leur flotte prit aussi aisément Port-Arthur (novembre 1894), Weï-Haï-Wéi (février 1895), bloqua tout le golfe de Petchili, réduisit la Chine à merci. La pauvre Chine se brisait comme une vieille porcelaine au contact de l'acier japonais.

Dans l'espérance d'éviter une intervention européenne, le Japon ne chercha pas d'autres succès, consentit vite à ouvrir des négociations, signa avec son ennemie le traité de Simonosaki (17 avril 1895) : la Corée devait être indépendante ; le Japon obtenait Formose, les îles Pescadores et la presqu'île de Liao-Toung ou de Port-Arthur.

L'intervention de l'Europe n'en fut pas empêchée. Car il lui déplut, à la Russie surtout, que le Japon fût établi à Port-Arthur, en face de Tien-Tsin et de Péking et que de là il pût exercer sur le gouvernement chinois une action prépondérante. Elle craignit qu'il ne prît en mains la cause de la régénération de l'empire chinois, qne le marché chinois ne lui fût un jour fermé ou moins largement ouvert, que peu à peu le Japon, appuyé sur la Chine, n'inventât pour l'Asie une sorte de doctrine de Monroë.

Méhémet-Ali, le pacha d'Égypte, avait inspiré à l'Europe, vers 1840, des inquiétudes semblables. Elle ne voulut pas davantage que la Chine fût arrachée à son impuissance ; elle tint à ce que l'empereur de Péking restât, comme le sultan, « l'homme malade, » dont elle se réserverait l'héritage.

La Russie, la France et l'Allemagne intervinrent, menacèrent, obligèrent le Japon à abandonner une partie de sa proie, à renoncer à son grand dessein continental. Le traité de Simonosaki fut modifié le 5 mai : le Japon dut se contenter de Formose. Il évacua la presqu'île de Liao-Toung ; il ne convenait pas à la Russie que la route lui fût barrée vers le sud. Le Japon était rejeté à la mer : l'Empire du Soleil-Levant, comme il se nomme, n'eut pas le droit de s'avancer vers le couchant, de s'immiscer de façon prépondérante dans la question chinoise. Il lui fallut s'incliner devant les prétentions européennes.

Il est certain qu'il n'est pas satisfait de n'avoir gagné que Formose. Il espérait d'autres résultats de ses victoires. Il est parfois question encore de quelque alliance sino-japonaise ; si ce rapprochement s'opérait, si ces deux peuples frères contractaient une union intime, si la Chine remettait au Japon le soin de son avenir, renouvelait sa force en l'imitant, il serait possible que les destinées de l'Extrême-Orient en fussent changées. Mais l'Europe veille et fera tout pour empêcher la guérison de son malade.

Il est même nécessaire qu'elle se hâte d'agir et de profiter de l'état de faiblesse de l'empire chinois. Les victoires du Japon ont été une révélation ; elles ont prouvé la fragilité étonnante du colosse dont l'Europe avait quelque peur.

Les occasions d'agir ne manquent pas. Les puissances occidentales assurent qu'elles ont sauvé l'intégrité de la Chine, qu'elles l'ont arrachée à son ennemi, qu'elles lui ont rendu un service dont elle doit être reconnaissante ; — elles ont peut-être en effet rendu un service capital à la dynastie mandchoue, sinon à la Chine même. — Or, tout service demande récom-

pense ; car en politique le désintéressement ne peut être que naïveté.

D'autre part, à la faveur de la guerre sino-japonaise, tout l'Empire fut quelque peu troublé ; en maints endroits la sécurité commerciale fut compromise. Encore en juin 1898, le Kouang-Si et le Kouang-Toung furent agités par une tentative d'insurrection de Li-Lap-Yang, un des chefs de la « Triade », qui prétendait renverser le gouvernement de l'impératrice douairière à Péking et chasser « les diables étrangers ». Les Anglais débarquèrent des troupes sur la côte en face de Hong-Kong.

Sous ces divers prétextes, les grandes puissances européennes découpèrent de nouveaux lambeaux du territoire chinois, et cette opération ne fait sans doute que commencer.

La Russie se fit céder Port-Arthur et Talien-wan. On ne voit pas très bien par suite ce que la Chine a gagné à l'intervention de l'Europe dans les négociations de Simonosaki. C'est le danger russe qui remplace le danger japonais; vaut-il mieux pour elle être mangée par les Russes ou par les Japonais ? Les Russes ne manqueront pas de tirer tous les avantages possibles de cette nouvelle situation. Ils tiennent de plus en plus sous leur influence la Mandchourie et la Corée ; leur consul à Séoul est à peu près le maître du gouvernement. Ils pensent en profiter pour conduire leur Transsibérien à travers la Mandchourie, pour lui assurer un terminus plus méridional à Port-Arthur, à Péking peut-être. Ils serrent ainsi la Chine de plus en plus près.

Le 28 avril 1899, l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, Sir C. Scott, et le ministre russe des affaires étrangères, le comte Mourawief, échangèrent des notes par lesquelles l'Angleterre s'engage à ne rechercher aucune concession de chemin de fer au nord de la Grande Muraille ; elle abandonne à l'influence russe toute cette région septentrionale qui comprend la Mongolie et la Mandchourie. La Russie prend le

même engagement à l'égard du bassin du Yang-Tse-Kiang, où elle déclare ne pas vouloir s'opposer aux avantages que l'Angleterre pourra obtenir.

Les Russes ont une école d'interprètes à Péking. Ils projettent l'établissement d'une voie ferrée qui aboutirait à Sin-gan, grande cité de 500 000 habitants, qui est le point de départ des caravanes de Kachgar et du Thibet. On voit déjà se dessiner du Pamir à Péking, par le Turkestan chinois et la Mongolie, le domaine que la Russie se réserve.

La France, — qui rendit service aussi à la Chine lors du traité de Simonosaki, — s'est payée au sud. Elle développa ses intérêts vers le Yun-Nan ; elle s'y fit octroyer des concessions de voies ferrées prolongeant celles du Tonkin. Elle obtint qu'aucune portion de territoire ne pût être cédée à aucune autre puissance au sud du Si-Kiang ; elle se réserva le monopole de la construction des voies ferrées de cette région. L'île de Haïnan, très riche et très peuplée — 2 à 3 millions d'habitants — qui ferme le golfe du Tonkin, est désormais dans les mêmes conditions. A l'est de cette île et de la presqu'île de Laï-Tchéou, la France acquit le port de Kouang-Tchéou-Ouan et y construisit aussitôt des forts. Le libre exercice de la religion catholique fut autorisé en Chine et le protectorat français sur les missions catholiques fut reconnu une fois de plus.

Donc toute cette bordure méridionale de la Chine, le long du Si-Kiang, vers le Yun-Nan, entre peu à peu dans la sphère de l'influence française. Il est vrai qu'il faudra sans doute disputer le Yun-Nan à l'influence anglaise.

L'Allemagne fut aussi parmi les bienfaitrices de la Chine au traité de Simonosaki. Elle n'en fut pas récompensée tout de suite. L'occasion se présenta en décembre 1897 de rappeler le service rendu. Il y a en Chine un certain nombre de religieux catholiques allemands ; ils y sont venus surtout à l'époque du Kulturkampf, pour fuir les persécutions du gouvernement allemand. En 1887, celui-ci, ayant adopté à l'égard des catholi-

ques une autre politique, organisa le vicariat catholique allemand du Chan-Toung. Or, le 1er décembre 1897, deux missionnaires, les pères Nies et Henlé, furent massacrés. Le gouvernement allemand s'empara de la baie de Kiao-Tcheou, à la base méridionale de la presqu'île de Chantoung. La Chine dut reconnaître le fait accompli, donner en outre des facilités au commerce allemand dans toute la province. Or, le Chan-Toung est peut-être la plus belle et la plus riche province de l'empire ; il s'étend à l'ouest jusqu'au delà du Hoang-Ho ; il possède un abondant bassin houiller. D'ailleurs un peu plus grand que le quart de la France, il est peuplé de plus de 30 millions d'habitants. Si le gouvernement allemand soutient son avantage, et il y paraît bien résolu, son établissement à Kiao-Tcheou peut lui être infiniment précieux. Il est vrai que les Anglais occupent un autre point de la presqu'île de Chan-Toung et qu'ils sont de taille à soutenir la concurrence de leurs voisins.

En effet, quoique l'Angleterre n'ait rendu aucun service à la Chine dans ses malheurs — elle soutenait la politique japonaise — quoiqu'elle n'ait pas perdu de missionnaires, elle s'est fait payer aussi, au nom de l'importance de ses intérêts commerciaux, au nom de l'équilibre européen à maintenir en Chine. L'équilibre européen est un argument souvent très commode.

Le Japon lui abandonna sa conquête de Weï-Haï-Weï, à la pointe du Chan-Toung, à l'entrée du golfe de Petchili, en face de Port-Arthur. La Chine lui fit aussi quelques concessions, lui reconnut une situation privilégiée dans la région du Yang-Tse-Kiang inférieur. L'Angleterre rêve de pousser des voies ferrées le long de ce grand fleuve, en pleine Chine jusque dans le Yun-Nan, pour y rejoindre son réseau de Birmanie. Ce serait une grande traverse commerciale de Chang-Haï à Calcutta, au milieu des régions les plus fertiles de l'Asie. Mais il y a beaucoup à faire pour que ce rêve entre dans la voie de la réalisation ; l'Angleterre a achevé sur la terre des entreprises très difficiles aussi.

Et toutes les autres puissances commerciales accourent à la curée. Si les Etats-Unis tiennent aux Philippines, c'est pour être à portée des côtes chinoises. Leur commerce y est important déjà ; mais comme ils n'y ont encore aucun établissement, ils s'appuient sur l'amitié des Anglais ; les deux cousins John et Jonathan offrent — actuellement — le spectacle du plus touchant accord.

Les Italiens voulurent une place aussi. Ils prétendirent occuper la baie de San-Moun, à environ 200 kilomètres au sud de Chang-Haï, sur la côte du Tche-Kiang. Ils n'avaient aucun prétexte à leur disposition : point de services rendus, point de missionnaires massacrés, point d'intérêts commerciaux à sauvegarder ; cependant la compagnie de Navigation Générale de Gênes fait quelques transactions dans ces pays. Les Anglais les encourageaient : il leur plaisait d'avoir dans les mers de Chine un allié de plus pour faire équilibre à l'alliance qui s'était improvisée en 1895 entre la Russie, l'Allemagne et la France. Mais il ne paraît pas, depuis quelques années, que l'Angleterre soit aussi puissante qu'autrefois dans les conseils du Tsong-Li-Yamen. Au mois de mars 1899, il refusa dédaigneusement toute concession à l'Italie. Il en coûta la vie à un ministère italien, et le gouvernement du Quirinal ne semble pas vouloir pousser cette affaire à toutes ses conséquences.

Il fut ainsi possible de discerner un moment aux abords de la Chine une sorte de groupement des convoitises étrangères : d'une part les grandes puissances continentales, Russie, France, Allemagne, — de l'autre les grandes puissances maritimes, Angleterre, Etats-Unis, Italie. Ces groupements néanmoins ne sont pas très consistants : seuls, les gouvernements russe et français, d'un côté, anglais et américain de l'autre, se soutiennent effectivement. Le Japon se réserve, boudeur, et cherche une nouvelle voie politique. Tout cela d'ailleurs est vague encore : les traits des destinées chinoises se perdent dans une confusion qu'il est prudent de ne pas préciser trop.

En attendant, les voies ferrées pénètrent la Chine de plus en plus profondément. Une compagnie franco-belge a la concession d'une voie centrale de Péking à Hankéou, vers Canton : ce sera le grand tronc chinois, où s'attacheront des rameaux venus de tous les points de l'Asie, les voies sibériennes vers Péking, le Transcaspien par le Turkestan et la vallée du Tarim, les voies anglaises par la Birmanie et le Yun-Nan, les voies françaises par le Tonkin et la vallée du Si-Kiang. « La Chine « est comme un vieux tronc où se croisent les avenues ruineuses « des termites. » La victoire de la civilisation européenne a été bien habilement préparée ; le « péril jaune » paraît étouffé avant même d'être né, — à moins que toutes ces lignes projetées, où les ingénieurs européens feront circuler la vapeur et l'électricité, ne soient les artères qui ranimeront la Chine endormie, pour la redresser contre les « diables étrangers ». Il n'en fallut pas tant pour sauver le Japon.

CHAPITRE XI

LES ÉTATS-UNIS

LA FORMATION DES ÉTATS-UNIS

On connaît peu en Europe, et particulièrement en France, l'histoire des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Jusqu'à ces derniers temps, on leur témoignait une attention semblable à celle qu'on accorde dédaigneusement à telle colonie de l'Angleterre ou de la France. L'écrasement de l'Espagne fut une révélation; la soudaine irruption des Etats-Unis dans la politique universelle fut comme une usurpation. Il paraissait entendu que l'équilibre du monde était une querelle à débattre entre cinq ou six principales puissances de l'Europe : une inconnue s'introduit dans le problème. Cela change singulièrement l'équation. En vérité, il n'y pas dans l'histoire des dernières années d'événement plus considérable que la victoire des Etats-Unis sur l'Espagne. Il faut en analyser les caractères, le replacer en son milieu.

Les Etats-Unis sont la plus merveilleuse création de l'esprit de liberté. Ils semblent l'oublier quelquefois, dans leurs rapports avec leurs voisins : l'esprit de liberté donna aussi naissance en France, après 1789, à la propagande révolutionnaire, puis à l'impérialisme napoléonien.

Les premiers colons anglais qui vinrent dans l'Amérique du Nord fuyaient l'absolutisme monarchique et les persécutions religieuses. Ils ne voulaient pas payer des impôts non consentis par leurs représentants, ils ne voulaient pas prononcer des

prières dont les mots ne venaient pas de leurs consciences. Ils préférèrent à leur patrie la liberté de conscience ; ils ne reculèrent point devant le rude labeur du défrichement des terres neuves.

Ils fortifièrent encore, dans ces travaux de la colonisation, leur amour de l'indépendance individuelle et nationale. Rien comme le travail pour tremper le caractère. Ils contribuèrent puissamment, à côté des soldats de la métropole, aux victoires de la guerre de sept ans, et ils s'enorgueillirent d'avoir fondé, sur le rivage occidental de l'Atlantique, une nouvelle Angleterre. L'Océan n'était plus qu'une large rue desservant le pays anglais.

Ils s'estimaient certes les égaux de leurs compatriotes de l'Europe ; peut-être même s'estimaient-ils supérieurs par la conscience morale et les difficultés vaincues. Lorsque le gouvernement tory de Londres prétendit lever sur eux des impôts non consentis par eux, les traiter, non comme de libres citoyens, mais comme des sujets, comme des populations nègres à peine arrachées à l'esclavage, viola en eux les principes politiques de la libre Angleterre, ils se montrèrent plus anglais que le gouvernement de Londres et refusèrent l'impôt : ils eurent l'approbation du premier Pitt, du vénérable lord Chatham : « Aussi vrai, disait-il aux Lords, que je ne vous mettrais « pas en fuite avec mon bâton, vous ne triompherez pas des « Anglais de l'Amérique. »

Les Anglais de l'Amérique auraient volontiers participé aux charges de l'Angleterre, payé les contributions nécessaires au paiement des dettes contractées pendant la guerre de sept ans. Ils en avaient la force et la volonté. Mais ils voulaient consentir les charges qui leur seraient demandées, ils ne voulaient pas qu'elles leur fussent imposées. Leurs ancêtres s'étaient expatriés par amour de la liberté, ils voulaient sauver l'héritage glorieux de leurs ancêtres. Ils méritaient la victoire ; elle ne leur fut point refusée. Les Anglais perdirent la plus grande

partie de l'Amérique du Nord, après une guerre qui leur coûta beaucoup, les obligea à s'imposer de nouvelles charges financières qu'ils ne purent partager avec personne.

L'affaire était encore de plus grave conséquence. Se demande-t-on ce que serait le monde aujourd'hui, si la guerre d'Amérique n'avait pas eu lieu, si le discours de lord Chatham avait été écouté, si toute l'Amérique du Nord était aux Anglais? Il y a sans doute de nombreuses années que l'hégémonie de la race anglo-saxonne serait établie sur le monde entier.

On s'en peut faire une idée, au moins approximative, à calculer les dangers qui résultent pour l'équilibre des mers de l'amitié qui se noue depuis quelque temps entre Londres et Washington. Que serait-ce si Londres et Washington étaient les deux capitales d'un seul empire?

Les Américains à la fin du XVIIIe siècle ont sauvé l'équilibre du monde, et, avec leur liberté, la liberté des autres nations. Les Américains préfèrent aujourd'hui passer dans l'autre camp. Ils y peuvent gagner beaucoup d'or et de redoutables haines, sans compter le jugement de l'histoire dont les peuples forts se moquent sans doute.

Quand les Etats-Unis furent constitués, ils s'enrichirent vite. Dans le même temps d'ailleurs l'Europe était déchirée par plus de vingt années de guerres dont les Américains profitaient. — Déjà alors les discordes de l'Europe étaient heureuses pour les peuples d'outremer. — Une émigration abondante augmenta considérablement la population des Etats-Unis, et y mêla des éléments cosmopolites qui contribuèrent plus tard à la formation de l'impérialisme. Rome aussi dans l'antiquité avait reçu dans ses murailles, grâce au droit d'asile, des peuples venus de partout, elle avait pris dans ce « mundus » le dessein de la domination universelle.

En 1812, une nouvelle guerre éclata entre les États-Unis et l'Angleterre; les Américains l'appellent la seconde guerre de l'indépendance. Napoléon négligea de s'allier à eux; il ne les

aimait point. La tradition de l'alliance franco-américaine est perdue depuis Louis XVI.

Bien au contraire les deux Napoléon ont nourri le projet de détruire, ou du moins de contenir la domination anglo-saxonne Concurrence d'ambitions également universelles. Les Anglais s'appuyèrent en 1812 sur les Indiens contre les États-Unis. Mais la guerre se termina dès 1814 par la paix de Gand: d'autres préoccupations retenaient le gouvernement anglais en Europe. Les Américains se hâtèrent de règler la question indienne, — comme le sultan la question arménienne, — en supprimant les Indiens. Ils les parquèrent dans des réserves, les y resserrèrent d'année en année, les y détruisirent comme de la vermine avec « l'eau de feu »; il reste aujourd'hui environ 25000 Indiens; leur disparition totale est l'affaire de quelques années.

Les Anglo-Saxons aiment tant la liberté qu'ils la veulent toute pour eux; à l'égard des autres, ils pratiquent volontiers les maximes du droit du plus fort.

Le plus souvent, quand les États-Unis n'ont pas été occupés de dissensions intérieures, ils ont eu l'ambition des conquêtes. En particulier, pendant la première moitié du XIXe siècle, ils ont rapidement grandi. Leur impérialisme actuel n'est que la suite de cette tradition nationale. En 1803, ils achetèrent la Louisiane à Bonaparte. La question des noirs se posa aussitôt; elle créa bientôt une terrible crise; elle n'est pas encore aujourd'hui complètement résolue comme il conviendrait à une grande et libre République. Mais il se passe de singulières choses dans ce pays libre, qu'on nous a longtemps présenté comme le modèle des démocraties.

Lorsque les colonies espagnoles de l'Amérique centrale et méridionale se révoltèrent, les États-Unis occupèrent la Floride pour assurer la tranquillité de leur frontière méridionale: ils se la firent céder par l'Espagne en 1818. Ce leur fut aussi l'occasion de proclamer la doctrine de Monroë, refusant à l'Eu-

rope le droit de conserver des colonies en Amérique, se réservant pour eux le droit de prendre en Amérique ce qui leur conviendrait. La liberté fut souvent pour eux un instrument d'oppression.

Ils s'étendirent dès lors rapidement vers le Far-West, vers les Montagnes Rocheuses et l'océan Pacifique. La route était barrée par la République du Mexique, qui comprenait le Texas, toute la Californie, s'étendait jusqu'à San Francisco. La République du Mexique était un obstacle, elle fut brisée. Le Texas se révolta contre le Mexique, se donna aux États-Unis (1845); le Mexique protesta et fit la guerre. Il fut écrasé ; Vera-Cruz, Mexico furent prises. Le Mexique signa le traité de Guadalupe-Hidalgo (1848), céda tout ce qui était utile aux États-Unis ; Texas, Nouveau-Mexique, Californie continentale. L'impérialisme de M. Mac Kinley n'est pas une nouveauté dans l'Amérique du Nord.

En 1867, les États-Unis achetèrent à la Russie le territoire d'Alaska. Ce fut leur première colonie, leur première terre sujette ; car ils ne songèrent pas à introduire leur constitution dans ces pays glacés. Ils s'élevèrent déjà à la dignité de métropole.

Par la défaite du Mexique, ils avaient achevé leur unité territoriale, d'un océan à l'autre. Mais toute la partie occidendentale, à l'ouest du Mississipi, ne fut guère qu'une immense terre à colonisation, et pendant longtemps elle suffit à leurs pionniers. Aujourd'hui, ils ont à peu près tout occupé; ils cherchent ailleurs, et l'impérialisme est la manifestation extérieure d'un tempérament très conquérant qui s'était jusque-là satisfait dans les frontières de la République. Cependant ils ont beaucoup à faire encore chez eux; leur Far-West est encore à peine exploité. Les principales agglomérations sont toujours à l'est, dans les Alleghanys et sur la côte de l'Atlantique. Le centre topographique de leur population se déplace assez vite de l'est à l'ouest ; mais il n'est pas encore sensiblement éloigné de Cincinnati, il est encore loin de Saint-Louis qui est à peu

près le milieu des États-Unis. Ils ont encore la plus grande masse de leurs intérêts à l'est; ils regardent vers l'Europe, vers leur ancienne métropole; ils n'ont pas encore trouvé leur centre de gravité définitif, leur équilibre entre leurs deux océans. Les derniers événements achèveront sans doute d'assurer leur assiette.

Les considérables agrandissements de la première moitié du siècle, auprès desquels les dernières annexions sont mesquines, furent interrompus tout à coup par l'épouvantable crise de l'esclavagisme. Pendant plus de quatre années l'Union fut affreusement déchirée par la guerre de Sécession, qui ne fut pas tant une guerre civile qu'une guerre de deux races, et comme de deux nations différentes. Car le Nord et le Sud n'étaient pas seulement séparés par la question de l'esclavage ; le Nord était abolitionniste par principe libéral, mais aussi par jalousie contre la prépondérance économique et politique que l'esclavage assurait au Sud. Et surtout le Nord était anglo-saxon et protestant, le Sud était latin et catholique. C'est une querelle qui continue la guerre contre le Mexique en 1848.

Le Nord anglo-saxon l'emporta encore. L'esclavage fut aboli. L'unité politique et morale des États-Unis fut achevée, du moins entre blancs. Car la fusion, après quarante années de paix et de travail, est bien imparfaite entre blancs et noirs. Les deux races sont toujours ennemies; les blancs n'ont pas su gagner l'affection des noirs. Les noirs sont restés souvent grossiers et cruels ; car on n'a pas travaillé à leur éducation, à leur culture morale ; on les en a jugés indignes. Les blancs ont par suite continué de mépriser les noirs, de les parquer dans des quartiers séparés, comme des pestiférés, et la guerre de races se continue sanglante en beaucoup de villes. La question des noirs n'est pas résolue ; elle ne se résoudra pas par leur suppression. Il faudra que les blancs les élèvent à une véritable éducation, s'élèvent eux-mêmes à une véritable fraternité, sous peine de nouvelles catastrophes.

Du moins de la guerre de Sécession l'Union sortit plus parfaite, gardée pour longtemps de tout danger de démembrement qui eût brisé ses forces. Elle en fut plus capable de continuer l'exploitation de ses terres vierges, d'en tirer de nouveaux trésors, de s'en servir ensuite pour l'expansion au dehors, pour la reprise de la tradition impérialiste.

LA DOCTRINE DE MONROE

Si en effet les États-Unis sont fondés sur la liberté, — l'abolitionnisme n'en fut qu'une forme, des plus hautes d'ailleurs, — la doctrine de Monroë est un autre principe essentiel de leur existence politique.

Cette doctrine, qu'on résume parfois en ces termes simplifiés : l'Amérique aux Américains, est du reste la conséquence naturelle du droit révolutionnaire ; la Révolution française eut pour corollaire l'affranchissement de toutes nations par les armées républicaines et impériales. La doctrine de Monroë est comme la traduction américaine du principe des nationalités, qui a autorisé partout, des deux côtés de l'Atlantique, bien des abus de la force.

Elle naquit en 1823, à l'occasion du soulèvement des colonies espagnoles de l'Amérique. Le roi d'Espagne Ferdinand VII avait sollicité le secours des puissances de la Sainte-Alliance, et elles se montraient assez disposées, notamment la Russie, à envoyer des troupes en Amérique. Les États-Unis s'en montrèrent très émus : en dehors de leurs sympathies pour une cause libérale semblable à celle qu'ils avaient soutenue quarante ans auparavant, ils avaient un intérêt économique de premier ordre à écarter la concurrence commerciale des puissances européennes. Jefferson s'écriait à ce propos : « Pendant que l'Europe travaille à devenir le domaine du despotisme, nous allons travailler à faire de cet hémisphère l'asile de la liberté. »

Le 2 décembre 1823, le président Monroë adressa au Parlement américain, à l'occasion de ces événements, un message dont le principal endroit était celui-ci : « Les continents américains, dans l'état de liberté et d'indépendance où ils sont parvenus, et où ils entendent demeurer, ont cessé désormais de pouvoir être envisagés comme des terrains propres à la colonisation future des puissances européennes. »

La cause des colonies espagnoles fut aussi soutenue par le gouvernement anglais de Canning, qui pensait y établir aisément sa suprématie commerciale. La Sainte-Alliance ne persista pas dans ses intentions. L'Espagne perdit presque toutes ses colonies : il ne lui resta que Cuba et Porto-Rico.

Simon Bolivar, le libérateur, le Washington de l'Amérique espagnole, tenta l'union définitive de tous les pays délivrés, et rêva même la fusion des deux Amériques en une seule vaste République. Le congrès qu'il réunit à Panama, pour en rechercher les moyens, n'eut aucun succès; les anciennes colonies espagnoles s'émiettèrent en une poussière de petites républiques qui, encore aujourd'hui, n'ont pas su trouver une organisation politique régulière, et ne cessent de se déchirer en guerres civiles, pour le plus grand intérêt des États-Unis de l'Amérique du Nord, capables par suite d'établir sur tout le continent américain une réelle suprématie économique, peut-être même politique. Au commencement de ce siècle, ils étaient encore trop jeunes, trop faibles et trop peu peuplés pour absorber tous les pays américains ; ils n'auraient pas gagné à cette fusion; ils auraient été noyés dans la masse des autres races. La situation est bien différente aujourd'hui.

La crise de la guerre de sécession faillit limiter à jamais leur essor. Toute guerre civile favorise l'intervention étrangère. Celle-ci permit l'intervention de Napoléon III au Mexique. Ce fut « la plus grande pensée de ce règne », peut-être aussi la plus chimérique. Je la veux présenter comme elle se présenta à l'esprit de l'empereur : il voulut, en établissant l'in-

fluence française au Mexique, limiter la croissance des États-Unis, que nous trouvons aujourd'hui inquiétante, fortifier et dresser l'Amérique latine contre l'Amérique saxonne. Il n'osa pas donner son appui aux Sudistes dans la guerre de sécession, pour ne pas entrer en guerre directe avec les États-Unis et pour éviter une intervention semblable de quelque puissance européenne. Les États-Unis n'en couraient pas moins un grave danger; car si la guerre de sécession avait duré encore quelque temps, les Sudistes auraient pu trouver au Mexique un appui solide, faire masse avec lui par l'unité de race et de religion, reprendre la querelle du Texas, compromettre à jamais l'avenir de l'Union.

Napoléon III ne soutint pas sa grande pensée; il confia les destinées de son nouvel empire latin à un archiduc autrichien, Maximilien; il fut préoccupé en Europe par d'autres soins. Il s'agissait cependant de savoir si l'Amérique serait surtout anglo-saxonne ou surtout latine; il s'agissait de l'Empire de l'Atlantique.

C'est pourquoi, aussitôt que la guerre de sécession fut terminée, les États-Unis, sauvés, eurent à l'égard de l'expédition française du Mexique une attitude très nette, même brutale. Ils adressèrent à Napoléon III les sommations les plus hautaines; il sauva à peine les apparences, et rappela le corps expéditionnaire.

L'Amérique anglo-saxonne triomphait.

Dès lors, les États-Unis ne tardèrent pas à refaire leur fortune compromise un instant. Ils continuèrent l'occupation et l'exploitation de toutes leurs terres; ils en firent sortir d'admirables trésors; ils devinrent les pourvoyeurs d'une grande partie du monde. Ils s'enrichirent; ils payèrent toute leur dette nationale, diminuèrent leurs impôts, les consacrèrent aux travaux de la paix, à l'aménagement complet de leur sol, narguèrent la vieille Europe écrasée sous les charges militaires, attendirent l'occasion de lui chercher querelle.

L'Union comprend aujourd'hui quarante-cinq États, et trois territoires seront élevés à la dignité d'États lorsque la population y sera assez nombreuse. Elle est peuplée de 75 millions d'habitants; leurs origines sont variées, mais le tempérament national, l'esprit d'initiative, la fierté de la liberté individuelle ont fondu toutes les différences et fait une nation solidement constituée.

Leur grandeur économique se révéla pour la première fois à l'Europe lors de l'Exposition universelle de Philadelphie, en 1876, l'année du Centenaire de l'Indépendance. Elle eut beaucoup de succès, et tout de suite les États-Unis affirmèrent leur prétention de lutter contre l'Europe sur le terrain économique, bientôt même sur le terrain politique. La doctrine de Monroë produisit bientôt des fruits inattendus.

Cette dernière période de l'histoire de l'impérialisme américain se résume presque tout entière dans un nom, celui du président actuel de la République, Mac Kinley. Il a la plus haute conscience de la grandeur et de l'avenir de sa patrie, et nourrit pour elle les plus ambitieux desseins.

Il déclara d'abord la guerre au commerce européen, et prétendit le chasser du marché américain. Il proposa, en 1890, et fit voter le Bill qui porte son nom : c'est le plus intransigeant protectionnisme. Il prohibe presque absolument la plupart des denrées européennes, et applique à l'économie politique la formule, « l'Amérique aux Américains ». Désormais, l'Europe est devenue tributaire de l'industrie américaine, beaucoup plus que l'Amérique n'est demeurée tributaire de l'industrie européenne. Car l'Europe, divisée contre elle-même, ne peut prendre contre l'Amérique des mesures analogues.

Mais il y avait encore des terres américaines en possession de métropoles européennes. Cela était un scandale que les États-Unis se promettaient bien de faire cesser, et ils menèrent une campagne vigilante en ce sens.

En 1895, le conflit chronique entre l'Angleterre et le Véné-

zuéla, au sujet des frontières septentrionales de la Guyane anglaise, se renouvela une fois de plus. Les Anglais voulaient atteindre les bouches de l'Orénoque, pour exploiter les importantes mines d'or qui se trouvent dans le voisinage du fleuve et donner à leur colonie une plus grande valeur commerciale.

Les États-Unis prirent la défense du Vénézuéla, et furent pendant quelques semaines agités d'un violent accès de chauvinisme, de « spread-eagle-ism », comme ils disent, ou d'impérialisme. Ils sommèrent les Anglais de renoncer à leurs prétentions. Le président Cleveland publia le message du 17 décembre 1895, y rappela la doctrine de Monroë, « qui ne saurait tomber en désuétude tant que notre République durera », èt invita l'Angleterre à accepter l'arbitrage des États-Unis; sinon, ils feraient cause commune avec le Vénézuéla. Le Parlement vota à l'unanimité les crédits qui lui étaient demandés, et les ports américains pressèrent leurs armements avec une extraordinaire activité. Edison annonça la découverte de merveilleuses machines capables de pulvériser en quelques secondes les flottes anglaises.

Les Anglais reculèrent. Ils accablèrent les États-Unis de protestations amicales, acceptèrent leur arbitrage, les remercièrent de leurs bons offices. Lord Salisbury disait jadis, — comme il n'était pas au pouvoir, — que le cabinet de Saint-James avait une échelle mobile en matière de ressentiment contre les injures subies : aux grandes puissances, il tend l'autre joue; aux moyennes, il répond par de douces protestations; avec les petites, il procède par menaces et coups de canons. Cela est d'une grande habileté politique, même lorsque lord Salisbury est premier ministre. Le jugement arbitral a été rendu dernièrement : il déboute les Anglais de leurs prétentions essentielles.

Il n'est pas étonnant que les États-Unis soient intervenus entre l'Espagne et Cuba révoltée. Ils s'intéressaient depuis longtemps aux continuelles insurrections des Cubains, parce

qu'ils espéraient établir dans l'île leur suprématie commerciale. Sous prétexte que la longue durée de la guerre à Cuba était préjudiciable à leurs relations économiques avec elle, ils exigèrent l'évacuation de Cuba par les troupes espagnoles, se donnèrent le beau rôle de libérateurs. Les Espagnols ne répondirent pas à l'ultimatum. La guerre éclata aussitôt et fut très courte, à peine trois mois.

Le 1[er] mars 1898, l'amiral américain Dewey brûla l'escadre espagnole de l'amiral Montojo devant Cavite, dans la baie de Manille. L'escadre de l'amiral Cervera fut enfermée dans le port de Santiago-de-Cuba; quand elle voulut sortir, le 3 juillet, elle fut tout entière détruite. L'Espagne n'avait déjà plus de ressources militaires.

Les victoires des Américains, si rapides et si faciles, — à Santiago, la flotte des États-Unis eut un homme tué et deux blessés, — exaltèrent au plus haut point leur enthousiasme. Ils se crurent du même coup supérieurs à toutes les puissances européennes. Ils risquèrent un assez grave conflit avec les Allemands, à Manille. Ils armèrent une grande flotte, dite flotte de l'Europe, pour aller bombarder les côtes de l'Espagne. Ils voulaient montrer aux Européens une flotte américaine en pleine Méditerranée. Cela eût pu être dangereux pour la neutralité que toutes les puissances avaient jusque-là respectée.

L'Espagne impuissante consentit à traiter, par l'intermédiaire du gouvernement français et de son ambassadeur en Amérique. Le 12 août, les préliminaires furent signés à Washington, par M. Jules Cambon et le secrétaire des Affaires Étrangères, M. Day. Ils furent confirmés par le traité de Paris, le 10 décembre 1898. L'Espagne abandonnait à peu près tout ce qui lui restait de colonies : les Philippines, Cuba, Porto-Rico.

Porto-Rico a été annexée purement et simplement sans que la moindre difficulté se soit produite. Il n'est pas question jusqu'ici de l'admettre au rang et aux privilèges des Etats de l'Union.

La situation de Cuba est moins simple. Les Américains ont contribué à arracher l'île à la domination espagnole, et leurs victoires ont mis fin aussitôt à l'insurrection. Les Cubains ont déposé les armes, et accueilli comme des libérateurs les soldats des Etats-Unis. Maximo Gomez, l'un de leurs principaux chefs, est parmi les membres du gouvernement provisoire que les vainqueurs ont organisé.

Voilà un an que l'Espagne a renoncé à Cuba, et la condition politique de l'île n'est pas encore fixée. Les Cubains n'entendent pas reprendre d'autres maîtres ; ils veulent former une république indépendante ; ou s'il faut en quelque façon que les États-Unis gardent du profit de leur intervention, ils veulent au moins conserver une très large autonomie. Ils ont déjà prouvé dans le passé qu'ils sont capables de se bien battre, et longtemps, pour leur liberté.

Comment sera donc conçu le protectorat américain sur Cuba ? La question est sans doute très embarrassante, à en juger par les hésitations du gouvernement de Washington.

Si l'influence des États-Unis se fait très légère, se réduit à quelque protectorat plus honorifique qu'effectif, ils n'auront rien gagné à favoriser l'indépendance de l'île, ils ne seront pas sûrs d'y faire prévaloir les intérêts de leur commerce; ils auront toutes les charges de cette protection, les charges militaires particulièrement en cas de conflit avec d'autres puissances; ils n'en auront pas les bénéfices. Ils auront joué un rôle de dupes. Il est rare qu'ils y consentent.

Si le protectorat des États-Unis à Cuba est effectif, s'il n'est qu'une annexion déguisée, il est probable que les Cubains ne le supporteront point. Ils reprendront les armes, ils recommenceront l'insurrection, cette fois contre les Américains, et ils seront appuyés par la population espagnole toujours nombreuse dans l'île. Les rôles seront renversés. Les États-Unis sont-ils de taille à réduire une pareille insurrection? Les charges que cela leur imposerait seraient-elles compensées par les profits ?

Et ce serait aussi d'un bien mauvais augure pour les futures relations des États-Unis avec le reste de l'Amérique Latine. Car l'occupation de Cuba est leur premier contact avec elle. Si cette première épreuve est malheureuse, si le contact n'est pas suffisamment délicat, toute l'Amérique Latine en demeurera défiante, inquiète; il pourra arriver qu'elle prenne enfin conscience de ses intérêts par réaction contre l'impérialisme du nord, qu'elle en finisse avec les dissensions qui la ruinent, qu'elle s'unisse et réussisse à faire équilibre aux Anglo-Saxons. Ce serait la limitation décisive de leur expansion.

C'est pourquoi l'expérience qu'ils poursuivent à Cuba est très intéressante et de grave conséquence. Il s'agit en quelque manière de leur avenir et de celui du continent américain.

La question se complique encore de la présence et de l'importance des intérêts européens dans l'Amérique du Sud; car jusqu'ici le commerce de l'Europe y est prépondérant, favorisé par les sympathies de races qui unissent par exemple cette partie de l'Amérique avec la France et les autres nations latines. Il s'agit de savoir si la clientèle de l'Amérique du Sud restera à l'Europe ou passera à l'Amérique du Nord : c'est comme le champ clos que se disputeront les influences européenne et américaine, et à certains égards cette rivalité se présente comme une nouvelle lutte entre les Saxons et les Latins. Il s'agit de savoir si les relations très cordiales fondées entre les États-Unis du Brésil et ceux de l'Amérique du Nord se continueront et se resserreront, ou se relâcheront pour se traduire en concurrence; si les autres États de l'Amérique du Sud pourront être arrachés aux désordres qui les épuisent depuis près d'un siècle ; si les États-Unis pourront reprendre avec eux la tentative d'Union Douanière qui échoua en 1889 lors du Congrès de Washington; si la grande pensée de Bolivar sera renouvelée, et si les États-Unis de toute l'Amérique ne sont pas une chimère; si alors l'Europe ne devra pas admettre le partage du globe en deux hémisphères, l'hémisphère orien-

tal ou européen, l'hémisphère occidental ou américain, selon les termes de la bulle du pape Alexandre VI quand il traçait par les îles Canaries le méridien qui devait séparer l'hémisphère portugais de l'hémisphère espagnol. Quoi qu'il en soit, les temps sont venus de la rivalité de l'Europe et de l'Amérique sur le vaste théâtre du monde.

L'IMPÉRIALISME AUX ÉTATS-UNIS

A force de grandir et de réussir, les États-Unis sont pris à leur tour de la folie des conquêtes, « furor imperialis » ; c'est une maladie à laquelle les plus sages démocraties n'échappent pas.

Elle est le produit aussi des grands intérêts politiques et commerciaux de la République ; la fortune lui donne de l'audace, les grandes entreprises industrielles ou agricoles exigent des affaires de plus en plus étendues. L'ambition vient avec le succès, l'avidité avec la richesse. Cet État de 75 millions d'habitants a besoin de larges débouchés, comme tous les grands États de l'Europe, et il est entré naturellement dans la lutte pour la vie où s'agite l'Europe sur tous les champs d'exploitation du globe.

Les États-Unis paraissent rêver l'Empire du Pacifique. Du moins ils y ont porté dans ces dernières années des efforts soutenus.

Au large de San-Francisco, ils rencontrèrent les îles Sandwich. De très bonne heure leurs intérêts économiques y furent prépondérants, elles furent comme une colonie de leurs marchands et de leurs industriels. Cela ne suffit pas aux impérialistes de la génération actuelle. Le 14 février 1893, la pauvre petite reine Liliuokalaui fut déposée et la République Hawaïenne fut proclamée. En 1898, à l'occasion de la guerre avec l'Espagne, des troupes furent débarquées et laissées à Hawaï : c'était l'étape nécessaire sur la route de San-Francisco aux Philippines.

Mais, c'est l'affaire des Philippines qui marque le mieux l'entrée des États-Unis dans la politique internationale. Les Espagnols ont quitté les Philippines. Mais les Tagals indigènes ne sont pas disposés à se soumettre aux Américains; ils auraient encore moins de sympathies pour eux que pour leurs anciens maîtres. Ils ont proclamé la République Philippine ; ils ont pour président un jeune et ardent patriote, Aguinaldo. Ils veulent être indépendants.

Les États-Unis ne peuvent plus maintenant rappeler leurs troupes des Philippines ; ce serait une grave blessure à leur amour-propre, et surtout une redoutable atteinte à leur prestige. Cela compromettrait les plus brillants résultats des victoires de 1898. Ils ont entrepris la lutte contre les Tagals, il faut la poursuivre et l'achever.

Du reste, si le moment est prochain d'un règlement de la question chinoise, ils tiennent à se tenir tout près, et Manille est une excellente base d'observation et d'opérations diplomatiques et militaires. Les Etats-Unis feront tout pour demeurer les maîtres aux Philippines, et la réélection probable du président Mac Kinley semble indiquer leur résolution en ce sens.

Mais la conquête en sera très pénible; les 25 000 soldats réguliers de la grande République ne sauraient y suffire, et les volontaires ne sont pas faits pour les longues campagnes qu'il y faudra sans doute. « Il faudra 100 000 hommes pour conquérir Luçon, » disait récemment leur général Lawton. Et la conduite des Philippins ne dément pas jusqu'à présent cette assertion.

Il faudra donc constituer en Amérique toute une armée permanente, tout un budget de la guerre et de la marine, tomber dans les errements longtemps moqués de la vieille Europe, courir les risques que le militarisme fait naître dans toutes les démocraties. Les Américains se sont montrés ces temps-ci capables de la folle admiration des victorieux.

Il faudra aussi que les États-Unis complètent leur constitu-

tion, qu'ils se donnent l'organisation d'une métropole gouvernant des colonies sujettes. C'est une série nouvelle d'institutions à créer, dans un temps où les nationalités sujettes deviennent bien difficiles à gouverner, où la Révolution les entraîne toutes à l'indépendance. Les États-Unis entrent dans une ère nouvelle ; ils y rencontreront de grosses difficultés, ils n'en sont pas effrayés ; ils ont fortifié leurs cœurs pour les épreuves, ils se jettent résolument dans la grande politique.

Ils se rencontrent, sur les côtes chinoises, avec les puissances européennes venues de l'Ouest. La politique a fait le tour du monde. Leur victoire de Cavite les y a établis. Ces deux grands événements contemporains, qui furent si soudains : la guerre sino-japonaise et la guerre hispano-américaine, offrent donc une réelle unité : c'est la rencontre de l'Europe et de l'Amérique autour des dernières terres qu'il y ait à exploiter sur le globe ; c'est l'achèvement de la prise de possession des continents par toutes les grandes nations. C'est la préparation du plus gigantesque conflit que l'histoire ait jamais enregistré.

Tout de suite en ces régions, les États-Unis se montrèrent étroitement unis avec les Anglais, leurs récents adversaires ; leurs intérêts furent, pendant la guerre contre l'Espagne, confiés aux consuls britanniques. Le Japon parut avoir les mêmes sympathies, suivre la même ligne politique, et l'Europe entière fut stupéfaite de cette triple alliance pour la domination des mers.

Il y a encore, ici ou là, quelques motifs de malentendus entre l'Angleterre et les États-Unis ; il y a par exemple des querelles de frontières entre l'Alaska et le Canada, à cause de l'importance des mines d'or du Klondyke qui se trouvent de part et d'autre de la ligne de séparation. Mais ce conflit n'est pas aigu. L'accord actuel peut durer. Les États-Unis et les Anglais ont besoin les uns des autres, et pour le moment, ils citent volontiers le dicton anglo-saxon par lequel ils expriment leurs affinités de race, malgré la distance : « Le sang est plus épais que l'eau. »

Les Etats-Unis sont dans un moment où la fortune paraît sourire à toutes leurs entreprises. Les peuples comme les individus ont de ces faveurs, qui exaltent l'ambition. Comme Balboa du haut des montagnes de Panama, les États-Unis jettent leur regard sur l'Océan immense ; ils rêvent qu'il soit leur empire. Mais beaucoup de places déjà y sont prises ; presque toutes les îles de l'Océanie sont aux mains des Européens, et les rivalités y deviendraient aisément sanglantes.

La France a des possessions bien situées depuis la Nouvelle-Calédonie et les Nouvelles-Hébrides à l'ouest, jusqu'aux îles Gambier à l'est, en passant par les îles Marquises et les îles Taïti. Cette situation pourra être profitable aux intérêts français lorsque la voie de l'isthme de Panama ou de celui de Nicaragua sera ouverte, lorsque les Républiques de l'Amérique du Sud auront enfin une prospérité normale et développeront autour d'elles leurs intérêts commerciaux. Jusqu'ici la France et les États-Unis ne se sont pas heurtés dans ces parages.

Les relations ont été maintes fois plus tendues entre les États-Unis et l'Allemagne. Celle-ci a désormais une politique suivie et entreprenante dans l'Extrême-Orient. Elle a jeté un « pont », comme disent ses journaux, de Kiao-Tcheou en Chine jusqu'à la Nouvelle-Guinée, et en a reposé les assises centrales sur les Carolines et les Mariannes, achetées en 1899 aux Espagnols. Cela suffit à expliquer l'aigreur des rapports entre les Allemands et les Américains autour des Philippines. Dans le même moment, la question de Samoa s'aggrava : ce groupe d'îles était depuis quelques années soumis à une sorte de contrôle de l'Allemagne, de l'Angleterre et des États-Unis. La guerre éclata entre deux chefs rivaux, Malietoa et Mataaffa, l'un soutenu par les Anglo-Saxons, l'autre par les Allemands. Le sang coula. Des menaces furent échangées. Les puissances rivales reprirent ensuite leur sang-froid, renoncèrent à se battre pour si peu ; des négociations furent engagées. En novembre 1899, l'Allemagne a obtenu la plus grosse part du butin, les

principales des îles Samoa et le port d'Apia qui est une escale importante entre Honolulu et Auckland dans la Nouvelle-Zélande. Les possessions allemandes se placent ainsi, dans l'océan Pacifique, à la traverse des grandes routes du commerce anglo-saxon.

Car à l'autre extrémité de l'océan Pacifique, au sud-est, en face des Anglo-Saxons de l'Amérique du Nord, grandit un autre monde anglo-saxon, celui de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. C'est encore une merveilleuse création de l'esprit d'initiative des Anglais. Il y a cinquante ans, l'Australie n'était rien ; alors se produisit le formidable *rush* de 1851 sur les mines d'or, et elle se trouva peuplée d'une armée de pionniers qui en ont retourné le sol et fait jaillir les richesses. De grandes cités sont sorties du néant, Melbourne, Sydney, croissent comme les villes d'Amérique, deviennent de grandes capitales industrielles, prennent de l'ambition, connaissent à leur tour les universelles séductions de l'impérialisme.

Il y a jusqu'ici plusieurs colonies anglaises séparées dans ces régions. La Nouvelle-Zélande ne se rattache pas à l'Australie, qui elle-même comprend cinq colonies différentes. Mais le moment paraît venu d'une fédération de ces unités politiques. Le Parlement de la Nouvelle-Galles du Sud a voté en 1899 le principe de son union avec les autres États de l'Australie et d'abord avec l'État de Victoria. Il est vraisemblable que ce mouvement s'achèvera en une Confédération, qui peut-être comprendra aussi la Nouvelle-Zélande. Ces États nouveaux, puissants par l'union, ne se sentiront-ils pas assez forts pour vivre indépendants et briser les liens déjà lâches qui les attachent à la Grande-Bretagne? — C'est une question qui peut seulement être posée.

Beaucoup d'autres questions peuvent être suggérées par la situation politique des États riverains de l'océan Pacifique. De San-Francisco à Melbourne, les nations anglo-saxonnes, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord et les Etats-Unis de l'Aus-

tralie, n'écraseront-elles pas entre elles les autres races indigènes ou les autres possessions européennes, pour assurer leur exclusive domination sur le Grand Océan?

Si elles y réussissent, et même en leur état actuel, ne pèseront-elles pas d'un poids énorme, décisif, sur les destinées de la Chine ? Cette question de Chine sera peut-être le critérium suprême de la valeur politique et économique des grandes puissances du monde. Déjà l'on voit s'approcher pour le grand combat les flottes de San-Francisco, les flottes anglaises de l'Inde et de Singapoure, les innombrables armées de l'empereur de Russie.

Dès aujourd'hui, — et cela est la conséquence la plus nette de la défaite de l'Espagne, — les États-Unis sont sortis de leur isolement ; ils ont cessé d'avoir une politique exclusivement américaine; ils se sont élevés au rang des grandes puissances: ils ont une politique « mondiale ». Ils ont fourni à l'Europe bien des idées politiques et économiques, ils l'ont fait profiter souvent de leurs conquêtes industrielles.

Il a été tout naturel qu'ils fussent admis à la Conférence internationale de l'arbitrage, à La Haye ; ce fut leur première participation à un grand Congrès, et elle fut très effective et remarquable. Dès lors le gouvernement du monde est une heptarchie — Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie (?), Etats-Unis, France, Italie, Russie. — Un astre de première grandeur s'est levé tout à coup à l'horizon, et la carte politique du globe en est toute changée.

CHAPITRE XII

LA TRIPLE ALLIANCE

La Triple Alliance des trois puissances centrales de l'Europe parut dès l'abord et peut paraître encore à certains égards illogique et singulière. Le temps lui a ôté quelques-uns de ses caractères monstrueux : l'habitude aidant, elle est entrée dans l'ordre régulier des chosès de la politique. L'Europe semblerait comme bouleversée par une révolution ou une catastrophe si la Triple Alliance venait à lui manquer.

Au début cependant, elle offrit tous les caractères de l'invraisemblance. — Le moyen d'admettre une intime union de l'Autriche et de l'Italie ? L'Autriche exerça pendant des siècles sur l'Italie la plus cruelle tyrannie, la tint asservie sous le joug, l'écrasa d'impôts, lui prit pour la prison ou l'échafaud ses meilleurs patriotes. Et ce n'est pas une histoire ancienne : tous les hommes adultes d'aujourd'hui ont frémi à la lecture des nobles plaintes de Silvio Pellico, et si, en France du moins, cette lecture est devenue moins populaire, c'est le résultat naturel de la formation de la Triple Alliance. Les Italiens aussi ont cessé de lire *Mes Prisons*. Ils ont oublié le mot d'un de leurs gouverneurs autrichiens : « S'il ne vous reste rien, vous aurez toujours vos yeux pour pleurer. » Ils ont oublié le martyr Oberkampf et toute la vaillante et nationale politique de l'irrédentisme; ils ont renié Trieste et l'Istrie; ils ont rompu avec les héroïques traditions de la précédente génération. — Ou plutôt, ils n'ont pas oublié, ils n'ont pas renié; ils ont re-

tardé seulement la réalisation de leurs espérances. La Triple Alliance leur a enseigné la patience; ils ne le regretteront point si elle leur vaut d'autres profits.

L'accord de l'Allemagne prussienne et de l'Autriche-Hongrie ne sembla pas moins extraordinaire. La Prusse et l'Autriche sont des ennemies de deux siècles; de nulle puissance l'Autriche n'a reçu d'aussi rudes coups que de la Prusse, depuis Frédéric II jusqu'à Bismarck, et le souvenir de Sadowa est encore tout cuisant. Et il ne s'agit pas là d'une hostilité passagère, d'un heurt sanglant parmi de longues années d'harmonie. L'Autriche et la Prusse sont des ennemies naturelles; leur rivalité est foncière, c'est la rivalité de l'Allemagne catholique et de l'Allemagne protestante; c'est entre elles une question de vie ou de mort. Sadowa paraît bien avoir donné le coup mortel à l'Autriche, et, depuis, la Triple Alliance n'a pas encore prouvé qu'elle eût les vertus de la lance d'Achille, qu'elle pût guérir les plaies qu'elle avait faites. La Prusse a tué l'Autriche, et l'Autriche descend au tombeau avec des mots d'amitié pour celle qui l'y a poussée. Le spectacle est au moins curieux; il n'est pas inexplicable d'ailleurs; les moribonds commettent de ces erreurs, ils ont de ces fantaisies, de ces déviations de l'intelligence ou du cœur.

La Triple Alliance n'est pas naturelle. Elle est le produit de circonstances qui ne peuvent être que passagères, puisqu'elles interrompent les traditions normales de deux des alliés au moins. Elle est, par essence, exceptionnelle; il est surprenant qu'elle ait duré déjà une vingtaine d'années; elle a subi d'ailleurs en ces vingt ans une très sensible évolution qu'il faudra suivre.

Ce fut l'alliance des puissances centrales contre les puissances de l'ouest et de l'est. — L'Italie crut avoir besoin de l'Allemagne contre la France, dont la grandeur croissante excitait sa jalousie : l'Allemagne se servit de la jalousie de l'Italie contre la France, elle fut son aile droite contre l'Europe occi-

dentale. — L'Autriche eut besoin de l'Allemagne contre la Russie, dont l'ambition croissait dans la péninsule des Balkans : l'Allemagne se servit de l'Autriche contre la Russie ; elle fut son aile gauche vers l'Europe orientale.

L'Italie et l'Autriche ont été les instruments de la suprématie allemande, que même la guerre de 1870 n'aurait pas suffi à assurer pour si longtemps. Elles se sont faites les vassales de l'Allemagne : il n'est pas sûr qu'elles en aient tiré du bénéfice.

Il est sûr seulement que la Triple Alliance a été très précieuse à l'Allemagne. Elle a été certainement le chef-d'œuvre de la diplomatie du prince de Bismarck, chef-d'œuvre d'ailleurs qui a des imperfections.

Les précédentes combinaisons de cette diplomatie lui avaient été indiquées par les circonstances. Il s'était parfois livré au hasard ; il avait été un joueur hardi, car il avait mis souvent pour enjeu l'avenir de la Prusse. Il n'avait pas créé la question danoise en 1864, il l'avait exploitée pour en tirer un conflit avec l'Autriche. Le conflit produit, il risqua une dangereuse partie à engager la bataille à la fois contre l'Autriche et contre l'Allemagne. Il faillit la perdre, et il y eut un moment, le 3 juillet 1866, devant les retranchements de l'armée autrichienne, où il crut fumer son dernier cigare. La fortune voulut bien être son alliée. Il eut la chance ensuite — il eut beaucoup de chances en sa carrière, et sa gloire est faite surtout de l'incroyable insuffisance de ses adversaires, — que l'armée de Napoléon III fût très mal organisée et commandée ; et même en présence d'une telle armée, la partie qu'il joua fut terrible et bien des fois douteuse. Que serait-il arrivé seulement si Bazaine n'avait pas livré l'armée de Metz, si cette armée avait fait sa trouée, retenu Frédéric-Charles devant elle, permis ainsi aux vainqueurs de Coulmiers de marcher sur Paris ? En combien d'autres occasions la fortune se montra scandaleusement partiale ! Il en faut tenir compte pour estimer à sa juste valeur la politique de Bismarck. En plusieurs circonstances il risqua le

tout pour le tout, décidé à se tuer s'il échouait : cela n'eût pas grandi la Prusse, et il eût laissé la réputation d'un brutal et d'un maladroit. Les plus éclatantes renommées tiennent souvent à des riens.

Lors de la formation de la Triple Alliance au contraire, Bismarck fut un merveilleux calculateur, mieux même, une sorte de psychologue politique. Il pesa les intérêts de l'Allemagne nouvelle, analysa ceux qui pouvaient s'y rapporter ou s'en écarter, groupa le tout en un système compact et bien ordonné, dans lequel l'Allemagne assura ses conquêtes récentes et prépara son avenir. Il lui fallut pour cela une très exacte connaissance de tous les gouvernements de l'Europe et même une admirable aptitude à leur insinuer les sentiments ou les idées qui pouvaient le servir, excitant leurs haines endormies d'une part, apaisant ou suscitant leurs inquiétudes d'autre part, exaltant les passions dont il avait besoin, calmant celles qui le gênaient. Non seulement il connut merveilleusement la psychologie de ses alliés ou de ses ennemis ; il créa, en Autriche et en Italie par exemple, l'état d'âme qui était nécessaire à ses desseins. Ce fut le comble du génie de l'intrigue ; je ne dis pas le comble du génie politique, qui comporte de plus hautes qualités, qui ne se fonde pas uniquement sur les haines, qui n'arrache pas les peuples à leurs traditions naturelles, qui leur assure au contraire leur libre et normal épanouissement.

La Triple-Alliance n'en fut pas moins le triomphe des conceptions politiques accessibles au prince de Bismarck.

L'ALLIANCE DES TROIS EMPEREURS

Bismarck tâtonna d'abord et fut plus de dix ans avant d'aboutir. Il se contenta d'abord d'un à peu près diplomatique, l'alliance des Trois Empereurs : Allemagne, Autriche, Russie.

Il avait besoin d'alliés. La France était écrasée, mais il

redoutait son relèvement et sa vengeance. L'œuvre qu'il avait accomplie était violente, artificielle, par suite menacée ; il fallait la consolider.

Il fallait assurer la paix générale en Europe, pour que l'industrie allemande pût se développer, pour que l'Empire allemand s'établît dans une organisation politique définitive ; — pour que l'Alsace-Lorraine fût gardée de la revanche française et restât le ciment de l'unité germanique ; — pour que l'Allemagne et l'Europe monarchique pussent se défendre contre la Révolution toujours dangereuse au delà du Rhin, contre la France républicaine dont la Commune de 1871 avait violemment manifesté l'énergie démocratique. A cet égard, la date de 1871 offre quelque ressemblance avec celle de 1815. Et la Sainte-Alliance parut revivre dans l'alliance des Trois Empereurs.

Mais cette Sainte-Alliance nouvelle n'eut pas l'Autriche pour clef de voûte comme au temps de Metternich. Elle fut dans le principe la simple continuation d'une entente russo-prussienne déjà ancienne, qui avait permis toutes les victoires de la Prusse. En vérité l'alliance de la Prusse et de la Russie était plus que séculaire. Sauf de rares exceptions, depuis que la Russie avait une politique européenne, elle la fondait sur l'accord avec la Prusse. Avec la Prusse, elle avait démembré la Pologne ; avec elle, elle avait conduit la réaction des nations contre Napoléon Ier, et depuis lors cet accord avait été bien des fois consolidé par des mariages. Guillaume Ier notamment était l'oncle d'Alexandre II, qui se montrait toujours un neveu très affectueux. L'alliance prussienne avait en Russie et l'alliance russe avait en Prusse toute la force d'une tradition nationale et domestique.

En dehors de toute question de sentiment, Bismarck y tenait parce qu'il redoutait un rapprochement franco-russe. Pendant les premières années qui suivirent la guerre de 1870, une restauration monarchique parut probable en France; l'Assemblée

Nationale y était assez disposée, et la présidence du maréchal de Mac-Mahon en était comme la préparation immédiate. Bismarck pouvait craindre que les Bourbons redevenus maîtres de la France ne reprissent tout de suite la tradition de l'alliance franco-russe, solidement fondée par Nicolas I[er] et Charles X.

En attendant cette circonstance, d'ailleurs problématique, l'empereur Alexandre II demeurait fidèle à l'alliance allemande parce qu'il voyait dans le prince de Bismarck le robuste représentant du principe monarchique contre les idées révolutionnaires ; or, en ce temps, il était sans cesse en butte aux menaces et aux tentatives criminelles des nihilistes, qui finirent par le tuer en 1881, et il cherchait contre eux son refuge dans la Prusse.

Son chancelier Gortchakof avait aussi la nette conscience des services qu'il avait rendus à la Prusse : si la Russie n'avait contenu l'Autriche en 1870, le sort de la guerre franco-allemande n'en eût-il pas été changé ? Cela valait quelque reconnaissance, et le ministre russe en escomptait les effets pour le succès de sa politiqne dans les Balkans. Bismarck, avec l'aide de la Russie, avait achevé la formation de la grande nationalité allemande ; Gortchakof, avec l'aide de la Prusse, fonderait dans les Balkans la nationalité slave, avec les nations slaves qui s'y débattaient contre le Turc. Et la gloire de Gortchakof vaudrait celle de Bismarck.

L'Autriche avait tout à craindre d'une telle alliance si elle s'enfermait dans un isolement boudeur, si elle tenait rigueur à l'Allemagne pour avoir été écrasée par elle. La politique réaliste fait abstraction de tout sentiment de haine ou d'affection, elle ne considère que l'intérêt. Or, c'était l'intérêt vital de l'Autriche, chassée de l'Allemagne, de tenir dégagée devant elle la route du Danube inférieur et des Balkans, sous peine d'être étouffée entre les deux colosses allemand et russe.

Dès le mois de juillet 1871, Beust, jusque-là l'ennemi capi-

tal de Bismarck, déclarait que l'amitié de l'Autriche avec l'Allemagne et l'Italie était la meilleure garantie de la paix dans l'Europe centrale. Le mois suivant, il avait une entrevue à Gastein avec le chancelier allemand ; en septembre, Guillaume Ier et François-Joseph se rencontrèrent à Salzbourg. Mais Beust ne pouvait pas être l'homme de cette politique, tout opposée à celle dont il avait été le représentant jusque-là. Le ministère Hohenwart, qui avait pour programme les satisfactions linguistiques et politiques à accorder aux Slaves de l'empire et qui conduisait l'Autriche-Hongrie dans la voie du fédéralisme, fut renversé. Le pouvoir appartint à un ministère Andrassy, fondé sur l'intime union des Magyars et des Allemands, de l'Autriche et de l'Allemagne, contre tous les Slaves de l'empire ou de l'étranger. La politique austro-hongroise fut désormais résolument danubienne ; Sadowa était décidément accepté comme un fait nécessaire, et les Habsbourg allaient chercher des compensations dans les Balkans, s'y heurter à la politique russe.

« Je tiens par le collier, disait Bismarck, deux formidables bêtes héraldiques, afin qu'elles ne se déchirent pas entre elles, afin qu'elles ne s'entendent pas pour nous déchirer. »

L'Italie, dès ce moment-là aussi, tournait autour de ce groupe politique et s'efforçait de s'y faire admettre. Elle redoutait l'avènement éventuel de Henri V sur le trône de France, ou l'établissement d'une sorte de République cléricale. Elle écoutait les menaces bruyantes du parti catholique au delà des Alpes ; elle entendait le cantique : « Sauvons Rome et la France au nom du Sacré-Cœur ». Elle n'oubliait pas que le gouvernement français avait jusque-là refusé de reconnaître l'établissement du gouvernement italien à Rome et la suppression du pouvoir temporel de la papauté. C'est pourquoi l'Italie se rapprochait des puissances centrales ; elle attendait une place vacante dans la combinaison.

Elle ne devait pas attendre bien longtemps, car l'alliance des

Trois Empereurs n'était pas viable ; la politique de l'Autriche et celle de la Russie s'y trouvaient en opposition : l'Allemagne allait être bientôt obligée de choisir.

Il y eut bien une entrevue des trois Empereurs et de leurs ministres à Berlin, en septembre 1872, et Bismarck en proclama la signification : « L'Europe reconnaissait le nouvel empire allemand comme le boulevard de la paix générale. » Mais c'était une alliance toute platonique ; aucun traité ne pouvait être conclu.

La Russie exigeait des satisfactions, le prix des services rendus. Elle craignait de ne pas les obtenir, en voyant l'accord austro-allemand, et elle regrettait que l'Allemagne n'eût plus besoin d'elle, que la France eût été totalement vaincue. Elle commençait à comprendre la grande faute qu'elle avait commise en laissant écraser les armées françaises, l'intérêt qu'elle avait elle-même au relèvement de la France.

Bismarck comprit aussi que, pour retenir la Russie dans son alliance, il fallait lui ôter l'espérance d'une entente avec la France, et il regretta de n'avoir pas assez épuisé la grande vaincue de 1870, de lui avoir laissé la possibilité de se relever. Il fallait achever cette œuvre, enlever à la Russie ce recours contre l'Allemagne. La guerre faillit recommencer en 1875 entre l'Allemagne et la France, et Bismarck se promettait bien de rayer pour longtemps la France du rang des grandes puissances, car elle pouvait compromettre encore la solidité de son système diplomatique. Peut-être aussi voulut-il forcer la Russie à se prononcer et se donner un prétexte pour choisir entre elle et l'Autriche.

La Russie ne permit pas que la guerre recommençât. Le général Le Flô, ambassadeur de la République française à Saint-Pétersbourg, obtint du tsar Alexandre II l'assurance que l'Allemagne serait contenue ; une démarche personnelle de ce prince auprès de Guillaume Ier arrêta le projet de Bismarck, qui d'ailleurs n'était pas arrivé à maturité. Le chancelier

Gortchakof commit la faute de proclamer ouvertement dans une circulaire à ses agents que « la paix était maintenant assurée ». Il infligeait sans raison sérieuse au chancelier allemand une humiliation dont celui-ci se souvint. Les deux chanceliers, jusque-là d'accord, sont dès lors rivaux.

La triple alliance des Empereurs était désagrégée ; les raisons profondes qui avaient toujours empêché la rédaction d'un traité en bonne forme en préparaient la dissolution. Au premier conflit qui se produirait en Orient, les intérêts russes et autrichiens ne pouvaient manquer de s'opposer, et l'Allemagne allait être obligée de se prononcer pour les uns ou pour les autres.

FORMATION DE LA TRIPLE ALLIANCE (1879-1882)

Ce sont en effet les affaires d'Orient, en 1877-1878, qui ont rompu l'accord russo-allemand et fondé l'alliance austro-allemande.

Gortchakof crut alors avoir atteint le but poursuivi depuis un siècle par la politique russe. La Turquie, après une vaillante résistance, était à la merci des armées du tsar, campées aux portes de Constantinople. Le chancelier de Russie lui dicta de cruelles conditions, la réduisit en lambeaux. On se rappelle les termes du traité de San Stefano ; je les ai dites dans un chapitre précédent : le sultan était réduit à la possession de Constantinople et de sa banlieue ; une Grande Bulgarie, étendue du Danube à la mer Egée, et comprenant la Bulgarie actuelle, la plus grande partie de la Thrace et la Macédoine, était constituée sous le protectorat de la Russie. Le rêve de Catherine II devenait presque une réalité.

Mais aussi l'Autriche allait être contenue dans son développement vers le Danube, après avoir été dépouillée de toute influence vers le Rhin ; chassée de l'Allemagne, elle allait l'être aussi des Balkans ; elle allait être étouffée entre les deux

colosses de l'Allemagne et de la Russie : le danger prévu dès 1871 par Beust et Andrassy était présent.

Elle fit appel à l'Allemagne.

L'Allemagne avait des intérêts semblables. Beaucoup de personnages politiques, et parmi eux, paraît-il, l'empereur Guillaume Ier lui-même, eussent préféré l'alliance russe à l'alliance autrichienne ; ils opposaient la puissance de l'empire russe à la faiblesse croissante de l'empire des Habsbourg. Bismarck répondait : « L'Autriche est une mosaïque ; sans une surface résistante où s'appliquer, elle tombe en morceaux ; qu'une muraille l'appuie, elle défie les coups. » L'Allemagne fut la muraille où l'Autriche-Hongrie s'appuya pour s'opposer aux progrès des Russes.

L'empire allemand aussi avait intérêt à ce que l'Autriche obtînt des avantages vers le sud, eût dans cette direction des débouchés assurés. Il lui fallait éviter qu'elle reprît des ambitions allemandes, il fallait retenir son regard vers les Balkans, il fallait lui faire oublier son glorieux passé par de brillantes promesses d'avenir.

Enfin l'Allemagne avait un intérêt presque direct à fermer la péninsule des Balkans aux Russes. Ces régions du Danube inférieur sont le terminus nécessaire des voies commerciales de l'Europe centrale, et l'Allemagne qui n'a pas de place sur la Méditerranée a besoin du moins que l'accès lui en demeure possible. Il ne pouvait lui convenir que sa grande route fût coupée par les Russes.

Il n'est pas sûr cependant que Bismarck ait eu raison de préférer l'alliance de la Russie à celle de l'Autriche. La première avait été bien profitable à l'Allemagne. Et Guillaume II l'a sans doute compris ; car il a réussi à renouer avec la Russie des relations presque cordiales.

L'Angleterre fut, au commencement de l'année 1878, la première à protester contre les clauses du traité de San-Stefano. Gortchakof était décidé à passer outre ; mais il craignait une

alliance austro-anglaise. Il demanda à Bismarck de contenir l'Autriche pendant qu'il soutiendrait l'attaque des Anglais. Bismarck s'y refusa, alléguant qu'il avait assez à faire à surveiller la frontière française. Le gouvernement de Saint-Pétersbourg commença à comprendre que l'Allemagne liait partie avec l'Autriche.

Il accepta que le traité de San-Stefano fût soumis aux délibérations du congrès de Berlin. Le traité de Berlin, du 13 juillet 1878, arracha à la Russie presque tous les profits qu'elle avait tirés d'une guerre très pénible. C'est la plus cruelle déception qu'elle ait subie en ce siècle, sur le point qui lui tient le plus au cœur. Elle ne l'a pas oubliée. Elle ne l'oubliera point.

Bismarck triomphait, presque trop. Il eut peur du mal qu'il avait fait. Il accabla le chancelier Gortchakof de démonstrations amicales ; il eut mille prévenances pour l'ambassadeur russe à Berlin, le comte Schouvalof. Cela était vain. Le mal était fait, irréparable.

Il était peut-être fatal. Déjà, au commencement du siècle, Talleyrand, qui peut passer en la matière pour le précurseur de Bismarck, conseillait à Napoléon de diriger l'expansion de l'Autriche vers le Danube inférieur, jusqu'à la Roumanie et à la mer Noire, ce qui devait avoir pour conséquence de rejeter la Russie en Asie, vers l'Inde anglaise ; l'ancien continent en eût été comme strié de bandes parallèles dirigées du nord-ouest au sud-est, celle de l'influence française vers l'Italie et la Méditerranée orientale, celle de l'influence allemande vers Constantinople et la mer Noire, celle de l'influence russe vers l'Asie centrale et l'Inde. — Il n'est pas sûr qu'en 1805 l'Autriche eût été prête à subir docilement cette impulsion ; elle n'était pas mûre pour une telle déviation.

Bismarck a achevé de montrer à l'Autriche sa mission balkanique, comme à la Russie sa mission asiatique. Mais la Russie ne s'est pas encore résignée à renoncer définitivement à

Constantinople, sur laquelle elle avait déjà posé sa puissante serre. C'est bien malgré elle qu'elle s'est détournée vers l'Orient, poussée en ce sens par les Allemands, par les Autrichiens de la Bosnie et de l'Herzégovine, par les Anglais de Chypre. Elle voudrait espérer que l'arrêt historique rendu par le congrès de Berlin n'est pas sans appel. Car il fut pour elle une terrible défaite.

La rupture pourtant ne parut pas aussitôt consommée. Le gouvernement russe ne voulut pas tout de suite prendre les apparences d'un gouvernement vaincu. L'amitié personnelle de Guillaume Ier et d'Alexandre II adoucit les premières amertumes. Les progrès du nihilisme en Russie retinrent quelque temps le tsar dans les termes de la précédente entente russo-allemande. Lui-même bientôt fut obligé de rompre.

Au congrès de Berlin, Bismarck avait à peu près réussi à paraître neutre; il avait semblé regretter de ne pouvoir contenir les haines anglaises et autrichiennes excitées contre la Russie; il s'était efforcé de n'être qu'un « honnête courtier ». Ingratitude peut-être à l'égard de l'allié de Saint-Pétersbourg, mais non malveillance.

Peu de temps après, quand il fallut régler sur le terrain les nouvelles frontières des États balkaniques et des provinces réservées à l'administration de l'Autriche-Hongrie, des difficultés se produisirent entre les commissaires autrichiens et russes au sujet de la délimitation du district de Novi-Bazar. Le conflit fut bientôt assez critique. Les commissaires allemands se montrèrent favorables à leurs collègues autrichiens. Le 15 août 1879, le tsar écrivit à l'empereur allemand une lettre très dure : il rappelait le service rendu par la Russie à l'Allemagne en 1870; il exigeait que les commissaires allemands à Novi-Bazar reçussent des instructions conformes à celles des commissaires russes; les conséquences d'un refus sur ce point pouvaient être désastreuses.

Bismarck observa qu'heureusement cette lettre avait un

caractère privé ; sinon, elle eût rendu nécessaire la mobilisation des armées allemandes. Les Russes, du reste, concentraient en Pologne toutes leurs troupes disponibles. L'incident fut péniblement réglé.

Le chancelier d'Allemagne montra la lettre du tsar au gouvernement austro-hongrois. Elle hâta l'alliance formelle entre l'Autriche et l'Allemagne. Andrassy craignit que Bismarck ne se retournât tout d'un coup vers la Russie, ce qui paraissait être le secret désir de l'empereur Guillaume Ier. Il pressa les négociations d'un traité d'alliance : il fut signé le 7 octobre 1879. Les articles essentiels en ont été publiés le 3 février 1888.

ARTICLE PREMIER. — *Si l'un des deux empires est attaqué par la Russie, l'autre doit le secourir de la totalité de ses forces.*

ART. 2. — *Si l'un est attaqué par une autre puissance, l'autre s'engage à observer une neutralité bienveillante.*

ART. 3. — *Si la puissance attaquante est soutenue par la Russie, les obligations de l'article premier entrent immédiatement en vigueur.*

C'est donc très clairement une alliance défensive contre la Russie.

Depuis, divers incidents, aggravant la rupture entre l'Allemagne et la Russie, resserrèrent l'alliance entre l'Allemagne et l'Autriche.

Après la mort d'Alexandre II, tué par les nihilistes en 1881, Alexandre III manifesta une haine personnelle contre les Allemands, et entreprit une guerre acharnée contre toute influence allemande dans son empire.

La Bulgarie échappa peu à peu totalement à l'influence russe, sous le gouvernement d'Alexandre de Battenberg ; elle voulut être libre tout à fait. Le tsar en témoigna le plus vif dépit, puisqu'il alla jusqu'à faire enlever le prince de Bulgarie au milieu de sa capitale.

Enfin, Alexandre de Battenberg fut remplacé, en 1887, par un protégé de l'Autriche, Ferdinand de Saxe Cobourg-Gotha.

Le tsar sut que l'Allemagne avait favorisé cette candidature; passant à Berlin le 18 novembre 1887, il accabla le chancelier allemand des plus violents reproches. L'alliance russo-allemande avait vécu.

Cela rendait plus désirable à Bismarck l'alliance de l'Italie. Car il pouvait craindre, comme corollaire de sa rupture avec la Russie, un rapprochement de cette puissance vers la France. S'il pouvait contenir la Russie avec l'Autriche, l'Autriche ne pouvait pas l'aider contre la France, et, obligé de tenir en respect à la fois l'Europe orientale et l'Europe occidentale, il avait besoin d'alliés de chaque côté.

Cette nécessité était urgente. Skobelef, le plus populaire des généraux russes, proclamait à toute occasion sa haine contre l'Allemagne, son impatience de se battre contre les Allemands. Gambetta, un ami de Skobelef, dans son discours de Cherbourg, le 8 août 1880, affirmait la persistante volonté de la France de « ressaisir ses provinces violemment arrachées », et disait éloquemment sa foi en la « justice immanente des choses ». La *Gazette de l'Allemagne du Nord* opposait à cette doctrine morale « l'inflexible logique de l'histoire »; mais Bismarck se croyait néanmoins tenu de prendre contre la justice immanente des choses les précautions indispensables.

Cependant l'Italie paraissait assez disposée à s'accorder avec la France. Le triomphe de la République sur les partis réactionnaires et cléricaux en écartait toute idée de restauration du pouvoir temporel de la papauté. Mais le roi Humbert, d'autre part, redoutait le péril révolutionnaire qui pouvait venir de France, et, songeant beaucoup à sa couronne, demeurait un gallophobe déterminé. Or, il exerce sur la politique extérieure de son gouvernement une influence prépondérante et ménage peu à cet égard les prérogatives du Parlement.

En cet état des esprits, arriva la nouvelle de l'occupation française en Tunisie. Ce fut un rude coup à l'orgueil national des Italiens. Tunis, pour eux, c'était toujours Carthage et ils

n'ont pas oublié le vieux Caton. Un régiment français, revenant de Tunisie, fut sifflé à Marseille à son passage sous les fenêtres du cercle italien; il en résulta de furieuses rixes; le sang coula. La France à Tunis, cela créait en Italie une sorte d'irrédentisme nouveau : ce fut Tunis, ce ne fut plus Trente ou Trieste qui fut la captive à libérer. Ce mouvement populaire antifrançais fut, d'ailleurs, en partie « voulu et dirigé » selon l'expression du sénateur Luigi Chiala, dans ses *Pages d'Histoire contemporaine* (1). Bismarck fut de loin l'impresario de cette comédie à laquelle le roi d'Italie se prêta.

On connaît, dit le même auteur, le jeu des trois billes : il consiste en un labyrinthe de carton, avec une petite niche au centre, dans laquelle il faut faire entrer trois billes; les deux premières entrent facilement; pour avoir la troisième, c'est plus délicat. Bismarck, en voulant mettre l'Autriche dans sa niche, a laissé quelque temps l'Italie s'égarer dans le labyrinthe; il la rattrapera, il tient le jeu sur ses genoux, observe l'affolement de sa troisième bille dans tous les détours de ses cercles, prêt à donner le coup de pouce nécessaire au succès de l'opérateur. La douceur et la patience ne sont pas de son tempérament; il préfère les violentes secousses aux caresses. Il n'est pas caressant de son naturel.

Pour prendre l'Italie, il agita devant elle comme un épouvantail la question romaine. Il combla le Pape de prévenances; il sembla que le Kulturkampf fût vieux déjà de plusieurs siècles. Les publicistes allemands, — on sait si Bismarck les employait volontiers, — exprimèrent leurs doutes sur la mission historique de la Nouvelle-Rome, montrèrent l'isolement dangereux où l'Italie s'enfermait, où elle allait mourir, en proie aux querelles intérieures, pour n'avoir pas cherché à se faire admettre dans le concert européen. L'idée fut tout à coup répandue que le Pape trouverait un asile sûr en Allemagne ;

(1) Fascicule 3, *la Triple Alliance*.

le secrétaire du prince de Bismarck, M. de Busch, offrait à Léon XIII une retraite honorée au couvent de Fulda.

Quand l'opinion italienne fut ainsi bien préparée, bien enfiévrée, le roi Humbert fit un voyage décisif à Vienne. Car Bismarck mit de la coquetterie à faire négocier l'alliance qu'il voulait par les ministres autrichiens et italiens directement. Quel orgueil d'artiste il dut éprouver à unir les mains des vainqueurs et des vaincus de Solférino, comme il avait auparavant uni celles des vainqueurs et des vaincus de Sadowa ! Mais est-ce là « l'inflexible logique de l'histoire » ?

La négociation fut en effet poursuivie de décembre 1881 à mai 1882 par le chancelier autrichien, comte Kalnocky, et le ministre italien Mancini. Elle aboutit au traité du 20 mai 1882. L'Italie eût voulu que l'Autriche et l'Allemagne lui garantissent Rome, et l'équilibre méditerranéen contre l'expansion française en Afrique. Les Autrichiens et les Allemands refusèrent de garantir « les grands intérêts communs » des puissances contractantes, ce qui pouvait signifier, par sous-entendu, la question méditerranéenne; ils n'admirent à cet égard qu'une « intelligence amicale ». Quant au reste, l'Italie dut admettre les principes essentiels du projet austro-allemand qui comportait le maintien de la paix, la garantie réciproque des territoires, l'engagement de « suivre à l'intérieur une politique conservatrice pour renforcer le principe monarchique et assurer ainsi la stabilité de l'ordre social ». Mancini fit quelques objections sur ce dernier point qui fit seulement l'objet d'un engagement amiable, non d'un protocole.

Le traité du 20 mars 1882 causa une grande joie au roi Humbert, dont il était en grande partie l'œuvre personnelle. Il lui donnait l'alliance des deux plus vieilles monarchies de l'Europe, il donnait une précieuse consécration à sa jeune monarchie d'origine révolutionnaire. Louis-Philippe et Guizot autrefois recherchèrent et obtinrent des satisfactions de ce genre.

Ce traité pourtant n'eut pas pour l'Italie que des avantages. Il l'obligea à une politique intérieure résolument conservatrice, qui ne fut pas toujours du goût de tous les Italiens et qui n'est pas sans danger pour l'avenir de la maison de Savoie.

Il lui imposa de lourdes charges militaires. Dès 1881, le ministre de la guerre, général Ferrero, fit voter un projet de loi portant l'effectif de l'armée active de 300 000 à 400 000 hommes. Il acheva, — il était fait pour cela, — la rupture avec la France, et les relations commerciales furent rompues tout à fait entre les deux puissances en 1887. Si cela fut nuisible à la France, ce le fut plus encore à l'Italie. Le traité de 1882 garantit à l'Allemagne l'Alsace-Lorraine, à l'Autriche-Hongrie la Bosnie et l'Herzégovine, à l'Italie rien, pas même Rome, que personne ne songe à lui enlever; il ne lui assure que le plaisir divin de la vengeance. C'est un plaisir qui n'est sans mélange que chez les dieux.

Le seul moyen de rendre la Triple Alliance utile à l'Italie était de l'entraîner à l'offensive. Il eût fallu, de bonne heure, une guerre, où l'Italie, victorieuse ou vaincue, garantie de toute façon par ses alliés, pût prendre à la France la Tunisie, par exemple, ou Nice, afin de hausser le prestige du roi Humbert et de la monarchie, d'utiliser les énormes charges financières sous lesquelles fléchissait le pays, de rendre à l'Italie l'héritage de l'ancienne Rome dans le bassin de la Méditerranée, et enfin de faire retentir fortement à travers les siècles le nom de Crispi. Car ce fut la politique personnelle de Crispi que de faire de la Triple Alliance un instrument de guerre, que d'y trouver le moyen d'arracher à la France l'empire de la Méditerranée ; car, il convient de le dire, ce ministre nourrit contre la France les desseins les plus hostiles et les plus ambitieux. C'est pourquoi il fut quelque temps très populaire.

Ses alliés ne voulurent pas jouer ce jeu périlleux. Ils ne lui permirent pas de troubler la paix, de compromettre leurs intérêts dans son intérêt.

Il espéra être plus heureux avec l'Angleterre et noua les premiers accords de l'Italie avec elle. L'Italie parut ainsi l'intermédiaire entre l'Angleterre et la Triple Alliance, égarée au milieu des races germaniques.

L'Angleterre était assez disposée à un pareil rapprochement. Elle s'effrayait déjà de l'expansion coloniale de la France et craignait de ne pouvoir rester tranquillement en Egypte. L'Italie pensait s'appuyer sur elle pour assurer « l'équilibre de la Méditerranée » contre la France, sans s'apercevoir qu'elle le compromettait au profit de son alliée très intéressée.

L'Allemagne entretenait ces dissentiments entre la France et l'Angleterre, comme entre la France et l'Italie. Il lui plaisait que l'attention de la France fût détournée des Vosges. L'Angleterre aussi avait besoin des puissances centrales, comme en 1878, au congrès de Berlin, pour contenir les inquiétants progrès de la Russie.

De tous ces intérêts, d'ailleurs peu précis, résulta une sorte de quadruple alliance, sans que jamais l'Angleterre ait consenti à se lier les mains par un traité formel avec la Triplice, non plus que celle-ci avec l'Angleterre.

Et la France se trouva un moment dans un isolement très dangereux. C'était en 1887. Elle n'avait pas encore entamé de négociations sérieuses avec la Russie en vue d'une entente; elle ne pouvait compter sur elle. Elle venait de se décider à une rupture commerciale complète avec l'Italie, et beaucoup y voyaient l'indice d'une rupture plus grave. L'Allemagne armait formidablement; à la fin de l'année 1887, la Triple Alliance pouvait aligner 8 millions de baïonnettes. « Nous autres Allemands, disait Bismarck au Reichstag, le 6 février 1888, nous craignons Dieu et rien autre chose au monde. » Le cuirassier mystique et bourru, hautainement appuyé sur une latte sonore, ce fut la dernière silhouette du prince de Bismarck avant sa chute [1].

(1) Charles Andler, *Le Prince de Bismarck*, in-12, 1899,

Jamais la Triple Alliance ne fut plus forte ni plus provocante. Et c'est ce moment que choisit le parti boulangiste pour exciter, en France, un patriotisme toujours en éveil, mais facilement aveuglé. Si le boulangisme eût triomphé, la France se fût trouvée en face de l'Europe hostile en plus mauvaise posture qu'en 1870. Ces leçons lui seront-elles suffisantes?

LA TRIPLE ALLIANCE DEPUIS 1887

Depuis 1887, la Triple Alliance a singulièrement changé; elle a considérablement modifié ses caractères primitifs, par le fait même des circonstances.

Les traités qui la constituent ont été renouvelés sans interruption, en 1887, en 1892, en 1896. Mais Bismarck est tombé du pouvoir en 1890, et Guillaume II semble s'inspirer de la dernière pensée qui est attribuée à son grand-père : « Faire tout pour ne pas rompre avec la Russie. »

D'autre part, l'alliance franco-russe, en compromettant l'hégémonie allemande, lui enlève le privilège dont se targuait la Triple Alliance d'être la robuste gardienne de la paix. En vérité, la paix est garantie désormais par l'équilibre établi entre la Triple et la Double Alliance. Et la Triple Alliance ne peut non plus se donner les allures d'une Sainte Alliance contre les idées révolutionnaires; elle perd, par là, quelques-uns de ses traits essentiels.

L'Autriche a moins besoin de l'Allemagne. La Russie n'est plus aux portes de Constantinople, ne conduit plus la croisade du panslavisme à travers les Balkans, ne barre plus la route de Salonique aux intérêts autrichiens. L'Autriche et la Russie ne se heurtent plus de tout près; à mesure que les États balkaniques grandissent, elles sont de plus en plus séparées, et elles n'en sont plus qu'à assurer l'équilibre de leurs influences respectives. Au temps de Joseph II et de Catherine II, elles organisaient le partage des territoires balkaniques, elles

n'organisent plus que le domaine de leur action diplomatique. Elles exercent même une sorte de tutelle commune sur toutes ces petites nations turbulentes, et paraissent avoir totalement oublié les luttes dramatiques d'hier.

C'était, d'ailleurs, la Hongrie surtout qui poussait le gouvernement austro-hongrois à la haine de la Russie. Mais les Slaves font de grands progrès dans l'empire dualiste; il est de plus en plus slave, il est en pleine transformation révolutionnaire à cet égard. S'il réussit à s'organiser en une fédération équitable, à assurer aux Slaves les droits politiques qui leur sont nécessaires, à entrer dans une nouvelle carrière peut-être glorieuse aussi, il le devra à l'Allemagne; mais n'ayant plus besoin d'elle, il évitera sans doute de lui en témoigner une vive reconnaissance. Aussi bien Sadowa ne peut-il pas passer pour un bienfait sans réserves.

Les Habsbourg, s'ils donnent toutes satisfactions aux Slaves de leur empire, auront à redouter les colères de l'Allemagne et l'agitation pangermaniste. Les Allemands de Vienne et de Bohême ont les regards tournés vers Berlin, rêvent de la Grande Allemagne, et il est difficile que l'Autriche allemande échappe toujours à cette attraction.

Ce sont autant de difficultés qui se préparent dans la Triple Alliance. Pour l'Autriche nouvelle, en face de la Balkanie nouvelle, à l'abri de la Russie résolument asiatique, la Triple Alliance de 1879-1882 n'a pas une grande utilité.

La Triple Alliance n'a pas servi à l'Italie, et c'est une chose incroyable que les Italiens y soient encore attachés. Il est vrai qu'elle est une manifestation de la politique personnelle du roi Humbert. Elle n'a pas donné à l'Italie la domination de la Méditerranée; à défaut de la France, l'Angleterre aurait suffi à s'y opposer, elle ne semble pas prête à céder Malte à son alliée. La Triple Alliance n'a même pas été utile aux Italiens en Abyssinie, elle ne leur a pas évité Adoua. Qu'est-ce qu'une

alliance qui ne ménage à ses membres aucune victoire, qui ne leur épargne aucune défaite ?

L'Italie a aussi peu à se féliciter de son entente avec l'Angleterre. Elle a la conscience d'avoir rendu de petits services au gouvernement de Londres. Elle a vaillamment gardé Kassala contre les troupes mahdistes, leur a infligé sous ses murs de grosses pertes, puis a loyalement rendu la place aux Anglais en excellent état. Et quel service, même petit, l'Angleterre a-t-elle rendu à l'Italie ? Elle l'a poussée récemment en Chine, mais ne lui a ménagé qu'un échec sensible, dans l'affaire de la baie de San-Moun. Elle vient de livrer l'hinterland de la Tripolitaine à l'influence française, et s'est conduite comme si l'amitié de l'Italie lui était totalement indifférente.

Cependant, l'Italie, pour se rendre digne de ses nobles alliances, s'est écrasée sous les charges militaires et financières, s'est ruinée dans la paix autant que les autres nations dans la guerre, est moins prospère qu'il y a vingt ans, se pose anxieusement parfois la question du pain, voit grandir en elle la révolution sociale. Le parti libéral s'exaspère d'une politique conservatrice à l'excès, où le roi Humbert épuise la popularité dont son père avait si richement pourvu la maison de Savoie. La question dynastique se pose aussi de façon critique. Car le roi Humbert, à cause de la Triple Alliance, a dépouillé l'Italie contemporaine de ses caractère nationaux : le libéralisme et l'irrédentisme, forme passionnée du patriotisme italien. Le roi Humbert et la Triple Alliance ont arraché l'Italie à sa nature, au risque de la tuer.

Les haines factices qu'ils lui avaient suggérées se sont calmées depuis quelques années. Elle s'est résignée à l'inévitable, à la suprématie française dans la Méditerranée occidentale. Elle s'est séparée de l'Allemagne et de l'Autriche dans les affaires d'Orient, et s'est loyalement entendue avec la France, l'Angleterre et la Russie, pour le règlement de la question crétoise. Elle a contribué puissamment à la solution

pacifique et libérale qui est intervenue et s'y est grandement honorée. Elle a renoncé à la guerre douanière avec la France et a signé avec elle, en 1898, un traité de commerce. Elle a accueilli cordialement l'escadre française de la Méditerranée dans son port de Cagliari, en 1899, et renouvelé avec quelque éclat les souvenirs de l'amitié d'autrefois, qui lui avait été profitable.

Mais ainsi qu'est devenue la Triple Alliance? Que sont devenus les accords contractés en 1879 et en 1882? L'Allemagne gagna l'Autriche par haine de la Russie, l'Italie par haine de la France. Les circonstances qui ont donné naissance à l'alliance ne sont plus; elle ne répond plus aux circonstances actuelles. Elle meurt avant d'avoir servi et de n'avoir pas servi. Elle n'est plus aujourd'hui qu'une entente cordiale. Même sous cette forme, que durera-t-elle?

CHAPITRE XIII

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

L'alliance franco-russe parut tout d'abord étrange ; le monde entier en demeura quelque temps surpris. Elle avait en effet de quoi surprendre les observateurs superficiels : la Russie est jusqu'ici la seule des grandes puissances où les idées révolutionnaires aient pu être contenues par un gouvernement très fort et très autoritaire ; la France est parmi les grandes puissances celle où les idées révolutionnaires se développent le plus librement. Ce rapprochement entre l'autocratie et la démocratie semblait d'avance impossible, ensuite éphémère. Il est certain que cette opposition entre les formes des deux gouvernements n'était pas pour faciliter l'accord ; il faut admettre que les raisons qui ont fait l'alliance étaient bien sérieuses pour que cette opposition ne fût pas un obstacle.

La Russie, depuis qu'elle avait commencé à jouer un rôle important dans la politique européenne, avait presque toujour fondé sa diplomatie sur l'alliance des puissances centrales, qu'il s'agît de détruire la Pologne ou de vaincre Napoléon. Elle avait constitué avec elles, même au XIXe siècle, une Sainte Alliance contre toutes les forces révolutionnaires. Elles formaient ensemble un redoutable faisceau de toutes les forces conservatrices ; il ne semblait pas vraisemblable qu'elle s'en fût séparée définitivement, qu'elle eût rompu à jamais avec des traditions deux fois séculaires, que l'alliance franco-russe fût autre chose qu'un accident.

Ce fut en effet une révolution véritable, dont l'importance paraîtra plus considérable quand le recul des temps permettra de l'apprécier exactement. Car il y a des révolutions qui durent.

De la réflexion, de l'examen des faits, il résulte déjà qu'en effet l'alliance franco-russe est un événement capital, mais surtout un événement très explicable, très naturel, parce qu'il était devenu très nécessaire aux intérêts des deux nations. Je ne veux parler que des intérêts ; car les sympathies n'ont pas une influence prépondérante sur les relations des États, et les sympathies qui ont pu se manifester dans ces dernières années entre Français et Russes n'ont été produites que par l'intelligence ou l'instinct des intérêts communs.

LES OBSTACLES HISTORIQUES A L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

L'alliance franco-russe ne fut pas possible plus tôt, et les tentatives qui furent faites pour la fonder plus tôt n'eurent aucun succès.

Pierre le Grand y songea, vint lui-même à Versailles offrir son amitié au Régent. Alors la Russie, nouvellement entrée dans le « concert européen », n'avait pas encore de politique européenne, cherchait sa partie. Élisabeth Petrovna aima sincèrement la France ; elle avait fait le rêve d'être reine de France et le souvenir de ce rêve était doux à son imagination. Ces avances ne furent pas accueillies. Le gouvernement de Louis XV y répondit même par quelque mépris. Il avait de la répugnance à s'accorder avec la barbarie russe ; au moment de la guerre de Sept Ans, quand les armées russes, françaises et autrichiennes firent effort ensemble contre le roi de Prusse Frédéric II, le gouvernement de Versailles ne consentit pas à s'allier avec l'impératrice de Russie ; il s'allia avec Marie-Thérèse, qui elle-même se mit d'accord avec Élisabeth ; mais il n'y eut pas d'accord direct entre la France et la Russie :

elles furent l'une et l'autre alliées de l'Autriche, mais non alliées entre elles.

Le gouvernement français eut alors raison, non pas de traiter avec ce dédain le gouvernement de Saint-Pétersbourg, mais de se refuser à une alliance formelle avec lui. Il avait une autre politique, une politique nécessaire, qui ne pouvait se concilier avec l'alliance russe.

La politique de l'ancienne monarchie fut la guerre à la maison d'Autriche. Elle ne pouvait pas être autre. Son ennemie naturelle n'était pas l'Angleterre; l'ancienne monarchie n'avait pas de politique coloniale, et si les Anglais attaquaient vigoureusement ses colonies, elle ne les défendait pas de même, n'y attachant pas une grande importance : « écuries qu'on néglige quand la maison brûle. » — Ce n'était pas l'Italie, elle n'existait pas, elle était un objet de querelle entre la France et l'Autriche, parce qu'elle était un instrument de la suprématie autrichienne. — Ce n'était pas l'Allemagne. L'Allemagne ne formait pas véritablement une grande puissance politique; elle était, comme l'Italie, un champ de bataille entre l'Autriche et la France. C'est à peine si, à la fin du XVIII[e] siècle, la France comprit qu'elle pouvait avoir dans la Prusse une terrible rivale; mais même alors la plupart des États allemands étaient les clients du gouvernement français et prenaient à Versailles leur mot d'ordre.

La politique de l'ancienne monarchie française fut la conquête du Rhin, et dans cette voie, elle ne rencontrait que l'Empereur, le Habsbourg d'Autriche.

Contre l'Empereur, tout son système diplomatique s'appuya logiquement sur ce qui a été appelé « la Barrière de l'Est » : la Suède, la Pologne et la Turquie.

L'alliance avec la Suède avait porté des fruits précieux au moment de la guerre de Trente Ans ; elle avait permis de porter à l'Autriche des coups décisifs. Le gouvernement de Versailles y demeura à peu près fidèle ; Louis XIV l'abandonna

par haine de toute alliance protestante : l'étroitesse de son intelligence, aveuglée de fanatisme, l'empêcha de comprendre les grands intérêts de son royaume. Mais elle reparut au XVIII[e] siècle : Gustave III s'appuya sur l'influence française pour arracher la Suède à l'anarchie et aux convoitises de la Russie.

L'alliance avec la Pologne est une très vieille tradition française. La France y mit une pointe de sentiment. La Pologne était catholique, l'avant-garde du catholicisme vers l'Est. Henri III avait régné à Varsovie. Choiseul eût voulu la défendre contre ses ennemis, Jean-Jacques Rousseau contre ses vices politiques. Nulle part plus qu'en France la Pologne ne rencontra de sympathies ; nulle part sa mort ne fut pleurée davantage.

Et l'alliance avec la Porte ottomane était plus ancienne encore et plus utile. Elle avait fait ses preuves dès ses débuts et avait été funeste à Charles-Quint, plus tard encore à l'empereur Charles VI, qu'elle avait contenu sur le Danube moyen, au temps de la mémorable ambassade du marquis de Villeneuve. Elle valait au commerce français des profits considérables, une prépondérance incontestée dans tout le Levant, véritable colonie de l'industrie et de l'esprit français pendant deux siècles. Le régime des Capitulations, inauguré par François I[er], consolidé par Louis XV, assurait à la France des avantages que le gouvernement de Versailles n'avait pas le droit de sacrifier à l'inconnu.

Or, pour s'arracher à ses steppes et à sa barbarie, pour affirmer ses droits à l'existence, pour devenir une grande puissance européenne, la Russie eut pour politique nécessaire d'abattre cette « barrière » qui, dressée d'abord contre l'Autriche, se dressait aussi contre elle.

Il lui fallait abattre la Suède pour atteindre la mer Baltique et s'ouvrir une « fenêtre vers l'Occident et la civilisation, — la Turquie, pour atteindre la mer Noire et la mer Méditerranée, ouvrir à ses provinces méridionales des débouchés indispensables, — la Pologne surtout pour arriver à l'Europe centrale

et pousser son action dans la vie politique du continent. Elle ne pouvait grandir que sur ces ruines, et la France avait dû sa grandeur à ce qui empêchait la grandeur de la Russie. La France et la Russie ne pouvaient être des amies.

La Russie s'offrait à nous « tenir lieu de Suède » ; ainsi parlait Pierre le Grand. Cela était possible en effet. Elle pouvait même nous tenir lieu de Pologne, et plus puissamment qu'elles deux, contenir l'Autriche à l'Est; une diplomatie plus hardie que celle de la France au XVIII[e] siècle, moins attachée aux traditions, eût pu admettre ce « renversement des alliances ». Mais, si hardie, si dégagée du passé qu'elle fût, elle ne pouvait abandonner alors l'alliance turque et compromettre les intérêts essentiels du commerce français. Le Levant était comme l'empire colonial de la France. Fallait-il, en perdant l'Inde et le Canada, perdre aussi la suprématie du Levant? Et pour quelles compensations? Le gouvernement français ne songea pas à commettre cette erreur.

Bien plutôt, il s'attribuait la mission de contenir la barbarie du Nord, de rejeter la Russie en Asie, de lui fermer l'accès de la Méditerranée. Il parut disposé à consolider la « barrière de l'Est » contre la Russie, à l'appuyer au besoin sur l'Autriche désormais écartée du Rhin. C'était tout le rajeunissement que pouvait admettre la politique de l'ancienne monarchie.

Rebutée maintes fois par la France, la Russie fit alliance résolument avec les puissances centrales, et entre elles la barrière de l'Est fut brisée et présenta bientôt sur tout son front des brèches lamentables.

Napoléon, qui fut à tant d'égards un précurseur, une sorte de prophète politique, fit l'alliance franco-russe.

Alors l'Angleterre était sa pire ennemie et il devinait que contre elle la Russie pouvait être sa meilleure alliée. L'alliance qui fut contractée à Tilsitt en 1807 parut pendant quelques mois tout à fait intime : elle sembla faite de sympathies personnelles entre Napoléon et Alexandre I[er] ; elle se manifesta

par de longues entrevues, faillit s'achever par un mariage, annonça avec éclat l'alliance de la fin du siècle.

Napoléon, pourtant, demeura l'héritier de la tradition monarchique du XVIII[e] siècle; il ne fit pas le sacrifice des anciennes alliances de la France. Il les voulut conserver, y ajouter celle de la Russie : c'étaient des termes contradictoires.

Bernadotte devint prince royal de Suède malgré Napoléon. Mais le tsar s'effraya de voir un prince français à Stockholm, et comme Bernadotte faisait espérer aux Suédois qu'il reprendrait la Finlande aux Russes, Alexandre I[er] pouvait redouter qu'on ne lui reprît les conquêtes de Pierre le Grand, qu'on ne refermât la fenêtre russe sur la Baltique, qu'on ne prétendît faire reculer la Russie d'un siècle.

Napoléon créa, à Tilsitt même, le grand-duché de Varsovie, le noyau d'une Pologne ressuscitée, germe de toute mésintelligence, de toute haine entre les nouveaux alliés. Car le tsar croyait y saisir la prétention de lui enlever les conquêtes de Catherine II, de rejeter la Russie à l'Est, en Asie, sur la route de l'Inde; la Russie n'avait pas encore consenti à cette orientation de sa politique. D'ailleurs, Talleyrand lui-même ne proposait-il pas à Napoléon, dès 1805, de pousser l'Autriche dans les Balkans, jusqu'à la mer Noire, pour pousser du même mouvement la Russie dans l'Asie centrale, contre l'Inde anglaise?

La Turquie parut un moment sacrifiée à l'alliance franco-russe, et dans les entretiens de Tilsitt il fut question de partager l'empire du sultan. Apparence trompeuse, encore. Dans les premiers mois de 1808, l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, Caulaincourt, duc de Vicence, et le chancelier russe Roumiantzov, découpèrent sur la carte la Turquie d'Europe entre la France, la Russie et l'Autriche. Ce ne fut peut-être qu'une comédie. Le représentant de Napoléon céda en principe Constantinople et le Bosphore aux Russes, mais réserva à la France le détroit et la presqu'île des Dardanelles, « la langue de chat, » comme disait le ministre d'Alexandre. Le

tsar voulait « ces deux clefs de sa maison ». Napoléon voulait garder une « clef » de la Méditerrané orientale; il n'y voulait pas laisser descendre l'influence russe. Toute l'Europe s'y est toujours refusée.

Napoléon y était disposé moins que personne. Rien ne lui tenait plus au cœur que l'ambition de régner sur toute la Méditerranée ; cet héritier des Césars romains voulait qu'elle fût un lac français et confondait en ce grand dessein la politique de la Rome antique et de la royauté capétienne.

C'est en Asie qu'il voulait donner des satisfactions à la Russie, c'est la route de l'Inde qu'il lui montrait, où il pensait la conduire lui-même. Ces satisfactions parurent illusoires aux Russes, et, de bonne heure, Alexandre Ier renonça à l'alliance française, en contradiction avec la politique nationale de la Russie d'alors, avec toutes ses traditions du siècle précédent.

La déception des Russes se traduisit en une haine ardente contre Napoléon, en une sauvage poursuite de la vengeance, vengeance de Moscou brûlée et de leurs espérances perdues.

L'alliance des puissances centrales se reforma, s'acheva à Paris, s'exalta de toutes les représailles monarchiques contre l'esprit révolutionnaire. Elle devint la Sainte Alliance.

Toujours depuis les mêmes divergences d'intérêts ont empêché tout rapprochement durable, ont mis la France et la Russie en état fréquent d'hostilité.

En 1831, le tsar de Russie Nicolas Ier tenta de reformer la Sainte Alliance contre Louis-Philippe, pour lequel il manifesta sans cesse la plus violente antipathie à cause des origines révolutionnaires de son règne. Par réaction, sentant en lui un ennemi acharné de ses institutions libérales, la France témoigna la plus vive sympathie pour les Polonais révoltés. La Pologne fut ainsi encore pour plus de trente ans la cause d'une ardente haine entre la France et la Russie.

En 1840, la France soutenait fermement le pacha d'Égypte, Méhémet-Ali, devenu maître de la Syrie, de presque toute l'Asie

Mineure; il paraissait capable de régénérer l'Islam, de fonder dans tout le Levant un grand empire arabe, de faire obstacle ainsi à la descente des Russes vers le Sud. La colère de Nicolas Ier fut terrible, aveugle; il se livra imprudemment à l'alliance anglaise; il réveilla contre la France la vieille haine de la Prusse et de l'Autriche; il fit le jeu de Palmerston.

La France fut humiliée, l'Égypte fut vaincue, Méhémet-Ali fut rejeté dans la vallée du Nil, désormais impuissant. Mais les détroits de Constantinople et des Dardanelles furent déclarés neutres, cette neutralité mise sous la garantie des grandes puissances. La Russie dans sa descente au Sud ne rencontra plus Méhémet-Ali, dans cette voie elle rencontra toute l'Europe. Tous ses échecs postérieurs sont là en germe.

En 1853, le même tsar Nicolas Ier voulut d'une énergique poussée atteindre Constantinople. Il crut devoir témoigner à Napoléon III la même haine que s'il avait été Napoléon Ier, fit attendre sa reconnaissance officielle du nouveau gouvernement, l'adressa de mauvaise grâce. Napoléon III fit alliance avec les Anglais; ils avaient besoin de l'armée française pour vaincre la Russie, Sébastopol fut enlevé, et par le traité de Paris, la neutralité des Détroits fut étendue à la mer Noire.

En 1863, la Pologne se soulève en une suprême révolte. La France, seule en Europe, parle pour elle, sollicite l'indulgence du tsar Alexandre II. Il s'en irrite, resserre son alliance avec son oncle Guillaume de Prusse, entre dans les vues politiques de Bismarck, néglige d'ailleurs de prendre ses garanties. La Prusse en fut heureuse. Elle vainquit l'Autriche à Sadowa; elle écrasa la France à Sedan, elle fonda l'empire allemand.

Car la haine de la Russie a été terriblement funeste à la France. Elle est aux sources de nos plus affreuses défaites, Waterloo et Sedan. Sans elle Sedan et Waterloo ne seraient pas. Elle nous a coûté le Rhin. — La haine de la France ne fut pas moins funeste à la Russie; elle lui a valu la ruine, peut-être à jamais, de son grand dessein sur Constantinople.

Ces haines n'ont rien rapporté, ni à l'une ni à l'autre. Elles ont été précieuses seulement à leurs ennemis communs, à la Prusse qui put vaincre à Sadowa et à Sedan sans en témoigner ensuite la moindre reconnaissance à la Russie, à l'Angleterre qui put vaincre à Waterloo, développer sa puissance dans la Méditerranée, s'ouvrir dans le Levant la route de l'Extrême-Orient, fonder son empire sur les mers, contenir partout, en Europe et en Asie, l'expansion nécessaire de la Russie.

La France et la Russie ont considérablement perdu toutes deux à se haïr.

RAISONS DE L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

Dans les temps mêmes où elle contribuait aux désastres de la France, la Russie se rendait compte du besoin qu'elle avait que la France fût forte, pour l'équilibre général et pour ses propres intérêts. Elle avait déjà comme une conscience obscure de la faute qu'elle commettait à nous laisser écraser. Elle se laissait aller à d'apparentes inconséquences, témoignage extérieur de son erreur politique.

En 1815, Napoléon était définitivement vaincu. Paris occupé vengeait Moscou brûlé, Alexandre Ier s'opposa au démembrement de la France et tint à lui faire reconnaître ses frontières de 1790. Ce n'était pas générosité chevaleresque, quoiqu'il l'affectât volontiers ; c'était intelligence des vrais intérêts de la Russie.

En 1875, Alexandre II venait de permettre la victoire des Prussiens sur Napoléon III, en retenant l'Autriche disposée à se venger de Sadowa. Il ne permit pas que Bismarck recommençât la guerre jugée par lui insuffisante. Il arrêta résolument toute tentative de provocation. On prétend qu'il disait à l'ambassadeur français de Saint-Pétersbourg : « Soyez forts, soyez très forts. » Il ne disait pas que cela pouvait être avantageux à la Russie même.

Le gouvernement russe sentait dès lors avec netteté le besoin qu'il avait d'une France forte pour contenir l'Allemagne nouvelle. Il craignait que Bismarck n'acquittât point sa dette de reconnaissance, et voulait l'y contraindre en l'inquiétant sur le Rhin. De là, si Bismarck persistait dans son ingratitude, à se rapprocher décidément de la France, il n'y avait qu'une naturelle évolution politique. Les événements de 1878 et le traité de Berlin en accélérèrent le dénouement.

J'ai dit ailleurs les circonstances de la rupture entre la Russie et l'Allemagne, origine de la Triple Alliance. Alexandre II retarda encore quelque temps l'événement dès lors fatal; il avait malgré tout quelque amitié pour Guillaume I[er] et redoutait le nihilisme, dont l'Allemagne ne le sauva point. Il n'aimait pas la France.

Alexandre III, plus dégagé de ces liens du passé, pouvait être le fondateur de l'alliance franco-russe. Il n'aimait pas les Allemands dont il trouvait l'influence excessive dans son propre empire. Il fut « le tsar national », parut avoir pour devise : « la Russie aux Russes », russifia les provinces baltiques, fit la guerre partout à la langue allemande, aux capitaux allemands, rendit à la Russie toute la conscience de sa personnalité. Ce fut, à certains égards, la fin du système de Pierre le Grand : la Russie fut moins servilement européenne, fut prête à pousser son action sur l'Asie.

Dès lors toutes les conséquences furent tirées de la « trahison » allemande de 1878. La Bulgarie prétendait s'arracher à la protection de la Russie : Alexandre de Battenberg fut enlevé de Sofia par des officiers russes, obligé d'abdiquer. Ferdinand de Saxe-Cobourg fut élu prince de Bulgarie malgré le tsar. Alexandre III connut l'intervention de l'Allemagne en faveur de cette élection. Désormais convaincu que l'Allemagne s'opposait aux intérêts russes et soutenait les intérêts autrichiens, il se décida à l'alliance française.

Arrêtée sur la route de Constantinople, la Russie chercha la

mer libre en Asie. Elle mit toutes ses forces, toute son ardeur de vigoureuse jeunesse à l'exploitation du Far-East. Il lui fallait des capitaux. La France est un trésor.

Les fonds russes furent admis au marché de Paris ; tous les emprunts russes qui y furent émis furent couverts dans de merveilleuses conditions, en 1888, en 1889, en 1891. L'épargne française répondit à toutes les espérances du gouvernement russe. En peu d'années, 4 milliards de fonds russes se trouvèrent placés en France. C'était le moyen d'exploiter fructueusement toutes les terres nouvelles de l'Asie russe, d'y construire les grandes routes commerciales qui conduisent à l'Inde et à la Chine. La Russie n'eût pu trouver ailleurs ces ressources, ces moyens d'action.

Autant elle était aidée dans cette voie par les capitaux français, autant elle était empêchée par la politique anglaise. Une alliance franco-anglaise eût été redoutable à l'avenir de la Russie, plus redoutable encore qu'au temps de la guerre de Crimée. Il convenait que la Russie attirât la France à elle, pour l'empêcher de chercher à Londres quelque accord diplomatique.

Car dans sa politique asiatique, la Russie n'a pas d'autre ennemie que l'Angleterre. Il y avait donc pour elle un intérêt de premier ordre, un intérêt vital vraiment, à avoir l'appui de la grande rivale de l'Angleterre. La France contient l'Angleterre sur la Méditerranée ; elle peut faire contre elle d'efficaces diversions en Afrique ; elle la tient inquiète en Égypte, sur la route de l'Inde, à Madagascar sur la route du Cap ; elle peut dans l'Extrême-Orient, par l'Indo-Chine, soutenir directement de ses flottes et de ses troupes coloniales une action effective contre l'Angleterre.

Aucune autre puissance ne pouvait rendre à la Russie les mêmes services ; son obstacle étant l'Angleterre, son alliée nécessaire était la France.

La France sentait au moins autant le besoin d'une alliance.

La Russie n'avait subi que des échecs diplomatiques, n'était pas inquiétée dans sa sûreté; la France avait subi des désastres, demeurait menacée. Car elle était tenue, elle se tenait depuis 1871 dans un isolement dangereux. Elle mettait quelque orgueil à ne pas mendier un appui qu'il eût fallu payer; elle attendait l'occasion, et refaisait sa force dans une attitude d'une dignité qui devait finir par en imposer.

Elle fut pendant près de vingt ans réduite à une sorte de quarantaine diplomatique; elle ne s'en émut et développa ses intérêts coloniaux. Les gouvernements européens tentèrent de faire le vide autour de ses expositions universelles de 1878 et de 1889. Elle n'en fut pas troublée et les fit quand même très brillantes et très fières. Elle fut l'objet bien des fois, à sa frontière des Vosges ou à celle des Alpes, de provocations souvent odieuses; elle les traita par le dédain, résolue à choisir son heure et à ne pas jouer sur un coup de dés sa fortune et celle de l'humanité. De quelque parti, de quelque nation qu'on soit, il faut reconnaître, bon gré, mal gré, — c'est un fait que l'histoire enregistre — que depuis trente ans la tenue politique de la République Française a été très noble. Il y a peut-être quelque immodestie à le noter ici; mais nous voulons rendre justice aux autres et à nous-mêmes. Aussi bien cette conduite du gouvernement républicain portera, a déjà porté des fruits.

Le premier, c'est que son alliance fut enfin recherchée. La France ne sollicita celle de personne. Eût-elle pu préférer celle de l'Angleterre, pour faire équilibre à la Triple Alliance? — Il y a encore des Français, et d'illustres, qui ont cette opinion, et il peut paraître hardi de s'élever à l'encontre.

Cependant, la seule puissance avec laquelle depuis 1815 la France ait entretenu des relations presque continuellement cordiales, contracté même des alliances, ce fut précisément l'Angleterre. Qu'on dise ce que la France y a gagné. L'Angleterre fit tout ce qu'elle put pour entraver le développement de la grandeur française, voulut s'opposer à l'expédition d'Alger,

encouragea la résistance d'Abd-el-Kader. Mieux même, elle nous infligea toutes les humiliations dont elle trouva l'occasion; elle reforma en 1840 l'alliance de toute l'Europe continentale contre Louis-Philippe. Elle ne fit pas un signe pour arrêter la politique de Bismarck, elle ne nous offrit jamais même aucune garantie de sécurité.

L'Angleterre s'est toujours opposée, s'opposera toujours sans doute à l'expansion de l'influence française, soit sur le continent dans la direction du Rhin, soit sur les mers dans n'importe quelle partie du monde. — N'a-t-elle pas montré sa mauvaise humeur lors de l'annexion de la Savoie et de Nice? — Depuis que la France a une grande politique coloniale, nulle entente n'est possible avec elle, car, même au milieu d'une « entente cordiale », il lui est arrivé de nous combattre par tous moyens. Son amitié ne fut jamais pour elle qu'un moyen de contenir la France. Or mieux vaut un franc ennemi qu'un hypocrite ami.

Pour qu'une alliance anglo-française devînt souhaitable pour les Français, il faudrait que l'Angleterre changeât toute sa politique traditionnelle. On ne peut le lui demander. Mais on doit en tirer une instruction et agir en conséquence.

C'est pourquoi il ne nous semble pas regrettable que le gouvernement français ait préféré l'alliance russe à l'alliance anglaise.

Ce fut pour les Français une grande satisfaction d'amour-propre que la conclusion de l'alliance russe. C'était la récompense de vingt ans d'efforts, c'était comme la preuve matérielle du relèvement de la patrie. C'était, au lendemain de l'affaire Schnœbelé, une précieuse garantie de sécurité. Ce fut enfin le droit d'espérer.

Il est une condition essentielle pour que cette alliance soit solide et sincère, c'est qu'elle n'oblige pas la France à une politique réactionnaire au dedans, c'est qu'elle ne l'absorbe pas dans une sorte de Sainte Alliance conservatrice, c'est que

la France continue d'exprimer toute son espérance de progrès social et de travailler à la réaliser. S'il fallait que l'alliance russe correspondît chez nous à une politique conservatrice, — comme il est arrivé à l'Italie depuis son entrée dans la Triple Alliance, — elle perdrait en peu de temps toute sa popularité, même elle ne durerait point. Mais il paraît bien que la Russie ait voulu un rapprochement avec la France telle qu'elle est, de même que la France a consenti à un rapprochement avec la Russie telle qu'elle est.

Si la Russie a surtout recherché l'alliance française pour s'en servir contre l'Angleterre, la France espéra d'abord que l'alliance russe lui serait surtout utile contre l'Allemagne. Sous Charles X, l'alliance franco-russe avait été presque conclue. Du moins, les relations furent très cordiales et les navires français et russes combattirent ensemble à Navarin. La France de Louis XVIII et de Charles X pouvait faire partie de la Sainte Alliance et l'armée fit, en 1823, l'expédition d'Espagne pour le compte de l'absolutisme monarchiqne. Chateaubriand avait tenu à cette expédition parce qu'elle assurait l'amitié de la France et de la Russie, en prouvant la force militaire de la France ; il écrivait à ce propos : « Cette guerre doit être le premier acte de notre résurrection..... Après, il nous faudra la rive gauche du Rhin, aussi loin qu'elle peut s'étendre. »

Il y eut des espérances analogues dans le premier enthousiasme que l'alliance russe suscita en France. Il y eut du moins l'espérance de la revanche.

L'alliance franco-russe garantit la sécurité particulière de la France, l'équilibre général de l'Europe, donc la paix. Sera-ce une paix oublieuse ? Ou devons-nous espérer quelque chose de ce que réclamait Chateaubriand ? Il faut éviter les illusions pour éviter les déceptions accablantes.

Il est douteux, pour le moment, que la Russie soit prête à favoriser la revanche française contre les Allemands. Elle ne

songe qu'à l'Asie et se désintéresse assez des conflits de l'Europe occidentale.

Cependant, si elle revenait sur Constantinople, qui est toujours le débouché nécessaire aux intérêts de Batoum et d'Odessa, — cela ne dépend que d'une nouvelle évolution de la question d'Orient, toujours fertile en surprises, — et si la France renonçait à barrer à la Russie le chemin de la Méditerranée, on conçoit la possibilité d'une action commune contre la politique austro-allemande. Le Rhin et Constantinople seraient les deux termes d'un accord en ce sens. La France a renoncé sans doute à lier sa cause à celle de la Pologne, comme à celle de la Suède; il lui serait plus facile de renoncer à Constantinople et à la « langue de chat » ; ses intérêts ne sont plus prépondérants dans le Levant, et la politique napoléonienne n'a plus sa raison d'être; la France peut maintenant permettre la descente de la Russie au Sud. En admettant qu'elle eût à en redouter quelque concurrence commerciale, la politique exige parfois des sacrifices : le tout est de les compenser par des bénéfices. Mais, même alors, la France et la Russie rencontreraient dans ces régions une triple alliance anglo-austro-allemande capable de rendre ces sacrifices inutiles et ces bénéfices douteux. Je conclus que l'alliance franco-russe ne peut pas trouver par là un fondement solide. Il faut attendre que l'avenir modifie le jeu des combinaisons diplomatiques.

C'est pourquoi l'alliance franco-russe a déjà suivi, depuis 1887, — comme toute chose vivante, — une évolution appréciable. L'opinion française la jugea utile contre l'Allemagne; elle en reconnaît aujourd'hui l'utilité contre l'Angleterre. Tout malentendu en est ainsi écarté, elle peut être plus intime et active.

En effet, réserve faite provisoirement de la question rhénane, l'Angleterre est devenue notre principale adversaire, et contre elle l'amitié de la Russie peut nous être très précieuse.

La France est en conflit avec l'Angleterre sur bien des

points du globe, en Afrique notamment et sur les bords du Nil. La question toujours critique est la question du canal de Suez.

Le canal de Suez a un intérêt international. Les Russes y participeraient davantage s'ils avaient des débouchés sur la Méditerranée orientale. Un accord franco-russe, qui obtiendrait l'adhésion de l'Autriche et de l'Allemagne, dans l'intérêt de Trieste et de Salonique, aurait quelque chance d'assurer un règlement avantageux de la question du canal.

La France a aussi intérêt à développer sa fortune en Indo-Chine; la pression des Russes sur Péking peut être aussi utile à la France qu'à eux la présence des Français en Indo-Chine.

D'une manière générale, dans un conflit toujours possible entre la France et l'Angleterre, une diversion russe dans le voisinage du Pamir serait décisive.

Il convient d'ailleurs de noter cette sorte de fatalité historique qui pousse la France et la Russie l'une vers l'autre contre l'Angleterre. Qu'on jette un regard sur la carte politique du planisphère. A l'ouest de l'ancien continent, la France grandit en Afrique; elle a l'Algérie et la Tunisie, le Sénégal et le Soudan, le Dahomey et le Congo-Oubanghi, sans parler de Madagascar. Elle étend son influence sur un grand nombre de populations arabes; elle devient une puissance musulmane; elle n'a pas perdu tout son prestige en Egypte ; elle est aimée et respectée dans tout le Levant; le développement de sa civilisation donne une sorte d'unité morale au monde arabe, de l'Océan Atlantique au Liban.

A l'est de l'ancien continent, l'empire russe traverse toute l'Asie septentrionale jusqu'à la Corée, absorbe le Turkestan, atteint le Pamir et l'Iran. L'influence russe grandit dans l'Asie Mineure ; elle est prépondérante en Perse. La Russie domine désormais la plus grande partie des populations turques et turcomanes; elle devient, elle aussi, une puissance musulmane, héritière des grands conquérants mongols; elle est capable de

donner une sorte d'unité morale au monde turc et mongol, de Péking à l'Archipel et au Liban.

La destinée de la France et la Russie semble être de faire l'éducation des deux grandes races musulmanes. Je n'en déduis pas que fatalement l'alliance de la France et de la Russie leur promet le partage de l'ancien continent tout entier. Je constate seulement un fait indéniable, écrit sur la carte.

En ont-elles une nette conscience ? On le pourrait croire à voir la France essayer de joindre l'Oubanghi à Obock, imposer son voisinage aux Anglais à Mascate, à voir la Russie descendre vers le golfe Persique et vers l'Indus, à les voir toutes les deux associer leurs efforts en Ethiopie. On dirait qu'elles tendent à se joindre pour couper ensemble la grande route anglaise de la Méditerranée à l'Inde, et le point d'appel de cette jonction paraît être en Egypte.

En tout cas, elles sont bien placées pour assurer ensemble l'équilibre des mers ; elles ont le devoir de garantir la sécurité internationale du canal de Suez et de toute la route qui conduit de l'Europe à l'Extrême-Orient.

Quel est le grand homme d'Etat qui nouera ces intérêts communs en un solide système politique ?

L'ALLIANCE DEPUIS 1887

De tous ces intérêts rapprochés, inconsciemment sentis par les foules, clairement conçus sans doute par les gouvernements, jaillirent les manifestations éclatantes de l'amitié nouvelle.

1887 fut l'année critique, l'année de la rupture commerciale entre la France et l'Italie, l'année de l'avènement de Ferdinand de Saxe-Cobourg au trône princier de Bulgarie, l'année des plus odieuses provocations de Bismarck à l'adresse de la France. Le chancelier allemand voulait, en effrayant le pays, faire passer ses projets d'augmentation d'effectifs militaires,

forcer la main au Reichstag. Il voulait peut-être même faire la guerre, avant la mort de Guillaume Ier dont il dominait l'esprit, avant la conclusion définitive de l'alliance franco-russe. C'était chez lui comme un mouvement de colère excité par le spectacle de ses ennemis relevés, de l'avenir mal assuré. Il devait pourtant savoir, par la philosophie allemande, que l'humanité ne se fixe jamais en des formes politiques ou sociales définitives, qu'elle est entraînée par les lois du « perpétuel devenir », que demain ne sera pas semblable à aujourd'hui.

L'alliance franco-russe fut conclue et l'horizon s'éclaircit. Elle fut l'objet, de 1891 à 1897, d'affirmations répétées, annuelles. Au mois de mars 1891, le tsarévitch, le futur Nicolas II, faisant un voyage autour du monde, s'arrête longuement à Saïgon, se proclame heureux de se reposer en terre française; il lui semble qu'il « n'a pas quitté sa famille ». En mai, le tsar Alexandre III visite l'exposition française de Moscou, et salue les organisateurs des plus bienveillantes paroles. En juillet, l'escadre du Nord de la flotte française, sous le commandement de l'amiral Gervais, est reçue dans les eaux de Cronstadt.

L'événement de Cronstadt fit, dans toute l'Europe, une énorme impression. Toutes les puissances hostiles, Allemagne, Italie, Angleterre, déclarèrent avec tant d'insistance et de plaisanteries qu'il n'avait pas la moindre importance, qu'il fallut bien se persuader qu'il avait une importance capitale. De fait, il ouvrait l'ère de l'alliance franco-russe.

L'année suivante, — 1892, — le président Carnot, étant à Nancy, y reçut à l'improviste le grand-duc Constantin, cousin de l'empereur de Russie. La presse et l'opinion française firent ressortir, en grand effort d'argumentation, l'intérêt de cette entrevue près de la frontière de la Lorraine, et toutes les espérances politiques de la France en furent exaltées.

En 1893, les marins russes de l'amiral Avellane vinrent à Toulon, à Paris. L'enthousiasme des Français devint du

délire, et l'alliance franco-russe gagna tous les cœurs, jusqu'au fond de toutes les campagnes de France.

Les deux illustres fondateurs de l'alliance, Carnot et Alexandre III, moururent presque en même temps, l'un au mois de juin 1894, l'autre le premier novembre suivant. Ce furent deux grands deuils, communs aux deux nations alliées. Les sympathies se firent en quelque manière plus intimes.

En 1895, les Allemands inaugurèrent par de grandes fêtes le canal maritime de Kiel à la mer du Nord. La France fut invitée à s'y faire représenter. Des vaisseaux français s'y rendirent et entrèrent dans le port de Kiel bord à bord avec les vaisseaux russes. Était-ce un symbole, et le gouvernement russe voulait-il être l'intermédiaire de rapports moins tendus entre la France et l'Allemagne ? — Il est certain que l'empereur Guillaume II depuis son avènement n'a laissé échapper aucune occasion d'entretenir des relations de bon voisinage avec la France. Il semble aussi que la politique du tsar Nicolas II soit moins hostile à l'Allemagne que celle de son père Alexandre III. La disparition de Bismarck a forcément adouci l'aigreur des dissentiments : Guillaume II, tout en suivant la même politique, prétend qu'on ne l'en rende point responsable ; il espère ainsi en garder les avantages, en éviter les inconvénients ; ce qui est très habile.

C'est pourquoi l'alliance franco-russe entra alors dans une phase nouvelle, — autant qu'on en puisse juger à si peu de distance et avec les pauvres renseignements dont le public dispose. — La politique contemporaine, c'est le jeu des devinettes. — L'alliance paraît moins hostile à l'Allemagne; on dirait qu'elle évolue pour aboutir à une sorte de *modus vivendi* avec cette puissance. Ce n'est qu'une impression, assez générale en France ; nous ne pouvons d'ailleurs avoir que des impressions.

L'alliance parut se resserrer de plus en plus étroitement. En 1896, l'empereur Nicolas II et l'impératrice Alexandra furent triomphalement reçus à Paris. En 1897, le président

Félix Faure leur rendit leur visite à Saint-Pétersbourg, et sur le *Pothuau*, les deux chefs d'État proclamèrent enfin officiellement l'intime union des « deux nations amies et alliées ».

Ce sont tous les renseignements officiels que possèdent même les nations intéressées. Les traités de la Triple Alliance sont moins inconnus.

Quoi qu'il en soit, l'énumération de ces manifestations franco-russes, de 1887 à 1897, est très imposante. Il ne se peut pas qu'une si jeune et si chaude amitié demeure platonique. On aurait en France de la peine à l'admettre; on regretterait amèrement de s'être réjoui en pure perte. On mettrait volontiers de l'impatience à exiger quelque résultat immédiat, pour en juger.

Il faut constater déjà qu'en France, à la période de l'enthousiasme exubérant, — dont les tsars peut-être restèrent quelque peu étonnés, — a succédé celle de la froide réflexion.

Que renferme cette alliance? A-t-elle un caractère uniquement défensif ? Prévoit-elle certaines échéances ? Prépare-t-elle la solution de quelques-uns des problèmes politiques du jour ? Dans quelle mesure pouvons-nous faire fond sur elle ? Garantit-elle à la fois notre sécurité et le libre développement de nos intérêts ? etc. — Nous ne savons rien. Nous demeurons là, depuis plusieurs années déjà, devant un mystère. Les mystères excitent naturellement la défiance. Que l'empereur de Russie, souverain autocrate, cache à ses sujets les secrets de son cabinet impérial. Mais le peuple français est souverain; les députés, les ministres, le président de la République ne sont que les mandataires de cette souveraineté. La constitution exige qu'aucun traité de paix ou d'alliance ne soit conclu sans l'autorisation ou l'approbation du Parlement. La nation a le droit de savoir à quoi l'alliance russe la conduit, ce qu'elle exige et ce qu'elle promet. Il ne convient pas qu'une nation souveraine soit « gouvernée » comme une nation sujette ; les mœurs politiques et diplomatiques des monarchies ne doivent pas être celles d'une République.

L'ignorance où est tenue la France engendrera, engendre la froideur. Il semble bien qu'en Russie les masses populaires sont assez indifférentes, ignorantes de la France, peu soucieuses du profit qu'elles auront des sympathies françaises. Quant aux classes nobles, n'ont-elles plus du tout l'antipathie qu'elles témoignaient à l'alliance française sous Napoléon I[er]? En France, l'amitié de la Russie a bien plus profondément pénétré. Et pourtant tous les partis n'y sont pas unanimes. La presse socialiste exprime sa répugnance pour une alliance avec « l'autocrate, le tyran de Russie ». Ou bien l'alliance russe est solide et favorable aux intérêts français : pourquoi n'en pas indiquer les grandes lignes aux représentants du pays? Elle n'en sera que plus populaire. — Ou bien, — je ne m'arrête pas à cette supposition, — elle n'offrirait aucun caractère de précision, ne renfermerait aucune assurance formelle. Alors on aurait trompé la France, et ce serait un crime.

Lorsque au mois d'août 1898 parut dans tous les journaux européens la fameuse circulaire de la chancellerie russe sur le désarmement, elle fut d'abord mal interprétée par les passions populaires ; — car, quand la raison n'est pas éclairée, on ne peut agir que par passion, et on fait des sottises. — Or il faut tenir compte des passions populaires; elles sont un terrible agent de l'histoire.

Le tsar désirait organiser le désarmement, au moins partiel ? Fallait-il donc renoncer à la vengeance, armée depuis trente ans ? Pour nous entraîner contre l'Angleterre, dans sa politique « impérialiste », le gouvernement russe prétendait-il nous faire oublier la blessure de 1870 ? Ou la croyait-il cicatrisée? Et pensait-il que le moment fût venu d'une réconciliation avec les vainqueurs de Sedan ? Il connaissait si mal la France ?

Il y eut quelques semaines de désarroi. Faute de renseignements, on inventa, peut-être. Il sembla qu'il fallait cesser de compter sur la Russie pour régler notre querelle avec l'Allemagne. Il fallut rayer de nos papiers l'espoir d'une revanche

au Rhin. Mais alors quelle est, en ce qui concerne l'Allemagne, la nature de nos engagements avec la Russie et de ses engagements avec nous ? — Mystère et inquiétude.

De 1894 à 1896, 150 ou 200 000 Arméniens ont été massacrés de sang-froid par le sultan. Les puissances européennes, et parmi elles la France et la Russie, l'ont permis, n'ont rien fait pour l'empêcher. Cette mollesse fut infâme. L'histoire la reprochera cruellement aux gouvernements de la fin du XIXe siècle. La seule explication que l'on puisse donner de cette abstention est la suivante : la Russie ne veut pas d'une Arménie autonome, qui, délivrée des Turcs, serait peut-être ingrate comme la Bulgarie, et serait capable de barrer la descente des Russes vers le Sud. Le prince Lobanof, chancelier de l'empire russe, l'a dit en propres termes : « Nous ne voulons pas d'une nouvelle Bulgarie. » C'est d'une politique très sage. Mais fallait-il pour cela laisser massacrer sous ses yeux 200 000 malheureux chrétiens, et encourir devant la postérité l'accusation de complicité par indulgence ?

Lorsque les Turcs massacrèrent en 1822 les chrétiens de Chio et de la Morée, toute l'Europe chrétienne fut soulevée d'indignation et le sultan fut sévèrement et justement châtié. La France et la Russie avaient ensemble accompli le noble devoir d'humanité. Il est vrai que leurs profits matériels ne furent pas considérables : mais la gloire et la grandeur des peuples ne sont pas faites uniquement de profits matériels.

Etait-ce donc aussi à cause de l'alliance russe que le gouvernement français n'adressait pas à Constantinople la moindre protestation contre les massacres d'Arménie, organisait pendant de longs mois la conspiration du silence ? Et alors l'alliance russe allait-elle nous dessécher le cœur, l'empêcher de vibrer au spectacle des misères d'autrui, arracher à la France révolutionnaire son auréole de protectrice des opprimés, de vengeresse des victimes innocentes, rendre caducs et avilir ses droits

de protectorat religieux dans le Levant, tuer l'amour de la France au cœur des chrétiens d'Orient ?

Car il n'y a pas seulement là une question de sentiment, il y a une question d'intérêt politique, et l'on a plus de chances d'être entendu en se plaçant à ce dernier point de vue. On se souvient de la rivalité franco-russe qui se manifesta de 1850 à 1853 au sujet de certains privilèges français dans les territoires chrétiens de la Palestine. La France maintint tous ses droits ; la guerre de Crimée éclata bientôt après pour d'autres raisons encore ; l'expédition de Syrie en 1860 confirma les prétentions du gouvernement français. Aujourd'hui la Russie fait des progrès considérables dans toute l'Asie Mineure, qui n'est pas éloignée de la Syrie ; elle peut renouveler un jour la rivalité d'autrefois. Faudra-t-il que nous fassions encore ce sacrifice à son alliance ? Il serait désirable cependant que tous les sacrifices ne fussent point pour la France, tous les bénéfices pour la Russie, que sacrifices et bénéfices fussent équitablement répartis.

En 1898 enfin, quelques semaines après la circulaire sur le désarmement, le commandant Marchand avec une centaine d'hommes se trouvait à Fachoda en présence du sirdar Kitchener, à la tête de son armée victorieuse du Khalifa. L'Angleterre, au nom de l'Égypte qui posséda il y a trente ans tout le bassin du Nil, somma la France de faire évacuer Fachoda, et comme le gouvernement français ne s'était nullement mis en mesure de soutenir l'expédition Marchand, que la défense de Fachoda était impossible, que du reste il ne voulait pas risquer sur cette mauvaise carte tout le fruit des efforts faits depuis trente ans pour le relèvement de la France, il rappela les Français du Haut-Nil. La résolution était sage ; mais le moment fut pénible.

A quoi nous servit l'alliance russe en ces circonstances ? — Non pas même à nous éviter l'injure, non pas même à garantir notre sécurité. Nous étions provoqués par l'Allemagne aupara-

vant; fallait-il l'être par l'Angleterre à son tour? Jusqu'à quelle limite nous fallait-il être patients ?

Sans doute l'affaire de Fachoda avait été mal engagée; c'était un grand dessein avec d'infimes moyens; nous étions allés au-devant d'une humiliation inévitable. Mais ce n'était pas à l'alliée à le constater, et peut-être ne le fit-elle point observer.

Du moins, il ne paraît pas qu'elle ait rien fait pour la France. Elle n'était pas prête; son Transsibérien est inachevé; elle n'est pas en mesure de jouer en Asie le rôle décisif où elle se prépare. — Cela est vrai, et une grande guerre se fût engagée, pour elle aussi, dans des conditions insuffisamment favorables. — Faut-il donc que nous dévorions l'outrage jusqu'au jour où il lui plaira de nous aider, où elle se sera mise en position de se nantir grandement? — Ainsi s'échauffèrent les passions populaires, et il est difficile de les calmer par des raisons solides, puisque tous renseignements font défaut, et qu'on laisse l'opinion s'agiter dans le vide de l'ignorance, en proie aux inquiétudes et aux excitations malsaines.

Toutes ces expériences de l'alliance offrent un grand intérêt. Elles ramènent l'enthousiasme exubérant des premiers jours à la juste appréciation des faits. L'impatience serait d'ailleurs aussi mauvaise conseillère.

L'alliance russe nous a donné déjà autre chose que des promesses. Elle nous a rendu la sécurité, la certitude du lendemain; elle a contribué à restituer à la France la place qui lui appartient dans le concert européen; elle lui a assuré la liberté de son action politique.

La diplomatie russe soutient partout les intérêts de la France : dans l'Indo-Chine, elle favorise nos constants progrès vers le Siam, elle nous aidera à prendre notre part dans l'exploitation des richesses chinoises. Nulle puissance n'est mieux placée que la France ou la Russie sur les frontières de la Chine. — En Abyssinie, l'influence de la Russie est grande, et elle y

garantit à la France une importante situation politique et économique. — En Crète, la France et la Russie, aidées d'ailleurs de l'Italie et de l'Angleterre, ont sauvé les chrétiens du massacre, assuré l'autonomie de l'île, en maintenant l'équilibre de la Méditerranée.

Au Caire, la Russie et la France affirment ensemble que l'occupation anglaise de l'Égypte n'est que provisoire; elles réservent l'avenir et préparent les solutions nécessaires aux intérêts de toutes les puissances méditerranéennes.

La situation de la France devient de plus en plus forte sur la Méditerranée, depuis la conclusion de l'alliance russe. Et cela est au moins une coïncidence heureuse.

Aussi bien, depuis dix ans, les circonstances ne se sont pas prêtées aux grandes conceptions politiques. Les conflits entre la Chine et le Japon, entre l'Espagne et les États-Unis n'ont intéressé qu'indirectement les nations européennes. Les difficultés issues de la question d'Orient ont pu être localisées, dans l'intérêt supérieur de la paix. L'Europe est depuis vingt ans dans une période de préparation.

Avant donc de juger de la portée de l'alliance russe, il faut attendre qu'on la voie à l'épreuve des faits, puisque nous ne sommes pas à même d'en juger en dehors des faits. Il faut de la patience. Il faut aussi de la réflexion. Il faut s'arrêter à la résolution ferme de partager également les avantages de l'alliance, d'équilibrer les sacrifices et les bénéfices. Les Russes sont habiles; ils chercheront à tirer de l'amitié française tous les profits possibles; n'ayons pas plus de scrupules à cet égard. S'ils ne nous ont pas encore effectivement aidés, nous ne les avons pas non plus soutenus nulle part de façon décisive. Nous leur avons prêté des capitaux ; mais ils nous servent des intérêts fructueux. L'alliance a été jusqu'ici à peu près platonique. Attendons. En attendant, soyons forts, comme disait l'empereur Alexandre II, et aussi soyons habiles.

CHAPITRE XIV

LES GRANDES PUISSANCES ET LE PARTAGE DU MONDE

Le monde est désormais entièrement connu, sauf de très rares exceptions qui ne sont plus guère que les régions polaires leur connaissance n'importe pas beaucoup à la richesse ou à l'équilibre politique des puissances. Il est presque entièrement en état d'exploitation. Cependant les ressources de l'Europe seule sont complètement calculées : on pourra augmenter le rendement des fruits de la terre, creuser le sous-sol de mines plus profondes. Il est rare que l'on y découvre des trésors nouveaux.

Le marché de l'Inde est à peu près établi ; on sait ce qu'on en pourra attendre ; mais le sous-sol n'a pas encore donné tous ses produits, il recèle des mines de houille qui ne sont pas toutes exploitées, qui ne sont peut-être pas toutes connues. Il est possible que l'Inde, si riche pourtant, offre encore des surprises.

L'Amérique du Sud devrait être en pleine activité industrielle, comme l'Amérique du Nord. Elle est colonisée depuis plus longtemps par les Européens, et elle est plus riche. Elle est trop riche peut-être ; elle a exigé moins d'efforts laborieux ; elle fatigue et épuise vite ses travailleurs. Là, comme dans l'ancien continent, le climat tempéré paraît plus favorable au développement de la civilisation.

La Chine est sans doute merveilleusement riche, de végétaux et de minéraux. Elle reste encore un peu mystérieuse et les

chercheurs de trésors n'y pénètrent pas sans inquiétude.

L'Afrique est une terre presque vierge. Il y a tout son sol à mettre en culture, tout son sous-sol à étudier. Il est possible qu'elle renferme des richesses considérables, dont la poursuite éveillera bien des avidités. Qu'on en juge par les mines d'or du Transvaal, et les passions et les querelles qu'elles ont excitées. Elle sera peut-être le champ de bataille des ambitions de l'avenir : c'est une histoire d'ailleurs qui est déjà commencée.

Dans ces dernières années, sauf en Chine, toutes les places vacantes sur le globe ont été prises par les puissances de l'Europe ou de l'Amérique du Nord ; quelques conflits se sont produits et quelques déplacements d'influence, précurseurs de plus redoutables et prochains bouleversements. Car il faut se hâter : les nations qui ne sont pas pourvues risquent de ne l'être jamais et de ne pas prendre part à la gigantesque exploitation du globe qui sera l'un des faits essentiels du siècle prochain. C'est pourquoi toute l'Europe et l'Amérique furent agitées récemment de la fièvre de l'expansion coloniale, de « l'impérialisme » qui est comme le caractère le plus remarquable de la fin du XIXe siècle.

AUTRICHE-HONGRIE, ESPAGNE ET PORTUGAL, ITALIE, HOLLANDE ALLEMAGNE

Dans ce partage du monde, dans cette course ardente aux trésors et aux grands marchés de la terre, l'importance relative des Empires fondés en ce siècle n'est pas absolument en proportion avec la place qu'occupent en Europe les nations qui les ont fondés. Les puissances prépondérantes en Europe, directrices de ses destinées, ne sont pas également prépondérantes dans le monde. Et, comme la grandeur coloniale, promesse de richesses encore non calculées, se répercutera évidemment sur l'importance relative des Etats européens, la question coloniale, « l'impérialisme », si l'on veut, a modifié déjà, modi-

fiera de plus en plus les conditions politiques de l'Europe elle-même.

Il est impossible, dès aujourd'hui, d'estimer exactement la puissance des Etats européens sans estimer l'importance de leurs empires hors d'Europe.

L'Autriche-Hongrie, par exemple, est la seule des grandes puissances européennes qui n'ait pas la moindre possession extérieure.

Son terrain d'expansion, de colonisation, est la péninsule des Balkans. Ses intérêts dans cette direction sont donc de tout premier ordre, et on comprend qu'elle se soit appuyée à l'Allemagne pour y poursuivre une politique réellement vitale pour elle.

Mais il est certain que la péninsule des Balkans ne pourra pas être longtemps réduite à ce rôle primitif de colonie allemande ou hongroise, que par la suite fatale des temps, par le développement de l'industrie et du commerce, par le mouvement naturel de la civilisation, les Etats Balkaniques, à bref délai, non seulement cesseront d'être tributaires du commerce et de l'industrie de l'Allemagne ou de l'Autriche-Hongrie, mais deviendront pour elles des rivaux dangereux.

Quand la France, après 1870, eut perdu le marché italien et le marché allemand, elle entra — à temps — dans la voie de la colonisation, pour y suppléer. Que deviendra l'Autriche-Hongrie quand les peuples des Balkans prétendront — bientôt — se suffire à eux-mêmes ?

Il est vrai qu'alors l'Autriche-Hongrie aura sans doute vécu et que l'Europe centrale aura pris une forme politique nouvelle, qu'il est difficile aujourd'hui de préciser.

Ç'aura été le malheur de l'Autriche dans l'histoire, rançon de sa grandeur passée, de régner trop longtemps sur des terres européennes qui furent pour elle de fructueuses colonies. Pour avoir eu l'empire autrefois, elle n'a plus aucune part aux empires d'aujourd'hui. Ses possessions européennes lui ont

échappé par la genèse naturelle des nationalités, et elle n'aura bientôt plus de quoi vivre.

Un jour viendra que les colonies des autres Etats dans le monde, grandies aussi à la dignité de nations, se suffiront à elles-mêmes, se détacheront de leurs métropoles, se retourneront contre elles ; mais pour la plupart ce jour est lointain, et l'Autriche-Hongrie connaîtra la première ce désastre renfermé dans le « perpétuel devenir ».

L'Espagne et le Portugal ont connu des malheurs semblables.

L'Espagne, la première des puissances coloniales, a vu, la première, ses colonies arriver à la maturité et lui échapper. Je n'en recherche pas ici les raisons ; je note seulement le fait, constatant que l'Amérique du Sud, comme l'Amérique du Nord, s'est de bonne heure détachée de l'Europe, parce qu'elle est peuplée d'Européens, moins facilement résignée à la servitude que d'autres races.

L'Espagne posséda l'Amérique centrale, presque toute l'Amérique du Sud. Un moment même, au commencement du XIXe siècle, elle eut, avec la Louisiane et la Floride, les terres les plus fertiles de l'Amérique du Nord. Ce fut l'apogée, veille de la chute. Après trois siècles d'une brillante fortune, son empire colonial s'est écroulé et transformé en nations. Elle en a perdu récemment les lambeaux, Cuba, Porto-Rico, les Philippines. Elle tire quelque argent de ses derniers débris, les Carolines et les Mariannes. Elle se renferme sur elle-même et renonce aux grandes pensées transatlantiques.

Le Portugal est moins misérable à cet égard. Mais il a perdu, lui aussi, presque toute sa splendeur d'autrefois, contemporaine de celle de l'Espagne. Où est le temps où la bulle du pape Alexandre VI partageait le monde entre l'Espagne et le Portugal, selon le méridien de l'île de Fer ? A l'Espagne tout l'hémisphère occidental, au Portugal tout l'hémisphère oriental, jusqu'aux antipodes.

Il faudrait aujourd'hui une autre bulle pour partager le globe

entre l'Ancien et le Nouveau Monde. Il se trouverait du reste que le méridien de démarcation serait encore à peu près le même : à l'Est l'Europe et ses empires d'Afrique et d'Asie, à l'Ouest l'Amérique et la domination du Pacifique.

Jadis les côtes de l'Ancien Monde, de l'Afrique ou de l'Asie, ne connaissaient guère que des comptoirs portugais ; ils jalonnaient la route de l'Inde, que l'Espagne avait cherchée vers le soleil couchant.

Le Portugal conserve des souvenirs de cette ancienne grandeur ; il peut suivre encore les traces de la route de Vasco de Gama et de d'Albuquerque. — Une moitié d'une petite île de la Sonde, Timor, un comptoir sur la côte de la Chine méridionale, Macao, deux sur la côte de l'Hindoustan, Goa et Diu, quelques îles et deux débris d'empire en Afrique, Mozambique et Angola, — c'est de quoi assurer quelques débouchés à l'industrie et au commerce de ce petit peuple ; ce n'est plus un véritable empire.

Comme Sidon et Tyr dans l'antiquité, l'Espagne et le Portugal sont-ils entrés dans la mort, ou sont-ils destinés à une éclatante résurrection ? Quel est leur avenir, même de demain? — Délicate prophétie.

Rome fut, dans l'antiquité, la maîtresse de la Méditerranée; elle y hérita de la fortune des Carthaginois et des Grecs. Après le chaos des invasions, Venise et Gênes reprirent cette succession, et couvrirent toute la mer de leurs vaisseaux, du Caucase au détroit de Gibraltar. La Rome actuelle estime que cette succession est un droit acquis, qu'elle n'est pas en état de déshérence, malgré les siècles écoulés, que la France a usurpé sa place sur la mer Méditerranée ; elle veut recouvrer « son bien » et se consume de jalousie.

Crispi fut populaire en Italie pour avoir tenté de donner un corps à cette chimère insaisissable. Une grande guerre contre la France ne l'eût point effrayé, avec l'alliance de l'Allemagne; il y voyait le nécessaire règlement du compte de succession. Il

ne put entraîner Bismarck. Il jeta les bases d'un empire sur la mer Rouge. Il échoua, et ce fut un des plus lamentables moments de l'histoire de la Jeune Italie que le désastre d'Adoua, où fut anéanti le grand dessein de Crispi.

Massouah et la Somalie d'Opia ne formeront pas aisément un empire proportionné au rêve conçu. L'Italie aura sans doute de la peine à reconstituer l'héritage de la Rome des Empereurs, ou même celui de la Venise des Doges. Il faudrait en écarter la France, et aussi l'Angleterre, une alliée.

Elle est venue tard à la dignité de nation. Elle s'est jetée dans la lutte avec des ressources insuffisantes. Elle a fait de la grande politique avant d'avoir de grands moyens. Elle a sacrifié, jusqu'ici sans résultat, son outillage encore imparfait. Elle souffre d'ailleurs de graves difficultés intérieures ; la question romaine entrave ses mouvements.

Mais elle a des trésors d'activité et d'ambition. Il ne lui manque qu'un champ d'action.

Les Hollandais furent au XVII[e] siècle les rouliers des mers. Ils furent les premiers héritiers des Espagnols et des Portugais. Ennemis naturels de l'Espagne, leur métropole haïe, ils profitèrent de ce que le Portugal fut un moment espagnol, de 1580 à 1640, pour prendre les meilleurs morceaux de l'Empire portugais des Indes orientales : les îles de la Sonde, Ceylan, le Cap.

Puis les Anglais profitèrent de ce que la Hollande fut un moment sous la domination française, de 1795 à 1814, pour prendre quelques morceaux de l'Empire hollandais, qui, en dehors de quelques Antilles, ne comprend plus guère que les îles de la Sonde. Bel empire du reste, de plus de trente millions d'habitants, capable d'une exploitation plus étendue dans Sumatra, Bornéo, suffisant à la prospérité de cette petite nation laborieuse et instruite, qui, d'autre part, redoutant le commerce des grands, s'enferme dans une neutralité jusqu'ici respectée, où elle force l'estime de tous.

D'aucuns pourtant lui prédisent des destinées allemandes, à cause de la parenté des races et des langues, à cause du manque de débouchés dont souffrent l'émigration et l'industrie allemandes. Faisons un rêve ; — l'histoire politique et sociale est ample matière à rêveries, et la réalité est parfois aussi étonnante. — L'empereur allemand Guillaume II profite des premières défaites des Anglais dans l'Afrique australe ; il se souvient que jadis il félicita le président Krüger de la défaite de Jameson. Il prend résolument en mains la défense des Boers et somme l'Angleterre de respecter leur indépendance. Il consacre ainsi l'alliance intime des éléments germaniques et hollandais dans l'Afrique australe et arrache peut-être ces riches terres aux Anglais. Ce serait le trait d'union solide et cordial entre l'Allemagne et la Hollande. On parle souvent du mariage de la reine Wilhelmine avec un prince allemand. Qui sait si la pensée de cette Grande Allemagne n'est qu'une chimère ? Car le temps est aux grands groupements de peuples, et l'Allemagne n'a pas un suffisant empire colonial : elle le trouverait ainsi.

Mais ce sont là jeux d'imagination. la Hollande d'aujourd'hui n'est pas encore entraînée dans le sillage des cuirassés allemands.

L'Empire d'Allemagne a étonnamment grandi depuis un demi-siècle. Il parut, il y a trente ans, la première puissance de l'Europe et du monde. Une hégémonie durable lui semblait promise par ses victoires et par la paix laborieuse qui les suivit.

Ebloui par cette grandeur nouvelle, il s'engagea aussitôt dans la lutte industrielle et commerciale. Au lendemain de la guerre de 1870, il connut une ardente fièvre d'entreprises : les voies ferrées furent jetées, entre-croisées à travers tout le pays, les manufactures s'élevèrent partout nombreuses, les mines se creusèrent, les chantiers construisirent charpentes et vaisseaux. On entreprit trop à la fois. Bientôt des usines furent fermées ; des marchandises furent perdues faute d'acheteurs, des milliers

d'ouvriers furent privés de travail et de pain. L'émigration ne suffisait plus à soulager le peuple allemand de ses misères. Il passa pendant quelques années par un terrible malaise économique : la crise sociale en sortit. Puis l'effort industriel et commercial se régla, une activité plus normale s'organisa dans tout le pays, la prospérité générale de l'empire s'établit selon des lois fixes.

L'Allemagne alors exploita merveilleusement son domaine européen, ses champs et ses mines; ses marchands ont retrouvé l'audace et l'habileté des Hanséatiques. Hambourg rivalise avec les plus grands ports anglais. Voies navigables, voies ferrées charrient incessamment de lourdes charges de marchandises, en dedans des frontières, à travers toute l'Europe centrale, vers l'Autriche, l'Italie, les Balkans, le Levant, l'Extrême-Orient.

Le commerce extérieur de l'Allemagne atteint et dépasse celui de la France. Il ne le cède qu'aux Etats-Unis et à l'Angleterre.

Mais les libres débouchés manquent.

Les Etats-Unis, où l'émigration allemande fut et est encore très active, se suffisent de plus en plus, et dressent dans leurs ports des barrières de douanes. La République Argentine et le Chili reçoivent aussi beaucoup d'Allemands, et avec eux beaucoup de marchandises allemandes. Ils se suffiront peut-être un jour; d'ailleurs la concurrence française et anglaise est très redoutable dans toute l'Amérique du Sud, qui ne deviendra pas aisément un marché allemand.

Cependant la population croît dans l'empire ; la misère croît dans les classes pauvres ; le socialisme fait des progrès considérables, même dans les campagnes. L'émigration, de plus de 100 000 Allemands par an, n'est qu'un dérivatif insuffisant, et qui ne profite pas uniquement à l'Empire, qui est quelquefois une perte sans compensation.

Il faudrait des terres à ces travailleurs innombrables, un

gagne-pain assuré à ce peuple laborieux et inquiet, de vastes champs à cette activité et à ces besoins. L'Allemagne n'a pas des débouchés proportionnés à ce qu'elle produit; elle n'a pas un empire capable d'assurer son indépendance économique.

Bismarck entra trop tard dans la politique coloniale. Il fut un rude batailleur, il agit fortement sur son temps ; il songea peu au lendemain, il n'eut pas d'avenir dans l'esprit. Il porta du reste, et l'Allemagne avec lui, la peine du droit méconnu par la force victorieuse : ayant blessé cruellement la France et redoutant la vengeance, il regarda trop longtemps à la frontière occidentale de l'Empire; il lia trop longtemps son génie politique à la nécessité de conserver les pays conquis vers les Vosges. L'Alsace-Lorraine violentée lui cacha le monde.

Le péril social lui ouvrit enfin les yeux. Il comprit, — avec une clarté d'ailleurs insuffisante, — qu'à l'Empire qu'il avait forgé il fallait un empire colonial, que sans cela l'œuvre est incomplète. Il fit de la politique coloniale, mais sans conviction; ce fut comme un appendice artificiellement ajouté à sa carrière jusque-là d'une unité si grandiose, ou comme un avant-propos pour un règne nouveau.

Il voulut une part de l'Afrique. Il n'en eut que des morceaux épars, èn des régions mal propres à l'émigration.

Du moins il fonda l'Afrique Orientale allemande, entre le lac Tanganika et l'Océan Indien. Son successeur immédiat, le chancelier de Caprivi, céda pour Héligoland le sultanat de Vitou et l'espérance du protectorat de Zanzibar; et l'Allemagne perdit par lui la possibilité de créer aux sources du Nil et du Congo une grande colonie d'exploitation. Elle céda sa place et l'avenir à l'Angleterre qui de toutes parts environne désormais les terres allemandes.

Guillaume II, depuis plus de dix ans qu'il règne, est entré dans la politique coloniale avec une très froide et très ferme résolution, avec une intelligence très nette des besoins de son Etat. Il semble que ce doive être le grand dessein de ce règne.

Il a la plus haute conscience de son droit divin, mais aussi des devoirs qu'il comporte. Il sent avec une incontestable dignité la charge de sa responsabilité, la grandeur de sa mission; et, s'il use, pour l'exprimer, d'une éloquence théâtrale, s'il croit trop volontiers qu'il faut frapper les esprits par des discours grandiloquents et des gestes dramatiques, il faut lui reconnaître sans réserve une étonnante activité et l'ambition de faire de grandes choses pour son peuple.

Aussi résolument que Bismarck voulut une armée pour fonder l'Allemagne, il veut une marine pour fonder un empire à l'Allemagne. Car les puissances maritimes seules peuvent être des puissances universelles et les grandes puissances doivent être des puissances universelles. Il a déjà une marine très forte; il en aura une plus forte encore. Il a assez d'action sur son peuple pour la lui imposer.

Lui sera-t-elle entre ses mains plus utile que la marine italienne entre celles du roi Humbert Ier? — Car Bismarck et Crispi, Humbert et Guillaume II eurent, en matière de colonisation, des ambitions semblables, issues peut-être de correspondance amicale, sans que pourtant ils se soient jamais liés les uns aux autres à la poursuite de leurs rêves semblables : on le vit bien quand Bismarck laissa la France occuper Tunis malgré les cris de l'Italie, quand Guillaume II permit les défaites de son allié en Abyssinie. — Tous deux d'ailleurs eurent tort sans doute.

Guillaume II n'a pas subi de pareils échecs; il a eu ses déboires aussi. Il voulut assurer à l'Allemagne le domaine économique de l'empire turc; par le développement naturel des conséquences du traité de Berlin de 1878, il fonda avec le sultan Abdul-Hamid II une étroite alliance; il lui donna des officiers, des ingénieurs; il l'aida à vaincre les Grecs; il assura une efficace protection aux intérêts économiques de l'Allemagne dans tout le Levant; il obtint de très importants avan-

tages, et l'industrie allemande trouva dans ces pays un champ d'expansion très profitable.

Mais il s'aperçut que l'amitié du sultan n'est pas suffisante, que, surtout depuis quatre ou cinq ans, la haine des Turcs a fait d'énormes progrès parmi les populations chrétiennes, et qu'il serait utile d'avoir leurs sympathies. Il fit parmi elles son grand voyage de 1898. Il eut la douleur, qu'il dissimula, d'arriver à Constantinople le jour même où son allié le sultan dut accepter l'ultimatum des puissances et consentir à rappeler les troupes ottomanes de la Crète ; l'alliance de l'Allemagne parut inégale à l'hostilité de ses rivales.

L'empereur alla ensuite fonder une église catholique allemande à Jérusalem ; il ne fit que fournir au pape l'occasion d'affirmer une fois de plus solennellement le protectorat français dans les Lieux Saints. Comment Guillaume II put-il croire un moment que le pape enlèverait ce protectorat à la France catholique pour l'attribuer à une puissance protestante, à un prince piétiste? Il se consola en allant déposer une couronne sur la tombe de Saladin, à Damas.

Le peu de succès de ce voyage à grand fracas n'empêche pas que l'Allemagne ait dans le Levant une importante situation économique, et qu'elle la fortifie chaque jour. Mais il ne faut pas qu'elle force son talent.

Plus tôt, plus hardiment, plus heureusement jusqu'ici que son allié du Quirinal, Guillaume II planta son écusson sur la terre chinoise, à portée des trésors du Céleste-Empire. Il occupa Kiao-Tcheou, le garda, entreprit l'exploitation des richesses minérales du Chan-Toung, prit sa place à la table du partage, se réserva de l'avenir. Il acheta les Carolines, les Mariannes, Palaos aux Espagnols, se fit céder Samoa par les Anglais et les Américains, « jeta le pont de la Chine à la Nouvelle-Guinée ».

Quel sera l'avenir de ces grands desseins? — Le présent n'offre encore que des promesses, insuffisantes à éloigner le danger social qui menace l'Empire des Hohenzollern. L'Allema-

gne est loin de tenir sur le globe la place que lui voudrait son Empereur et dont elle a besoin ; mais où prendre cette place? Tout est occupé. — L'Allemagne n'est pas parmi les grandes puissances universelles.

ANGLETERRE ET ÉTATS-UNIS, RUSSIE, FRANCE

Les quatre grandes puissances universelles sont : l'Angleterre et les Etats-Unis, la Russie et la France.

La première puissance industrielle et commerciale, mais non la première puissance morale du monde, est l'Angleterre.

Certes elle ne connaît pas la générosité, le désintéressement; elle ignore la beauté et le mérite du sacrifice. Elle poursuit l'empire des mers avec l'âpre convoitise des pirates d'autrefois. Elle brise tout obstacle, elle a brisé le Portugal, elle veut briser le Transvaal, elle brisera ensuite l'Abyssinie. Elle est froide, rigide, impitoyable.

« Le principe impérial est entré dans notre sang, écrivait « récemment un colonel anglais ; nous le tenons des pirates « qui se lancèrent des fiords du Nord à la conquête de l'Angle- « terre. Ils l'ont transmis à leurs descendants qui, à leur tour, « ont conquis la plus grande partie du monde ; et ce sont eux « qui nous ont appris que ce qui est bon à prendre est bon à « garder. »

L'Angleterre d'ailleurs ne cherche pas les sympathies ; elle impose le respect de sa force, insensible aux clameurs que parfois elle excite.

Elle offrit en ce siècle un étonnant, et, en un sens, un admirable spectacle, — soit par l'habile direction d'une politique qui, consciente de sa fin, n'a pas fait une faute grave, quand toutes ses rivales en ont fait et quelques-unes irréparables ; — soit par la grandeur acquise, si colossale qu'elle en est devenue menaçante pour toutes les puissances sans exception.

Elle tint surtout, au XIXe siècle, à s'assurer la route de l'Inde.

Elle occupa dès le début le Cap; puis quand cette route s'ouvrit par la Méditerranée et le Levant, elle s'en garantit la disposition avec une adresse extraordinaire. La France est menaçante en Egypte et pousse Méhémet-Ali à la conquête de la Syrie, de l'Asie Mineure (1840) : elle écarte la France, elle rejette Méhémet-Ali en Egypte. La Russie est menaçante vers Constantinople et les Détroits (1853); elle se sert de la France, elle écarte la Russie des Détroits, neutralise un moment la mer Noire. La France ouvre le canal de Suez, a des intérêts prépondérants en Egypte : elle achète presque la moitié des actions du Canal, intervient en Egypte, évince la France. La Russie menace encore Constantinople, escalade l'Ararat, pousse ses armées jusqu'à la mer de Marmara, à San Stefano : elle déchire le traité de San Stefano, le remplace par celui de Berlin, rejette la Russie au nord du Danube et de la mer Noire, prend Chypre.

A travers tout le siècle, malgré tous les efforts contraires, elle a sauvé *sa* route de l'Inde.

Et son empire est immense. Elle a le Dominion du Canada et Terre-Neuve, une Guyane, la Jamaïque et les plus riches des petites Antilles. Elle a les embouchures du Niger et l'Hinterland jusqu'au lac Tchad, et ainsi elle est encore capable de compromettre l'intégrité de notre empire africain.

Surtout du haut de l'Himalaya, elle domine tout l'Océan Indien, dont elle fait presque un lac anglais, une Méditerranée britannique. L'Inde est un merveilleux joyau : cependant des millions d'Hindous y souffrent de grandes misères et d'épouvantables famines; l'Angleterre n'accomplit pas là tout son devoir. Pieuvre immense collée à Calcutta, elle lance en tous sens et à coups sûrs ses tentacules longs et irrésistibles. Elle les jette de là, sous forme de voies ferrées, sur l'Afghanistan et la Perse méridionale, jusqu'au fond du golfe Persique; — sur le Thibet, par-dessus l'Himalaya; — sur la Birmanie et la Chine, par Bhâmo et l'Iraouaddy supérieur, à travers les étroits défilés du Lang-Tan, vers le Yun-nan et le Yang-tsé-Kiang. Elle les

jette de là, sous forme de lignes de paquebots, bien plus loin encore, sur Singapour, et les ports chinois de l'Extrême-Orient, de Hong-Kong à Weï-haï-Weï; — sur l'Australie, vers Melbourne, Sydney, Auckland, créations merveilleuses de l'industrie britannique, admirables produits du tempérament colonisateur des Anglais; — d'autre côté sur Aden, Perim, l'Ibea et les sources du Nil, la Zambézie, la Rhodésie, du Caire au Cap.

Et tous ces pays, de Calcutta au Cap et à Auckland, sont le domaine de la langue anglaise, et apprennent dans la langue de la métropole l'exercice des libertés politiques.

Sauf l'Inde, terre chaude, molle, résignée même au nirvâna, les colons anglais deviennent vite orgueilleux, fiers de leur esprit de liberté, comme l'Angleterre. Le Canada est complètement autonome ; il a, lui aussi, par instants, des appétits d'impérialisme, l'envie de faire partie de quelque chose de grand, et cela se traduit par des vélléités, jusqu'ici peu tenaces, de s'absorber dans la puissante république voisine. C'est une forme de l'union des races anglo-saxonnes que les Anglais sans doute ne sont point pressés de voir réalisée.

L'Australie aussi et la Nouvelle-Zélande sont fort libres, fort amies des nouveautés les plus hardies. Elles ne sont dociles à l'Angleterre qu'à condition de gérer leurs intérêts dans une complète indépendance, contentes d'être protégées par elle, de n'avoir pas les charges de la grande politique internationale. Qui donc d'ailleurs, même si elles étaient détachées de l'Angleterre, songerait à les inquiéter? Mais elles sont uniquement peuplées d'Anglais, et les liens du sang les attachent à la métropole plus que le Canada, plus que le Cap surtout.

L'Afrique australe, en effet, fut peuplée de Hollandais avant l'arrivée des Anglais. Ils tiennent plus fortement au sol : ils forment une nationalité rudement trempée par les épreuves; ils sont de taille à repousser et à châtier l'assaut des « flibustiers » de Cécil Rhodes, et les provocations de l'Angleterre pourraient faire éclater la redoutable formule : « L'Afrique aux

Afrikanders. » Il y a dans les Républiques d'Orange et du Vaal les éléments essentiels d'une confédération de l'Afrique australe qui serait capable de changer singulièrement les conditions d'existence de l'empire anglais.

Aussi bien ne voit-on pas comment l'avenir pourrait faire l'Angleterre plus grande. « La Plus Grande-Bretagne » doit être prise sans doute au sens absolu de l'expression; elle a atteint son apogée, semble-t-il, et ce moment historique est souvent suivi des difficultés et de la décadence.

On peut prévoir ces difficultés, au risque d'ailleurs de se tromper. L'Angleterre a fait déjà de si étonnantes choses qu'elle surprendra peut-être toute prévision. Celui qui, en 1869, au moment de l'inauguration du canal de Suez, eût prédit que treize ans après les Anglais seraient au Caire et trente ans après à Khartoum, eût passé pour un fou. On eût bien plutôt annoncé que l'Angleterre avait dès lors perdu la principale route de l'Inde et que la sécurité de son empire en pouvait être gravement compromise. Il est vrai que dans l'intervalle il y eut la guerre franco-allemande.

Cependant cela n'enlève pas à l'historien le droit ou même le devoir d'exposer les faits acquis, d'en chercher les caractères vrais, sauf à observer la plus absolue réserve en matière de conséquences.

Le monde anglais est travaillé presque tout entier d'un actif mouvement vers la fédération de ses diverses parties ou même vers l'autonomie, l'indépendance de chacune d'elles. En un tel état de choses, le gouvernement de la métropole peut être fondé sur les répressions ou les concessions. Les deux systèmes peuvent avoir des inconvénients, mais le premier plus que le second.

Les prétentions excessives d'un ministère Tory, au XVIIIe siècle, ont produit l'indépendance des États-Unis.

La longue oppression de l'Irlande exaspère son désir de l'autonomie et, de plus en plus irritée, de plus en plus

misérable, écrasée sous le joug d'une aristocratie orgueilleuse et cruelle, l'autonomie ne lui suffira peut-être pas. Elle est depuis le commencement du XIXe siècle en état continuel de sourde rébellion; elle manifeste en toute occasion la haine des Anglais, de vives sympathies pour tous leurs ennemis. Elle attend la délivrance : l'autonomie, que Gladstone fut disposé à lui assurer, qui est l'article principal du programme du parti libéral en Angleterre, le Home rule, ne serait peut-être qu'un encouragement, un pas vers l'indépendance, un moyen d'y arriver. Et ce serait funeste aux intérêts, à l'existence même du Royaume-Uni. C'est pourquoi les conservateurs se refusent à admettre le Home rule, et beaucoup de libéraux se sont joints à eux pour former le grand parti des Unionistes.

Le rude gouvernement des Anglais dans l'Inde y comprime toute résistance, et ces peuples sont plus faciles à tenir que bien d'autres quoique l'Angleterre n'ait pas perdu le souvenir de la révolte des cipayes. Il ne faut pas conclure de leur docilité actuelle à leur résignation éternelle.

Les concessions libérales, d'autre part, appellent d'autres revendications, suscitent des exigences nouvelles. La pente en est glissante.

La forme fédéraliste paraît à beaucoup d'hommes politiques, même Anglais, la seule capable de sauver l'empire de la dissolution. Il serait même urgent d'en étudier l'application avant qu'un premier démembrement ne se soit produit; car les conditions en deviendraient moins favorables. Mais c'est une forme politique très difficile à organiser, puis à maintenir, sur d'aussi grandes étendues, avec des peuples aussi divers. La Suisse ni les États-Unis ne s'y sont pas établis sans de terribles luttes. L'empire anglais y sombrerait peut-être.

L'organe principal d'un tel empire fédéral serait forcément un Parlement composé de députés des diverses parties de l'Empire. Mais le fier Parlement de Londres reconnaîtrait-il la suprématie de quelque Parlement impérial, siégeant à côté de

lui, ou à Calcutta, ou à Melbourne? Les « Commoners » anglais, représentants de 38 millions de citoyens libres et depuis longtemps « maîtres des mers », iraient-ils de gaieté de cœur se noyer parmi les députés de races inférieures qu'ils sont habitués depuis si longtemps à écraser de leur morgue hautaine? L'Angleterre deviendrait l'égale de l'Australie, du Cap, du Canada? Elle s'absorberait dans la masse énorme de ses sujets hindous? Cela n'est pas vraisemblable. Ce serait pourtant cela le fédéralisme.

Ce ne serait plus l'Angleterre. Ce ne serait plus le gouvernement habile, persévérant, hardi, de cette oligarchie de riches marchands et de puissants seigneurs qui fait la grandeur de l'Empire depuis deux sièles. Ce serait l'abdication de l'Angleterre. Ce ne pourrait être que le résultat de terribles défaites.

Il semble bien, en vérité, que le gouvernement de l'empire anglais va être de plus en plus difficile, quand il va passer de la période de la formation territoriale à celle de l'organisation politique. Il aura autant de peine à se maintenir qu'à se transformer.

Ce ne sont là, du reste, que des indications très générales sur lesquelles il serait scientifiquement imprudent d'insister. L'Angleterre est si grande qu'on se persuade volontiers que la décadence est proche, et, comme autour de Napoléon après Tilsitt, on guette, quelques-uns avec d'intimes espérances, le moment où le colosse s'effondrera.

Mais le colosse est encore puissant, et, s'il a des pieds d'argile, cela ne paraît pas.

Le siècle même se ferme sur un rapprochement des races anglo-saxonnes d'Europe et d'Amérique. Les autres puissances se sont émues, dans ces dernières années, de cet accord anglo-américain, qui parut capable d'assurer aux contractants la domination des mers et de compromettre à son profit l'équilibre politique du monde. Certes, si cette alliance était formelle, intime, rien ne serait plus important dans le tableau

de la situation actuelle des grandes puissances. Mais nous sommes, sur ce point, réduits aux conjectures. L'entente a paru s'établir à l'occasion de la guerre sino-japonaise, surtout lors de la guerre des États-Unis contre l'Espagne; depuis quelque temps les Anglais n'usent que de bons offices à l'égard des Américains; ils s'entendirent même tout à fait cordialement contre l'Allemagne dans l'affaire de Samoa. Les circonstances pourtant les ont amenés à céder ensemble.

L'entente est entre eux manifeste. Durera-t-elle? Ou n'est-ce qu'un accident? une des innombrables combinaisons politiques où le gouvernement anglais aime à passer sans se fixer? Est-ce un pas vers l'unité de la race anglo-saxonne, un mouvement opposé aux tendances séparatistes qui sont visibles d'autre part, du moins dans l'empire anglais? Est-ce crainte réciproque d'en venir aux mains? Est-ce, notamment de la part de l'Angleterre, aveu que l'allié est très fort, très capable de nuire, qu'il est devenu nécessaire de compter avec lui, qu'il est habile d'être l'allié des forts? Est-ce intention de se contenir l'un l'autre? On a vu de ces alliances dans l'histoire : l'un se jette dans les bras de l'autre pour l'empêcher de trop prendre, pour gêner ses mouvements. Est-ce accord économico-politique pour l'occupation et l'exploitation de certaines terres, la saisie de certains monopoles, pour un partage à intervenir selon des conventions à débattre? Par exemple, une « Company Limited » pour l'exploitation industrielle et commerciale de l'Amérique du Sud, pour la domination du Pacifique, pour la pénétration en Chine?

Les deux associés sont frères. Ils se pourront peut-être entendre quelque temps. Au jour de la rupture, la querelle serait sans doute effroyable.

En attendant, l'Angleterre est aujourd'hui la plus grande puissance du monde. On fait le tour du monde en pays anglais. Le soleil ne se couche pas sur les terres que gouverne la reine Victoria : où qu'il soit, il éclaire toujours l'activité de

quelque population anglo-saxonne, fouillant le sol, lui arrachant ses richesses, guettant les trésors nouveaux. L'Angleterre tient le trident de Neptune. Même le trident de Neptune ne retentit jamais sur d'aussi vastes domaines.

L'empire russe est tout différent et aussi imposant. Il n'est pas l'œuvre de la libre activité d'individus conscients de leur tâche et jaloux de leur personnalité. Il est l'œuvre de la force énorme que peuvent assurer à cent millions d'hommes une foi aussi robuste qu'aux temps primitifs, un absolu respect aux volontés d'un seul homme, vénéré comme un être surnaturel, comme un représentant de Dieu. Il est semblable aux grands empires asiatiques de l'antiquité ou du moyen âge, des Perses ou des Mongols; le domaine où il vit le veut peut-être ainsi.

Toute liberté est brisée dans cet organisme effrayant, toute nationalité est absorbée et broyée dans une compression impitoyable sous la terrible doctrine du panslavisme, sous le joug de la foi orthodoxe et de la langue slave, de l'autorité absolue du tsar blanc.

Et cela est plus que jamais le caractère essentiel de la Russie d'aujourd'hui. Elle eut, au commencement du siècle, avec Alexandre Ier, un caractère plus libéral; elle admit, pour certains de ses sujets, le principe de l'autonomie; elle reconnut les libertés politiques de la Finlande; elle fit de la Pologne d'abord un royaume constitutionnel. De là, l'influence des idées libérales pouvait se répandre à travers toute la Russie.

Les successeurs d'Alexandre Ier ne le permirent point. Ils furent tous de redoutables niveleurs, de farouches forgerons de l'unité russe. Nicolas Ier, « le tsar de fer », et Alexandre II, le libérateur des serfs, furent également cruels aux libertés polonaises; elles furent toutes détruites les unes après les autres. La Pologne se perdit dans la masse de la nation russe; ce fut pour elle comme une seconde mort. S'en relèvera-t-elle ?

Alexandre III détruisit avec la même énergie les éléments germaniques dont étaient pénétrées les provinces baltiques de

son empire. Il n'eut pas à employer les moyens sanglants dont s'étaient servis son père et son grand-père. Il fut, comme eux, un ouvrier de l'unité nationale.

Et Nicolas II paraît poursuivre la même politique avec la même fermeté, qu'il appelle à ce ministère le prince Lobanof ou le comte Mouravief. Il n'est pas le partisan de l'autonomie des Arméniens de la Turquie; leur liberté, leur sécurité le touchent peu; il ne considère que les intérêts positifs de la grande patrie slave dont il est responsable. Les libertés finlandaises, reconnues par ses ancêtres, ne l'arrêtent point davantage : il ne convient pas qu'il y ait des variétés dans l'unité russe; elles ne seraient que signes de faiblesse. Tous les sujets du tsar doivent être sujets de la même façon; il ne convient pas qu'il ait à se préoccuper de considérations spéciales aux uns ou aux autres; si le gouvernement patriarcal est bon pour les uns, il l'est pour les autres; se plier à des concessions, c'est douter de sa vertu, c'est douter de soi-même.

L'empire russe est ainsi fondé, et de plus en plus solidement, sur une force unique au monde, inconsciente dans sa masse, sinon dans sa direction, aussi irrésistible que les glaciers d'autrefois qui usaient les montagnes et couvraient les plaines, sans qu'aucun obstacle fût suffisant à les arrêter, à les contenir longtemps.

Le tsar pousse en tous sens ses nuées de Cosaques, héritiers des Mongols de la Bannière-Bleue et des Turcomans de Timour le Boiteux, attirés par leur souvenir dans les mêmes voies. Les glaciers suivent sur les pentes des sillons semblables.

Le glacier russe descend au Sud, comme pour y fondre les eaux qu'il recèle et les jeter dans la grande circulation universelle. Il cherche des issues. Il en trouvera, car ses masses énormes s'entassent derrière les obstacles qu'elles ont un moment rencontrés et qui seront nivelés à leur tour.

De la Russie du Sud et de la Caucasie, elles pressent sur les débouchés de la mer Noire, sur Constantinople et les Darda-

nelles, ou bien par l'Euphrate supérieur, sur le golfe d'Alexandrette et les échelles du Levant; — c'est-à-dire qu'elles cherchent à confluer avec la mer Méditerranée, pour jeter dans la grande voie commerciale de l'ancien monde les richesses minérales et végétales des pays de la mer Noire et du Caucase.

Du Turkestan, devenu l'axe géographique de l'empire du Nord, à égale distance de Vladivostok et de Saint-Pétersbourg, de Péking et de Constantinople, elles pressent sur le golfe Persique et le golfe d'Oman. Il faudra de solides barrières à l'Indus pour que l'inondation n'affecte pas l'empire anglais.

De la Sibérie, enfin, et de l'Amour, elles pressent sur la Mandchourie et la Corée, vers la mer du Japon et la mer de Chine, sur Péking.

Constantinople, Delhi ou Calcutta, Péking, ce sont les trois buts où tend l'empire russe, et vers lesquels il a fait depuis cinquante ans d'étonnants progrès. Où seront ses limites dans cinquante ans ? Aura-t-il enfin jeté ses vaisseaux sur la Méditerranée, sur l'océan Indien, sur l'océan Pacifique? Et quel fruit l'humanité tirera-t-elle de cette considérable modification des courants commerciaux?

Ce grand corps politique, très compact, aura bientôt tout le réseau des voies ferrées nécessaires à sa vie : le Transsibérien jusqu'à Vladivostok et peut-être Péking, le Transcaucasien prolongé jusqu'à Téhéran et vers le golfe Persique, le Transcaspien destiné à escalader les montagnes de l'Afghanistan, à aborder l'Inde, le futur Grand Central Asiatique, de la mer Noire à la Chine. Quelle terrible chose ce sera lorsque sur ces voies achevées les efforts de 120 millions d'hommes, inspirés par une même foi, dirigés par une même discipline, instruments aveugles d'une seule volonté, appuieront sur un point unique! Y peut-on concevoir quelque résistance?

Et cela a sa grandeur, sa beauté spéciale, aussi bien que les prodiges de l'individualisme anglo-saxon. Cela tient évidemment à une condition politique très primitive, funeste à des

millions d'intelligences qu'elle asservit, faite d'horribles souffrances physiques et morales, mais si fortement établie qu'on ne prévoit pas la possibilité prochaine d'un autre régime, que ce régime est peut-être nécessaire à ces peuples encore incapables d'une autre organisation, qu'un autre régime ne pourrait qu'énerver la force qu'est sur le globe l'empire russe. Il est une des formes politiques utiles peut-être à la nature pour accomplir ses fins.

La France offre le spectacle d'une autre forme politique qui a une autre beauté, à laquelle du moins nous, Français, nous trouvons une autre beauté ; et nous avons raison au point de vue supérieur du progrès de l'humanité, de l'amélioration des conditions sociales.

Il arrive que l'on parle, même en France, de la décadence de la France, du déclin de son influence morale. On parlait de même dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle, à la veille de la Révolution et de l'Empire.

Des Français se sont faits depuis 1870 les admirateurs des Anglo-Saxons, des Allemands ; ils ont souhaité que nous perdions, pour imiter nos voisins, quelques-uns de nos meilleurs caractères nationaux. Certes il est nécessaire que nous sachions regarder au delà de nos frontières, reconnaître les qualités des autres, nos défauts aussi, corriger les uns par l'estime des autres. Nous avons trop longtemps méprisé les étrangers, comme les Grecs qui jadis les traitaient tous de « barbares ». Ce n'est pas une raison pour tomber dans l'excès contraire, et il convient avant tout que nous soyons fidèles à nos plus glorieuses traditions, que nous restions nous-mêmes. Nous le pouvons sans craindre que la comparaison avec l'étranger nous fasse rougir de honte.

Nous avons commis des fautes politiques ; nous avons fait le jeu de nos adversaires ; nous avons subi des désastres, perdu des provinces, attiré sur nous de grands malheurs. Je ne dis pas que nous n'en sommes point responsables, qu'il en faut

rejeter tout le reproche aux gouvernements que nous avons eus : à nous revient tout le reproche ; un peuple libre a le gouvernement qu'il veut, et s'il lui plaît de se donner un maître, à lui d'en porter toutes les conséquences. Mais du moins nous ne tenons pas sous le joug des peuples esclaves ; l'Angleterre a l'Irlande, etc. ; l'Allemagne a le Slesvig, l'Alsace-Lorraine ; la Russie a la Pologne ; les États-Unis se donnent les Philippines. Ce sont des provinces riches, fertiles ; leurs maîtres en tirent d'importants revenus ; leurs maîtres seraient plus riches s'ils possédaient le cœur des habitants de ces provinces ; ils seraient plus grands dans l'histoire s'ils ne retenaient pas par la force des millions d'hommes dans les chaînes. J'affirme que, si la République française possédait malgré elles des provinces qui constamment, comme en un glas funèbre, revendiqueraient leur liberté, elle a assez le culte du droit, le respect de la dignité humaine, pour rendre à des esclaves leur liberté. J'affirme qu'elle ne ferait pas ce que la Russie a fait en Pologne, l'Allemagne en Alsace-Lorraine, l'Angleterre en Irlande, et que cette impuissance où elle est d'opprimer autrui est pour elle une supériorité.

Aussi bien, même en matière de politique réaliste, d'intérêt bien entendu, la France contemporaine peut soutenir la comparaison avec beaucoup d'autres. Elle a été capable, depuis trente ans, malgré la défaite, d'un admirable essor colonial. La guerre de 1870, la formation de l'unité italienne, de l'unité allemande, enlevaient à notre industrie et à notre commerce de nombreux clients au delà des Alpes et du Rhin. Sous peine de voir la ruine économique succéder de près aux désastres militaires, il fallait refaire une clientèle à nos produits, il fallait coloniser.

La France entra à temps dans l'œuvre coloniale, grâce à Jules Ferry. Conquérant de la Tunisie et de l'Indo-Chine, il arracha son pays à quelques-unes des plus terribles conséquences de la défaite ; il la répara ainsi dans une large mesure.

Il prépara l'avenir; grâce à lui surtout, la France est demeurée une des grandes puissances universelles ; elle s'est relevée des coups de Bismarck ; elle a refait un empire français plus grand que l'empire allemand. N'est-ce pas une des formes de la revanche ?

Elle a la meilleure partie de l'Indo-Chine et par là pénètre dans quelques-unes des plus riches provinces chinoises. Elle a Madagascar qui à elle seule constitue tout un empire. Elle a presque toute l'Afrique du Nord-Ouest, elle enveloppe par le désert le Maroc, elle a le protectorat de la Tunisie, elle affirme et maintient que l'établissement des Anglais en Égypte n'est que provisoire, elle a une situation privilégiée dans le Levant : elle exerce ainsi une sorte de protectorat politique et moral sur tout le monde arabe. Elle est par là en quelque manière une puissance musulmane ; elle en a conscience, et elle entreprend l'éducation de ces peuples très défiants, mais aussi très assimilables, dont elle commence à conquérir l'estime et l'affection.

Tout ce grand empire rend à la France la possibilité de jouer un rôle important dans le développement de la politique internationale, de garder son rang parmi les puissances de qui dépendent les destinées du monde. Il donne satisfaction à ses intérêts économiques, à son industrie et à son commerce ; il permet à sa jeunesse de tremper son caractère dans les luttes extérieures, d'élargir son intelligence par la connaissance des peuples les plus lointains ; il lui assure le bienfait de l'action.

Il lui réserve l'occasion de jouer encore un grand rôle moral. La France est la plus grande puissance morale, la seule puissance morale du monde.

Le nom de la France a, pour tous les peuples de la terre, une signification, et confère aux Français un honneur, leur impose des devoirs qu'ils n'ont pas le droit de renier, sous peine de diminuer leur patrie.

Fille aînée de l'Église à travers les siècles, elle en a accepté

la charge de la protection des catholiques, presque dans le monde entier, du moins en Orient, en Extrême-Orient ; elle ne demande à ce titre qu'une autorité morale reconnue de tous pour que son rôle soit efficace ; elle ne demande pas qu'il se traduise en écus ou en domination politique.

Mieux encore, — car il s'agit de l'humanité tout entière, et non pas seulement d'une Église entre autres, — elle est la fille aînée de la Révolution, avec tout ce que ce terme de Révolution renferme de liberté, d'égalité, de justice.

Au commencement du siècle, elle combattit pour ces idées ; elle fut glorieuse et triomphante par elles. Mais elle fut trop grande ; elle s'enorgueillit ; elle excita la jalousie. Elle parut alors n'avoir combattu que pour sa gloire, pour la gloire d'un conquérant ; car elle n'eut plus assez de souci de la liberté d'autrui. Elle ameuta contre elle de violentes haines ; elle paya chèrement sa gloire.

Mutilée depuis, deux fois, saignante encore d'une plaie inguérissable, elle a souffert terriblement, elle souffre toujours autant de ses provinces ravies, du droit méconnu. Martyre des idées qu'elle a proclamées, elle les représente dès lors avec plus de pureté.

Voudrait-elle, — comme parfois on le lui souhaite, — se forcer à une politique réaliste, à ne prendre intérêt qu'à son intérêt, qu'elle ne le pourrait pas, que ce serait de sa part une véritable abdication, une mutilation du meilleur de son âme, et que le monde n'y voudrait pas croire.

Car elle représente, — qu'elle le veuille ou non, et elle le veut, elle y voit sa gloire inattaquable, sa raison d'être, — toutes les grandes idées morales dont les sociétés politiques se pénètrent chaque jour un peu plus. Elle est la seule éducatrice des peuples ; elle est la conscience morale de l'humanité ; et c'est un empire que nul désastre ne lui ravira.

CHAPITRE XV

LES CONFLITS ET LA PAIX

LES CONFLITS. — DE STRASBOURG A PÉKING

Ainsi, toute la surface de la terre est couverte de champs de luttes. Presque tous les peuples font, subissent ou préparent la guerre : la fraternité n'est pas encore la règle de leur conduite. Quand le sera-t-elle ? La paix elle-même est bien difficile, sinon impossible, à assurer. Il n'y a pas d'année que les épées ne se croisent sur quelque point du globe, que le sang ne coule pour des œuvres d'ambition. Le XIXe siècle fut le siècle de fer, et il se termine en léguant au suivant beaucoup de querelles riches en guerres.

Car la plupart des nations sont mêlées à des conflits qui leur paraissent ne pouvoir se régler que par les armes. Les uns sont nés de quelque violation du droit, d'une rupture de l'équilibre politique ou économique, les autres d'une mauvaise constitution intérieure qui n'intéresse pas les voisins, mais à laquelle les voisins s'intéressent ; d'autres enfin, — ce sont les plus étendus, ceux qui caractérisent le plus exactement le début du XXe siècle, — sont le produit de la fièvre ardente qui pousse tous les peuples à la recherche de la fortune et qui les jette les uns sur les autres.

Mais ce sont les premiers qui sont les plus graves, parce qu'ils n'affectent pas seulement les intérêts matériels des peuples qu'ils mettent en présence ; ils ont un caractère moral ; ils irritent les fibres nationales les plus sensibles ; ils

sont fondés sur des haines de races, nées elles-mêmes de sanglantes luttes dont elles aspirent à se nourrir encore.

Entre toutes, la question d'Alsace-Lorraine est toujours la plus grave, et elle paraît insoluble, l'Allemagne maintenant sa conquête et la France maintenant son droit. Depuis trente ans, elle menace sans cesse de mettre aux prises ces deux nations, et par elle de jeter l'Europe dans les pires catastrophes; car, quoiqu'elle s'en soit maladroitement désintéressée autrefois, l'Europe y est directement intéressée tout entière, et elle paie sa rançon du crime qu'elle a permis.

La France s'est armée pour se venger et pour détourner d'autres attaques. L'Allemagne s'est armée pour garder sa conquête et imposer à jamais aux vaincus le respect du fait accompli. Elles sont devenues toutes deux de formidables puissances militaires. Les autres puissances ont craint que l'équilibre ne fût rompu à leur détriment. Bon gré mal gré, elles ont dû s'armer pour une querelle qui leur avait été trop indifférente. Ainsi la question d'Alsace les tient toutes sur le pied de guerre. Elle est presque seule l'origine des armements à outrance, sous le poids desquels l'Europe plie et se plaint. Et, la chose est curieuse, la nation vaincue en 1870 est peut-être celle qui supporte le moins mal ces charges écrasantes. Est-ce déjà une des formes de la « justice immanente » ?

Cela amènera-t-il l'Europe à intervenir pour réparer le mal qu'elle a laissé faire? — Il est peu probable; la question d'Alsace-Lorraine est une querelle où il serait imprudent aux tiers de s'entremettre. Ils en souffriront; ils n'oseront rien pour la résoudre; ils porteront jusqu'au bout la peine de leur faiblesse. C'est la première vengeance du droit.

Il n'y a pas, semble-t-il, de guerre à redouter du conflit entre le Quirinal et le Vatican. Le Vatican n'est plus au temps où il avait des armées à son service. Depuis, il a maintes fois trouvé des alliés pour soutenir sa cause par leurs armes ; et peut-être ne désespère-t-il pas d'en retrouver; peut-être

l'Italie redoute-t-elle encore qu'il en retrouve. Ces craintes furent pour beaucoup dans les haines qu'elle témoigna à l'Autriche, puis à la France, et beaucoup d'Italiens en sont encore pénétrés. Ils se persuadent du moins, — et en cela ils n'ont peut-être pas tort,— qu'en cas de guerre leurs ennemis ne manqueraient pas de se fortifier d'une entente avec le Saint-Siège. Le pape au Vatican est pour eux comme Louis XVI aux Tuileries, en 1792, quand les alliés envahissaient la France et comptaient sur l'amitié et la connivence du roi.

Mais l'autel de saint Pierre ne s'appuie plus aujourd'hui sur les trônes des rois ; ils paraissent fragiles et il lui faut des assises plus solides, plus fortement enracinées dans les masses profondes des nations. Le Vatican abandonne les trônes à leurs destinées prochaines ; il se confie désormais aux peuples ; il fait alliance avec les Républiques. Il aiderait volontiers à la formation d'une République italienne dont il absorberait le gouvernement : entreprise téméraire, si l'on en juge par les faits passés ; la République, fondée à Rome sur des souvenirs païens, ne s'accorda jamais avec la papauté ; la papauté, dans ses dangers, trouva toujours son appui chez les souverains. Si elle abandonne les souverains à leur sort, il est à craindre qu'elle n'en soit pas sauvée, qu'elle soit entraînée dans la même ruine ; car, comme eux, elle a fondé et fonde encore son pouvoir sur le principe d'autorité, et ce principe est caduc.

Il y a de terribles conflits renfermés dans la question autrichienne. Ils ne paraissent pas très vivement jusqu'ici : la personne respectée de l'empereur François-Joseph maintient tous ses peuples dans une union factice, qui n'est fondée que sur un loyalisme qui ne sera peut-être pas aussi fervent pour son successeur : on dirait que François-Joseph n'a plus ses couronnes qu'en viager. Il est certain que sa mort sera pour l'Autriche-Hongrie le signal d'une effroyable crise.

Tant qu'il vit, les revendications des nationalités se contiennent dans une modération du reste toute relative ; il semble

qu'elles éclateront d'autant plus violemment quand il ne sera plus.

Les Slaves exigeront qu'on leur accorde satisfaction ; c'est leur droit, et il faudra bien là aussi, que le droit triomphe. Mais les Allemands ne supporteront pas la domination des Slaves ; ils leur refusent même l'égalité ; s'ils ne peuvent arrêter le progrès nécessaire des Slaves, ils s'en iront à la Grande Allemagne ; ils y grossiront puissamment l'élément catholique ; ils en modifieront la constitution actuelle ; ils lui assureront peut-être ses libertés contre le militarisme prussien. — Il est possible d'ailleurs aussi que ces lignes ne soient pas prophétiques.

En cette révolution d'énorme portée, quelle sera la conduite et l'intérêt des Magyars ? — Ils ne peuvent que perdre au moindre changement. Ils sont l'élément conservateur de l'État austro-hongrois ; les Slaves en sont l'élément révolutionnaire : l'avenir est à la Révolution.

Comment s'organisera cette Slavie ? — Encore jeune, se laissera-t-elle fasciner par le panslavisme ? Et l'Allemagne consentira-t-elle à se laisser fermer encore les routes du Sud ? De tous temps, les Germains ont convoité les terres du Sud ; ils se sont terriblement battus à travers l'histoire pour en conserver l'accès. La Grande Allemagne aura-t-elle à lutter contre une Grande Slavie ? Du moins elle aura de la peine, après François-Joseph, à garder largement ouvert le chemin de la Méditerranée ; l'Allemagne n'y porte ses produits et ses idées qu'en foulant sous ses pieds les nations slaves ; elles se lasseront de cette servitude.

L'Europe tout entière sera émue par la rupture de l'équilibre qui fut établi au milieu du XIXe siècle. Elle aura de la peine à fonder le nouvel équilibre nécessaire à la paix générale. On disait autrefois : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. » Cela est toujours vrai et, si l'existence de l'Autriche était assurée, l'avenir du continent en serait plus clair.

Cela ne signifie pas cependant que la condition actuelle de l'Europe centrale soit parfaite ; la révolution des nationalités ne pourra que l'améliorer, car c'est uniquement parce que cette condition est très imparfaite que la révolution est nécessaire.

La péninsule des Balkans est toujours, sur la carte, un endroit très sensible ; la moindre agitation qui s'y manifeste développe la fièvre dans tout l'organisme européen ; car les causes de conflit y sont multiples, se compliquent et s'aggravent les unes par les autres. — Ce sont les petits États balkaniques qui se surveillent jalousement, qui s'empêchent les uns les autres d'achever la déroute des Turcs : la Serbie déteste le Monténégro ; ils sont de même race ; mais le roi de Serbie et le prince de Monténégro sont des concurrents : lequel des deux, selon l'exemple donné en Italie par le roi de Piémont, fera l'unité, — à son profit, — de la Grande Illyrie ? — La Serbie est jalouse de la Bulgarie ; elles se sont déjà battues : laquelle des deux aura la Macédoine ? La Macédoine est surtout bulgare ; mais la Serbie a besoin de ce débouché sur la mer Méditerranée, puisqu'elle n'en a pas sur la mer Adriatique. — Et la Roumanie s'intéresse grandement à l'équilibre balkanique. — Et les Grecs sont nourris de la Grande Idée. — Et les Albanais ont d'illustres ancêtres. — Et les Turcs tiennent à rester à Constantinople.

Il y a de la place dans les Balkans pour un grand homme d'État, pour un Cavour. Mais où naîtra-t-il ?

Et ce sont, derrière les petits États balkaniques, les Grandes Puissances qui voient là, entre le Danube et les Détroits, l'un des points fondamentaux où s'établit, où peut se rompre l'équilibre européen. L'Autriche, et derrière elle l'Allemagne, d'un côté, la Russie de l'autre, s'observent attentivement : la Russie a été écartée il y a vingt ans ; mais elle ne s'est pas éloignée sans esprit de retour, et aujourd'hui son influence politique balance celle des gouvernements de Vienne et de Berlin. La

France, l'Angleterre, l'Italie travaillent à maintenir l'équilibre de la Méditerranée, mais chacune, surtout l'Italie, désireuse bien plutôt de le modifier à son profit.

Toutes les puissances européennes sont d'accord pour garantir l'intégrité de l'empire turc, non pas par amitié pour le sultan, mais parce que chacune d'elles craint que le démembrement ne lui profite pas autant qu'à une rivale. C'est pourquoi, sauf accident, il reste possible que l'empire turc reste intact encore quelque temps. Cela ne veut pas dire qu'il en soit digne. En vérité, ce n'est plus seulement l'empire de « l'homme malade » ; c'est presque un cadavre à dépouiller. Cependant, il a dans son agonie d'effrayants accès que l'Europe ne sait pas calmer à temps.

Toutes les puissances, d'ailleurs, s'intéressent passionnément à la question d'Orient, parce que les Détroits sont une des clefs de la colonisation de l'Asie.

L'autre clef de l'Asie est l'Égypte : c'est la principale, la seule en vérité, tant que les voies commerciales ne sont pas ouvertes à travers l'Asie antérieure. C'est pourquoi elle était d'un intérêt capital pour les Anglais, qui n'avaient pourtant rien fait pour s'en assurer la possession quand Ferdinand de Lesseps creusait le canal de Suez. Erreur qu'ils ont vite et habilement réparée.

Ils sont aujourd'hui solidement établis en Égypte, il paraît bien difficile de les en faire sortir. Ils ont découvert le Nil supérieur, puis l'ont reconquis sur les marchands d'esclaves et sur le fanatisme des derviches. Ils l'ont, pour ainsi dire, gagné deux fois. Ce sont des droits dont il convient de tenir compte, autant que de ceux de la France dans la région inférieure de ce bassin. Il faudra bien donner une solution définitive à ce conflit ; les droits de l'Angleterre sont assurés ; ceux de la France méritent compensation. Il faudra aussi parler des droits de l'Égypte, dont nul ne se soucie beaucoup, et qui, cependant, devraient être prépondérants.

Le khédive d'Égypte n'est pas un « homme malade » ; il n'y a pas longtemps que l'Égypte fut une grande puissance. Les Égyptiens et les Arabes ont tenu une place importante dans l'histoire et se sont montrés capables d'éducation et de progrès. C'est une des faces de la question d'Égypte qui ne fut perçue quelque peu qu'au temps du soulèvement *national* d'Arabi-pacha, de 1880 à 1882; elle s'imposera peut-être à l'attention des hommes politiques, et il est vraisemblable qu'un jour on entendra sur les bords du Nil la formule de la liberté : « l'Égypte aux Égyptiens! »

Mais le canal de Suez est à peine en Égypte ; il lui donne une importance politique et économique considérable, mais il ne lui est pas aussi utile qu'aux puissances maritimes de l'Europe. Toutes ont besoin que ce passage soit libre, parce que toutes ont des intérêts au delà de la mer Rouge, vers l'océan Indien et l'Extrême-Orient; pour toutes, il est dangereux que ce passage soit anglais ou égyptien.

Par suite du caractère international de ce point du globe, un arrangement arbitral serait sans doute possible : il est nécessaire, il est urgent. On ne conçoit pas que la question n'ait pas déjà été soumise aux délibérations des gouvernements intéressés : ils attendront sans doute d'avoir souffert de la situation actuelle.

Si l'Europe ne se montre point encore disposée à chercher la solution de ce problème, pourquoi la France, la plus directement atteinte, ne se préoccuperait-elle pas de ses intérêts particuliers? Nul, ni même l'Angleterre, ne lui conteste qu'elle a en Égypte et à Suez une situation privilégiée, qui vaut des avantages positifs. L'Angleterre, évidemment, ferait quelque sacrifice pour que la France reconnût par un traité son établissement en Égypte. Il est possible, d'ailleurs, que le gouvernement français ait déjà essayé de débattre le prix de cette reconnaissance. Ne serait-ce pas du moins un moyen d'obliger les autres gouvernements à se préoccuper davantage de la

question de Suez, à s'intéresser directement à cette voie unique par où l'Europe s'en va à la conquête des trésors de l'Asie ?

L'Europe ne se satisfera bientôt plus de cette route ; il lui en faudra d'autres ; elle en jette le plan à travers l'Asie antérieure, dans tout l'espace contenu entre Suez et Constantinople. Au pied de l'Ararat, vers la Mésopotamie, la Russie, l'Allemagne, la France cultivent ou recherchent des privilèges économiques. Au delà la Russie et l'Angleterre se rencontrent au fond du golfe Persique. Plus loin leurs soldats campent sur les mêmes pentes de l'Afghanistan et du plateau de Pamir. Partout l'Angleterre veut contenir la Russie ; besogne ingrate.

Car, toutes deux, l'une par terre, l'autre par mer, par des voies ferrées ou des lignes de paquebots, tendent tout leur effort vers les richesses de l'Inde et de la Chine. D'autres convoitises s'y croisent avec les leurs.

Au terme de cette ardente poussée de l'Europe jusqu'aux extrémités de l'ancien continent, de cette invasion multiforme que les Jaunes seraient en droit d'appeler le « péril blanc », s'est dressée tout d'un coup et depuis peu la question chinoise.

On veut se persuader jusqu'ici que les Chinois sont un élément négligeable dans la solution de ce problème ; on affirmerait volontiers que cela ne les regarde pas. Ils prouveront peut-être bientôt qu'ils prennent un intérêt tout particulier à leurs propres destinées, et de vagues bruits circulent, de temps à autre, d'une alliance sino-japonaise, de réformes militaires et économiques entreprises dans le grand empire, qui rappellent à la pensée des hommes d'État qu'il y a en Chine 350 ou 400 millions de Chinois qui voudront sans doute être maîtres chez eux, dès qu'ils le pourront.

Mais admettons qu'ils demeurent très hospitaliers, qu'ils ne trouvent rien à faire contre les influences étrangères, qu'ils se laissent traiter comme le cadavre inerte que l'on pousse du pied, la question chinoise serait encore suffisamment délicate à traiter entre les seuls Européens.

La France et l'Angleterre sont voisines, de part et d'autre du Mékong, et le remontent ensemble jusqu'au cœur de la Chine méridionale. La Russie et l'Angleterre se touchent encore là, l'une à Vladivostok, l'autre à Hong-Kong, l'une à Port-Arthur, l'autre à Weï-Haï-Weï, au terminus de leurs lignes de paquebots et de leurs chemins de fer, de la Péninsulaire-Orientale et du Transsibérien. Les Allemands et les Italiens accourent par derrière, plus avides par leur pauvreté plus grande, inquiets que ce dernier morceau du monde ne soit encore mangé sans eux. Il ne suffit pas que toute l'Europe soit là représentée, les États-Unis s'émeuvent de tout ce bruit, et la question de Cuba les porte en quelques semaines aux Philippines, à la porte de Canton; il ne leur plaît point en effet que l'Europe soit puissante dans l'océan Pacifique ; ils le considèrent volontiers comme leur domaine; ils y veulent assurer leur empire, et l'impérialisme n'est pour eux qu'une forme développée de la doctrine nationale de Monroë.

Toutes les grandes puissances du monde, — sauf l'Autriche-Hongrie, qui paraît avoir dès maintenant abdiqué, — sont arrivées ensemble à la porte du dernier grand marché de la terre. Toujours en admettant que les Chinois restent spectateurs immobiles de ce conflit, le partage de leurs terres sera difficile ; car la nature n'y offre point de coupures naturelles. Il y faudra sans doute du canon. Mais la solution la plus naturelle est toujours dans la formule de la liberté : « La Chine aux Chinois »; ils l'appuieront peut-être aussi à coups de canon.

Aussi bien la moindre de ces questions que j'énumère depuis le commencement de ce chapitre est susceptible de quelque règlement belliqueux. Le monde peut se trouver jeté tout d'un coup dans la guerre pour quelque lointaine aventure de l'une ou de l'autre des puissances principales. La mappemonde est couverte de dépôts de charbon, qui sont des instruments de commerce pacifique, et, plus encore, de points stratégiques qui

sont d'une sensibilité extrême, qui constituent de véritables traînées de poudre, où le moindre choc peut déterminer l'étincelle qui enveloppera le globe d'un cercle de feu.

Ce sont surtout, — et là se portent sans cesse l'attention des hommes d'État, l'inquiétude des peuples, — la flèche de Strasbourg, le Parlement de Vienne, les coupoles de Sainte-Sophie, l'Ararat et le Pamir, Péking. Qu'on les voie sur la carte ; c'est la ligne médiane de l'ancien continent, c'est son grand sillon historique, l'immense voie des grands empires anciens et modernes. Là se vident les querelles « mondiales » ; là se fonde, pour un temps variable, la grandeur. Là, va se reprendre, dans toute sa plénitude, la rivalité dramatique de toutes les races, de toutes les forces matérielles et morales accumulées pendant les siècles par l'humanité.

LA PAIX ARMÉE

Est-ce pour ces grandes querelles que les armements sont universels et partout énormes ?

Les armées française et allemande se dressent de plus en plus nombreuses, de plus en plus formidables pour le règlement de la question d'Alsace. Les armements de l'une servent d'arguments pour obtenir des crédits du Parlement de l'autre, et c'est une poursuite qui parut longtemps sans fin ; il semble pourtant que depuis quelques années ils aient atteint une limite infranchissable. Ils resteront sans doute demain à peu près ce qu'ils sont aujourd'hui.

Mais l'effort maintenant se porte sur la marine. La Russie accroît considérablement sa flotte de guerre ; c'est un développement parallèle à celui de ses voies ferrées. L'Allemagne veut une puissante flotte de guerre pour appuyer ses desseins de politique universelle. L'Italie de très bonne heure eut une marine redoutable, dont elle n'a pas encore trouvé l'emploi, mais où elle a employé beaucoup d'argent. La France a une flotte

de premier ordre ; elle s'aperçoit qu'elle n'est pas suffisante pour soutenir la lutte contre celle de l'Angleterre ; elle se prépare à un nouvel effort ; elle crée en même temps une armée coloniale, et il est impossible de dire la fin de tous ces préparatifs.

Car l'Angleterre, pour conserver l'empire des mers, prétend que sa marine soit égale aux deux plus puissantes marines réunies parmi les autres nations. A mesure que la France, la Russie, l'Allemagne arment des vaisseaux, elle en construit aussi dans cette proportion ; ses rivales redoublent d'efforts pour lui arracher cette suprématie navale. Au lieu de se ruiner à se battre, on se ruine à s'y préparer. Du moins cela vaut encore mieux que la guerre : l'or est moins précieux que le sang.

Voici maintenant les États-Unis qui veulent avoir une marine régulière très forte, une grande armée permanente ; il le faut bien s'ils veulent avoir une politique mondiale, et ils y sont obligés pour faire équilibre à l'Europe.

En sorte que l'on ne peut pas prévoir la limitation, même modeste, des armements.

C'est la paix armée, deux mots qui jurent d'être ensemble et qui ne se séparent plus depuis un demi-siècle ; abusive extension du proverbe : *Si vis pacem...* La paix ne porte plus demi-armure ; elle est en tout temps bardée de fer comme une Bellone. Il est vrai qu'il ne s'agit plus seulement de garantir la paix, mais de préparer l'empire, puisque l'impérialisme est l'un des caractères de cette fin de siècle.

La science, en grand progrès, perfectionne incessamment les armements. Elle invente des poudres nouvelles, dont les explosions sont de plus en plus meurtrières, et les hommes admirent leurs résultats foudroyants : la chimie est devenue la reine des batailles. La science construit des fusils qui sont des chefs-d'œuvre dans l'art de tuer, des balles merveilleuses qui traversent le corps humain et le réduisent en un cadavre

presque sans laisser de trace, d'autres balles qui s'ouvrent dans la blessure et ne permettent aucune guérison. Cela est admirable. Cependant les vieux fusils, les vieilles baïonnettes qui n'étaient pas assez pointues, qui n'entraient pas assez aisément dans les poitrines, sont jetés à la ferraille. Les énormes sommes qu'ils avaient coûtées ont donc été absolument improductives; c'est proprement comme si elles avaient été jetées par les fenêtres.

On fabrique aujourd'hui des canons à tir rapide, capables, bien pointés, de renverser une compagnie en quelques secondes. On a sur les mers des cuirassés qui coûtent chacun plus de 30 millions, montés par 8 ou 900 marins, et qu'une petite torpille, posée par un sous-marin, fait sauter en un clin d'œil. Le duel de la cuirasse et du boulet est tout à fait intéressant : les boulets sont de plus en plus terribles et font des trous de plus en plus profonds dans les flancs des vaisseaux; les cuirasses des vaisseaux se font de plus en plus épaisses pour être à l'épreuve des boulets; elles ne sont pas à l'épreuve des torpilles. Les obus à la mélinite sont si puissants qu'ils bouleversent d'un coup de larges brèches dans les forteresses en terre; il faut maintenant blinder, cuirasser les forteresses; on va faire les obus assez puissants pour crever ces blindages; on fera les blindages assez épais pour résister aux obus.

En ce moment, pendant la paix, 3 millions de soldats s'alignent sur les champs de manœuvre de l'Europe; vienne la guerre, il y en aura 10 millions sur les champs de bataille, à travers lesquels la mitraille fauchera en pleine jeunesse. Le service militaire obligatoire livre à la moisson de la guerre les bras les plus robustes, les intelligences les plus éveillées. C'est une épouvantable dîme payée annuellement au démon de la guerre. Rien de plus affreux, rien de plus insensé que cet état social où aboutit la civilisation moderne : cela semblerait bien plutôt un retour aux âges barbares.

Le maréchal de Moltke disait en 1875, comme il était question

d'une reprise des hostilités entre la France et l'Allemagne : « Nous ne pouvons perfectionner nos moyens d'attaque ; et la France améliore chaque jour son système de défense. L'heure décisive est venue. Plus tard, la guerre coûterait aux deux nations 100.000 hommes de plus. Pour l'empêcher de devenir exterminatrice, il faut la faire à l'instant même. Ce n'est pas seulement comme général et comme Allemand que je parle, c'est comme chrétien. »

Paroles odieuses et justes pourtant.

Que la guerre éclate entre la France et l'Allemagne, c'est dans une masse de plus de sept millions de jeunes gens — plus que la population entière de la Belgique — que la science répandra la mort à larges sillons. Pour quel résultat ? Le résultat de cette tuerie est plein de surprises ; car on n'a pas fait depuis trente ans l'expérience de cette guerre nouvelle, toute scientifique, et les adversaires détiennent sans doute de part et d'autre des secrets capables de modifier la fortune des combats. Le résultat sera donc en grande partie le jouet du hasard, et c'est pour un pareil jeu que la France et l'Allemagne se ruinent.

Car c'est la ruine qui est au bout de ces préparatifs. Le budget de la guerre et de la marine en France égale les budgets de tous les autres ministères, en dehors du service de la dette qui a aussi surtout son origine dans la guerre.

Un canon de marine coûte 500.000 francs ; un coup de ce canon, poudre et obus, coûte 4.160 francs, c'est-à-dire le revenu d'un capital de 150.000 francs, au taux moyen d'aujourd'hui. Les États européens ont ensemble une dette de 118 milliards de francs, dont 50 milliards ont été contractés depuis moins de trente ans, la plupart pour satisfaire à la nécessité des armements. Le budget annuel des États européens consacre 5 milliards aux armées et marines ; la paix coûte donc chaque année à l'Europe ce que la France a donné aux Prussiens en 1870 ; donc, chaque année de paix armée vaut, au point de vue

financier, — avec toutes les conséquences économiques qui s'y rattachent, — une guerre comme celle de l'année terrible.

Avec le seul budget militaire et naval de la France, on ferait Paris port de mer, la Loire navigable, le Canal des Deux-Mers, et quelques autres choses encore. Le canal de Suez à coûté 200 millions de premier établissement.

Les impôts de la « paix armée » écrasent les peuples, produisent les malaises, les guerres sociales. En France la misère est moindre qu'ailleurs, grâce aux merveilleux trésors d'une épargne ancienne. Mais la misère règne en Allemagne; le paysan déserte la terre, grevée de lourds fermages, va à la ville; il est gagné aussitôt aux théories socialistes; — en Russie : l'abolition du servage n'a pas aboli tous les maux, et le moujik est un pauvre être, en bien des endroits à peine un être moral; — en Irlande : il faudrait racheter la terre irlandaise avec le budget de la marine; mais l'Angleterre dépensera des millions pour accroître la fortune de ses riches, non pour sauver les misérables de la faim; — en Sicile, les *fasci* refusent l'impôt; c'est le pays du brigandage, de la Mafia; misère et banditisme sont les deux formes d'un même état social.

Tous les peuples sont menacés de mourir de faim en se préparant à s'entretuer. Avons-nous le droit d'affirmer que nous appartenons à un âge civilisé ?

Les peuples qui sont les maîtres de leurs destinées commencent à protester, à déclarer la guerre à la guerre. Ils sentent que la guerre est un instrument contre eux; en Allemagne et en Italie, par exemple, ils se rendent compte qu'elle est un dérivatif à l'évolution démocratique et sociale; il en avait été de même en France sous Napoléon III. On leur fait faire la guerre pour les mieux dompter, et ils comprennent la vérité de ce mot: « Il y a quelqu'un de plus bête que les tyrans; ce sont les martyrs. »

Ils comprennent que l'excès des armements, la seule préparation de la guerre, menacent les institutions démocra-

tiques en assurant la prépondérance de l'élément militaire, crée donc le terrible danger du militarisme. Un publiciste anglais, Sir Charles Dilke, écrivait, il y a une dizaine d'années, dans un tableau de l'*Europe en* 1887 : « Je m'attends à voir la République durer en France tant que durera la paix... La troisième République ne sera tuée ni par le socialisme, ni par quelque chose que ce soit, la guerre exceptée. » Et ailleurs encore : « Une guerre, quelle qu'en soit l'issue, portera le coup mortel à la République, en en conservant tout au plus les apparences. » Nous nous sommes aperçus dans ces dernières années que, même sans la guerre, le militarisme est un danger mortel pour la République. Il est le venin de la liberté.

La guerre, et même la paix armée, créent et entretiennent les haines de peuples ; les haines sont stériles, mortelles. La haine tue ; elle ne peut pas créer.

Qu'on essaie d'imaginer le mal fait par Bismarck, « par le fer et par le sang ». Il a enfoncé profondément la haine au cœur de la France et de l'Allemagne ; elles se sont épuisées depuis, l'une contre l'autre, en armements formidables ; elles ont entassé au service de leur haine, des ressources énormes, perdues pour l'exploitation du sol par les canaux et les voies ferrées, pour les travaux de la paix, pour l'amélioration des conditions sociales. La haine, chez l'une et chez l'autre, a employé de nombreuses intelligences de savants aux œuvres de la guerre, retenu toute la jeunesse à la caserne, dans le vice parfois, dans l'oisiveté intellectuelle toujours ; elle épuise et dessèche la sève de deux vaillants pays, des deux plus laborieuses nations de l'intelligence humaine. — Et la guerre si misérablement préparée sera mortelle à l'une des deux, aux deux peut-être. — Par-dessus toutes ces ruines, dénombrez toutes les conquêtes intellectuelles et sociales qui ont été manquées, qui sont restées enfouies au fond du génie humain, et dont nous ne pouvons même imaginer le sens.

On ne saura jamais calculer les ruines faites, ni, à plus

forte raison, les progrès empêchés par la politique de la guerre ou de la paix armée. Trente ans de ce régime n'ont pas retardé le progrès de la civilisation de moins d'un siècle. On ne flétrira jamais assez le nom du prince de Bismarck, vrai Satan pour la France, mauvais génie aussi pour l'Allemagne peut-être, pour l'Europe et pour l'humanité certainement.

C'est un exemple que personne n'est plus tenté d'imiter: c'en est comme une condamnation morale. Le personnage contraire tente davantage : après la génération des hommes de fer, Bismarck, Moltke, Roon, les conducteurs de peuples n'ont plus aujourd'hui à la bouche que des paroles de paix. Cela ne les empêche pas d'ailleurs de préparer formidablement la guerre, qui pourtant ne dépend que d'eux.

L'ARBITRAGE. — LA CONFÉRENCE DE LA HAYE

De l'excès du mal naîtra peut-être le remède.

Plus les armements sont accumulés, plus la guerre paraît devoir être terrible, et plus les chefs d'État reculent devant la responsabilité de l'engager. Les Allemands peuvent acclamer le souvenir de Bismarck, auquel ils doivent beaucoup ; le monde entier ne partage pas cette admiration, car il n'est pas sûr que l'œuvre de cet homme soit solide et durable, il est sûr qu'elle fut injuste et cruelle : et cela est souvent dans l'histoire une cause de ruine. Souverains et ministères se persuadent de plus en plus qu'il y a une gloire plus pure et plus grande à acquérir au maintien de la paix et au soulagement des peuples, en attendant la réparation des injustices.

Aussi bien, de gré ou de force, les souverains sont-ils obligés de considérer les intérêts de leurs sujets. Depuis longtemps déjà ils ont donné pour prétextes à leurs entreprises ambitieuses les avantages que leurs peuples en devaient retirer. Mais ceux-ci sont de plus en plus éclairés ; ils savent que leur premier intérêt est la paix.

Certes il y a de par le monde beaucoup de conflits qui appellent des solutions, et la paix armée a pour objet de les préparer.

Mais les solutions belliqueuses ne sont pas sûres. Toute guerre est un coup de dés. Même en 1866, à Sadowa, malgré la supériorité d'organisation de l'armée prussienne, il s'en fallut de quelques heures qu'elle ne fût vaincue, et un moment, au milieu de la bataille, avant l'arrivée du prince royal, Bismarck songea sérieusement à se faire sauter la cervelle. — Combien de fois aussi, pendant la guerre de 1870, l'armée allemande faillit-elle être vaincue ? La fortune lui fut scandaleusement favorable. Que fût-il arrivé si Bazaine n'avait pas trahi et si l'armée de Frédéric-Charles n'était pas arrivée dans le Loiret à temps pour arrêter les vainqueurs de Coulmiers ? Aujourd'hui que l'armée française a été réorganisée, que l'alliance franco-russe transforme complètement la situation politique de 1870, le résultat d'une guerre franco-allemande serait singulièrement douteux ; si l'armée française est bien commandée, sa victoire paraît certaine.

Les solutions belliqueuses sont injustes, immorales. L'Alsace-Lorraine est faite d'hommes libres ; ils ne peuvent pas être l'enjeu de la victoire des uns ou des autres ; ils ne peuvent pas être poussés d'un camp dans l'autre comme un bétail. Parce que Bismarck a fait ainsi, ce n'est pas une raison pour qu'on le fasse encore. Que si la force intervient en une pareille question, ce ne peut être que comme appoint du droit ; elle ne sera vraiment forte qu'à cette condition.

Les solutions belliqueuses ne sont pas des solutions. La guerre appelle la guerre. L'Allemagne nous a pris l'Alsace-Lorraine par les armes ; si nous reprenons l'Alsace-Lorraine par les armes, l'Allemagne préparera à son tour sa revanche ; elle parviendra peut-être à son tour à la reprendre, et indéfiniment deux grandes nations s'armeront, s'épuiseront, se déchireront comme des chiens qui se disputent un os. Cela est

odieux. Cela ne peut pas être le dernier mot de la civilisation, puisque cela fait ressembler les hommes à des bêtes.

Nulle vengeance n'apaisa jamais une querelle ; toute vengeance suscite une vengeance nouvelle, et cela peut aller à l'infini. Il en était ainsi en Corse, dans le temps où le banditisme y florissait : la Corse de ce temps-là ne passa jamais pour le modèle des sociétés policées.

Il y a de ces solutions belliqueuses qui peuvent paraître nécessaires et définitives. Il n'en est point qui ne soit imparfaite.

L'Allemagne eût pu avoir son unité sans la guerre ; elle l'eut par la guerre et elle y compromit ses libertés. C'est une œuvre à reprendre, et elle sera plus difficile, les Hohenzollern ayant le prestige d'éclatantes victoires sur l'étranger. On renverse difficilement un souverain victorieux ; la défaite est parfois un moyen de liberté.

L'Italie a eu son unité par la guerre ; la guerre a fondé en même temps le trône de la maison de Savoie et retardé, peut-être compromis, l'avènement de la Républiqne. Il faudra continuer l'œuvre de Mazzini.

Plus récemment le Japon remporta sur la Chine de brillantes victoires, décisives en quelques semaines ; elles révélèrent au monde la puissance des Japonais et leur gloire fut universelle. Elles révélèrent aussi au monde l'impuissance des Chinois, et excitèrent les convoitises des nations de l'Occident. Le Japon aurait bien mieux fait de ne pas tirer l'épée et de régler à l'amiable la question de Corée ; il n'aurait pas ameuté l'Europe et n'en serait pas réduit à la regarder faire.

Les États-Unis ont en quelques jours écrasé les flottes espagnoles. Il est sûr que l'Espagne aurait gagné à s'accorder avec les Cubains, à leur reconnaître une large autonomie, à fonder avec eux des relations cordiales qu'eussent fortifiées les nombreuses alliances entre les Cubains et les Espagnols. Il n'est pas sûr d'autre part que les États-Unis n'aient fait dans ces

aventures que des bénéfices. L'impérialisme est un écueil redoutable aux Républiques.

Tous les peuples ont intérêt à la paix, même l'Angleterre. La guerre du Transvaal, après lui avoir causé de cruelles surprises, exalte à cette heure ses passions impérialistes; elle regrettera peut-être de s'y être engagée. Elle est immensément grande ; qui sait si cette grandeur ne sera point compromise par la moindre aventure guerrière ? La guerre est pleine de trahisons de la fortune. — La Russie, quand elle sera prête, aura, semble-t-il, moins à perdre, beaucoup à gagner, dans une guerre, qui lui ouvrirait peut-être enfin un débouché vers les mers libres. Quels avantages sérieux pourtant a-t-elle recueillis de la fameuse guerre des Balkans ? Pour elle aussi, il est possible que la guerre ne vaille pas une amiable répartition des intérêts opposés, — si une aussi pacifique conduite était de règle entre les gouvernements rivaux.

Aussi bien, quand on y regarde de près, — non pas certes à la façon des hommes de guerre, mais avec les lumières du plus naïf bon sens — on peut estimer que tous les conflits rencontreraient leur solution, et la meilleure, dans une juste détermination des besoins matériels et moraux en présence. D'ailleurs à ces conflits la guerre donnerait une solution quelconque ; cherchons cette solution avant la guerre au lieu de la subir après ; nous ferons une œuvre meilleure, et nous ferons par surcroît des économies inappréciables de sang, d'argent, de haines.

Toutes ces considérations se distinguent, je l'avoue, surtout par leur caractère chimérique. Le duel judiciaire, il y a longtemps, a cédé la place aux enquêtes, la violence barbare aux lois de l'humanité. La guerre aussi cédera la place à la justice. C'est une des lois du progrès.

Bien avant que saint Louis condamnât définitivement le duel judiciaire, beaucoup d'hommes sages avaient noté l'insuffisance morale de ce système. Bien avant que l'arbitrage entre nations ne soit imposé à tous, beaucoup d'hommes sages ont dit et

diront l'insuffisance morale, la criante injustice de la guerre. Je voudrais esquisser en quelques lignes cette histoire trois fois séculaire d'une grande idée : la Conférence de La Haye lui donne d'ailleurs de l'actualité.

Henri IV rêva, non pas la paix perpétuelle, mais la limitation des guerres par l'établissement de l'équilibre européen. C'était l'enfance de l'idée d'arbitrage international : on croyait l'équilibre plus facile à assurer, or il apparaît à peu près comme une chimère ; il fallait alors abaisser la maison d'Autriche ; il faudrait maintenant abaisser l'Angleterre ; il faudra plus tard peut-être abaisser la Russie. La situation politique du monde est éternellement instable : c'est la vie des peuples.

Sully, dans ses *Economies Royales*, attribue à Henri IV le « grand dessein » d'assurer la paix en réduisant la puissance de la maison d'Autriche. Je retiens cette invention comme étant de Sully sinon de Henri IV, n'ayant pas à rechercher ici ce qui appartient au maître ou au serviteur. Il voudrait « trouver le moyen de réduire toutes les quinze dominations, dont doit être composée la République Très Chrétienne, à de quasi égales étendues de dominations, pour celles qui sont héréditaires ; et entre toutes celles qui s'avoisinent les unes les autres, en ajuster si bien les bornes et limites et contempérer tant équitablement la diversité de leurs prétentions qu'elles ne pussent jamais entrer en dispute pour icelles ;

« Établir des ordres convenables pour les propositions et résolutions des nouveaux règlements, lois et ordonnances, pour les rangs, autorités et préséances à tenir, distributions de terres, pays et seigneuries à faire et conquêtes à départir. Toutes lesquelles particularités seront déterminées à la pluralité des voix des quinze dominateurs de la République Très Chrétienne, en l'établissement d'un conseil composé, avec égalité proportionnelle des quinze dominations, d'un certain nombre de gens sages qui demeureront perpétuels arbitres souverains entre eux pour les ordres, lois et polices à établir ; rangs, séances et

autorités à tenir ; contributions universelles à fournir, et provinces vacantes ou conquêtes à départir. »

L'abbé de Saint-Pierre, l'inventeur du mot *bienfesance*, rédigea aussi un projet de *paix perpétuelle*, où il proposait une ligue permanente des rois pacifiques contre les rois batailleurs. Dans cette dernière catégorie, il rangeait Louis XIV, lui refusait pour cela le nom de *Grand* et se faisait expulser de l'Académie.

Napoléon III, — il agita bien des choses en son imagination nuageuse — proposa aux puissances européennes, le 4 novembre 1863, de réunir un grand congrès et d'y fonder «les bases de la paix perpétuelle » sur un remaniement équitable de la carte politique de l'Europe.

De fait, autrefois, au XVIIIe et au XVIIe siècle, la guerre était presque l'état normal de l'Europe, la paix était l'exception. Au XVIIe siècle, à ne compter que la guerre de Trente ans et les grandes guerres de Louis XIV, je trouve environ soixante ans de guerre ; — au XVIIIe siècle, depuis 1700 jusqu'à 1815, je ne trouve pas un espace de quinze années de paix. Au XIXe siècle, la guerre est devenue une exception assez rare. L'Europe n'a connu de grandes guerres que sous Napoléon III et Bismarck, de 1853 à 1871 ; après quoi il n'y a plus que la guerre des Balkans qui remplit seulement quelques mois de 1877-78. Il est vrai que la paix armée est presque aussi ruineuse que la guerre ; mais elle est moins meurtrière.

C'est que les guerres de succession sont de l'ancien régime : les peuples ne se partagent plus comme des maisons, des terres ou de l'argenterie. On ne se bat plus pour la gloire : cela ne paraîtrait plus un prétexte suffisant ; on est devenu plus réaliste. On n'a plus à se battre pour de grands intérêts nationaux : l'Allemagne et l'Italie sont faites. En Orient pourtant il y a encore un nœud gordien qui ne sera peut-être défait qu'au tranchant de l'épée. Les conquérants ne peuvent plus arguer que de l'intérêt des peuples, or le premier intérêt des

peuples, qui le conçoivent nettement, est la paix. A mesure que les peuples seront davantage les maîtres de leurs intérêts, la guerre sera encore plus rare : les démocraties sont pacifiques ; celles qui deviennent belliqueuses se perdent.

C'est pourquoi de nombreux conflits se sont de nos jours pacifiquement résolus qui jadis auraient produit des coups de canons.

Pendant la guerre de Sécession, les Anglais avaient manifestement donné de l'aide aux Sudistes. Les Sudistes vaincus, le gouvernement de Washington exigea de la Grande-Bretagne une indemnité pour le tort qu'il avait subi. Malgré l'opinion anglaise qui s'y refusait, Gladstone admit le principe d'un arbitrage, par le traité de Washington, du 27 février 1871. La décision des arbitres fut rendue à Genève le 14 septembre 1872 ; une indemnité de 80 millions de francs fut accordée aux États-Unis. A ce propos, le premier ministre anglais déclarait : « Cette blessure d'amour-propre pèse un grain de poussière dans la balance, comparée à la valeur morale de cet exemple : deux grandes nations, parmi les plus fières et les plus sensibles au sentiment patriotique, venant de bon gré, devant un tribunal loyalement choisi, plutôt que de s'en rapporter au jugement de l'épée. »

En 1885, l'Allemagne voulut prendre les îles Carolines à l'Espagne. L'Espagne protesta vivement ; on parla de guerre. L'arbitrage fut attribué au pape, qui condamna l'Allemagne.

En 1893, l'Angleterre et les États-Unis se disputaient l'exploitation des pêcheries de la mer de Behring. Un arbitrage du gouvernement de la République française concilia les intérêts en jeu.

Toute l'Afrique a été partagée entre les puissances européennes sans guerres. L'Acte général du Congrès de Berlin, en 1885, établit le principe de l'arbitrage pour toutes les compétitions intéressant les bassins du Niger et du Congo. Le partage de l'Asie s'est poursuivi jusqu'ici par des règlements

pacifiques. Il est vrai que nous sommes arrivés à un moment où les dispositions pacifiques des adversaires en présence vont être mises à de pénibles épreuves.

Même au milieu des complications de la question d'Orient, le concert européen, souvent dénigré et à bon droit, incapable de rien faire, s'est montré parfois capable d'empêcher. Les grandes puissances n'ont pas su arrêter les massacres d'Arménie ; elles ont du moins formé une sorte de tribunal arbitral, qui a circonscrit l'incendie, arraché aux Turcs leur proie grecque, sauvé la Crète.

La médiation française a très heureusement arrêté la guerre hispano-américaine, avant qu'elle ne fût trop inquiétante pour l'Europe.

Un traité de 1896 soumet d'avance à l'arbitrage les conflits qui se produiront entre l'Angleterre et les États-Unis. La question des limites entre la Guyane anglaise et le Vénézuéla a été réglée par un jugement arbitral du 3 novembre 1899. Les frontières entre l'Alaska et le Dominion du Canada, à travers les terrains aurifères du Klondyke, entre la Guyane française et le Brésil, à travers le territoire contesté, sont soumises à des enquêtes arbitrales.

La guerre recule. L'arbitrage est partout; il est dans les mœurs, dans le droit international ; il entre dans la mentalité politique.

Victor Hugo poursuivit un jour cette chimère : « Un jour viendra, soyons-en sûrs, où la France, l'Allemagne, la Russie, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre, la Suède, la Norvège, toutes les nations de l'ancien monde se fondront dans un même amour, dans une même confédération, pour constituer la fraternité des nations de la Vieille Europe, comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, le Poitou, l'Auvergne, toutes les provinces qui nous sont chères, se sont fondues dans l'unité dont la France est la résultante. Un jour viendra, peut-être proche, où les seuls champs de nos batailles seront, glo-

rieux et pacifiques, les marchés s'ouvrant au commerce, les esprits s'ouvrant aux idées. Un jour viendra, radieux et pur, où les boulets et les obus, où les balles et le plomb qui tuent seront détruits et remplacés par le suffrage universel des grands peuples réconciliés, par l'arbitrale autorité d'un sénat international et souverain dans ses décisions, qui sera de droit à l'Europe ce que le Parlement est à l'Angleterre, ce que la Chambre et le Sénat sont actuellement à la patrie. Un jour viendra, jour ineffable, où l'on verra ces deux groupes immenses, les États-Unis d'Amérique, les États-Unis d'Europe, placés glorieux et face à face, se tendant la main par-dessus les mers, échangeant leurs produits, leur commerce, leur industrie, leurs lettres, leurs sciences, leurs arts, leur génie, défrichant et colonisant, améliorant la création sous le regard du Créateur, et combinant, pour en tirer la vie féconde et le bien-être, ces deux forces illimitées, incalculables, infinies : la fraternité des hommes et la puissance de Dieu. »

Bismarck a fait reculer la réalisation de ce rêve de trente ans, de cinquante ans, de plus longtemps sans doute. Pourtant le poète prophète aura peut-être le dernier mot sur le hobereau bardé de fer.

Ce sont encore des chimères de rêveurs et d'idéologues que les éloquentes proclamations des amis de la Paix, que leurs ardentes déclarations de guerre à la guerre.

La société des Amis de la Paix est antérieure à la guerre de 1870. Elle tint son premier congrès en 1843, et commença aussitôt sa campagne en vue de l'organisation d'une cour suprême internationale. Elle tint un second congrès en 1849, et y affirma le devoir pour tous les États de soumettre leurs différends à l'arbitrage. Puis elle se transforma en Ligue internationale permanente de la Paix; et ses congrès se multiplièrent, en juin 1868, juin 1869, septembre 1878, août 1889 ; Frédéric Passy, Jules Simon, parmi les Français, y prononcèrent d'éloquents discours, mais furent peu entendus du

grand public; c'étaient des voix perdues dans le désert.

Il n'en sera plus ainsi sans doute, maintenant que la Ligue de la Paix compte un puissant souverain parmi les chevaliers de sa croisade, maintenant que l'empereur Nicolas II a levé le rameau d'olivier au-dessus des baïonnettes qui hérissent le sol de l'Europe, ambitieux de les retourner en socs de charrues.

Au mois d'août 1898, le ministre russe des affaires étrangères, le comte Mouravief, adressait au nom de son souverain une circulaire à tous les gouvernements européens, pour les inviter à rechercher ensemble les moyens de limiter les armements dont l'Europe tout entière est épuisée. Une conférence internationale se réunit à cet effet à la Haye, le 18 mai 1899, jour anniversaire de la naissance du tsar, dans la première année du règne de la jeune reine Wilhelmine. Elle éveilla aussitôt des espérances exagérées ; les Macédoniens, les Arméniens lui apportèrent leurs doléances contre le gouvernement ottoman. La voie où ils prétendaient engager les délégués était dangereuse : ils ne furent pas écoutés.

La Conférence du désarmement, présidée par l'ambassadeur de Russie à Londres, M. de Staal, se divisa tout d'abord en trois commissions d'études : la commission du désarmement; elle fonda ses délibérations sur un memorandum de M. de Metternich, en 1816, répondant à une proposition du régent d'Angleterre appuyée par le tsar Alexandre Ier, pour fixer le pied de paix normal des puissances, et sur la lettre de Napoléon III, du 4 novembre 1863, sur les bases de la paix perpétuelle ; — la commission des lois de la guerre ; elle reprit la déclaration du Congrès de Paris, du 6 avril 1856, la Convention de Genève du 22 août 1864, différentes propositions sur l'inviolabilité de la propriété privée sur mer, et la définition précise de la contrebande de guerre; — enfin la commission de la médiation et de l'arbitrage, qui eut pour président le chef de la délégation française, M. Léon Bourgeois : elle étudia l'organisation de l'arbitrage international, l'acte général du congrès de Berlin,

de 1885, instituant la médiation et l'arbitrage pour tous les conflits qui se produiraient dans les bassins du Niger et du Congo, la proposition d'une cour d'arbitrage international votée par la Conférence interparlementaire de Bruxelles de 1895, le traité d'arbitrage signé en 1896 entre la Grande-Bretagne et les États-Unis.

La commission du désarmement n'aboutit à aucun résultat appréciable : il n'en pouvait être autrement.

La commission des lois de la guerre étendit aux guerres navales la plupart des dispositions bienfaisantes de la Convention de Genève, et s'efforça de limiter encore les maux de la guerre.

La commission de l'arbitrage international accomplit une œuvre très remarquable et s'efforça de limiter la guerre. C'est elle qui assurera dans l'histoire à la Conférence de la Haye le beau nom de Conférence de la Paix.

Elle ne put instituer l'obligation de l'arbitrage. Mais malgré une longue et vive résistance du délégué allemand, le Dr Zorn, elle institua une Cour permanente d'arbitrage : chaque puissance signataire de l'Acte de la Haye désignera quatre personnes au plus jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitres. Les personnes ainsi désignées seront inscrites, au titre de membres de la Cour permanente, sur une liste qui sera dressée à la Haye, siège de la Cour, et qui sera notifiée à toutes les puissance signataires par le bureau international. — Quand un conflit éclatera, les puissances qui voudront recourir à l'arbitrage choisiront sur la liste de la Haye le nombre d'arbitres auxquels elles auront, d'un commun accord, décidé de soumettre leur différend. Ces arbitres nommeront leur président et l'arbitrage sera constitué.

La délégation française confirma ce premier avantage par un succès plus important. « Prenons garde, disait M. Bourgeois à ses collègues, que notre Cour vive seulement sur le papier. Neuf fois sur dix, les puissances intéressées n'oseront ou ne voudront y recourir. Les plus fortes compteront sur leurs armées ;

les plus faibles seront arrêtées par le point d'honneur, par des susceptibilités nationales d'autant plus invincibles qu'elles seront plus respectables. Personne ne voudra faire le premier pas : il faudrait trouver quelque chose qui conduisît les gouvernements à l'arbitrage et leur forçât doucement la main. »

Et, sur la proposition des délégués français, après une ardente discussion de plusieurs jours, la Conférence adopta à l'unanimité l'article 27, ainsi conçu : « Les puissances considèrent comme *un devoir*, dans le cas où un conflit aigu menacerait d'éclater entre deux ou plusieurs d'entre elles, de rappeler à celles-ci que la Cour permanente leur est ouverte. — En conséquence, elles déclarent que le fait de rappeler aux parties en conflit les dispositions de la présente convention et le conseil, donné dans l'intérêt supérieur de la paix, de s'adresser à la Cour permanente, ne peuvent être considérés que comme actes de bons offices. »

« Désormais, selon les expressions de M. Bourgeois, les États ne pourront plus se considérer comme indifférents les uns aux autres. Dès qu'un conflit menacera de mettre aux prises deux d'entre eux, ils ne seront pas des neutres impassibles, mais des voisins solidaires qui ont le devoir de sauvegarder la paix générale. »

Il n'est point défendu de fonder quelques espérances sur l'œuvre de la Conférence de La Haye; l'arbitrage organisé, c'est la limitation de la guerre. On peut croire, malgré le misérable démenti que la guerre du Transvaal a déjà donné aux engagements de la Conférence, que beaucoup de conflits à l'avenir pourront être pacifiquement réglés.

Mais tous les conflits, passés ou futurs, sont-ils solubles par l'arbitrage ? On voudrait en être assuré. D'ailleurs la Conférence de la Paix n'a pu instituer que l'arbitrage facultatif; les puissances intéressées doivent solliciter elles-mêmes toutes deux l'arbitrage de la Cour de La Haye, elles ne peuvent qu'y être invitées par les autres puissances, et elles peuvent toujours se dérober à cette invitation.

Dans les conflits les plus graves, il est à craindre que l'une ou l'autre des puissances en conflit ne récuse cette intervention amicale. Il est en particulier une question où il est difficile de prévoir que l'arbitrage soit consenti par les deux puissances intéressées : c'est la question d'Alsace-Lorraine. Or elle renferme toutes les autres : elle est la source de la paix armée qui ne peut désarmer tant que cette question n'aura pas une solution ; elle est la source de toutes les misères sociales d'aujourd'hui, elle compromet toute tentative sérieuse de pacification générale. Elle est le cauchemar de l'Europe.

Pour que l'arbitrage y soit appelé, il faudrait un accord amiable entre la France et l'Allemagne. Il semble que la France vient de prouver, par le rôle de sa délégation à la Haye, qu'elle accueillerait amicalement une proposition d'arbitrage, puisqu'elle a essayé de faire instituer l'arbitrage obligatoire, au moins sur certains points, et qu'elle a l'honneur d'avoir proclamé et fait proclamer à l'unanimité le grand *devoir* pour toutes les nations de travailler à la solution de tous les conflits.

Mais les Allemands considèrent la question d'Alsace-Lorraine comme résolue depuis 1871 ; ils peuvent nier qu'il y ait là un conflit qui comporte un arbitrage : des traités ont été signés par les parties intéressées, et la discussion est close. Argumentation spécieuse, puisqu'il est bien évident que depuis trente ans l'Europe souffre de ce conflit mal réglé : un conflit mal réglé appelle un autre règlement.

L'ouverture d'un arbitrage sur la question d'Alsace-Lorraine serait le plus grand exemple de justice que renfermât l'histoire : ne sera-t-il pas capable de tenter un gouvernement avide d'une vraie et pure gloire ? — Espérance chimérique : on a vu, et cela est très noble, des souverains rêver de la paix universelle ; on n'a pas vu, depuis saint Louis, un souverain renoncer aux conquêtes injustes de son épée, et cela serait le plus noble.

CHAPITRE XVI

LA SOCIÉTÉ. — ÉGLISE ET SCIENCE

DÉMOCRATIE ET SOCIALISME

L'état moral des sociétés humaines sera sans doute à l'avenir capable de modifier les relations des gouvernements, de fonder de nouveaux rapports diplomatiques, de résoudre ou de supprimer les questions politiques en quoi consiste aujourd'hui la politique.

Les gouvernements démocratiques sont naturellement pacifiques; les années de guerre sont de moins en moins nombreuses à mesure que la démocratie fait des progrès; et on a le droit de concevoir l'espérance que le triomphe universel de la démocratie serait le triomphe de la paix. Or c'est certainement la révolution la plus importante du siècle, surtout par ses conséquences, que l'avènement des peuples au gouvernement de leurs intérêts. Tout se fait de plus en plus par le peuple et pour le peuple, et même les ambitieux sont obligés de paraître travailler pour le peuple. Le peuple s'y laisse souvent tromper: car son éducation et son expérience sont encore imparfaites.

Le Nouveau Monde ne connaît que des républiques démocratiques, puisque c'est la forme nouvelle des sociétés humaines; aux États-Unis on ne construit pas de routes, on construit aussitôt des chemins de fer; on va aussi vite en politique.

L'Asie et l'Afrique sont jusqu'ici des terrains de colonisation. Sauf la Chine dont l'organisation politique ne semble pas devoir influer bientôt sur les destinées du monde, les autres

États de ces deux continents se soumettent à l'Europe ou imitent ses divers régimes politiques. Les colonies anglaises en particulier ont emprunté à la métropole ses institutions libérales.

L'Europe est donc encore, à cet égard, le centre du monde ; il est permis de penser que ce sont les expériences politiques et sociales qui s'y poursuivent qui serviront à l'évolution de toutes les sociétés humaines. Là s'élabore toujours le progrès.

L'Europe offre encore aujourd'hui presque toutes les formes politiques. Elle a la vieille monarchie absolue, qu'il s'agisse du despotisme barbare du sultan, odieux souvenir des pires tyrannies de l'ancien Orient, ou du gouvernement patriarcal des empereurs de Russie qui d'ailleurs ne peut convenir qu'aux sociétés primitives. L'Orient de l'Europe est toujours venu, depuis le moyen âge, après l'Occident, dans la voie de la civilisation. — Elle a en Autriche-Hongrie le type de la monarchie populaire, fondée sur un loyalisme séculaire, seul lien à des peuples divers en voie de fédération ou de séparation. — Elle a en Allemagne la monarchie de droit divin qui veut s'imposer au suffrage universel, affirme sa supériorité sur le principe démocratique par l'éclat des services rendus ; accord difficile à perpétuer, entreprise pleine de responsabilités qui ne permet pas le moindre échec où sombrerait le prestige du souverain. — Ailleurs l'Europe a des monarchies constitutionnelles plus ou moins libérales, toutes de plus en plus libérales, de plus en plus semblables à des républiques démocratiques ; en Italie où la république paraît toute prochaine, en Belgique où le roi n'est qu'un président de république et risquerait beaucoup à prétendre autre chose ; en Angleterre, où l'évolution démocratique est depuis cinquante ans singulièrement puissante, retardée de temps en temps, sous les ministères conservateurs, par les nécessités du gouvernement d'un immense empire ou par l'ambition moins avouable de détourner les préoccupations libérales du pays.

La France a la forme de la république démocratique. Elle est

encore tout enserrée, liée dans les cadres étroits de la centralisation napoléonienne, qui rend difficiles les expériences démocratiques, mais aussi qui les rend décisives par le vaste champ où elles sont appliquées. L'éducation du pays y est encore d'ailleurs bien incomplète; les mœurs y sont toujours quelque peu pénétrées du vieux levain plébiscitaire qui n'est qu'un reste de monarchisme, de foi en un homme providentiel, de lâche abdication de la liberté et de la responsabilité. La souveraineté nationale y a les défauts de la jeunesse.

Les expériences politiques ont en Suisse un moindre intérêt général; mais elles y sont plus faciles et peuvent y être plus hardies. Le terrain est plus petit; le pays est neutre, il n'est pas continuellement interrompu dans l'œuvre de son éducation par le besoin de protéger sa frontière, par les complications intérieures qui résultent de l'organisation d'une puissante armée; il est divisé, émietté en petits cantons, dont chacun, très fier de sa personnalité, émule du voisin, jaloux d'être plus libre ou plus habile, fait courageusement effort de progrès. Les cantons suisses travaillent tous à améliorer les conditions politiques et sociales des démocraties : il est injuste que les parlements ne comprennent que les députés de la majorité de chaque circonscription électorale ; la Suisse cherche à assurer la représentation équitable des minorités; — respectueuse des volontés de tous les citoyens et habile à exciter le zèle des députés, elle assure l'initiative des lois, même aux simples citoyens, et oblige l'Assemblée fédérale à délibérer d'office sur toute proposition émanant, par voie de pétition, de plus de 100 000 citoyens ; — elle applique souvent le *referendum*, et appelle le peuple entier à voter sur les lois que l'Assemblée a élaborées ; — elle voudrait organiser le vote direct des lois par les assemblées de citoyens, ce qui serait la démocratie absolue, mais ce qui ne paraît possible que dans une cité ou un canton peu populeux.

La Suisse veut donc obtenir que la volonté du peuple soit le

plus exactement possible représentée par les représentants du peuple, ou même qu'elle se puisse exprimer directement, sans représentants. Il faudrait aussi obtenir que cette volonté du peuple soit indépendante et éclairée, c'est-à-dire dégagée de toute oppression extérieure et de tout préjugé ou passion intérieure. Cela même serait utile dès aujourd'hui au bon choix des représentants. Ce sera un travail très long, très ingrat et très nécessaire ; il ne faut point en être rebuté à l'avance; tant qu'il y a un progrès possible, il le faut poursuivre, et il y aura toujours des progrès possibles.

Cette indépendance et cette intelligence des volontés populaires, cette émancipation et cette éducation des démocraties, sont encore maintenant retardées par l'état social, par la servitude des travailleurs, dominés par les privilégiés de la fortune, ou pliés à la peine, exclusivement occupés de la question du pain, sans loisir pour leur perfectionnement intellectuel ou moral, — bêtes de somme souvent, qui, la tâche faite, succombent à la fatigue et se couchent.

L'amélioration et la transformation des relations sociales est la première condition de l'établissement de la vraie liberté : celui qui a faim n'est pas libre.

Les citoyens des républiques antiques, les rois et les privilégiés de l'ancien régime n'avaient pas la notion ni le sentiment de la dignité humaine ; ils ne voyaient pas plus de mal à tuer de travail l'esclave, le serf ou le tenancier, qu'un cheval ou un bœuf. Ce n'était pas cruauté, c'était inconscience venue d'habitude séculaire.

La Révolution fit le peuple souverain : comment ne l'aurait-elle pas, à plus forte raison, relevé du sillon ou du métier où il était courbé ? Elle proclama l'homme citoyen et lui rendit sa dignité ; du moins elle en affirma le principe inviolable.

Cependant, davantage préoccupée de la question politique, puis de la défense de la patrie, d'ailleurs conduite par une majorité de bourgeois très libéraux, mais inconscients des mi-

sères du peuple, elle n'eut pas le loisir, ni l'idée très nette d'appliquer ses principes à toutes les institutions sociales. Elle interdit la propriété des personnes; elle rendit désormais inaliénables tous les droits de l'homme, et c'est son œuvre glorieuse parmi les siècles. Mais la propriété des objets maintenue permit encore à des hommes privilégiés de s'approprier, sinon la personne d'autrui, du moins les fruits de son travail. Selon les expressions de l'Allemand Rodbertus, le travailleur est jeté nu dans la liberté. Le monopole de la propriété exerce sur le travailleur libre, mais indigent, la même contrainte que l'esclavage : il travaille sur le sol et avec les instruments d'autrui. Un contrat libre, dit-on souvent, a été substitué à la servitude. — Liberté vaine et toute formelle; car les conditions de ce travail sont imposées : « La faim exerce une contrainte aussi forte que le fouet. »

La Révolution de 1789 fut la porte du XIX[e] siècle; elle ouvrit l'ère des grandes transformations politiques et sociales; mais elle indiqua seulement et dégagea la voie où marchent résolument les héritiers de ses immortels principes. Le but est loin, il se perd encore dans l'horizon nuageux.

Le socialisme, ou la doctrine de l'amélioration des conditions sociales des classes inférieures, est né, dans la moitié du XIX[e] siècle, du machinisme. La machine permet de produire plus et de soulager le bras humain. L'homme aidé de la machine tire de son travail d'énormes profits dont il ne profite point : c'est toute l'anomalie que le machinisme manifeste avec plus d'éclat chaque jour et que les écoles sociales voulurent détruire.

Elles eurent leur époque romantique, vers 1830; elles se consacrèrent d'un cœur d'apôtre au rêve de la bonté humaine; elles se produisirent alors en une merveilleuse activité intellectuelle, qui fournit au siècle tout entier tous les éléments, toutes les idées sur lesquelles il a évolué depuis.

On n'a rien inventé de plus hardi ni de plus généreux, de

plus chimérique peut-être, que la doctrine de Saint-Simon. La haine est stérile, l'amour seul est fécond. Il faut chasser la haine de la société humaine, il faut fonder la religion de l'amour et de l'association fraternelle entre tous les hommes. Il faut supprimer la concurrence ; elle crée la haine entre travailleurs de même métier, fonde la fortune de l'un sur la misère de l'autre ; même loyale, elle cultive en l'homme les plus mauvaises passions ; elle est immorale ; il faut la remplacer par l'effort fraternel de tous les travailleurs, pour un plus grand produit, dans l'intérêt de tous. — Il faut supprimer l'héritage ; son moindre défaut est d'exciter le fils à l'oisiveté, de priver la société du travail de l'un de ses membres, de conserver parmi les hommes le spectacle de cette injustice, le paresseux riche, le travailleur pauvre ; il faut, dit Saint-Simon, transporter à l'État, devenu association de travailleurs, le droit d'héritage aujourd'hui renfermé dans la famille domestique ; il faut élargir la famille, et le cœur de l'homme. — Il faut supprimer le capital ; comme dira ensuite Proudhon, les forces gratuites de la nature devraient rester dans le domaine public, aussi bien que l'air et la lumière.

Il faut que toutes ces forces productives soient à la disposition de l'État ; qu'il en distribue l'emploi au mieux des intérêts de tous, en vue d'un plus grand produit profitable à tous : à chacun selon ses talents. Il faut que les bénéfices soient réunis entre les mains de l'État, pour qu'il en dispose en vue de bénéfices nouveaux, pour qu'il les répartisse entre tous les membres de la société, selon leurs besoins et selon leurs mérites : à chacun selon ses besoins, à chacun selon ses œuvres. Nulle autre richesse que celle que produit le travail ; nulle inutilité, nulle oisiveté : exploitation complète de tous les biens de la terre, mise en œuvre de toutes les ressources intellectuelles et morales de l'humanité, bonheur universel.

En attendant la réalisation de la cité idéale, les Saint-Simoniens, obligés de s'adapter aux conditions imparfaites du

temps présent, organisèrent du moins la fraternité, fondèrent des sociétés coopératives de production ou de consommation, des associations variées de secours mutuels ; le développement aujourd'hui si actif des mutualités de diverses sortes n'est que l'expression de l'idée saint-simonienne, qui pourrait offrir beaucoup d'autres enseignements et d'inépuisables espérances.

Cependant l'humanité entreprenait, aussi selon les conseils de Saint-Simon, l'ardente exploitation de tous les biens de la terre. La terre est fouillée jusqu'aux entrailles, dépouillée de ses mines d'or et de houille ; elle s'ouvre, elle éclate en glèbes sous le soc de la charrue ; elle lève sous le soleil d'immenses moissons de blé ou de riz, des plantations de café, de canne à sucre, de coton ; elle n'a plus de repos, plus de jachères, plus de champs incultes ; il faut qu'elle donne tout ce qu'elle a ; le travail humain exprime toute sa sève.

Les usines se construisent, les solitudes se peuplent, les villes naissent et croissent comme des champignons, les chemins de fer portent partout l'activité de l'homme, les voies maritimes entourent le globe entier d'une multiple ceinture de paquebots ; la pensée humaine fait le tour du monde en quelques secondes. La terre est toute domptée, asservie, esclave de l'homme.

Les capitaux sont en mouvement ; la spéculation et le crédit multiplient les entreprises industrielles et commerciales ; des compagnies puissantes prennent possession du globe, lui arrachent ses trésors, mais les gardent pour elles. Ce n'est pas l'humanité tout entière qui s'empare de la terre et jouit d'elle ; c'est seulement une minorité privilégiée qui accumule les bénéfices, édifie d'immenses fortunes mobilières et immobilières, s'étale souvent avec impudence dans le luxe et la corruption, riche de la misère du travailleur.

Car, pendant que les capitaux s'entassent, l'ouvrier n'a presque aucune part à cette richesse qu'il crée ; les bénéfices s'accumulent en proportions énormes et le salaire reste fixe.

Contre le travailleur se dresse l'inflexible loi, la loi d'airain du salaire, fruit funeste de la concurrence des misérables entre eux ; car le patron n'a pas de raison pour hausser les rétributions de ses ouvriers, il en trouve toujours assez au chiffre minimum qui les empêche de mourir de faim. Le patron est dans son droit, c'est la société qui est mal faite. L'ouvrier demeure dans sa misère, il voit le luxe dans la maison voisine ; si peu qu'il gagne, il veut avoir à son tour des jouissances et s'enfonce plus profondément dans la misère. Il est comme le Tantale de la légende antique ; il est plus malheureux encore : du moins Tantale n'avait pas fabriqué les fruits qui fuyaient ses lèvres. « Le produit de l'ouvrier se dresse contre l'ouvrier. L'homme créateur du capital devient l'esclave du capital. » (Ch. Andler[1].)

Cela est le principe des plus grandes injustices sociales, de la haine entre les classes, de la formation du quatrième État, qui veut faire à son tour sa Révolution, qui l'annonce comme renfermée dans les lois du perpétuel devenir : après l'âge féodal est venu l'âge bourgeois ; après l'âge bourgeois viendra fatalement l'âge des ouvriers : il y faudra de nouvelles révolutions, auprès desquelles celles de la fin du XVIII[e] siècle ne furent que des jeux d'enfant.

Karl Marx écrivit en 1867 le *Capital*, la « Bible des travailleurs ». La richesse, dit-il comme Adam Smith, est le produit du seul travail ; la seule force productive est le travail ; même la monnaie précieuse n'est qu'un signe de la valeur qui a son principe dans le travail. Il est erroné d'attribuer au capital une puissance productive; il n'est pas même le collaborateur du travail; par lui-même il est inerte ; c'est le travail qui exprime son prix. Or, ce capital « inerte » suce « comme un vampire » toute la substance du travailleur, il tire toute la

(1) *Les origines du socialisme d'État en Allemagne,* in-8°, 1897, Paris, F. Alcan.

richesse à lui. — Il ne faut plus qu'il en soit ainsi : il faut que la richesse reste au travaillenr, puisqu'elle est sa création.

Et les disciples de Karl Marx voulurent aussitôt bouleverser le monde et accomplir aussitôt la Révolution. L'Association internationale des Travailleurs avait été fondée en 1864 ; elle fit appel à toutes les victimes de la grande industrie : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Mais elle ne fut pas comprise du plus grand nombre des prolétaires, des travailleurs de la terre qui, au contraire, s'effrayèrent d'une révolution où ils ne voyaient que ce qu'ils allaient perdre.

Les Révolutionnaires pensèrent profiter de la guerre franco-allemande. Ils dressèrent la Commune contre l'État. Ils furent vaincus. Leurs haines en furent exaltées quelque temps. Puis peu à peu ils renoncèrent aux moyens violents. Ils comprirent ce qu'il y avait de vain et de dangereux à vouloir conquérir la société malgré elle : une réaction ne tarderait pas à emporter tout l'ouvrage. Il ne convient pas de s'imposer par la violence, mais par la raison ; il ne faut pas opprimer le peuple, il faut l'instruire. Les moyens violents sont le fait des tyrans ; toute doctrine libérale recourt à la persuasion. La Révolution de 1789 renversa toutes les barrières féodales, parce qu'elle était voulue par la masse de la nation française ; elle franchit les frontières, parce qu'elle rencontrait au delà d'ardentes sympathies, parce qu'elle répondait à des nécessités universelles.

C'est pourquoi le mouvement socialiste est entré dans une nouvelle période, celle de l'évolution pacifique, de la conquête des pouvoirs publics. A l'âge épique ou dramatique succède l'âge réaliste. La révolution politique, pour un changement de gouvernement, est inutile ou même dangereuse dans un pays républicain : les socialistes ont enfin compris que la République est l'instrument de tous les progrès, puisqu'elle assure le pouvoir à ceux qui y sont portés par la volonté nationale. Les menaces dont le régime républicain a été récemment l'objet en

France l'ont rendu plus cher aux démocrates et même aux socialistes, qui ont eu raison, dans leur intérêt même, de ne point s'en désintéresser.

Tout au plus le socialisme peut-il conserver un caractère révolutionnaire dans les pays monarchiques où l'expansion des idées peut être contenue par la force d'un gouvernement indépendant de la volonté nationale. Même dans ces pays, la propagande pacifique est la meilleure, j'entends la plus efficace, et notamment en Allemagne, elle a reçu un singulier secours de la Conférence Internationale que l'empereur Guillaume II réunit à Berlin en 1890 ; — ce fut comme l'admission du socialisme au droit de cité, comme la reconnaissance légale de son existence.

Dès lors le socialisme a entrepris la conquête des Parlements ; il se produit au grand jour des discussions publiques ; il se fait connaître par la tribune ; il précise ses doctrines au choc des objections, il s'impose aux délibérations des assemblées législatives, il pénètre dans les lois, il entre dans les mœurs ; il quitte l'école et va parmi le peuple.

Sa puissance est grande dès lors et la société en est toute changée. Les Chevaliers du travail sont puissants aux États-Unis et s'imposent aux patrons ; les Trade's Unions sont depuis longtemps très solidement organisées en Angleterre. Les syndicats professionnels, fondés en 1884, ont été la première organisation des forces ouvrières en France. Les sociétés coopératives de production se multiplient et reposent sur le principe de la répartition de tous les bénéfices entre tous les travailleurs. Les cités ouvrières assurent un peu de bien-être aux ouvriers, les tirent peu à peu des bouges où ils sont obligés de vivre en bien des endroits encore, surtout en Angleterre.

La doctrine de la participation aux bénéfices s'impose à la raison de tous, est admise par un nombre croissant d'entreprises industrielles ou commerciales. Elle est une sorte d'opportunisme socialiste. Certes la théorie est fausse qui établit

la légitimité du régime actuel sur ce raisonnement qu'il est juste que les bénéfices appartiennent au capitaliste, parce qu'il fournit à l'entreprise le travail intellectuel, bien supérieur en valeur au travail matériel des ouvriers auxquels il assure leur gagne-pain ; car le salaire que les entreprises industrielles accordent à leurs ingénieurs ou chefs d'établissement, soit au travail intellectuel, est infime au regard des sommes qui échoient en dividendes à des hommes dont la seule peine est de détacher des coupons de leurs titres de rente. On peut admettre du moins comme une transaction, comme un mieux entre le mal d'aujourd'hui et le bien de demain, que la richesse est le produit du travail portant sur le capital et conduit par l'intelligence du capitaliste. Il y a lieu de partager les bénéfices en établissant une équitable proportion entre les éléments producteurs. Il ne faut pas dire : la propriété c'est le vol ; mais il y a lieu de protéger contre le vol la propriété légitime. (Rodbertus.)

Il en est d'ailleurs un peu ainsi des fruits de la propriété foncière, et c'est pourquoi le travailleur de la terre, même non propriétaire, est réfractaire à la propagande socialiste. Le fermier, quand il a acquitté son loyer, garde tout son bénéfice, l'augmente, s'il peut, par un travail plus acharné ; il est vrai qu'il arrive alors que le loyer augmente aussi ; du moins le travailleur de la terre n'est pas lié aussi étroitement que l'ouvrier à la loi d'airain du salaire.

L'extension du système de la participation aux bénéfices, sa réglementation légale même, seraient des progrès vers la justice. La misère du moins serait moins grande en bas, la richesse même n'en serait pas diminuée en haut, car il y aurai dans l'ensemble total supérieur de bénéfice obtenu. « Les spoliations actuelles, génératrices de misère, compromettent la production. »

Pourtant ce ne sont là que des expédients. Ils ne suffisent pas à calmer « l'inquiétude perpétuelle, le noble et insatiable

tourment qui nous contraint de poursuivre un idéal à jamais irréalisable en son intégrité ». (Ch. Andler.) Et le rêve des socialistes va chaque jour se précisant et s'offrant à la raison de tous : ils veulent généraliser le bien-être, assurer le règne de la justice et de l'égalité, c'est-à-dire de la vraie liberté individuelle. — Ils veulent assurer à chaque homme une part de travail, une part de repos, une part de jouissances matérielles et morales, afin que chaque homme soit utile à la société et puisse se perfectionner de façon à être plus heureux, plus utile, plus digne, afin que chaque homme puisse atteindre « la plénitude de vie », afin que « toute personnalité soit cultivée, fleurisse et porte des fruits ».

Il faut que toutes les richesses du sol soient normalement exploitées, que toutes les richesses de l'intelligence soient normalement développées.

La terre est assez riche pour suffire à la nourriture et au bien-être de tous les hommes ; mais il faut y appliquer les efforts bien ordonnés de tous les hommes. L'intelligence humaine est assez riche pour assurer le progrès indéfini de la science et de la morale ; mais il faut cultiver toutes les intelligences ; il faut établir l'éducation intégrale. L'éducation aujourd'hui diffère entre les hommes, non pas selon leurs aptitudes, mais selon leur situation de fortune initiale ; cela est injuste et nuisible à la fois ; car ainsi les besognes d'élite sont un nouveau monopole de ceux qui ont les moyens de s'instruire, et les rémunérations les plus belles, les fonctions les plus importantes de la société vont à ceux qui ne sont pas toujours les plus aptes.

Il y a encore bien des terres à exploiter qui renferment des trésors non calculés ; il y a bien plus d'intelligences que la société actuelle ne sait pas mettre en valeur et dont le non-emploi est une perte incalculable pour l'humanité tout entière.

C'est une faute de laisser le sol improductif, c'est une faute et un crime de laisser l'intelligence humaine en jachère.

L'ÉDUCATION MORALE DE LA SOCIÉTÉ — L'ÉGLISE ET LE SIÈCLE

La fin du XIXe siècle a été marquée d'un immense progrès démocratique et social, parallèle en quelque sorte au progrès de l'expansion coloniale. Des masses profondes de la terre jaillissent des trésors; des masses profondes de l'humanité, aussi. Par comparaison avec le XVIIIe siècle, l'humanité paraît toute nouvelle, comme le globe lui-même.

Cette humanité nouvelle a des besoins moraux autant que matériels. Quand jadis le serf était courbé sur la glèbe, l'Eglise s'offrit à le consoler, et lui prêcha le Ciel à conquérir par la piété et la résignation ; elle ne fit rien d'ailleurs pour l'émanciper sur la terre, et les derniers serfs du royaume de France furent, à la veille de la Révolution, les serfs de l'abbaye de Saint-Claude.

A l'ouvrier penché sur son travail et dépérissant dans les misères et les vices de l'usine, l'Eglise encore veut apporter son secours. Comme elle sent là des forces énormes, non pas résignées, mais bientôt triomphantes, elle s'offre à servir d'intermédiaire entre les travailleurs et les capitalistes, à soutenir les revendications de l'ouvrier, pour lui prêcher ensuite avec plus d'efficacité la foi et la soumission à Celle qui l'aura sauvé. Elle redoute cependant que sauvé il soit moins maniable et elle ne se hâte pas d'assurer son salut en ce monde.

Du moins elle se mêle au siècle, elle se fait démocratique. Elle se donne au peuple, les trônes étant ébranlés. Jadis elle appuyait l'autel sur le trône, elle voudrait l'appuyer désormais sur le peuple.

Elle veut donner une âme au mouvement social, amortir par des appels à la charité des riches, à la résignation des pauvres, le choc des haines et compétitions rivales, garantir quelque bien-être matériel aux misérables, leur préparer aussi les satisfactions morales de la religion. — Il ne suffit pas que l'ou-

vrier assure son existence matérielle et celle des siens : l'homme ne vit pas seulement de pain.

L'Eglise catholique a été précédée dans ce mouvement nécessaire.

Ce fut une grande date dans l'histoire religieuse de la société moderne que celle du sermon de W. E. Channing à Baltimore. C'était en 1815, dans le temps même où l'Eglise romaine s'efforçait avec les rois de reconstruire l'ancien régime. Channing prêchait la nécessité de concilier la religion avec le rationalisme ; tandis qu'en Europe la science se développait en raison inverse de la religion, il voulait que le libre examen le plus complet apparût comme le couronnement de l'évolution religieuse. « Le christianisme, disait-il, n'est pas purifié de toutes ses erreurs. Il y a encore beaucoup de chaumes à brûler, beaucoup d'impuretés à enlever, beaucoup de brillantes décorations dont un faux goût l'a recouvert, à faire disparaître. Il faut dissiper les brouillards de la terre qui l'ont si longtemps enveloppé comme d'un linceul, pour que ce divin édifice puisse s'élever devant nous dans sa majesté véritable et imposante, avec ses proportions pleines d'harmonie, sa splendeur douce et céleste. » Fondant la religion naturelle sur ses « catégories » irréductibles à l'analyse scientifique, la cause première, l'immortalité de l'âme, le caractère impératif du devoir, il affirmait la nécessité pour toutes les religions, de s'unir sur ce terrain commun, et d'y fonder les bases de l'éducation morale des peuples. Le vrai christianisme consiste dans la pratique des vertus et non dans l'adhésion à un *Credo* quelconque.

En 1841, Théodore Parker prononçait à Boston un sermon sur les éléments permanents et les éléments transitoires du christianisme : les éléments permanents, ce sont les grandes vertus religieuses, morales et sociales de Jésus ; les éléments transitoires, contingents, ce sont les rites et les doctrines destinés jusqu'ici à séduire l'imagination des peuples enfants.

Ce sont là les principes de *l'unitarisme* américain, qui veut

abolir toutes les différences de sectes religieuses, pour établir une œuvre morale commune sur cette formule : liberté, moralité, fraternité.

Dans le même temps se poursuivait l'ardente croisade contre l'esclavage avec Mme Beecher-Stowe et Abraham Lincoln en Amérique, Wilberforce en Angleterre, Schœlcher en France.

En Allemagne, Schleiermacher voulaitaus si introduire la liberté dans les enseignements de l'Eglise, enseignant que la plus haute moralité peut se concilier avec la plus absolue liberté de conscience, que même il est d'une moralité inférieure de se reposer dans le respect de l'autorité.

En 1832, était fondée « l'Association de Gustave Adolphe », pour lutter contre la propagande catholique, dans le temps où l'Autriche catholique était tenue à l'écart du Zollverein allemand, et pour obtenir l'union de toutes les confessions protestantes sur le terrain de l'éducation sociale.

Alors naissait le mouvement *évangélique-social*, se groupaient les pasteurs de la « Mission Intérieure », s'organisait l'apostolat plus moral que religieux à travers les masses populaires, surtout dans les centres industriels, où la lutte était plus difficile contre les vices et les désordres.

Le pasteur Adolphe Stöcker s'élevait éloquemment contre la politique brutale du prince de Bismarck, au nom de la morale et de la paix sociale. Le docteur Hinzpeter, ancien précepteur de Guillaume II, reprenait pour un temps quelque influence sur l'esprit de son élève, et en faisait un moment une sorte d'apôtre du socialisme d'Etat. Sous cette influence, le prince de Bismarck succombait tout d'un coup, et l'empereur convoquait à Berlin une Conférence Internationale, pour étudier les grandes questions sociales. — C'était en 1890, quelques mois avant l'Encyclique pontificale sur la condition des ouvriers. L'Eglise catholique, à la suite d'une évolution analogue, se rencontrait avec la nouvelle doctrine protestante.

Cet effort de la religion sur les conditions des classes labo-

rieuses rappelle le souvenir des primitives communautés chrétiennes qui se confondaient souvent à Rome avec les *collegia* ou corporations de travailleurs. En ce temps-là aussi l'Eglise allait parmi le peuple. Guillaume II rêva peut-être d'être le Constantin de cette religion nouvelle.

Puis il renonça à ce dessein dont le résultat ne lui paraissait point très assuré. Délivré de Bismarck, il revint à la politique de Bismarck ; il préféra la répression par les armes à l'évangélisation. Il préféra l'amitié du baron Stumm, « le roi de la Sarre, » à l'affection des classes inférieures ; il n'aima point le nom qu'on lui avait déjà donné d' « empereur des ouvriers ». Après avoir encouragé officiellement les pasteurs à s'occuper des questions sociales, à les prendre souvent pour textes de leurs prêches, il le leur défendit, et le mouvement évangélique-social cessa d'avoir un caractère officiel. Il apparut que les rois ont d'autres soucis que de moraliser leurs peuples ou de les arracher à la misère. Le socialisme et l'éducation des sujets de l'empereur allemand se devront passer de son appui. Cela n'empêche pas les entreprises généreuses des particuliers ou des confessions dissidentes, et l'Eglise protestante continue courageusement sa croisade à travers l'Allemagne.

La plupart des religions ont aujourd'hui une tendance à sacrifier le dogme aux préoccupations morales ; elles se laissent toucher par le caractère distinctif des temps actuels, le réalisme ; elles se doivent intéresser, comme les gouvernements, aux besoins des peuples ; elles s'adaptent plus volontiers aux exigences de la raison ; elles descendent du Ciel sur la terre.

Je ne rappelle que pour mémoire le bouddhisme, dans lequel la piété filiale tient toujours lieu de toutes les vertus, résume tous les devoirs. L'Islam, si grossier, arrache du moins les sauvages à leur idolâtrie sanguinaire ; il les amène à une culture morale un peu supérieure.

Le judaïsme est pénétré des mêmes caractères. Les Sionistes travaillent à la restauration du royaume de Jérusalem ; ce se-

rait pour échapper aux persécutions dont les Juifs sont encore partout menacés ou atteints ; ce serait aussi pour l'accomplissement d'un grand devoir social. Dans ce royaume nouveau, sur un terrain neuf, ils construiraient la société idéale moderne ; après avoir enseigné au monde le monothéisme, Jérusalem lui enseignerait le meilleur gouvernement des peuples, la meilleure constitution de la société nouvelle : le Messie viendrait qui achèverait l'œuvre des prophètes.

L'Amérique, fertile en nouveautés parce que ses terres vierges ne sont pas encombrées des préjugés du passé, a rêvé l'achèvement de cette évolution de la plupart des religions dans une grande unité morale. Il s'y est fondé l'Association de la « Religion-libre », *Free religious Association*. Elle est très largement organisée ; elle est ouverte, non seulement à tous les disciples du Christ, mais à tous les disciples de la vérité, chrétiens, juifs, bouddhistes, mahométans, positivistes même, pourvu qu'ils aient en commun l'amour du vrai et le désir du bien. Elle affirme que « nul ne doit être compté parmi les infidèles qui voit dans la justice la grande fin de la vie humaine et qui cherche une soumission plus complète de sa volonté à son sens moral ». Elle cherche à élever la religion au-dessus des différences et des querelles des Eglises.

L'Eglise catholique connut à son tour ce grand mouvement social, indépendant de toute doctrine, issu du progrès naturel de l'esprit et de la conscience humaine. Elle s'efforça d'y appliquer son méthodisme romain, cette incomparable force d'organisation qui a fait de Rome « le lieu du commandement ».

Sentant ce qu'à cet égard toutes les Eglises ont de commun, elle pensa reconstituer l'unité de l'Eglise, mais à son profit et sans aucun sacrifice de sa part.

Le pape Léon XIII publia, le 20 juin 1894, son Encyclique « aux princes et aux peuples de l'univers ». Il y exprimait « son espérance en la réconciliation des Églises protestantes et des Eglises orientales avec l'Eglise catholique latine... L'es-

prit peut à peine concevoir le souffle puissant qui saisirait soudain toutes les nations, alors que la paix et la tranquillité seraient bien assises, que les lettres seraient favorisées dans leurs progrès et que, parmi les agriculteurs, les ouvriers et les industriels, il se fonderait sur les bases chrétiennes de nouvelles sociétés capables de réprimer l'usure et d'élargir le champ des travaux utiles ».

Pour assurer cette unité, l'Eglise se dégage de toute forme politique; elle le peut d'autant mieux qu'elle a perdu toute puissance temporelle. Elle affirma son caractère démocratique dans l'Encyclique du 29 juin 1881 sur l'origine du pouvoir civil, et dans la Lettre pontificale adressée aux cardinaux français le 3 mai 1892. Elle accepta la forme républicaine et enseigna au clergé de France la politique du « ralliement ».

« En proclamant l'indépendance de l'Eglise à l'égard des formes de gouvernement, comme en s'occupant des questions ouvrières avec une sollicitude particulièrement active, et comme en travaillant à préparer dans un lointain avenir la réconciliation en une des diverses communions chrétiennes, le pape Léon XIII a fait trois grandes choses dont la première conséquence a été de rendre au catholicisme et généralement à la religion leur part d'action sociale. » (Brunetière [1].)

Le temps présent est en effet marqué d'un considérable progrès vers l'unité de la doctrine chrétienne, pour une puissante action sociale, sinon politique, de l'Eglise.

L'Eglise catholique d'ailleurs s'est fortement réorganisée depuis un siècle. Le XIX[e] siècle pourra être appelé le siècle de la Renaissance de l'Eglise pontificale. Elle était singulièrement déchue à la fin du siècle dernier ; l'abolition de l'ordre des Jésuites lui avait enlevé toute son influence politique ; les mœurs du clergé étaient mauvaises ; les papes étaient indignes ou incapables.

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1er janvier 1895. — *Après une visite au Vatican.*

L'Eglise refit son prestige dans la persécution qu'elle subit de la Révolution et de Napoléon, et dans la restauration du Concordat, mieux encore dans la restauration de la royauté en France. Les Jésuites reparurent en 1814, rétablis par la papauté qui savait trouver en eux son plus redoutable instrument d'action politique. La Congrégation mit aussitôt la main sur le gouvernement. Les biens des congrégations religieuses se reconstituèrent et s'élevèrent bientôt à la valeur de plusieurs milliards, sans que l'Eglise séculière, plus nationale, participât beaucoup à cette fortune. La République française de 1850 vota la loi sur la liberté de l'enseignement, et avec les ressources déjà recueillies les congrégations s'emparèrent de l'éducation d'une grande partie de la jeunesse, préparant ainsi la conquête des pouvoirs publics. La France se trouva prise peu à peu dans un réseau serré d'action politique et religieuse, préparée à redevenir la fille aînée de l'Eglise, l'instrument de Rome. En même temps, l'autorité pontificale se délivrait de tout contrôle, affirmait sa supériorité sur les conciles, imposait à tous les fidèles le dogme de l'infaillibilité. Fortement concentrée dès lors en une théocratie absolue, capable seule de donner à son action l'inflexible unité de direction qui promet le succès, l'Eglise reprit la conquête des pouvoirs publics et des consciences.

La principale condition du succès, en ce temps de démocratie, était de se mêler au siècle, d'agir sur le peuple, de ne plus se désintéresser de lui : car il est la force.

Lacordaire avait, dès le milieu du siècle, essayé de fonder la démocratie chrétienne qui s'est épanouie depuis ; il ne fut pas compris par les chefs catholiques de son temps, et l'archevêque de Paris interrompit ses prédications. Lamennais s'était rallié sans réserve aux principes de la Révolution, et avait invité publiquement la papauté, au nom de l'Evangile, à rompre sans retour avec les rois pour embrasser la cause des peuples. L'esprit du Christ n'était-il pas dans les principes, jusque-là mécon-

nus, de la Révolution Liberté, égalité, fraternité, n'était-ce pas ce que Jésus était venu prêcher sur la terre ? Servir les droits du peuple en usant des siens propres, pouvait-il y avoir pour l'Eglise une plus noble tâche ? Et quelle ne serait pas sa popularité, sa puissance, quand on la verrait, détachée des rois et des grands, soutenir au nom du Ciel la cause des faibles, des pauvres, des déshérités ? A supposer que le pape perdît, dans le développement des nationalités, les quelques provinces sur lesquelles il était encore roi, qu'importe ? Il aurait prouvé son désintéressement, il aurait dégagé sa royauté spirituelle de toute compromission avec les royautés de la terre ; et qu'était un misérable domaine de quelques lieues carrées auprès de l'empire qui lui serait dès lors assuré, l'empire moral de l'humanité ?

Lamennais attira sur lui les foudres de Grégoire XVI ; non seulement il dut cesser la publication de l'*Avenir*, mais les *Paroles d'un Croyant* furent condamnées comme une œuvre satanique, et leur auteur fut désigné nominativement comme un fauteur d'anarchie, un ennemi de l'Eglise, un hérétique [1].

Lamennais se sépara de l'Eglise pour toujours et mit son génie tout entier au service du peuple et de l'humanité.

Ce n'est que plus tard, dans la seconde moitié du siècle, que la papauté adopta ces vues, dans un but de conquête morale plutôt que d'émancipation. Cette régénération lui vint surtout de l'étranger, de l'Allemagne par l'archevêque de Mayence Ketteler, de l'Angleterre notamment par l'illustre archevêque de Westminster, le cardinal Manning.

Déjà la conversion de Newman au catholicisme, en 1845, avait fait grand bruit ; vingt ans après, Disraëli disait qu'elle avait donné une « secousse dont l'Angleterre était encore ébranlée ». Manning à son tour, en 1851, se sépara de l'anglicanisme, refusant de demeurer dans une Eglise qui est une

(1) Debidour, *l'Eglise et l'Etat en France*, in-8, 1898. Paris, F. Alcan.

institution purement humaine par la suprématie qu'elle reconnaît à l'Etat. Il fit ensuite un long séjour à Rome et eut l'amitié de Pie IX : ultramontain, il voulut être aussi l'apôtre du catholicisme réformateur et de la réforme sociale ; il voulut lui aussi faire de l'Evangile du Christ la charte de l'humanité, régénérer l'Eglise, la vivifier par l'apostolat des masses.

Archevêque de Westminster en 1865, il joua un rôle prépondérant au concile du Vatican en faveur du dogme de l'infaillibilité. Plus tard il contribua puissamment à l'élection de Léon XIII, qui allait reprendre dans ses grandes encycliques les conceptions religieuses et sociales de Manning. Celui-ci d'ailleurs les mettait en pratique avec une ardeur d'apôtre : il faisait de fréquentes visites aux affreux repaires de l'East End ; il s'y rencontrait avec le héros de la charité protestante, lord Shaftesbury ; il étudiait avec le prince de Galles la question des logements d'ouvriers ; il apaisait en 1889 la grande grève des Docks de Londres, prêchant les grévistes et leur obtenant les concessions indispensables ; il contribuait à la législation sur l'intempérance, fondait dans ce but la Ligue de la Croix. Il témoignait hautement de son amour pour l'Irlande, l'île des Saints et des Martyrs ; car la religion n'a pas le droit de n'être que la sauvegarde des riches et des possédants.

Ce sont aussi les principes de l'Eglise catholique des Etats-Unis d'Amérique, du cardinal Gibbons, archevêque de Baltimore, d'Ireland, archevêque de Saint-Paul. Car la démocratie américaine, dégagée de toutes formes traditionnelles, est un terrain favorable à la régénération entreprise dans l'Eglise.

C'est un grand rêve que celui de fonder la démocratie chrétienne, d'assurer au peuple le bien-être matériel et la satisfaction de ses besoins moraux, de conduire l'humanité nouvelle.

Les apôtres modernes, comme ceux de l'Eglise primitive, s'en vont parmi le peuple ; on ne les voit pas seulement dans les sanctuaires, on les rencontre sur les grandes routes, on les

entend sur la place publique. Ils comprennent et servent les intérêts du peuple, ils font avec lui la guerre aux tyrans au nom de la liberté ; ils en reviennent aux principes de la démocratie politique de saint Thomas d'Aquin : « Tout pouvoir politique vient de Dieu par le peuple, pour le bien duquel les princes et les rois sont délégués ; et, quand les rois se font tyrans, il reste au peuple le droit inaliénable de la révolte [1]. »

Aussi bien, affirment les américanistes de l'Eglise de l'archevêque Ireland, le fondement du socialisme s'appuie-t-il sur la théologie catholique, qui enseigne que « la race humaine ne doit pas exister pour le bénéfice d'un petit nombre, et que la propriété privée devient propriété commune quand l'inanition est à la porte... C'est la religion qui garantira le travail de l'oppression du capital, et qui par là reprendra son empire sur le travailleur. — Ne prêchez pas l'Evangile, dit encore l'archevêque de Saint-Paul, à un estomac vide : il n'écoutera pas ».

Enfin Léon XIII donna la consécration pontificale à ces doctrines nouvelles. Il accomplit l'idéal trop tôt conçu de Lamennais : une papauté assez libre des intérêts temporels pour diriger le mouvement de réforme sociale, assez sûre de son divin mandat pour offrir à une génération souffrante le remède à tous ses maux.

En 1887, il faisait inscrire les questions sociales dans le programme des études des grands séminaires. Surtout, le 15 mars 1891, il publia la fameuse Encyclique sur la condition des ouvriers ; on y rencontre ces phrases : « L'autorité publique doit prendre les mesures voulues pour sauvegarder le salut et les intérêts de la classe ouvrière, et d'abord arracher les malheureux ouvriers aux mains de ces spéculateurs, qui, ne faisant point de différence entre un homme et une machine, abusent sans mesure de leurs personnes pour satisfaire d'insatiables cupidités. Exiger une somme de travail qui, en émoussant toutes les

(1) Mgr Ireland, *l'Eglise et le Siècle*, in-12, 1894, Paris.

facultés de l'âme, écrase le corps et en consume les forces jusqu'à l'épuisement, c'est une conduite que ne peuvent tolérer ni la justice ni l'humanité. Que l'on stimule l'industrieuse activité du peuple par la perspective d'une participation à la propriété du sol, et l'on verra se combler peu à peu l'abîme qui sépare l'opulence de la misère, et s'opérer le rapprochement des deux classes. »

Ce sont des phrases qui jusqu'ici n'ont pas encore beaucoup contribué à améliorer la condition des ouvriers. Il en faut du moins constater l'unanimité des hommes d'élite à la recherche du progrès moral et social.

Mais il faut ici dénoncer le danger. Il ne faut pas que cette œuvre sociale soit pour l'Eglise un moyen de domination; il faut que ce soit un but désintéressé, il faut qu'elle songe au bien de l'humanité plus qu'à elle-même; il faut qu'elle reconnaisse toutes les bonnes volontés, qu'elle ne prétende point posséder le monopole du bien, qu'elle renonce à l'intolérance, sur laquelle elle s'est fondée et se fonde encore. Sinon, les peuples continueront à se détourner d'elle.

Car, à travers l'histoire, — sauf aux temps primitifs dont le souvenir est bien lointain et souvent oublié, — elle fut avec les forts, avec les puissants; elle voulut pour elle la force et la puissance. Elle ne releva point les faibles de leur faiblesse, les misérables de leur misère.

Il est fâcheux pour elle qu'elle n'ait pas créé le mouvement démocratique et socialiste dont elle veut aujourd'hui s'emparer, qu'elle ait été longtemps le principal obstacle à l'esprit révolutionnaire, qu'elle ait appuyé l'autel au trône tant que le trône fut solide, qu'elle s'aperçoive maintenant seulement du caractère démocratique des enseignements de Jésus, de l'harmonie qui existe entre l'Evangile et les principes de la Révolution. Il est fâcheux qu'elle puisse être soupçonnée de n'aller au peuple maintenant que parce que la force est venue au peuple.

C'est pourquoi le peuple se défie; il redoute les habitudes

de domination qu'elle a prises à travers l'histoire; il sait qu'elle réclame pour elle le droit exclusif au gouvernement des âmes, qu'elle affirme toujours sa supériorité sur l'État; elle fut si longtemps associée aux tyrans qu'elle condamne aujourd'huí, elle pratiqua elle-même si longtemps la tyrannie, que cette défiance des peuples n'est que prudence et conscience des intérêts essentiels de la vraie liberté.

« L'Eglise au siècle, » telle est sa nouvelle devise; on craint qu'il ne soit sous-entendu : « Le siècle à l'Eglise. » — « Jadis, écrit l'archevêque Ireland, l'Eglise pouvait *s'assurer* le peuple en s'assurant ceux qui gouvernaient le peuple. Les temps sont changés. » Ce qui signifie évidemment que l'Eglise est disposée à changer de méthode, mais non à rien abdiquer de ses prétentions. Elle tient de la possession dix-huit fois séculaire de Rome l'habitude du commandement; elle ne s'en défera point, elle ne s'en veut point défaire. Et les temps ne sont plus au respect aveugle de l'autorité, à l'abdication de tous les droits de la raison.

Car quels sont les enseignements que l'Eglise offre encore aujourd'hui à la démocratie? Sur quelles bases chrétiennes veut-elle reconstruire la société nouvelle ?

La doctrine de l'Eglise catholique romaine fut grande et puissante par son inflexible fixité. Il se peut qu'elle heurte la raison, elle n'a pas à s'accorder avec la raison humaine, elle a des sources divines, il faut l'accepter telle qu'elle est. Elle est un roc, dont elle a même en ce siècle achevé de préciser les angles; elle veut bien dégager les avenues qui lui ramèneront les dissidents; mais elle ne cède rien de son dogme, puisqu'il est pour elle la vérité absolue [1].

Cela ne lui est point encore suffisant. Elle paraît vouloir provoquer la raison par de nouvelles affirmations plus hardies que jamais, étrangères du reste absolument au *Credo*. Par les

(1) Goyau, *Le Vatican*, in-4, 1894, Paris.

siècles accumulés, sans doute, le roc se fait de matière plus dure et plus serrée.

En 1854, au lendemain de la crise révolutionnaire, Pie IX affirma sa souveraineté doctrinale en proclamant l'Immaculée Conception de la Vierge, doctrine favorite des Franciscains et des Jésuites, rejetée par les Dominicains. Il promulgua le dogme nouveau sans réunir de concile, en vertu de son autorité pontificale, attribuant au pape le droit de définir à lui seul la foi de l'Église catholique.

C'était la préparation d'un acte d'importance capitale. Pour donner à la reconstruction doctrinale de la société catholique son couronnement, Pie IX décida de faire reconnaître solennellement le pouvoir monarchique absolu du pape dans l'Eglise, même en matière de doctrine, sous la forme du dogme de l'infaillibilité pontificale. Ce fut l'objet du concile œcuménique du Vatican (déc. 1869-juillet 1870). Les luttes furent ardentes parmi les prélats, qui n'étaient pas tous gagnés au dogme de l'infaillibilité. Le rapporteur du projet, l'évêque Pie de Poitiers, apporta un argument nouveau : saint Pierre a été crucifié la tête en bas, sa tête portait le poids de tout son corps ; de même le pape porte toute l'Eglise ; or, c'est celui qui porte qui est infaillible, non celui qui est porté. Ce syllogisme acheva la conviction du concile. La doctrine de l'infaillibilité pontificale fut proclamée à une énorme majorité : elle devint en juillet 1870 un article de foi. On n'est pas un bon catholique si on ne l'admet. Il est heureux qu'elle n'ait pas un effet rétroactif ; car l'épreuve où est réduite la raison humaine serait plus rude encore.

Si le protestantisme est variable, si l'Eglise catholique triomphe de ces variations où elle voit la preuve d'une décomposition mortelle [1], il apparaît à d'autres esprits, même d'éducation catholique, comme une collection de formes religieuses

(1) Goyau, *l'Allemagne religieuse*, 1898.

de la libre pensée ; il s'accorde avec l'émancipation de l'individu ; il est de son temps. Et d'ailleurs tous les catholiques acceptent-ils tous les articles de foi qui leur sont maintenant imposés ? Et les variations ne sont-elles pas nombreuses parmi eux ? Je ne parle pas de l'indifférentisme.

L'Eglise catholique au reste s'ingénie à faire violence à la raison. J'ai dit la tentative libérale des américanistes : voici qu'elle est condamnée. Ils avaient rêvé d'organiser un congrès universel des religions en 1900, où toutes les confessions religieuses se fussent associées pour travailler ensemble au bonheur moral du genre humain. M. François Coppée s'écriait déjà : « Le bûcher de Jean Hus est éteint et les poignards de la Saint-Barthélemy sont rouillés. On ne se demandera pas au Congrès des religions s'il faut communier sous les deux espèces ou sous une seule, et l'on n'ouvrira pas la bouche sur l'Immaculée Conception ni sur la présence réelle. On y cherchera simplement, loyalement, comme on l'a déjà fait à Chicago, un terrain de paix religieuse et de conciliation des âmes. »

Le Congrès des religions est interdit par Rome. L'américanisme, « coterie bruyante qui jette le trouble dans le monde catholique »[1], est condamné par la lettre pontificale *Testem benevolentiæ*, du 22 janvier 1899. L'ivraie dès son apparition a été arrachée du champ de blé. Et le cardinal Richard, archevêque de Paris, l'annonçant à son clergé par mandement du 9 mars suivant, s'exprime ainsi : « A l'apparition du protestantisme, c'était le libre examen qui détruisait l'autorité de l'Eglise. Aujourd'hui, c'est le rationalisme qui apporte une négation plus radicale de l'ordre surnaturel... La doctrine de l'Eglise est un dépôt sacré, et non une science appelée à se développer par le génie humain. » C'est toujours la maxime romaine dans toute sa majestueuse rigidité : « Qu'ils reviennent à l'Eglise,

(1) Saint Clément, *La liquidation du « consortium » américaniste*, in-8, 1899.

c'est notre vœu, mais par le chemin que Jésus-Christ lui-même a tracé. *Haud mutatur Christus progredientibus sæculis.* »

Presque dans le même temps, le pape condamnait un professeur catholique de l'université de Wurzbourg, le docteur Schell. Il avait prononcé maints discours sur la liberté des recherches scientifiques, sur le besoin qu'a la science d'une absolue liberté. Il avait écrit une brochure intitulée : *Le Catholicisme considéré comme principe du progrès*. Il y affirmait une doctrine très libérale, qui a bien quelques points communs avec l'américanisme ; car, en dépit de la rigidité des dogmes, il y a bien des convictions libérales parmi les catholiques. Le docteur Schell constate dans sa brochure la décadence et l'infériorité du catholicisme en matière d'enseignement ; il en cherche le remède. Son nom seul, synonyme d'Universel, implique une conduite large et libérale ; il ne doit pas être seulement l'antiprotestantisme, comme il arrive en Allemagne ; il doit s'élever au-dessus de toutes les étroitesses des articles de foi, se vivifier par un large souffle de charité et de tolérance. — Il dit encore, à un autre point de vue : « L'infaillibilité pontificale implique le renoncement à une activité d'esprit personnelle en les questions les plus hautes et les plus décisives. Comment un pareil « *sacrificium intellectus* » ne conduirait-il pas inévitablement à une infériorité intellectuelle ?... Il ne faut pas que l'idée que l'on doit se faire du Dieu de la révélation devienne une simple affaire d'habitude. » Il conclut que le remède à cette infériorité intellectuelle est dans le développement des universités allemandes, dans la renaissance de l'Allemagne catholique par la liberté de la science.

Le 23 février 1899, il fut condamné. Ses principaux ouvrages furent mis à l'index, et notamment sa brochure sur le *Catholicisme considéré comme principe du progrès*. Quelques jours après, il adressait à l'évêque de Wurzbourg une lettre de soumission, spécifiant avec soin que cela était « un acte de loyauté, une preuve d'obéissance ecclésiastique, mais n'im-

pliquait pas directement ni indirectement l'abandon d'une conviction scientifique, ni davantage une rétractation. » Il apparaît donc que la doctrine catholique ne se peut point concilier avec l'esprit scientifique.

D'ailleurs l'Eglise, par la voix de ses plus éloquents orateurs, proclame la banqueroute de la science, dans le temps même où l'archevêque Ireland lui-même « bénit la science du siècle », y voit une preuve de la protection que Dieu étend sur l'esprit humain. A qui faut-il ajouter foi ?

Elle fulmine contre les Vieux Catholiques qui, depuis le chanoine Dollinger, protestent contre l'infaillibilité; elle les réduit à former une église séparée. Ils s'y résignent peu à peu et rompent avec Rome : ils suppriment la confession auriculaire (1874), la nécessité du célibat pour les prêtres (1878), la liturgie romaine (1880). Ils rencontrent des sympathies nombreuses dans la Suisse catholique, parmi ceux qui se refusent à admettre les décrets du concile du Vatican.

L'Eglise ne se met pas en peine d'éviter ces épreuves à ses fidèles. Elle s'en tient à l'autorité, à la forme la moins admissible de l'autorité, l'infaillibilité d'un homme. La raison se refuse à l'admettre ? Cela impose aux croyants un « *sacrificium intellectus* » ? Il n'importe : quel mérite aurait-on à croire, déclare-t-elle, si l'on ne croyait que ce qui est prouvé d'évidence ?

Elle impose donc de parti pris aux fidèles une infériorité intellectuelle. Elle ne voit dans la raison qu'un instrument de perdition, ne donne aux hommes d'autre guide que la foi, mutile l'esprit humain. Elle combat la libre pensée, la confond aussitôt avec l'athéisme ou l'hérésie. Quel danger pour l'humanité, écrivait le docteur Schell, « qu'une vie de l'esprit toute mécanique, sans autonomie, actionnée uniquement par une autorité extérieure » !

Elle déclare vouloir arracher les travailleurs à l'esclavage du capital, et elle les réserve à l'esclavage pire des intelligences.

Pense-t-elle conduire leur émancipation à son gré, les délier d'une part, pour les lier de l'autre ? Il se peut qu'ils n'y consentent point.

De telles doctrines conduisent forcément à l'intolérance et à l'injustice. L'Église n'a pas cessé d'être intolérante, sous le pontificat de Léon XIII comme sous celui de Pie IX ou de Grégoire XVI.

L'Encyclique « sur les erreurs modernes », de décembre 1878, condamne l'État laïque, la souveraineté du peuple et l'instruction laïque. Pour le pape Léon XIII, infaillible, la souveraineté du peuple n'est qu'une « impiété nouvelle, inconnue même des païens, par laquelle les États se sont constitués sans tenir compte de Dieu et de l'ordre établi par lui, par laquelle ils prétendent que l'autorité publique tire son principe, sa majesté, sa force de commander, non de Dieu, mais de la multitude du peuple ». L'Encyclique *Inscrutabili*, de la même année, dénonce le mariage civil comme « une loi impie, un concubinage légal ».

L'Encyclique « sur la liberté humaine », en 1888, condamne les libertés modernes, la liberté des cultes, la liberté de pensée, de presse, d'enseignement, « qu'on donne comme des conquêtes de notre époque ». — On y lit ceci : « La justice et la raison défendent à l'État d'être athée, ou, ce qui reviendrait à l'athéisme, d'avoir les mêmes sentiments envers les différentes religions et de leur accorder indistinctement les mêmes droits. » Le pape ne reconnaît que « le droit de propager librement et prudemment ce qui est vrai et honnête ; quant aux opinions mensongères, il est juste que l'autorité publique les réprime pour ne pas les laisser s'étendre à la ruine de l'État ».

Précisant lui-même en quel sens et dans quelle mesure il reconnaît le gouvernement que le peuple s'est donné, le pape ajoute dans la même Encyclique : « Si, en vue des conditions spéciales de l'État, il arrive que l'Église acquiesce à certaines libertés modernes, non qu'elle les préfère pour elles-mêmes,

mais parce qu'elle juge expédient de les permettre, dans le cas où le temps s'améliorerait, elle appliquerait sa liberté à remplir son devoir, assigné par Dieu, de travailler au salut éternel des hommes. » On ne saurait dire plus franchement que, dès qu'elle le pourra, l'Eglise supprimera toutes les libertés modernes. Le pape enfin condamne « la doctrine qui affirme qu'il n'appartient pas à l'Eglise de faire des lois, de juger, de punir, et qu'elle doit se borner à exhorter, persuader, diriger ceux qui se soumettent à elle volontairement ».

L'Encyclique *Quanta cura* et le Syllabus de 1864 ne furent donc pas seulement des explosions de colère de Pie IX contre des temps particulièrement durs à la papauté. En 1885, Léon XIII en confirma les termes et les déclara articles de foi. Ce fut l'objet de l'Encyclique *Immortale Dei*. Or le Syllabus est le catalogue des erreurs modernes, que l'Eglise condamne, et il se trouve que presque toutes les libertés conquises par les hommes depuis cent ans y sont renfermées et traitées de « monstrueuses opinions de notre triste époque ». — « C'est une folie de dire que la liberté de conscience et de culte est un droit propre à chaque homme : c'est une liberté de perdition. »

C'est l'unité de foi obligatoire : si l'Eglise le pouvait, ne reviendrait-elle pas aux persécutions ? L'autorité d'ailleurs n'a d'autre instrument que la force.

« Anathème en somme, — c'est le dernier article du Syllabus — à ceux qui prétendent que le Pontife romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne. » — L'idéal qu'on nous propose, c'est le moyen âge ; ce sont les temps de Grégoire VII et d'Innocent III, de l'Inquisition et de la Croisade des Albigeois.

C'est pourquoi l'Eglise continue une guerre implacable contre les protestants. Avec les doctrines qu'elle professe, il lui est impossible de s'accorder avec les âmes généreuses et pieuses, d'où qu'elles viennent, pour travailler ensemble à la culture morale des individus, à l'éducation morale de la société. L'Alle-

magne protestante est toujours considérée par Rome comme une terre de missions, et la Propagation de la foi envoie des missionnaires en Prusse comme en Chine ou au cœur de l'Afrique. Hors de l'Eglise, elle ne reconnaît point de vertu.

Hors de l'Eglise, point de salut, point de paix sur la terre aux hommes de bonne volonté.

Celui qui prétend posséder seul la vérité ne connaît pas la tolérance, devient persécuteur dès qu'il a la force.

L'Eglise a rompu, en dépit des apparences, avec le large esprit révolutionnaire dont l'école de Lamennais prétendait la vivifier. Elle se renferme dans les froides et mortelles rigueurs de son dogme; elle oublie les préceptes de la charité chrétienne et semble ne plus connaître que la haine. Ainsi éclate le schisme entre l'Eglise telle qu'elle est devenue et la vraie religion : l'Eglise, de moralité inférieure par les ambitions qu'elle sert; la religion, d'éternelle beauté par les vérités morales qu'elle enseigne. La religion se dresse contre l'Eglise, porte condamnation contre elle, pour s'en dégager plus pure, et se confondre avec la morale, avec le vrai, le beau, le bien, dont elle est l'idéale manifestation.

L'ÉDUCATION PAR LA SCIENCE

L'histoire politique de l'humanité aboutit actuellement au partage de toutes les terres du globe. C'est un cycle immense qui s'achève dont les origines remontent à la découverte de l'Amérique par Colomb. Non pas certes que les relations politiques des Etats ne doivent être encore longtemps l'un des phénomènes essentiels de l'histoire de l'humanité ; mais du moins elles cesseront d'être toute l'histoire ; elles ont même déjà cessé d'en être le principal intérêt.

L'histoire économique intéresse désormais un plus grand nombre d'hommes ; elle préoccupe davantage les hommes d'Etat ; aussi bien l'expansion coloniale n'en est-elle qu'une

des faces. Il est aujourd'hui question d'exploiter tous les biens de la terre, et en même temps d'en rechercher la meilleure répartition, d'assurer à tous les hommes ainsi, non seulement le pain quotidien, mais quelque bien-être et des moyens de culture morale.

Car voici une nouvelle histoire qui commence, je veux dire l'histoire morale de l'humanité. Ce fut évidemment une grande période dans le cours des siècles, la plus grande, que celle de l'expansion du christianisme, que la diffusion à travers le monde des sentiments de fraternité universelle, de charité pour les misérables. Mais cette grande histoire morale n'eut pas les suites qu'on en pouvait attendre, l'Eglise devint une puissance politique, et, sous la direction des papes, voulut établir son royaume en ce monde.

La Révolution a repris l'histoire interrompue du christianisme. Elle proclama de nouveau à travers le monde les leçons du Christ sur l'égalité et sur la fraternité. Elle y ajouta la doctrine de la souveraineté nationale, qui dès lors partout triomphe. Et le siècle finissant élève au-dessus de tous les principes sociaux la religion de la vérité et de la justice.

Mais il ne convient pas que ces vertus soient le privilège de quelques rares héros. Il faut qu'elles soient répandues parmi le peuple. Le peuple est chargé à l'avenir de conduire ses destinées ; il faut qu'il sache se conduire lui-même.

En cette éducation morale du peuple, toutes les religions se peuvent rencontrer ; car toutes renferment, sous les apparences extérieures dont elles se distinguent, les mêmes doctrines, les mêmes sentiments, parce qu'en réalité elles ne sont que les expressions variées des mêmes idées morales adaptées au génie des diverses races. C'est pourquoi elles n'ont pas à se jeter l'anathème les unes aux autres ; elles peuvent toutes ensemble mener la même croisade contre les vices, poursuivre ensemble la même œuvre de perfectionnement moral de l'humanité. L'œuvre sera plus rapide et plus fructueuse si elles

pratiquent d'abord entre elles les maximes de la charité chrétienne, si elles cessent de s'inspirer d'autres sentiments que de l'amour du prochain.

Cette moralisation des masses populaires sera longue et difficile. Il y aura de grands obstacles à renverser, et beaucoup de bonnes volontés seront rebutées. Mais la nécessité de cette œuvre est comprise aujourd'hui ; c'est assez pour qu'elle ne soit point abandonnée et ainsi pour qu'elle porte des fruits inestimables. Mais il ne suffira pas de fonder la morale sur la foi ; cela convenait aux misérables du moyen âge : l'espérance de la vie éternelle était leur encouragement à bien faire; quelle autre consolation aurait-on pu alors leur enseigner? Le misérable d'aujourd'hui a d'autres exigences ; la morale ne se passera pas de la science ; elle se fondera sur elle après s'être fondée, dans les temps primitifs, sur la foi. Il ne faut pas que la religion déclare la guerre à la science ; il faut qu'elle s'accorde avec elle.

Car il faut s'adresser à la raison de l'homme ; il faut lui faire comprendre son vrai bien, qui n'est pas la satisfaction de ses passions brutales, sa valeur morale, sa dignité d'être doué d'intelligence et de volonté. Il faut assurer l'épanouissement de ses facultés, il faut exploiter tous les trésors que renferme son être moral.

Or, la science et la religion sont, pour beaucoup encore, deux ennemies irréconciliables; on affirme, au nom de la religion, la « banqueroute de la science », et les hommes cultivés se distribuent entre deux camps, celui des tenants de la science et celui des tenants de la religion.

Cela assurément ne veut pas dire que la science n'ait fait aucun progrès depuis cent ans ou davantage.

Il n'est point nécessaire, et ce n'est point le lieu de dire, ni même de résumer les conquêtes de la science en ce siècle qui sera appelé, en dépit de cette prétendue banqueroute, le siècle de la science. Mais il est possible de soutenir que

les inventions mécaniques, que l'emploi de la vapeur et de l'électricité, ont un autre intérêt même que celui de développer l'industrie et le commerce. N'est-ce pas un spectacle réconfortant, moral en son genre, que celui de l'extrême activité des communications et des relations, que le jeu si varié des intelligences et des volontés humaines ? On vit plus, en une vie d'homme, pour ainsi dire, que jadis en plusieurs générations ou même en plusieurs siècles, et cet échange des idées ajoute autant de valeur intellectuelle et morale à l'humanité que le crédit ajoute de valeur commerciale à la richesse foncière. Tout agrandissement intellectuel se peut compter d'ailleurs pour un agrandissement moral ; je ne veux pas dire que l'honnêteté a plus de valeur morale chez un savant que chez un ignorant ; je dis seulement que le premier connaît mieux la valeur morale de son honnêteté, qu'il est capable ainsi d'en faire en quelque sorte la théorie et de l'enseigner autour de lui. Le paysan ignorant, économe d'une pièce de vingt francs, la met au fond du bas de laine ; le commerçant avisé la place en bon endroit et lui fait produire des intérêts.

On dira que la science quelquefois rend le criminel plus dangereux. Mais elle ne le rend pas plus criminel : le criminel savant qui manie habilement la bombe de dynamite est plus dangereux, n'est pas plus criminel que l'affreux et grossier bandit qui assomme avec son bâton, étrangle avec ses doigts, ou tue avec un mauvais couteau. Il est vrai seulement que la science est plus puissante que l'ignorance ; mais cela n'est pas à discuter. D'aucun fait il n'y a à conclure à l'immoralité de la science.

L'exploitation de toutes les richesses du sol ne peut pas ne pas avoir aussi des avantages moraux. Elle a créé en quelques années, et elle créera de plus en plus en d'énormes proportions d'immenses ressources nouvelles. C'est un bien en soi que d'arracher à la terre les richesses qu'elle renferme. Elles sont encore entassées en trop peu de mains ; mais elles sont prêtes

à la répartition qui est désirable pour assurer le bien-être humain. Il ne se peut pas que l'humanité tout entière ne vienne pas à en profiter : cela est renfermé dans la fatalité.

Le machinisme actuel a eu jusqu'ici des conséquences sociales pénibles, qu'il faudra corriger. Mais il représente un progrès qui est déjà un bien acquis. « Le nombre de chevaux-vapeur actuellement possédés par l'industrie équivaut à un milliard d'hommes ; c'est dire que l'humanité a dès maintenant à son service un milliard d'esclaves de fer. — Qu'était en effet la civilisation antique ? Une poignée d'hommes libres portée sur un monde d'esclaves. — Que sera la civilisation moderne ? L'humanité tout entière sera la poignée d'hommes libres et la matière sera la multitude d'esclaves. — La foule va être rachetée, affranchie, remplacée, dans son douloureux rôle d'Atlas portant le ciel, par l'insensible et infatigable armée des forces naturelles. Ce n'est plus de pauvre chair saignante, mais de métal brut que seront construits désormais les soubassements de la cité humaine. L'homme ne doit plus être que l'œil qui voit et le doigt qui dirige. La frêle et pensive créature a capté l'ouragan des forces cosmiques et dressé à son service une armée immense de monstres de fer[1] ».

La frêle et pensive créature aura dès lors du loisir pour s'élever à la dignité d'être moral. A la science sera dû ce résultat de conséquence incalculable. La science permettra tous les progrès, moraux ou matériels, de l'avenir.

En dépit des difficultés sociales de l'heure présente, le bien-être matériel est évidemment de plus en plus grand dans toutes les classes de la société ; les objets utiles ou agréables sont plus abondants, plus faciles à obtenir. Le luxe de jadis est entré dans la consommation générale : le sucre, le café, le linge, les meubles, les lampes, les journaux, la musique, le théâtre sont accessibles à tous. L'hygiène est entrée dans les villes et

(1) J. Izoulet, *La Cité Moderne*, p. XII-XIII, 235, 261-262, 1 vol. in-8 4e édit., Paris, F. Alcan.

les maisons ; la maladie recule devant elle, non pas encore la mort.

Le travailleur manuel a autant de moyens matériels de jouissance et de culture intellectuelle que le bourgeois de 1814 (Seignobos).

La presse a commencé, bien imparfaitement jusqu'ici, l'éducation politique du peuple, non pas encore son éducation morale. Elle est, comme les langues d'Esope, capable de beaucoup de bien et de beaucoup de mal. Du moins elle excite la curiosité de gens qui, sans elle, croupiraient dans l'indifférence. Le suffrage universel y contribue aussi. De quelque façon que ce soit, l'homme est arraché à sa vie bestiale d'autrefois. La voie est ouverte à l'éducation des masses. La besogne est d'importance. Il y a à cet égard presque tout à faire.

Ce n'est qu'au point de vue de la métaphysique ou de la Théodicée qu'il est possible de parler de la banqueroute de la science. Et cela revient à dire qu'elle ne connaît pas tout. Certes elle n'offre pas des satisfactions de même nature que la foi. Elle ne connaît pas l'inconnaissable, elle ne disserte point sur le miracle.

Sans doute il y aura toujours une part d'inexplicable, devant quoi la science se taira ; cela marque la faiblesse de l'homme en face de l'infini, mais cela est aussi une invitation au progrès indéfini, un appel aux intelligences humaines, à l'activité des recherches, la plus haute raison d'être de la science.

La foi, c'est l'attente du savoir ; ce n'en est pas la limitation ; et, s'il est certains faits, les plus considérables d'ailleurs, l'origine de la création, la destinée de l'âme humaine, le principe et la fin, qui échappent à la raison, entre ces deux extrémités, le champ est vaste où la science évolue, en donnant à l'intelligence et à la conscience humaine les plus nobles satisfactions.

Car la science donne aussi satisfaction aux besoins moraux de l'humanité. Elle enseigne la loi du travail, et par là déjà elle est une école de moralité et de vertu.

Elle est faite de probité ; elle a le culte de la vérité et de la justice. Comment ne serait-elle pas éminemment morale ? A vrai dire, elle est elle-même une religion, et parmi les plus nobles.

Elle donne le vrai courage, la passion du sacrifice, qui est fondée sur la claire conscience du bien et du juste. Le courage d'exprimer, de proclamer son opinion n'est plus chez le savant que l'achèvement de sa pensée, le couronnement de sa découverte, l'explosion au dehors de sa conviction parfaite.

La science s'est marquée dans ces dernières années de caractères nouveaux, qu'on ne peut qu'à peine esquisser. Elle recherchait la solitude des laboratoires, elle s'enfermait dans ses sanctuaires. Elle aussi maintenant, elle va parmi le peuple, elle se mêle au siècle.

Les savants ont compris quelle énorme et noble puissance morale la science renferme en elle. Ils ont rougi de l'égoïsme qu'il y a à garder pour soi le trésor de la découverte, la jouissance du savoir. Ils ont vu le désarroi des consciences populaires, en quête d'éducation ; ils ont constaté la banqueroute de l'Église et saisi la direction morale de l'humanité. Il faut des apôtres parmi les chaumières et les ateliers ; ils ont entrepris d'enseigner la nation.

C'est un phénomène social d'importance capitale. C'est la fin de malencontreuses défiances. Le travailleur manuel, l'ouvrier, n'avait pas de sympathies pour le savant, pour le travailleur intellectuel, pour l'ouvrier de la science ; il le confondait volontiers avec le bourgeois égoïste et satisfait. Faut-il ajouter que le savant ou, si l'on veut, l'intellectuel, avait quelque dédain pour l'ouvrier aux mains calleuses ? Il méconnaissait ce que ces apparences frustes cachent de probité foncière, de généreuse aptitude au sacrifice, d'instinctive droiture. Ces deux frères ne se voyaient plus.

Ils se sont retrouvés et estimés. L'ouvrier aimera la science après avoir aimé le savant, et cette fraternité de tous les tra-

vailleurs, symbole peut-être des temps prochains, terme merveilleux d'une époque remplie de tristesses, préparera la solution du problème social.

Il apparaît dès lors très clairement que c'est un devoir strict, une urgente nécessité que d'instruire les masses populaires. Les foules ignorantes, vils troupeaux, peuvent rendre dangereuse la liberté démocratique et compromettre l'avenir, le salut de la république. Il faut leur apprendre à se défier de leurs passions, à raisonner leurs sentiments, les éclairer avec l'expérience de l'histoire nationale ou étrangère ; il faut les élever.

La science est capable d'entreprendre et d'achever cette culture morale, si les savants continuent à connaître et à aimer le peuple. Ils seront entendus s'ils lui enseignent la tempérance, la haine de l'odieux alcoolisme, s'ils savent lui donner le goût d'autres jouissances, de distractions saines et fortifiantes, s'ils l'attirent à eux. Dans le temps où l'amélioration des conditions sociales va donner peu à peu à l'ouvrier des loisirs, du bien-être, il faut que cette aisance lui permette de se cultiver, et non pas seulement de s'enfermer plus longtemps au cabaret. La question sociale ne sera pas résolue quand la journée de travail sera réduite à huit heures ; il faudra faire en sorte que le reste du temps soit consacré au repos, au perfectionnement intellectuel de l'individu, et non à l'abrutissement dans l'alcool. Si on ne l'obtenait pas, il faudrait désespérer de l'avenir de l'humanité. Mais il ne faut pas désespérer : il faut toujours travailler.

Il n'est pas possible que l'admirable effort auquel nous assistons en France depuis quelques années, ne produise pas des résultats proportionnés. La République tout entière est travaillée actuellement d'un extraordinaire mouvement d'éducation populaire; il apparaît que l'école primaire ne suffit pas à l'éducation du futur citoyen ; comment pourrait-on enseigner fructueusement à des enfants de moins de douze ans leurs devoirs civiques, les lois de la morale ? Il y faut joindre l'éducation du

jeune homme, et les œuvres « post-scolaires », comme on les appelle assez lourdement, se sont multipliées sur tout le territoire. Il y faudrait joindre l'éducation du soldat : on conçoit très bien que la caserne puisse être autre chose que le cadre d'exercices physiques ou de corvées fatigantes ; on se persuade que, réunissant pour la défense de la patrie toute la jeunesse française, elle pourrait, elle devrait être en même temps le lieu où s'achèverait l'éducation de cette jeunesse. Le parfait soldat n'est pas l'exécuteur mécanique de tous les règlements de la théorie ; il faudrait qu'il joignît à cette habileté professionnelle la claire conscience de ses devoirs civiques et de sa dignité morale. Il faudra sans doute encore beaucoup de temps pour que la caserne devienne cette école.

Il faut joindre enfin à l'éducation de l'enfant, du jeune homme, du soldat, l'éducation constante du peuple tout entier. Un peuple n'est vraiment libre que s'il est éclairé ; sinon, la liberté n'est entre ses mains qu'un instrument dangereux qui peut se retourner contre lui ; plusieurs fois déjà la démocratie française a failli se perdre elle-même par ignorance et passion.

C'est pourquoi les savants et les intellectuels s'en vont parmi le peuple, poursuivre l'apostolat de la vraie liberté, prêcher la religion de la vérité. C'est pourquoi tant d'œuvres surgissent de partout, sous mille formes, pour un même but, Universités populaires, Coopération des idées, Union pour l'action morale. Il faut ouvrir les écoles, non seulement aux enfants du peuple, mais au peuple ; il faut l'appeler aux temples de la science pour l'arracher aux dégradantes distractions.

L'œuvre commence à peine ; on n'en peut juger les fruits, elle produit du moins dès maintenant une agitation étonnamment vivante. Elle pourra déjà montrer aux étrangers, dans les mois qui vont venir, un spectacle aussi beau que celui de l'Exposition : tout un peuple qui veut s'instruire, toute une armée de savants combattant le bon combat contre les vices et les passions de la foule. Les étrangers pourront emporter de

France de grandes et fortifiantes leçons ; ils auront senti fermenter dans le sol de la République des germes fécondants, prometteurs d'abondantes moissons ; contre l'ignorance, ennemie de la liberté, en face du fanatisme qui est la compression de toute personnalité, ils auront vu la science, qui est éducation, répandre à travers le monde la doctrine des temps nouveaux : Laissez faire les intelligences, laissez passer les idées.

L'avenir de l'humanité, l'avenir des peuples comme celui des individus, matériellement et moralement, est et ne peut être que dans le travail, source et condition de la science.

Le travail exactement réparti exploitera toutes les richesses de la terre qui, équitablement distribuées, assureront le bien-être matériel de tous les hommes et permettront leur culture morale.

L'histoire en prendra de nouveaux caractères. La gloire consista dans le passé à reculer les frontières des Etats. Quand la sagesse des peuples, plus instruits et plus honnêtes, aura réglé les grands conflits qui les tiennent en armes et en haines, la gloire dans l'avenir sera de reculer les frontières de la science, d'élever la conscience morale de l'humanité.

CONCLUSION

Le xxe siècle ne s'ouvrira pas dans l'unanime joie des hommes ; beaucoup sont anxieux de ce demain.

Car l'année 1900 lui pose de nombreux problèmes dont la solution peut-être ne se rencontrera que parmi les guerres entre nations, peut-être entre concitoyens.

Elle se caractérise par une agitation générale, à laquelle l'Exposition de Paris n'est qu'une trêve que beaucoup trouvent trop longue et que beaucoup n'observent pas : le monde bouleversé par une étrange fièvre d'impérialisme, par d'âpres convoitises partout excitées, qui se donnent carrière sans pudeur ; — la société bouleversée par la lutte des classes, partout violente, à peine un peu plus courtoise dans les derniers temps ; — la conscience même bouleversée par le doute et par le besoin de la certitude.

L'humanité est en pleine Révolution, — révolution territoriale, disposition nouvelle des frontières, assaut aux grands marchés du monde, armements à outrance, comme si les hommes allaient demain se jeter les uns sur les autres, s'entre-tuer, après s'être ruinés ; — révolution sociale, fondée sur les pires sentiments, haine des pauvres pour les riches, mépris des riches pour les pauvres, comme si la société était toujours divisée entre hommes libres et esclaves, comme si elle n'avait pas changé depuis les temps anciens ; — révolution morale, transi-

tion laborieuse de la foi à la science; angoisse douloureuse aux consciences délicates, dure nécessité aux Eglises d'abdiquer le gouvernement des âmes pour se donner à leur éducation. — Révolution profonde, issue de celle du siècle dernier, mais autrement redoutable, d'incalculable conséquence: car il ne s'agit plus seulement de l'organisation politique des Etats, mais de la condition matérielle et morale de l'humanité.

Cela est le résultat de toute l'histoire du siècle qui s'achève, siècle terrible, siècle de fer, qui commença par quinze ans de guerres européennes, qui se termine par trente ans de paix armée, siècle de Napoléon et de Bismarck.

Grand siècle pourtant, singulièrement riche, et généreux en quelque manière; il a aboli enfin l'esclavage et proclamé l'égalité de toutes les races humaines ; il a délivré des nationalités sujettes, qui seront un exemple pour celles qui le sont encore ; il a marqué le progrès décisif de la démocratie ; il a recherché le bien-être de ceux qui souffrent; il a commencé la libération des consciences ; il a répandu parmi les hommes les premiers bienfaits de la science.

Il laisse bien plus à faire: il y a encore des races opprimées sur le globe ; il y a encore des nationalités sujettes , il y a encore des peuples serfs ; il y a encore des malheureux qui n'ont pas l'assurance du pain quotidien, qui n'ont pas la conscience dégagée des passions fanatiques. Il y a encore une foule d'hommes qui ont souffert et qui souffrent du droit du plus fort. Car ce siècle a été le siècle de la science, mais il l'a mise au service de la force.

Il faut qu'au siècle prochain la science soit école et instrument de justice. Il faut que les nationalités sujettes, que les peuples serfs, que les misérables affamés, que les consciences opprimées recouvrent tous leurs droits. Il faudrait délivrer les hommes, non pas seulement de leurs tyrans, mais aussi de leurs passions, c'est-à-dire les arracher à l'ignorance.

Œuvre immense, à laquelle le xxe siècle ne suffira pas ; œuvre même urgente, à peine ébauchée, dont l'urgence même est à peine reconnue ; œuvre si considérable, si pressante, si difficile qu'on s'arrête effrayé devant elle et qu'on se demande si ce n'est pas une chimère que de l'entreprendre. Mais il ne faut pas laisser sur soi prise au découragement. Il faut espérer contre toute espérance, car l'espérance fortifie le cœur et produit l'effort.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE V

LA MÉDITERRANÉE

CHAPITRE VI

LA MER ROUGE. — ÉGYPTE ET ABYSSINIE

CHAPITRE VII

LE PARTAGE DE L'AFRIQUE

CHAPITRE VIII

L'ASIE ANTÉRIEURE

CHAPITRE IX

LE PROBLÈME DE L'ASIE CENTRALE

CHAPITRE X

LA QUESTION CHINOISE

CHAPITRE XI

LES ÉTATS-UNIS

CHAPITRE XII

LA TRIPLE ALLIANCE

CHAPITRE XIII

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

CHAPITRE XIV

LES GRANDES PUISSANCES ET LE PARTAGE DU MONDE

CHAPITRE XV

LES CONFLITS ET LA PAIX

CHAPITRE XVI

LA SOCIÉTÉ. — ÉGLISE ET SCIENCE

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CHARLES HÉRISSEY



